

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DU
DROIT A L'APPELLATION
“CHAMPAGNE”

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Politiques et Economiques)

Soutenue le 2 Juin 1923, à 14 heures

PAR

Roger HODEZ

Président : M. DEMOGUE, Professeur
Suffragants { MM. WAHL, Professeur
PERCEROU, Professeur

PARIS (Ve)

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, Boulevard Saint-Michel

1923

DU
DROIT A L'APPELLATION
CHAMPAGNE



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41547504_0097

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DU
DROIT A L'APPELLATION
CHAMPAGNE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Politiques et Économiques)

Soutenue le 2 Juin 1923, à 14 heures

PAR

Roger HODEZ

Président : M. DEMOGUE, Professeur
Suffragants } MM. WAHL, Professeur
PERCEROU, Professeur

PARIS (V^e)

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, Boulevard Saint-Michel

1923

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme pro-
pres à leurs auteurs.**



INTRODUCTION

§ I

La Champagne Géographique et Historique

La Champagne, diraient aujourd'hui plaisamment ceux qui ne veulent pas risquer de se tromper, c'est le pays où l'on fait le vin de Champagne. Mais autrefois cette définition facile n'était pas admissible, car le vin de Champagne n'a pas toujours existé et n'a pas toujours été ce qu'il est aujourd'hui. L'origine du mot *Champagne* est encore discutée actuellement : beaucoup la voient dans les deux mots celtiques *kann pann* qui signifient *blanc pays*. Cette explication est en effet fort admissible et évoque bien la craie si répandue dans cette région ; mais il en est une autre encore plus simple, émise par certains savants : Champagne viendrait du mot latin *Campagnia - plaine* (1). Ce n'est guère qu'au dixième siècle que l'on voit apparaître, appliquées à Châlons et à Reims, les expressions *campania cathalaunensis*, *campania remensis*.

Les frontières de la Champagne sont restées longtemps imprécises et beaucoup de communes qui

revendiquent aujourd'hui le droit de se dire champenoises, ont été au cours des siècles rattachées successivement à diverses régions. La ville de Sens par exemple fut conquise par le duc Richard de Bourgogne en 896. Réunie à la couronne en 1015, elle fut occupée par Eudes, comte de Champagne et ensuite restituée au roi en 1034. Aussi pour Larcher de Lavernade, historien de Sens, cette ville ne fit pas plus partie du comté de Champagne que du duché de Bourgogne. Cette conclusion a été cependant repoussée par la plupart des auteurs, car divers détails montrent que Sens a dépendu de la province de Champagne.

Ces discussions s'expliquent très facilement si l'on observe qu'historiquement le nom de Champagne s'est appliqué à trois circonscriptions tout à fait différentes :

1°. Le comté de Champagne qui était la propriété des comtes de Champagne et comprenait toutes les terres qui appartenaient à ces seigneurs, même lorsqu'elles étaient fort éloignées de Troyes, leur résidence et capitale du comté ;

2°. Le gouvernement militaire de Champagne, création de François I, qui subsista pendant tout l'ancien régime, mais à titre purement honorifique après l'organisation des intendances ;

3° la généralité de Champagne, instituée par Richelieu, dont l'administration était confiée aux

(1) D'ARBOIS DE JUBAINVILLE. Histoire des Ducs et des Comtes de Champagne. Tome I page 4. Voir également sur cette question POINSIGNON : Histoire Générale de la Champagne et de la Brie.

intendants et qui subsista parallèlement au gouvernement militaire.

Le mot « province de Champagne », après avoir désigné tout d'abord le domaine des comtes de Champagne, s'est appliqué ensuite simultanément au gouvernement militaire comprenant la Champagne et la Brie, et à la généralité dont l'importance territoriale était moindre : dans cette division territoriale, la Brie fut en effet scindée en deux parties, l'une rattachée à la généralité de Paris, l'autre à celle de Soissons.

Troyes, capitale du comté de Champagne, continua à être capitale du gouvernement, malgré qu'après la division en généralités, les gouverneurs aient généralement fixé leur résidence à Paris. Mais la capitale de la généralité était au contraire Châlons. On a donné parfois ce titre à Reims parce qu'elle était la ville principale de la région et le siège d'un important archevêché ; c'est ainsi que des trésoriers généraux se sont choisis Reims pour résidence, malgré qu'il leur fut prescrit d'habiter la capitale de la généralité. Mais ces légères dérogations à la règle ne pouvaient avoir pour effet d'attribuer à Reims une qualité que cette ville n'avait pas, et qui appartenait au contraire à Châlons. (1)

L'étude des frontières de l'ancienne province de Champagne paraît plutôt du ressort des historiens que des juristes. Et cependant la préparation administrative des délimitations et la solution des procès actuels intentés dans le même but ont nécessité dans

(1) Voir POINSIGNON op. cit. Tome III parag 574.

toute la France un examen des plus minutieux de l'histoire et de la géographie des régions rendues célèbres par leurs grands vins.

§ II

Les Origines du Vin de Champagne mousseux Son Essor

Les Vignobles de la Champagne ont été connus dès l'antiquité (1). Ils étaient déjà réputés au temps de Dioclétien et l'empereur Probus, entre deux guerres, occupait ses troupes à replanter les vignes situées près de Reims et de Châlons. Le témoignage de Pline et de Martial nous confirme l'ancienneté de ces vignobles, et des documents de diverses époques en parlent en termes élogieux. De puissants souverains de l'Europe en étaient même arrivés à y acquérir des vignes et Henry IV tenait à prendre le titre de Seigneur d'Ay. Le vin de Champagne, toujours comme vin non mousseux, fait son apparition aux sacres des rois où la finesse naturelle de son bouquet le faisait apprécier tout spécialement. Les fins dégustateurs de la Cour de Louis XIV, ceux qui s'intitulaient « L'Ordre des Coteaux », consacrèrent la vogue du vin de Champagne. « N'épargnez aucune

(1) Voir « Le vin de Champagne » par N. E. LEGRAND. « Le vignoble et le vin de Champagne » par G. CHAPPAZ et ALEXANDRE HENRIOT. POINSIGNON op. cit. Tome III, p. 391 - Musée rétrospectif de l'exposition de 1900 : Matériel et procédés de la viticulture page 67 et suiv.

dépense pour avoir du vin de Champagne, écrivait en 1671 Saint Evremond au comte d'Olonne. Il n'y a pas de province qui fournisse de plus excellents vins pour toutes les saisons que la Champagne ».

Il ne s'agissait encore à cette époque que du vin non mousseux. Ce n'est en effet que vers 1670 que s'opéra, probablement par hasard, la découverte de la mousse par le bénédictin Dom Pérignon, cellierier de l'Abbaye d'Hautvillers, près d'Epernay. Possédant des connaissances vinicoles très approfondies, il sût tirer parti des propriétés spéciales des vins des coteaux champenois et leur donner de la vogue. L'apparition de ce nouveau vin ne fut pas du reste sans susciter une violente opposition. Des épithètes peu flatteuses lui sont décernées telle que : "saute-bouchon", "mousseux verjus" ou "poison vert apprêté pour des cervelles frénétiques". On l'accuse même de donner la goutte à ceux qui le consomment et les partisans du Bourgogne n'étaient pas les moins acharnés à dire du mal du nouveau venu. Mais la différence de genre entre le vin mousseux de Champagne et le vin de Bourgogne permit aux partisans de ce dernier de se rallier au courant grandissant en faveur du Champagne sans renier pour cela leurs anciennes attaches. Sous Louis XV et Louis XVI, l'industrie vinicole devint très florissante et la réputation du vin de Champagne, mousseux ou non, s'accrût considérablement en France comme à l'étranger. En 1718, l'abbé Dubois demandait au régent d'envoyer en Angleterre des vins de divers crus français parmi lesquels trente pièces de vins de Champagne nature, et celles-ci étaient toutes destinées au roi.

Mais si la renommée du vin de Champagne était

déjà importante, la fabrication en vin mousseux ne commença toutefois à se vulgariser qu'à partir de la Révolution. Son essor mondial s'accrût au XIX^e siècle dans une proportion importante, notamment après la découverte des chemins de fer. Quelques chiffres précis de la seconde moitié du XIX^e siècle permettront de s'en rendre compte : pendant l'année statistique 1854-55, il se vend en France 2.452.743 bouteilles et à l'Etranger 6.895.773, soit en tout 9.348.516 bouteilles ; en 1872-73, l'Etranger à lui seul absorbe près de 19.000.000 et les années précédant la guerre de 1914 nous montrent une exportation de 20 millions environ sur une vente totale d'une trentaine de millions.

§ III

La Vigne et le Travail du Vin

La vigne champenoise offre des caractères tout spéciaux quant au choix minutieux des cépages et au mode de culture ; c'est dans ces conditions spéciales, grâce à la nature du sol qui le nourrit et à la situation climatérique que le cep de vigne produit le raisin convenable. La vigne champenoise en effet n'est pas plantée en Champagne dans n'importe quel terrain, comme cela est possible en certaines régions vinicoles ; on la rencontre sur les flancs des coteaux dont le sol crétacé, de formation secondaire, est apte à fournir à la vigne son aliment. Le sol argileux des plateaux

ou la craie de la plaine champenoise ne conviennent pas à la culture de la vigne qui est donc nettement circonscrite à certaines zones.

Le fabricant de vin de Champagne, appelé dans le langage usuel *négociant*, achète le raisin au kilogramme, pour autant que la récolte de ses propres vignes ne lui suffit pas (1) et, après une cueillette et un épluchage soigneux, le déverse dans les pressoirs spéciaux, d'où le jus ou moût obtenu est aussitôt séparé des marcs, car la plus grande partie des raisins de Champagne étant noirs, le contact des marcs avec le jus laisserait à ce dernier une coloration que l'usage auquel on le destine ne permet pas. Le moût mis dans des tonneaux et rentré dans les celliers du négociant y subit la première fermentation.

Après les premiers froids le vin devenant limpide, un soutirage permet de séparer le vin de la lie et le négociant peut songer à composer la cuvée : il mélange entre eux, dans de grands foudres, différents crûs de vins nouveaux auxquels il ajoute en général des vins de réserve d'antérieures années afin de combiner les différents crûs pour obtenir un tout homogène et harmonieux, possédant le bouquet désirable et répondant au type de vin recherché. Cette phase de la fabrication exige évidemment de la part de celui qui la dirige une connaissance parfaite de la vinification et une très longue expérience.

Au printemps, le fabricant songe à la mise en bouteille : au moyen d'appareils spéciaux, il évalue exactement la quantité de sucre naturel restée dans

(1) La plupart des grandes maisons de vins de Champagne possèdent des vignobles importants, mais en général dans une proportion inférieure à leurs besoins de fabrication.

le vin et il ajoute éventuellement la quantité de sucre candi nécessaire pour obtenir une seconde fermentation normale. Il procède ensuite au tirage. La bouteille reste alors couchée horizontalement pendant que s'effectue la seconde fermentation par laquelle les sucres se transforment en alcool et en gaz acide carbonique lequel, ne pouvant s'échapper, reste en dissolution dans le vin dont il forme la mousse.

Mais la fermentation a donné lieu à un dépôt qu'il s'agira d'extraire. Dans ce but, lorsque le vin semble arrivé à maturité, la bouteille est placée inclinée, la pointe en bas dans un pupitre, où chaque jour pendant deux mois environ, elle sera remuée légèrement par un spécialiste de façon à laisser accumuler le dépôt dans le col, sur le bouchon. Elle est ensuite dégorgée, c'est-à-dire débouchée de telle sorte que le bouchon s'échappe en emportant le dépôt qui s'y est aggloméré. A cette phase, le sucre est complètement transformé et le vin est dit brut : c'est alors qu'on introduit une certaine quantité d'une liqueur formée de sucre candi dissous dans un vin de Champagne de qualité exceptionnelle. La dose de liqueur variera suivant le type de vin que l'on désire obtenir, doux ou sec.

Après un repos de quelques mois, parfois d'un an, nécessaire pour obtenir le mariage parfait de la liqueur avec le vin, et pour s'assurer de la qualité irréprochable du produit, la bouteille, après un dernier examen, est reconnue propre à la vente : il s'est écoulé alors en moyenne cinq ans depuis la récolte et même plus lorsqu'il s'agit de vins d'années de choix dont la qualité s'accroît notablement en vieillissant. La bouteille est enfin revêtue de l'habillage élégant

qui est connu de tous, puis emballée soigneusement et expédiée chez les clients ou dans les dépôts disséminés sur tous les points du globe.

De cette étude sommaire de l'origine du vin de Champagne et de sa fabrication, il apparaît nettement qu'il s'agit d'un vin ayant à l'état naturel des qualités spéciales et un bouquet qu'il doit au sol et au climat de la région productrice ainsi qu'au mode de culture. A la vendange, le raisin soigneusement épluché est l'objet d'un pressurage spécial ; il subit ensuite une fabrication délicate applicable, il est vrai, à d'autres vins, mais effectuée en Champagne dans des conditions traditionnelles et meilleures que partout ailleurs par un personnel recruté de père en fils, possédant le doigté et l'expérience nécessaires. Le vin de Champagne correspond à des qualités obtenues avec les plus grandes difficultés et à grands frais ; il est donc nécessaire de protéger le mot qui sert à le désigner.

§ IV

L'Idee de Protection de l'Origine

Autrefois et Maintenant

L'idée de protection du consommateur et du fabricant par la réglementation était dominante sous l'ancien régime. Mais le problème ne pouvait alors se résoudre de la même façon qu'aujourd'hui. « Ne pouvant s'appuyer sur la science pour découvrir après coup, à l'aide d'un simple échantillon, les secrets de la fabrication d'un produit, les hommes n'avaient

qu'un moyen d'empêcher la fraude, c'était de surveiller cette fabrication dans ses moindres détails, de placer le producteur dans des conditions telles que cette surveillance fut facile et de tout instant. » (1)

Aussi une réglementation tracassière entravait-elle considérablement le développement de toutes les industries ; par exemple on interdisait l'emmagasinement de marchandises dont l'échange ou le mélange aurait pu être l'occasion d'une fraude, et l'intention dolosive était toujours présumée chez celui qui ne se conformait pas strictement à ces prescriptions. Ce sont du reste surtout les corporations beaucoup plus que l'autorité gouvernementale qui pensaient à endiguer le commerce et l'industrie dans d'étroites limites, et souvent l'idée de protection contre la concurrence des provinces voisines fut l'origine des mesures spéciales qui furent adoptées. Le Bordelais en offre un exemple frappant, car la sénéchaussée de Guyenne réussit à s'assurer une situation prépondérante. Elle lutta pendant des siècles contre le Haut-Pays et le pays de Nouvelle Conquête (environs de Sainte-Foy-la-Grande, sur les deux rives de la Dordogne) afin d'entraver par toutes sortes de moyens le commerce de ces régions. (2)

(1) E. Roux, cité dans Clémentel — Un drame économique, pages 54 et suiv.

(2) La sénéchaussée réussit à les empêcher de descendre leurs vins et de les vendre avant certaines dates, tantôt la St-Martin (11 novembre) tantôt la St-André (30 novembre), ou Noël. Dans l'intervalle, les Bordelais avaient beau jeu pour faire leur commerce, puisqu'ils avaient momentanément le monopole du marché. Un autre procédé fort curieux était celui de la réglementation de la barrique ; les Bordelais prétendaient interdire à leurs concurrents l'emploi des bois de choix dont eux-mêmes se servaient pour la fabrication de leur futaille et ils réussirent en

Malgré l'absence de réglementation gouvernementale d'ensemble, nous pouvons signaler en passant certaines dispositions qui montrent cependant quelques velléités de protection. Une ordonnance rendue par Henri III, en 1586, interdit aux marchands de prêter leurs marques aux étrangers et un vœu du Tiers Etat aux Etats Généraux de 1614, reprend l'idée de cette ordonnance, restée vraisemblablement jusqu'à la lettre morte, et demande la saisie des produits étrangers portant la marque ou le nom d'un commerçant français ; une ordonnance de 1629 a introduit cette disposition, depuis si longtemps attendue. En 1647, Louis XIV défend aux commerçants en vins « de vendre ou débiter en détail, dans leurs maisons, boutiques, caves ou celliers, aucune bière, cidre, poiré, eau-de-vie et autres liqueurs et breuvages qui sont incompatibles avec le vin ». La simple conservation de ces boissons chez eux leur fût même interdite quelques années plus tard, si grande était la crainte des fraudes. Il est vrai que le Gouvernement

outre à toujours maintenir à leur avantage une importante différence de contenance entre les deux types de barriques : les leurs, quoique plus grandes, ne payaient que le même frêt et étaient souvent préférées sur certains marchés. De plus la sénéchaussée se faisait attribuer certains privilèges fiscaux qui mettaient le commerce concurrent dans une situation nettement inférieure. Ce n'est pas évidemment sans des luttes extrêmement vives que les habitants de la sénéchaussée privilégiée obtinrent l'affirmation de leurs droits et l'intervention du Parlement de Bordeaux fut plusieurs fois nécessaire. — En 1764 un arrêt obligea tous les propriétaires de la sénéchaussée à marquer au fer rouge sur leurs barriques leur nom et celui de la paroisse, mesure qui fut vivement critiquée par les habitants de paroisses peu connues ou par ceux qui pratiquaient des coupages ; mais malgré tout cette étampe sur les barriques fut maintenue (voir RICHARD. De la protection des appellations d'origine en matière vinicole — Les vins de Bordeaux.)

ne se souciait pas beaucoup de ménager les intérêts des producteurs de vins et négociants, car absorbé par le souci d'obtenir du blé en abondance, il manifestait toujours une certaine hostilité contre la viticulture. Enfin un édit de 1776 vint supprimer une des plus grosses entraves au développement du commerce des vins, en proclamant la libre circulation des vins dans le royaume. Cet édit ne fut du reste pas observé partout et notamment dans la sénéchaussée de Guyenne, un arrêt du Conseil du 24 novembre 1776 suspendit l'exécution de ses principales dispositions. Il faut attendre la Révolution et l'abolition des privilèges dans la séance de nuit du 4 août 1789 pour voir disparaître définitivement le système protectionniste issu du moyen âge.

Depuis, le commerce et l'industrie se sont trouvés libérés et débarrassés de la tutelle des corporations, mais il restait à leur apprendre l'usage de cette liberté et un siècle ne fût pas de trop. Pendant une grande partie du XIX^e siècle, les abus en matière de marques et d'appellations étaient généralement considérés comme des faits normaux et tel fabricant d'une honnêteté indiscutable par ailleurs, n'éprouvait aucun scrupule à copier l'étiquette d'un concurrent ou tout au moins à s'en inspirer, acte que nous n'hésitons pas aujourd'hui à qualifier de contrefaçon. Quant au respect de l'appellation d'origine, il n'a pu s'obtenir que progressivement et avec beaucoup de peine. On n'a pas cru au début que le mot *Champagne* pût constituer réellement une appellation d'origine, et n'ayant pas l'idée d'approfondir la question au point de vue purement théorique, les imitateurs se sont laissés aller au désir de profiter de la vogue grandissante

du vin de Champagne. Cette éducation de la conscience professionnelle ne s'est faite que peu à peu, s'appuyant sur l'évolution législative concomitante, en même temps que les principes de loyauté et de respect de la propriété industrielle s'introduisaient dans les relations internationales. Aussi aujourd'hui une réglementation sagement protectrice des droits de chacun semble-t-elle à tous désirable et est-elle acceptée en général avec satisfaction.

§ V.

L'Objet de la présente Etude

Nous serons amenés au cours de cet ouvrage à examiner tout d'abord de qu'elle façon nos lois du XIX^e siècle ont entendu protéger la propriété industrielle ; aussi devons-nous chercher à résoudre les premières difficultés qui se présentent à l'esprit : le mot " Champagne " est-il une désignation générique ou une appellation d'origine ? Comment distingue-t-on la nature des appellations des divers produits, notamment des produits vinicoles ou de tous ceux qui tirent leurs qualités essentielles du sol ? Comme la réglementation française n'a visé pendant longtemps que les produits fabriqués, il sera nécessaire de montrer que les vins de Champagne rentrent bien dans cette catégorie et quelle est l'étendue et la durée de cette fabrication.

Nous verrons quelles conditions exactes sont exi-

gées du vin qui prétend à l'appellation *Champagne* et comment une jurisprudence immuable a su repousser à la fin du siècle dernier, les efforts des fabricants de vins mousseux ne répondant pas à la notion de Champagne, qui cherchaient à s'approprier ce titre de gloire.

Le début du vingtième siècle a vu s'ouvrir une ère de réglementation générale de la fabrication et du commerce des produits alimentaires, spécialement des vins, et pour couper court aux hésitations qui se faisaient jour sur les limites exactes des régions viticoles, et qui permettaient à la fraude de sévir, il devint urgent d'envisager la délimitation des zones de production. Une tâche aussi considérable ne pouvait s'opérer sans tâtonnements et revirements, ni sans heurts ou froissements d'intérêts légitimes. Enfin après bien des vicissitudes et une longue réflexion nécessitée par la période de guerre, nous en sommes arrivés à la loi du 6 mai 1919 relative à la protection des appellations d'origine, qui fixe des bases pour procéder à la délimitation, en même temps qu'elle définit les caractères que doivent présenter les produits et les mesures de protection qui leur sont accordées. Possédant un fondement sérieux dans les textes, il ne reste plus qu'à déterminer les conditions réelles d'application : c'est principalement l'œuvre des Tribunaux et ceux-ci ont été saisis de nombre de cas suscités par l'application, tant des décrets de délimitation que de la loi de 1919. Un procès d'une importance capitale pour la Champagne est actuellement pendant devant la Cour de Cassation et de sa solution dépendra la définition des limites

exactes de la région dont les vins ont droit à la dénomination *Champagne*.

Le mot magique de *Champagne* étant une sorte d'aimant qui attire le consommateur, les producteurs non seulement de vins mousseux, mais même de liquides divers, ont toujours cherché à utiliser cette force d'attraction pour la vente de leurs produits, tantôt directement, tantôt par d'adroits subterfuges ou des déformations de mots qui leur permettent parfois d'éviter de tomber sous le coup de la loi. Nous aurons ainsi à examiner les abus les plus variés.

Mais si l'appellation *Champagne* commence à jouir en France d'un statut définitif et de garanties sérieuses contre l'usurpation, il est loin d'en être de même à l'étranger et cependant un effort immense a été accompli par la signature de conventions internationales; en outre des réunions fréquentes d'éminents défenseurs de la propriété industrielle ont abouti à la création dans la plupart des pays d'un courant favorable au respect des appellations d'origine. L'opposition se manifeste parfois assez sérieusement, mais l'évolution se fait néanmoins dans le sens désiré et depuis quelques années tous les actes internationaux, traités de paix, ou conventions commerciales, se sont vivement préoccupés d'arriver à une solution satisfaisante du problème. La situation varie naturellement selon les habitudes de chaque pays, sa législation intérieure et sa jurisprudence; une étude rapide permet de s'en rendre compte et elle est même bien décevante pour certains pays. Mais il faut considérer que chaque nation isolée est impuissante en pareille matière et que la conversion de certaines nations aux principes que nous devons

nous efforcer de faire triompher ne sera pas sans entraîner dans le même sillage nombre d'autres peuples aujourd'hui récalcitrants. Les efforts se poursuivent sans cesse, malgré les difficultés de chaque jour et il faut espérer les voir récompenser sans trop tarder, car c'est là une question vitale pour tout produit d'origine et en particulier pour celui qui nous occupe.

DU

Droit à l'Appellation Champagne

PREMIÈRE PARTIE
L'APPELLATION CHAMPAGNE
EN FRANCE

CHAPITRE PREMIER
**Historique des Lois depuis la Révolution
jusqu'à la période de délimitation**

L'idée de protection des appellations régionales qui nous préoccupe tant aujourd'hui, n'a pas été l'objet des premières lois du XIX^e siècle, bien qu'elle ait pu cependant y trouver mainte fois un point d'appui sérieux. L'esprit se tourna d'abord vers la répression de l'imitation des marques particulières ou de la tromperie grossière sur la nature des produits.

La première loi qui traita de ce sujet, la loi du 29 juillet 1791, répondait à un souci bien net de l'ancien régime, le maintien de la confiance dans les métaux précieux et elle ne s'occupa que d'atteindre les tromperies sur le titre, la qualité ou la quantité des métaux et pierres précieuses. Il s'agissait là d'une espèce un peu spéciale et il faut attendre la loi du 22 germinal an XI (12 avril 1803) pour trouver un

acte législatif susceptible de s'étendre à diverses catégories de marchandises.

Cette loi réprime la contrefaçon des marques particulières que tout manufacturier ou artisan a le droit d'appliquer sur les objets de sa fabrication ; une condition préalable est toutefois imposée : le dépôt de la marque au greffe du Tribunal de Commerce. La loi assimile de plus à la contrefaçon l'insertion des mots « façon de » et à la suite le nom d'un autre fabricant ou d'une autre ville. « La marque sera considérée comme contrefaite quand on y aura inséré les mots : façon de... et, à la suite, le nom d'un autre fabricant ou d'une autre ville » (Art. 17). Cette disposition doit être notée spécialement, car, dans le silence des lois postérieures, la jurisprudence cherchera souvent à s'y référer. On serait tenté de croire, à la lecture de la loi de germinal, qu'elle laisse complètement de côté la protection du « nom » dont elle ne parle pas ; ce serait une erreur : certaines de ses dispositions lui sont applicables sans que le mot soit prononcé ; on entendait en effet par marque tout signe permettant de reconnaître une chose, et le nom était considéré comme englobé dans l'expression « marque ». La loi de germinal, loi pénale, ne protège encore que d'une façon très incomplète, puisqu'elle vise le nom de ville, mais non pas le nom de la région ou l'appellation. L'article 1382 du Code civil, par la généralité de ses termes donne des droits aux concurrents et aux acheteurs, mais l'action est rarement intentée par ces derniers (1).

(1) Art. 1382 C. C. « Tout fait quelconque de l'homme, qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer. »

Ensuite le Code pénal a apporté dans son article 423 une disposition qui a servi longtemps de base à la répression des fraudes. Elle est ainsi conçue :

« Quiconque aura trompé l'acheteur sur le titre des matières d'or ou d'argent, sur la qualité d'une pierre fausse vendue pour fine, sur la nature de toutes marchandises ; quiconque, par usage de faux poids ou de fausses mesures, aura trompé sur la quantité des choses vendues, sera puni de l'emprisonnement pendant trois mois au moins, un an au plus, et d'une amende qui ne pourra excéder le quart des restitutions et dommages-intérêts, ni être au dessous de 50 francs. »

La confiscation et l'affichage sont en outre prévus.

Le Code pénal ne vise expressément que la tromperie sur la nature de toutes marchandises. On a pu se demander s'il y avait lieu de lui donner une interprétation extensive et de condamner également celui qui trompe sur l'origine. D'après l'esprit qui a présidé à la rédaction du Code pénal, c'est l'essence même et la composition du produit qu'il s'agit de protéger, de même que la loi du 19 juillet 1791 avait réprimé les tromperies sur la quantité et celles sur la qualité des métaux ou pierres précieuses. Cependant la jurisprudence, dans la plupart des cas, jugea qu'il y avait lieu d'appliquer l'article 423 lorsqu'un individu avait vendu un produit ayant un lieu de provenance ou de fabrication autre que celui qui forme la condition essentielle du contrat. (1)

La loi du 28 juillet 1824 relative aux altérations ou suppositions de noms dans les produits fabriqués vint compléter les dispositions du Code pénal et

(1) Paris 2 août 1844 (SIREY 44-2-667). Tr. corr. Privas 23 juillet 1880 (S. 81-2-23) voir GARRAUD, t. 6 § 2482 p. 156.

permettre, pendant tout le siècle dernier, de protéger un grand nombre de produits d'origine.

« Quiconque aura, soit apposé, soit fait apparaître, par addition, retranchement, ou par une altération quelconque, sur des objets fabriqués, le nom d'un fabricant autre que celui qui en est l'auteur, ou la raison commerciale d'une fabrique autre que celle où lesdits objets auront été fabriqués, ou enfin le nom d'un lieu autre que celui de la fabrication, sera puni des peines portées en l'article 423 du Code Pénal, sans préjudice des dommages-intérêts, s'il y a lieu. Tout marchand, commissionnaire ou débitant quelconque sera passible des effets de la poursuite, lorsqu'il aura sciemment exposé en vente ou mis en circulation les objets marqués de noms supposés ou altérés. »

Une des grandes difficultés d'application de cet article était la restriction de son application aux objets fabriqués. Que devait-on entendre par objet fabriqué ? — La question a été l'objet de grandes controverses et ce n'est guère que tout à fait dans ces dernières années qu'une interprétation très large a été adoptée. Nous aurons à étudier spécialement ces discussions, car elles touchent les produits vinicoles. — Il a fallu se demander également ce que la loi entendait par *lieu de fabrication* ? Ce terme pouvait être adopté d'une façon très restrictive, mais pratiquement, la jurisprudence a admis que, selon le cas, le lieu de fabrication protégé par la loi de 1824 pouvait être aussi bien un domaine privé (1), qu'une ville (2), une région (3) ou même tout un pays (4).

(1) Voir Paris 5 Févr. 1870 (Annales 70-209) ; Cass. req., 26 Avril 1872 (DALLOZ 74-1-47). Consulter POUILLET, Tr. des marques de fabrique n° 751 ; VALLÉ, La fausse indication de provenance des produits vinicoles, p 21.

(2) Seine 3 Juill. 1863 (Ann. 65-38) ; Lyon, 4 juin 1910 (Ann. 11-2-6).

(3) Pour la région de Cognac, Bordeaux 11 août 1886 (Ann. 88. 345) ; Cass. civ. 2 juil. 1888 (D. 89-1-111) ; pour la Champagne arrêts d Angers etc... v. infra Chap. III et IV ; pour la région de Sauternes, Versailles, 23 fév. 1888 (Ann. 88-349) ; Saint-Emilion, Bordeaux 16 décembre 1897 (Ann. 00-5).

(4) Cass. 27 fév. 1880 (Ann. 80-179).

La tentative d'apposition de fausses appellations n'est pas prévue, mais la mise en vente ou en circulation est formellement visée par la loi (1). Il est vrai que l'article 59 du Code Pénal permet déjà de condamner les complices à la même peine que l'auteur principal, mais il peut y avoir intérêt dans certains cas à pouvoir poursuivre le marchand ou détaillant comme auteur principal, notamment lorsque l'apposition du nom délictueux est déjà couverte par la prescription et que le complice ne serait plus poursuivable. Toutefois, une différence subsiste entre le marchand, commissionnaire ou débitant, et l'auteur principal, car le premier peut exciper de sa bonne foi aux termes de la loi de 1824, ce qui n'est pas prévu pour l'auteur. Malheureusement la jurisprudence n'a pas crû pouvoir, en vertu de la loi, " assimiler l'emploi du nom commercial usurpé dans des factures ou dans des lettres de voiture à l'apposition de ce nom sur les objets fabriqués ; la loi de 1824 ne saurait atteindre des mentions mensongères ou autres modes de réclame et qui ne seraient pas apposées sur les produits eux-mêmes ". Cependant ces mentions n'ont pas besoin d'être apparentes (2).

Une critique assez sérieuse peut être émise contre la loi de 1824. En effet, si elle a bien pour but de protéger le nom d'origine, elle ne donne cependant aux tribunaux aucune base certaine pour trancher cette question d'origine, or c'est une des parties les

(1) Douai 21 janv. 1887 (Ann. 88-93). Bordeaux 2 mars 1887 (Gaz. Pal. 88-1-515).

(2) Cass. crim. 23 janv. 1892 (D. 92-1-394). Amiens (Cour de renvoi) 23 juil. 1892 (D. 96-1-23)

plus délicates du problème, comme on a pu s'en rendre compte particulièrement un siècle plus tard.

La loi du 27 mars 1851 (1) et la loi du 5 mai 1855 (2) se sont occupées de la répression même des fraudes et s'appliquent notamment dans le cas de falsification par mélange de divers vins d'origine diverse dont le coupage est vendu sous le nom d'origine de l'un d'entre eux. Ces lois permettent de réprimer la fraude dès que le mélange frauduleux a été effectué et avant même que le produit soit mis en vente (3). La loi du 13 mai 1863 a modifié l'article 423 du Code Pénal en y ajoutant la peine accessoire de la publicité des jugements de condamnation, publicité qui, en cette matière, peut jouer un rôle considérable.

Sous la III^e République de nombreux projets de répression des fraudes furent déposés : en 1885, par M. Gourot, ministre de l'Agriculture ; puis en 1888, par M. Sais, député de l'Hérault et enfin, en 1898, par M. Méline, ministre de l'Agriculture. Après avoir été adopté par le Sénat, puis laissé de côté, ce dernier projet fut repris en 1903 et devint la loi du 1^{er} Août 1905 sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées

(1) La loi du 27 mars 1851 déclare les peines portées par l'art. 423 du Code Pénal applicables : 1^o à ceux qui falsifieront des substances ou denrées alimentaires destinées à être vendues ; 2^o à ceux qui vendront ou mettront en vente des substances ou denrées alimentaires ou médicamenteuses qu'ils sauront être falsifiées ou corrompues.

(2) Par la loi du 5 mars 1855, les dispositions de la loi de 1851 sont rendues applicables aux boissons.

(3) Une application intéressante a été faite dans le cas d'un négociant du Bordelais qui apportait en société sous les noms de « Saint-Julien », « Pauillac » et « Saint-Estèphe », des coupages de vins de Libourne et Blaye (Cass. 14 mai 1858 - Dalloz 1858-1-232).

alimentaires et des produits agricoles. La loi de 1905 et les lois et décrets qui en ont découlé et qui ont amené la délimitation feront l'objet d'une étude toute particulière.

Il n'est pas possible de terminer cette esquisse de notre législation sans dire un mot de l'effort, considérable pour l'époque, qui a été accompli par la signature des premières conventions internationales. La Convention d'Union de Paris du 20 mars 1883 pour la protection de la propriété industrielle, prévoit, par son article 10, la saisie à l'importation des produits portant faussement comme indication de provenance le nom d'une localité déterminée, lorsque cette indication sera jointe à un nom commercial fictif ou emprunté dans une intention frauduleuse. La Convention de Paris offre surtout de l'intérêt au point de vue de la protection à l'étranger, mais les questions soulevées par son application en France ont été l'objet de discussions interminables.

Peut-on considérer qu'une Convention Internationale, ratifiée par le Parlement Français, a force de loi en France et qu'en outre elle doit prendre le pas sur les lois intérieures, et empêcher leur application, si elles se trouvent en contradiction avec la Convention internationale ? (1)

Le traité international s'impose aux Etats signataires et c'est lui qui forme la base qui régit leurs rapports réciproques. Qu'il s'agisse d'un traité particulier entre deux pays ou d'une convention comportant un grand nombre d'adhérents, la situation sem-

(1) Voir sur cette question MARC NOEL : De l'autorité des traités comparée à celle des lois — Paris 1921.

ble bien être la même. Les parties apparaissent comme liées d'une manière absolue par le texte du traité ; elles doivent donc, pour l'observer loyalement, y conformer leur législation et leur jurisprudence. C'est ce que n'ont pas manqué d'invoquer les détracteurs de la Convention de 1883 en prétendant qu'elle constituait un recul de la législation française antérieure et que, pour une protection inefficace à l'étranger, elle aboutissait à nous supprimer en France celle dont nous jouissions. — D'autres sont tombés dans l'excès contraire et ont prétendu que les français, dans leurs rapports entre eux, ne pouvaient faire état de la Convention de Paris, dont les effets étaient limitativement réservés au droit international.

Une argumentation beaucoup plus satisfaisante en pratique a été développée déjà par les délégués français à la Conférence (1) : la Convention constitue un minimum de protection que les Etats signataires sont tenus d'accorder, mais, comme l'a fait remarquer M. Lacour en commentant les paroles de M. Bozerian, chaque Etat conserve la faculté d'appliquer des dispositions légales plus fortement répressives que celles contenues dans la Convention. Cette idée a été développée très nettement par les négociateurs de Madrid en 1891 : « L'art. 10 de la Convention est un minimum exigé de tous les Etats contractants et qui n'empêche aucun d'eux de demander davantage. Le Gouvernement Français a toujours considéré et considère encore que cet article a laissé aux lois françaises de 1824 et 1857 leur pleine vigueur. Cette

(1) Voir BOZERIAN, La Convention Internationale de 1883., LACOUR, Des fausses indications de provenance, p. 138 et s.) VALLÉ op. cit., p. 157 et suiv.

théorie se trouve consacrée par les nouvelles lois anglaises (1) et brésiliennes (2) qui frappent les fausses indications de provenance, alors même qu'elles ne sont accompagnées d'aucun nom commercial (3).

D'autres pays encore ont fait, postérieurement à la signature de 1883, des lois prévoyant des mesures plus protectrices, notamment les Pays-Bas (4) et la Suisse (5), ce qui confirme donc bien le point de vue exposé à la conférence : les pays signataires se sont mis d'accord pour réprimer les fraudes les plus grossières, laissant à chacun d'eux le soin de compléter la protection, s'il le jugeait à propos, par sa propre législation.

On répond à cette constatation des paroles et des actes des divers gouvernements par cette considération que les lois intérieures votées après la promulgation de la Convention de 1883, malgré l'idée de protection fort louable qu'elles préconisent, ont leurs effets restreints aux étrangers des pays non signataires. — Une telle conséquence nous paraît on ne peut plus choquante : les produits du pays adhérent à la Convention pourraient être victimes d'abus fort graves, alors que ceux d'autres pays non signataires auraient une situation privilégiée ! C'est un résultat que les signataires de la Convention n'ont certes

(1) Lois du 23 août 1887, modifiée par la loi du 11 mai 1891. Rec. Propr. Ind. I. 507 et 525.

(2) Loi 14 oct. 1887 Rec. Prop. Ind. VII 224.

(3) Procès-verbaux de la Conférence de Madrid, page 97. — Explications de M. NICOLAS, délégué français.

(4) 22 juillet 1885. Bull. Off. Propr. Ind. et Comm. 1885-2-406.

(5) Loi fédérale du 26 sept. 1890 et règlement d'exécution du 7 avril 1891 (Rec. Prop. Ind. II 569 et 681).

jamais voulu, car il eût été trop manifestement contraire aux intentions manifestées par les négociateurs.

Aussi la jurisprudence française a-t-elle considéré qu'elle pouvait s'appuyer, soit sur les anciens textes, soit sur les Conventions ratifiées par la France (1). C'est donc l'adhésion à la théorie du minimum. — Cette discussion a perdu son intérêt pratique, depuis que la loi française du 1^{er} juillet 1906 a précisé que les français peuvent invoquer le bénéfice des dispositions de la Convention de 1883 qui seraient plus favorables pour eux que celles de la législation française.

L'arrangement de Madrid du 14 avril 1891 pour la répression des fausses indications de provenance, obtient le même sort et il a force de loi intérieure à dater du 15 avril 1892. Nous aurons à l'étudier longuement au point de vue du respect de l'appellation à l'étranger.

L'art. 15 du tarif général des douanes de 1892 a prohibé l'introduction de tout produit étranger portant une indication quelconque de nature à faire croire qu'il est d'origine française, ce qui protège d'une façon absolue contre l'introduction en France de vin étranger portant l'appellation *Champagne*. Il est regrettable que cette loi n'ait pas visé également les fausses indications de provenance étrangère, car si nous voulons faire assurer au dehors à nos produits une protection efficace contre les usurpations, nous devons en même temps assurer celle des marchandises étrangères. A notre avis, le texte de l'article 15

(1) Cour de Paris 18 nov. 1892 (Ann. 96-154), Cour de Rouen 26 juin 1900 et Cass. 22 juillet 1901 (DALLOZ 1902-1-65, Ann. 1900-189)

devrait prohiber tous les produits portant une indication quelconque de nature à faire croire à une origine autre que l'origine véritable. C'est en ce sens qu'est rédigée du reste la proposition de loi votée par la Chambre le 12 juin 1919 et le 26 avril 1920 (1), après quelques modifications apportées par le Sénat.

(1) Journal officiel du 27 avril 1920 : Débats Chambre p. 1376. Voir Bull. Ass. franç. 1920 p. 78, rapport FERNAND-JACQ. — Texte voté le 26 avril 1920 : « Sont prohibés à l'entrée, exclus de l'entrepôt et du transit, tous les produits étrangers, naturels ou fabriqués, portant soit sur eux-mêmes, soit sur leurs emballages intérieurs ou extérieurs, caisses, ballots, enveloppes, bandes ou étiquettes etc... une marque de commerce, un nom, un signe ou une indication quelconques, si cette inscription n'est suivie de la mention exacte et intégrale, en français, du pays dans lequel ce produit a été récolté ou fabriqué.

» Cette mention fera corps avec les précédentes et sera inscrite en caractères de mêmes dimensions, nature et visibilité. »

CHAPITRE II

Les Appellations Génériques et les Appellations d'Origine

En remontant le cours des siècles, il est facile de constater que les noms de ville, de province, ou de pays ont été fréquemment utilisés pour désigner des produits constituant des spécialités locales. Les auteurs grecs et romains nous ont fait faire connaissance avec les plus célèbres de ces désignations, telles que le miel de l'Hymette, le vin de Falerne, etc... Notre pays nous en a montré aussi à toutes les époques un grand nombre qui ont acquis une réputation bien méritée. — Mais lorsque la renommée s'empare d'un produit, ce n'est pas toujours au profit des producteurs originaires, mais plutôt à celui de concurrents habitant d'autres lieux qui poursuivent une fabrication ou un commerce similaire et qui empruntent le nom célèbre. Il arrive ainsi que certaines dénominations se trouvent, à la suite d'évolutions de ce genre, avoir changé de portée et s'appliquer à toute une catégorie de produits au lieu d'être restreintes à ceux d'une ville ou région. Elles cessent alors d'évoquer dans l'esprit de l'acheteur l'idée de l'origine géographique pour ne plus avoir qu'un sens générique ; elles tombent dans le domaine public.

Mais comment faire le départ entre ces appellations et celles qui ont conservé leur caractère primitif ? D'après Rendu, une appellation est devenue générique « toutes les fois qu'il ne sera pas possible de désigner une marchandise sous un autre nom sans induire le public en erreur ». (1) Le principe qui a inspiré cette définition est excellent ; par contre, les applications soulèvent fréquemment bien des difficultés ; elles sont en effet d'une appréciation très délicate pour un grand nombre d'appellations qui sont l'objet de discussions interminables. Ceux qui les emploient depuis un certain temps semblent en droit de dire que le public ne reconnaîtrait plus leurs produits s'ils les désignaient autrement que de ce mot prétendu générique. Et cette objection est souvent exacte ; car le public se laisse former, s'habitue à la désignation qu'on lui met sous les yeux et finit par ne plus en employer d'autre, même si elle est inexacte. Il ne se soucie pas de se faire juge de la légalité ou de l'exactitude des termes sous lesquels ses fournisseurs lui désignent leurs marchandises ; cela ne l'intéresse pas et surtout il a manqué en général des données les plus élémentaires sur la question et n'a par conséquent aucune compétence pour apprécier le bien ou mal fondé des locutions employées devant lui. C'est pour ce motif que nous devons l'excuser de faire si souvent le jeu des imitateurs déloyaux et de se laisser duper par des contrefacteurs audacieux. D'autre part, la définition de Rendu peut être critiquée dans un autre sens : elle ne prévoit pas que puisse avoir un caractère générique, une expression

(1) RENDU : Traité des marques de fabrique et de commerce p. 51.

qui s'applique à des marchandises susceptibles d'être désignées par une locution synonyme acceptée par le public sans risque d'erreur. Il se peut, dit Pouillet, qu'une désignation ne soit pas l'unique désignation d'un objet et qu'elle soit pourtant l'expression la plus simple, la plus vraie, la plus naturelle et la plus précise. (1).

Le texte de Rendu est donc insuffisant pour résoudre les difficultés qu'il soulève dans la pratique. Aussi a-t-on cherché à le compléter. M. Lacour (2), tout en conservant cette idée qu'une appellation, pour être générique, doit être la désignation unique et nécessaire du produit, ajoute une autre condition : que les fabricants de la localité ou région d'origine aient expressément renoncé à l'emploi du nom. M. Lacour justifie cette exigence par une comparaison avec les règles qui ont été adoptées par la jurisprudence pour les noms patronymiques : lorsqu'il se trouve en présence d'un long usage accepté expressément ou tacitement par l'intéressé, le nom peut être entré dans le langage courant et devenir vulgaire. De même doit-il en être pour les noms géographiques : le fait que les fabricants d'un pays ont pendant de longues années toléré l'emploi du nom fait présumer l'abandon de leur droit.

Cette théorie est extrêmement dangereuse et elle a été fortement réfutée par M. Maunoury (3) : on voit fréquemment ceux qui ont droit à une appellation d'origine, négliger la poursuite d'imitateurs,

(1) POUILLET, op. cit. n° 88.

(2) LACOUR, op. cit. n° 25 et s.

(3) MAUNOURY, Du nom commercial, n° 17.

parce que ceux-ci n'ont pas grande envergure et que leurs pratiques n'occasionnent pas de préjudice appréciable ; mais lorsque cette concurrence devient sérieuse et qu'il importe pour les producteurs originels d'y mettre fin, on pourrait leur opposer leur abstention antérieure. — Cette conséquence semble inadmissible ; la tolérance ne peut ici engendrer la prescription, car le droit à une dénomination est une propriété imprescriptible (1).

L'appellation d'origine, en pareil cas, subit le même sort que le nom commercial. " Si en principe, le nom constitue une propriété inaliénable et imprescriptible, il peut cependant se présenter des cas spéciaux où, par un long usage et par le consentement exprès ou tacite de l'intéressé, le nom devient comme la seule désignation usuelle et reçue de tel procédé de fabrication ou de tel produit tombé dans le domaine public, et où il peut dès lors, mais exceptionnellement, appartenir à d'autres que le propriétaire du nom de s'en servir pour désigner, non plus l'origine industrielle du produit fabriqué, mais le système ou le mode de fabrication " (2)

Nous aurons donc à étudier si l'appellation *Champagne* a pu se transformer par une tolérance extrêmement prolongée et perdre ainsi son caractère originel.

M. Maunoury pousse sa réfutation beaucoup plus loin et il prétend que tant qu'il subsistera un fabricant dans la localité dont le nom est visé, les concurrents ne pourront considérer la désignation comme générique. Cette exigence, admissible peut-être en

(1) « La tolérance plus ou moins large des habitants de Bar-le-Duc ne peut leur être opposée par une fin de non recevoir, leur revendication portant sur une dénomination qui est leur propriété imprescriptible ». (Trib. Com. Bar-le-Duc, 15 avril 1889 ; Cour de Nancy, 29 avril 1890. — Ann. 00-10).

(2) POUILLET, op. cit. n° 736.

droit pur, est difficile à concilier avec les habitudes pratiques, car elle obligerait à une révision très importante du vocabulaire ; cette révision non seulement serait bien délicate à effectuer, mais occasionnerait peut-être beaucoup de fraudes et de contrefaçons pendant la période inévitable de transition.

Aucune définition ne paraît donc fournir un criterium suffisant pour pouvoir établir une discrimination exacte entre les désignations qui ont conservé leur caractère d'origine et celles qui sont devenues génériques. C'est ici que la liberté d'appréciation des tribunaux devra s'exercer ; ils auront à tenir compte de tous les éléments conditionnels que nous venons d'examiner, mais sans être liés autrement que par les circonstances.

Il est cependant une grande catégorie de produits pour lesquels la question d'origine doit tout primer : ce sont les produits tirant leurs qualités du sol ou du climat. Pour ceux-ci, il semble normal de réclamer une protection absolue : c'est du terroir qu'ils tiennent la majeure partie de leur valeur et il n'apparaît pas possible d'appliquer ce nom à des produits provenant d'une autre région. Les usurpations de ces noms de produits tirant leurs qualités du sol sont nées souvent du fait que ceux-ci ne sont pas livrés au public à l'état naturel, mais après avoir subi une transformation ou fabrication ; et on en est arrivé à perdre de vue le point de départ naturel, pour ne plus songer qu'au mode de fabrication, qui peut n'être pas tout à fait spécial à la région visée. En fait on se trouve obligé en cette matière de se laisser guider beaucoup plus par les principes que par les applications faites par la législation et la jurisprudence des divers pays, car,

même en France où la question a été étudiée très sérieusement, nous avons de la peine à discerner jusqu'où s'étendent les appellations génériques. L'eau de Cologne, le savon de Marseille, le savon de Windsor sont aujourd'hui considérés d'une manière générale comme tombés dans le domaine public ; s'ils ont acquis une grande notoriété, ce n'est pas parce qu'ils sont tirés du sol de ces trois villes, mais uniquement à cause du procédé de fabrication de ces produits.

Les fabricants français de sardines à l'huile ont réagi vigoureusement contre les tentatives de ceux qui voulaient considérer l'expression de *sardine à l'huile* comme indicative d'un mode de préparation des petits poissons, notamment des sprats. Ils ont obtenu par plusieurs décisions la restriction de la désignation de sardine au *Clupea pilchardus*, nom scientifique du poisson que nous appelons sardine (1). — Les appellations des fromages ont été très souvent usurpées : nous voyons maintenant en France le mot *Gruyère* devenu la véritable désignation d'un genre de fromage. Il faut pourtant bien admettre que le véritable fromage de Gruyère n'est pas sans tirer ses principales caractéristiques de la qualité du lait des vaches de la Gruyère ; de même que si le beurre d'Isigny a acquis de la renommée, c'est vraisemblablement parce que cette région fournit un lait excellent pour le beurre. Cependant nos

(1) Nantes Trib. Com. 6 mars 1880 — 18 juillet 1903 — Cour de Rennes . 22 mars 1904 — Seine 9 décembre 1908 et Paris 13 mai 1910. Consulter « Revue Economique Internationale » juin 1912, rapport de L. Coquet reproduit dans COQUET : Les indications d'origine et la concurrence déloyale p. 435.

fabricants s'indignent, du reste à bon droit, de voir des *Camemberts anglais*, et les imitations de Roquefort ont été condamnées plusieurs fois (1). Pourquoi dans ce cas faire si bon marché des appellations suisses de fromages ? C'est offrir aux imitateurs une arme contre les produits français. — Les confituriers de Bar-le-Duc ont obtenu la reconnaissance judiciaire de leur droit exclusif à l'emploi de l'expression *Confitures de Bar-le-Duc* contre les fabricants des environs qui prétendaient que cette dénomination désigne une préparation spéciale des fruits de la vallée de l'Ornain, que le secret de cette fabrication est de temps immémorial dans le domaine public et que depuis nombre d'années les confitures ont été préparées dans les communes avoisinant Bar-le-Duc, sans aucune protestation des habitants de cette ville. Le Tribunal a rejeté complètement ces objections et a montré dans un jugement sérieusement motivé que la dénomination de *Confitures de Bar-le-Duc* n'est en aucune façon générique et que ce n'est pas un terme désignant seulement la nature de ces confitures (2).

(1) Trib. civ. Lyon — 4 juin 1910. — (Ann. 11-2-30).

(2) « Attendu que la ville de Bar-le-Duc s'est acquise une réputation méritée par la façon spéciale dont elle fabrique les confitures de groseilles ; qu'un tel renom, est, pour cette ville, une véritable propriété ;

» Considérant qu'il ne saurait être permis que des confitures plus ou moins semblables, mais fabriquées ailleurs, puissent être confondues avec celles de Bar-le-Duc, de façon à porter préjudice aux fabricants de cette ville ; considérant que la qualité des confitures de Bar-le-Duc ne tient pas seulement à l'art plus ou moins habile avec lequel elles sont préparées, mais surtout à la nature du sol qui produit les fruits qui en sont la base, à ce qu'on appelle le terroir ;

» Attendu qu'il importe peu que certains confiseurs de Bar-le-Duc puissent faire entrer dans la composition de leurs produits,

Les sources d'eaux minérales ont eu beaucoup plus de peine à se faire protéger comme appellation d'origine : cependant le propriétaire d'une source de Saint-Galmier a obtenu (1) de faire interdire à un fabricant d'eaux gazeuses l'emploi de la dénomination *Galmier Seltz* et de toute autre dénomination comportant le mot *Galmier*. Ce n'était encore qu'une solution d'espèce, mais la Cour de Cassation (Chambre Criminelle) a fini par admettre le caractère d'origine à Vittel (2) et la Chambre Civile s'est prononcée dernièrement dans le même sens pour d'autres eaux minérales (9 décembre 1918). Le décret du 12

des groseilles achetées ailleurs que sur le territoire de cette ville ; qu'en effet, un abus ne saurait en justifier un autre ;

» Attendu que les termes de « Confitures de Bar-le-Duc » ne désignent donc pas un produit fabriqué au moyen de tel procédé qui doit être tombé dans le domaine public, mais bien un article originaire de Bar-le-Duc ; attendu, dès lors, que la dénomination de Confitures de Bar-le-Duc n'est en aucune façon générique, un terme désignant seulement la nature de ces confitures ; que les défenseurs le reconnaissent eux-mêmes, puisque leur système tend à établir que les fruits employés par eux sont achetés, soit sur le marché public de Bar-le-Duc, soit dans les localités voisines de Bar, et qu'ils offrent d'en faire la preuve ; (Tr. Com. Bar-le-Duc 15 avril 1889).

Ce jugement fût confirmé par la Cour d'Appel de Nancy, le 29 avril 1890, par adoption de motifs : « Attendu, d'ailleurs, qu'alors même qu'il serait établi que, depuis un temps plus ou moins long, les confiseurs de Ligny ont qualifié leurs produits de « Confitures de Bar », cette habitude constituerait, de leur part, un abus contre lequel les intimés ont le droit de protester et qu'ils ont intérêt à faire disparaître dans l'avenir, tant pour protéger leur propre fabrication que pour prémunir le public qui s'adresse à leurs produits, contre les dangers de cette qualification erronée et la persistance intéressée qu'ils mettent à dissimuler le lieu de fabrication qui est la ville de Ligny ». (Ann. 00.10),

(1) Trib. Com. Seine 22 mai 1890 — Ann. 91-174.

(2) Cass. Crim. 3 mai 1913 et jug. et arrêts sur cette affaire : Ann. 14-38.

janvier 1922 sur les eaux minérales naturelles et les eaux de boissons montre bien que la France ne se désintéresse pas de la protection de ses eaux (1). Nous aurons à consacrer encore quelques lignes à ce sujet, lorsque nous étudierons la position de la question des appellations d'origine en Espagne, où un procès important a été mené par la Compagnie fermière de Vichy.

Les bières ont donné lieu à une jurisprudence un peu indécise : en France, un arrêt de la Cour de Lyon, du 9 décembre 1904, faisant application de la loi de 1824, interdisait à un brasseur lyonnais l'emploi du mot *München* sur ses tonneaux, et de l'étiquette *Bière brune Munich, Brasserie W... & Fils, Lyon* sur ses bouteilles (2) comme comportant l'apposition du nom d'un lieu autre que celui de fabrication. Une décision de la Cour d'Appel d'Alexandrie,

(1) Le décret détermine d'abord à quelles eaux s'appliquent les dénominations : eau de source, eau minérale, eau gazeuse, minérale artificielle, gazéifiée, etc... et interdit les manipulations ou pratiques ayant pour objet de modifier l'état d'une de ces eaux dans le but de tromper l'acheteur sur les qualités substantielles ou l'origine de cette eau. Ensuite par l'article 5, « l'emploi de toute indication ou signe susceptibles de créer dans l'esprit de l'acheteur une confusion sur la nature, le volume, sur les qualités substantielles des eaux mises en vente ou sur l'origine de ces eaux, lorsque la désignation de l'origine doit être considérée comme la cause principale de la vente, est interdit en toutes circonstances et sous quelque forme que ce soit, notamment 1° sur les récipients et emballages ; 2° sur les étiquettes, capsules, bouchons, cachets ou tout autre appareil de fermeture ; 3° dans les papiers de commerce, factures, catalogues, prospectus, prix-courants, enseignes, affiches, tableaux réclame, annonces ou tout autre moyen de publicité ».

(2) « Considérant que le fait de l'apposition de cette étiquette sur une bouteille de bière fabriquée en France tombe évidemment encore sous l'application de la loi du 12 juillet 1824 et tomberait, en Allemagne, sous l'application de la loi du 12 mai 1894 ;

du 30 mars 1904, déclare de la façon la plus nette que l'appellation *Bière de Munich* ou *Bière Munich* n'est pas tombée dans le domaine public (1), et son emploi doit être interdit pour des bières égyptiennes, même lorsque l'étiquette contient des inscriptions ou emblèmes susceptibles de révéler la véritable provenance du produit. Un arrêt belge au contraire (2) se contente de ces indications et admet le caractère générique du mot *Munich*. — L'Allemagne qui est cependant si intéressée à la défense des appellations d'origine des bières n'a pas eu une ligne de conduite bien stricte : en 1900 la Cour de Munich admettait l'emploi du mot *Pilsen* pour de la bière fabriquée à Munich (3) ; par contre, le 17 octobre 1902, la Cour suprême de l'Empire déclarait que la dénomination *Münchener Brau* n'a pas cessé de constituer une appellation de provenance (4). Le Kammergericht dans deux décisions des

qu'il n'est pas douteux en effet qu'à la vue d'une étiquette semblable, nombre de consommateurs, malgré l'absence de la préposition de, entre les mots « Bière » et « Munich », sont convaincus qu'on leur sert de la bière fabriquée à Munich, qu'au surplus la jurisprudence s'est déjà prononcée sur ce point d'une manière formelle à propos des vins blancs mousseux dont les étiquettes portaient tout à la fois le mot *Champagne* et le nom du véritable lieu d'origine qui ne faisait pas partie de la Champagne ; ... » (Ann. 07-98) (Voir également Propriété Industrielle 1906 p. 147 à 149)

(1) « Pas plus en Egypte que dans son pays d'origine cette appellation ne signifie simplement un genre de bière brassée prétendument à la façon de Munich ; en effet, la bière de Munich, soit par les conditions spéciales de l'eau et du climat, soit par suite de la protection des lois sévères sous laquelle la fabrication est placée, et des soins particuliers qu'on y donne, jouit d'une renommée universelle. » (Ann. 1907-2-27 et 1907-102 note 6).

(2) Cour appel Bruxelles — 7 juillet 1905. (Annales 1907-2-28).

(3) Voir Ann. 07-2-26.

(4) *Ibid.* p. 27.

11 et 26 octobre 1911 (1) se refusait à accepter la désignation de *Pilsen* pour des bières fabriquées ailleurs qu'à Pilsen, même si le véritable lieu de fabrication était indiqué. Le Patentamt décidait dans le même sens (2). Le Landgericht de Cologne par contre admettait comme terme générique, dans une décision de 1910 (3), l'emploi du mot *Pilsen* suivi de l'indication de la véritable provenance et le Tribunal d'Empire acceptait les mots *Münchener* et *Pilsener* sous la même condition (4). — La jurisprudence autrichienne restait beaucoup plus ferme pour interdire l'emploi du mot *Pilsner* ou de ses équivalents (5).

Les produits vinicoles sont en général spécialement protégés contre l'usurpation de leurs appellations, car l'intérêt qui s'y attache est considérable : l'Arrangement de Madrid du 14 avril 1891 et la loi française du 6 mai 1919 disposent que les appellations régionales de provenance de produits vinicoles ne pourront jamais être considérées comme ayant un caractère générique. Un certain flottement s'est manifesté à un moment donné pour les eaux-de-vie auxquelles était contestée la qualité de produit vinicole ; mais cette thèse est aujourd'hui abandonnée. Le caractère de l'appellation *Cognac* a été nettement déterminé par notre jurisprudence (6) :

(1) V. Propr. Ind. 1920 p. 33, note 1.

(2) V. Propr. Ind. 1914 p. 54.

(3) V. Propr. Ind. 1911 p. 14.

(4) Arrêts des 19 mars et 19 avril 1912. Propr. Ind. 1912 p. 99.

(5) (Olmütz 15 avril 1912). Voir Propr. Ind. 1912, p. 174, v. également l'étude de Wassermann sur la bière de Pilsen dans le n° de février 1920 p. 79 de Markenschutz und Wettbewerb.

(6) Cour de Douai — 18 mai 1900 — Ann. 00 p. 178.

« En effet le Cognac est une eau-de-vie spéciale dont les qualités dérivent du sol qui l'a produit ; les noms des régions d'où viennent les vins et eaux-de-vie jouissent d'une réputation exceptionnelle ne pouvant jamais devenir générique, contrairement à ce qui a lieu pour les produits fabriqués, tels que les savons de Marseille, par exemple ; car si l'on peut faire partout les savons de Marseille, on ne peut faire partout des vins de Champagne ou des eaux-de-vie de Cognac ».

De l'examen de tous ces différents cas un principe se dégage, malgré les hésitations des Tribunaux : dans le produit d'origine, il y a application d'un procédé de fabrication plus ou moins difficile, mais en tout cas imitable et générique, et qui a pu se répandre ailleurs, parfois à perfection égale ; mais il y a un second élément qui ne peut être imité et qui tient des propriétés du sol, de l'eau, du climat, en un mot de la provenance : c'est cet élément qui domine et détermine le caractère de l'appellation du produit d'origine.

Un système générique de désignation a été tenté par l'adjonction de mots tels que *façon*, *goût*, ou d'un nom de pays. Nous voyons offrir de l'*Emmenthal façon* ou *Emmenthal français*, du vin de dessert *goût Madère* et du *Porto Français*. Par une distinction subtile, on admettrait le caractère générique du type ainsi indiqué par le correctif, tout en respectant l'appellation d'origine elle-même. Sans étudier ici le caractère répréhensible ou non de ces mots vis à vis de la loi française, nous ne pouvons pas les accepter parce qu'ils ne tendent à rien moins qu'à battre en brèche le système de protection des appellations d'origine (1).

(1) Le décret du 7 juillet 1922 soumettant les vins d'origine portugaise à la réglementation de nos vins d'origine, accélérera certainement la disparition de ces locutions équivoques appliquées aux vins de liqueur d'imitation.

Déjà certains mots tels que *fantaisie*, *artificiel*, *aromatisé* que l'on rencontre dans la réglementation française des vins mousseux et des liqueurs sont d'un emploi assez dangereux pour qu'on cherche à restreindre le plus possible leur extension (1).

L'examen rapide des diverses appellations géographiques nous a fait constater qu'une solution d'ensemble apparaît impossible. Il nous reste à voir maintenant quelle est exactement la nature de l'appellation *Champagne* : est-ce la désignation courante d'un certain genre de vins mousseux, ou au contraire le nom sous lequel se présente seul un produit d'une origine spéciale. Les discussions se sont poursuivies sur ce point dans la plupart des grands pays depuis le milieu du siècle dernier et si en France elles peuvent être considérées comme closes, tout au moins pour le mot *Champagne* lui-même, sinon pour ses dérivés, il est loin d'en être de même dans la plupart des pays étrangers, où animés du désir de favoriser la production et la consommation des vins indigènes, les gouvernements hésitent à entrer résolument dans la voie de la protection des appellations d'origine étrangères.

Il n'est pas nié que c'est le produit des raisins de la Champagne qui, rendu mousseux par une seconde fermentation alcoolique en bouteille, opérée dans des conditions tout à fait spéciales, prit dès l'origine le nom de *vin de Champagne*. Le succès que celui-ci rencontra fit surgir dans nombre de régions viticoles

(1) On peut offrir officiellement au consommateur en dehors du Kirch, du Kirch de commerce, du Kirch fantaisie, et du Kirch artificiel (à l'aldéhyde benzoïque).

de choix, des fabricants qui traitèrent leurs meilleurs vins de la même manière et obtinrent des vins mousseux appréciés. Était-il possible de les désigner sous le nom générique de *Champagne*, désignation qui jusque là pouvait passer dans le public comme synonyme de *Vin mousseux*, puisque les vins mousseux qui lui étaient offerts provenaient presque tous de la Champagne. La désignation était-elle tombée dans le domaine public, en même temps que le procédé de fabrication et tous les fabricants de vins mousseux étaient-ils de ce chef autorisés à en faire usage ?

C'est ce que ces derniers prétendirent : pour eux le *vin de Champagne* est un produit fabriqué suivant une méthode inventée, il est vrai, en Champagne, mais comme elle est appliquée maintenant dans les autres régions, le mot *Champagne* est donc devenu la désignation commune de ce genre de vin. Ils citent comme objet de comparaison l'eau de Cologne, le savon de Marseille. Mais nous avons vu plus haut qu'il y a une différence capitale à laquelle les concurrents des Champenois n'ont pas prêté attention : c'est seulement par leurs procédés de fabrication que le savon de Marseille et l'eau de Cologne se sont fait connaître ; le lieu d'origine n'a été pour rien dans la vogue de la marchandise. Pour les vins au contraire, la situation se présente tout différemment : ce que l'on cherche tout d'abord, c'est le produit des vignes d'une région déterminée, produit présenté d'une certaine façon. Le mot *Champagne* désigne tout à la fois le produit naturel avant la prise de mousse et le produit fabriqué mousseux, mais cette seconde phase est postérieure et le *Champagne* a commencé par

passer par la première ; la prise de mousse n'a pas pour effet de retirer au vin les qualités qu'il possédait originellement, ni de modifier sa composition chimique essentiellement variable suivant les régions : le vin de Champagne nature ou mousseux n'aura jamais le même bouquet que le vin de Saumur, l'un et l'autre, malgré la fabrication qu'ils subissent, conservent toujours les qualités différentes de goût qui sont connues des consommateurs ; aussi le nom de *Champagne* est-il étroitement lié à l'origine.

L'argumentation relative au caractère générique du mot Champagne a été soulevée dans presque tous les pays et toujours il y a été répondu victorieusement. La France possède le mot *mousseux*, qui a des équivalents dans toutes les langues : *sparkling* en anglais, *Sekt*, *Schaumwein* et *moussirender Wein* en allemand, *spumante* en italien, pour ne citer que ceux-là. Et ces noms, loin de déplaire au public, sont parfaitement compris de lui et les vins qu'ils désignent n'en sont pas moins appréciés. Il n'en a pas moins été prétendu un peu partout que le mot Champagne est le seul qui, auprès du consommateur, évoque pleinement l'idée de vin mousseux et qu'il se rapporte à tous ceux-ci, sans distinction d'origine du raisin. On a cherché à l'appui des exemples dans des catalogues d'exposition, dans des réclames, dans des dictionnaires, enfin partout où cela était possible. Il est exact que dans un certain nombre d'expositions, les Comités ne se soient pas beaucoup souciés de contrôler la véracité des indications portées par les exposants sur leurs vins, ni leur droit aux dénominations sous lesquelles ils les présentaient ; le rôle des Comités s'est toujours borné à apprécier la qualité

des produits. Aussi l'argument ne porte-t-il pas. — Les dictionnaires permettront-ils de se rendre compte de cet usage courant du mot Champagne ? Parcourons quelques définitions anciennes, rédigées il y a quarante ans et plus, alors que la législation française de protection n'était pas encore aussi ferme et aussi nette. Littré s'exprime dans les termes suivants : « Le vin de Champagne est un vin factice qui s'est fait d'abord avec le vin de la Champagne, plus propre en raison de sa légèreté à être travaillé de la sorte, mais qui a été imité en Bourgogne et ailleurs. » Littré constate que ce vin a été imité, mais faut-il en conclure que ces imitations s'appellent *Champagne* ? Le texte ne nous autorise pas à le croire. Voyons d'autres dictionnaires : Larousse est très net : « Champagne, vin renommé qu'on récolte dans l'ancienne Champagne ». Prenons Larive et Fleury : « Champagne, s. m., vin blanc mousseux de Champagne fait avec du moût auquel on ajoute du sucre candi ». Bescherelle est non moins net : « Champagne ou vin de Champagne, produit des vignobles de l'ancienne Champagne. »

La consultation des dictionnaires ne permettant pas de constater que le mot *Champagne* était pris comme synonyme de *vin mousseux*, il fallait examiner ensuite si, en effet, l'emploi du mot *Champagne* était si courant en France pour ces vins que sa suppression fût impossible à prévoir. Ce n'est guère que depuis 1870 que l'on a pu voir quelques négociants de Saumur commencer à se servir de la dénomination *Champagne*. Ils ont prétendu plus tard qu'ils avaient acquis des droits sur celle-ci. Les Allemands l'ont prétendu aussi pour le mot *Cognac*, il

y a quelque seize ans, et se disaient alors tellement sûrs de la réalité de leur droit qu'ils l'auraient bien cédé par esprit de conciliation, mais contre espèces sonnantes ; en effet au Congrès de Milan de 1906, organisé par l'Association Internationale pour la protection de la propriété industrielle, à propos de l'adhésion éventuelle de l'Allemagne à l'arrangement de Madrid, un délégué allemand, M. Neumann, proposait à la France d'accorder une indemnité aux fabricants allemands de Cognac, en échange de leur renonciation à ce mot et il justifiait son offre dans les termes suivants : « Cette indemnité est juste, parce que les français ont tardé trop longtemps à protester contre l'usage de ce mot ». Cette offre mercantile reçut naturellement l'accueil qu'elle méritait.

Il va sans dire que cette prescription acquisitive a été mainte fois invoquée à l'encontre des Champenois, en même temps que la soi-disant déchéance qu'ils auraient encourue du fait des abus que, disait-on, non seulement ils ont tolérés, mais encore qu'ils ont commis eux-mêmes. Tous ces faits ont été, bien entendu, grossis par les usurpateurs pour les besoins de la cause. Mais qu'importe ! les protestations des Champenois n'auraient-elles pas été aussi anciennes qu'elles l'ont été, que le mot Champagne n'en serait pas moins resté une appellation d'origine et non une désignation générique, malgré les abus qui ont pu se produire. Du reste nous verrons que les premières usurpations de l'appellation *Champagne* (si nous en exceptons les contrefaçons grossières) ne remontent pas avant 1870 ; or le premier arrêt très précis condamnant cet abus a été obtenu dès 1887 et dans

l'intervalle les Champenois n'avaient pas été sans protester fréquemment.

Des Champenois ont pu acheter des vins quelconques qu'après avoir travaillé dans leurs caves, ils ont revendu comme *Champagne*, cela ne change rien à la situation juridique. Les Tribunaux l'ont mainte fois proclamé, témoin l'arrêt de la Cour d'Angers du 19 juillet 1887 (1)

Attendu qu'il n'importe pas plus que certains fabricants, même de la Marne, puissent faire entrer dans leurs cuvées, des vins par eux achetés ailleurs que dans l'ancienne province de Champagne, ni que des vins mousseux fabriqués à l'étranger soient vendus sous le nom de vins de Champagne ; qu'en effet, un abus ne saurait justifier un autre abus ;

Attendu, dès lors, que la désignation *Champagne* ou *Vins de Champagne* n'a pu tomber dans le domaine public comme s'appliquant à des vins mousseux non champenois ;

Attendu que l'application, dans les termes de la loi de 1824, de cette désignation à des vins mousseux autres que ceux de production et fabrication champenoise, constitue non seulement un abus, mais un délit, et ne peut en conséquence être génératrice d'un droit.

Cette constatation a été faite en d'autres termes par la Cour de Paris à propos d'une affaire sur laquelle nous aurons encore à revenir.

Qu'il importe peu, au point de vue du droit et de l'application qui doit en être faite aux appelants, que des abus aient été ou soient commis, que des tolérances aient existé et que certains négociants champenois emploient dans leur fabrication des raisins ne provenant point des vignobles de Champagne ; (2).

(1) Aff. Syndicat du Commerce des Vins de Champagne c. L..... (Ann. 70-231).

(2) Aff. Synd. Vins Champ. c. C.. Paris 18 nov. 1892. (Ann. 96-154).

La réfutation des arguments de ceux qui prétendent que l'appellation *Champagne* est une désignation générique a donc été faite amplement par nos Tribunaux; mais ils peuvent en outre s'appuyer depuis 1892 sur le texte de l'arrangement de Madrid. De plus l'art. 10 de la loi du 6 mai 1919 ne laisse maintenant prise à aucune discussion : « Les appellations d'origine des produits vinicoles ne pourront jamais être considérées comme présentant un caractère générique et tombées dans le domaine public ».

Nous pouvons donc considérer ce point comme acquis pour toute une catégorie d'appellations d'origine, mais la sécurité serait beaucoup plus grande si la question en général ne comportait pas des appréciations aussi différentes que cela se passe en fait : il y a certaines dénominations géographiques qui dans la pratique sont aujourd'hui considérées comme génériques, mais il ne faut pas s'appuyer sur ces exemples pour prétendre imposer ce caractère générique à d'autres dénominations qui continuent au contraire à désigner l'origine, et, à ce titre, ont droit à la protection.

CHAPITRE III

Le Vin de Champagne est-il protégé par la Loi de 1824 ?

La loi de 1824 réserve sa protection aux produits fabriqués et aux lieux de fabrication. Il est donc d'un intérêt primordial d'examiner si le vin de Champagne est un produit fabriqué. Dans le langage courant, l'expression qui désigne le producteur de vin est *négociant en vin de Champagne*. Elle peut faire croire que ce négociant ne fait que des actes de commerce. Mais nous devons mettre en garde contre les suppositions auxquelles entraîne la terminologie : certaines désignations exactes de professions sont évitées parce qu'elles éveilleraient dans le public une idée péjorative inexacte et sont remplacées par des termes approchants, mais qui n'ont pas cependant tout à fait la même signification. Or, c'est ici le cas : il y a une quarantaine d'années, lors de l'apparition du phylloxera dans le Midi de la France, on pouvait craindre qu'en l'absence de raisin, certains industriels peu scrupuleux se livrassent à la fabrication de produits artificiels, ne contenant pas ou peu de raisin : or l'emploi du mot *fabricant* éveillait cette idée et était donc susceptible de faire naître des confusions ; aussi dans l'industrie vinicole cherchait-on à éviter l'emploi du mot *fabricant* et à dissimuler

le plus possible la partie appelée fabrication, pour étaler la partie dite négoce ou commerce.

Ce préjugé a peu à peu disparu, particulièrement à cause de l'usage de plus en plus répandu des machines dont l'emploi montre à beaucoup d'incrédules le caractère industriel de tant de professions qui passent cependant dans l'opinion courante pour appartenir au commerce. La Cour de Cassation a établi nettement la différence entre l'industrie et le commerce, dans un arrêt de 1903, rendu dans un procès d'accident du travail. « L'industrie transforme l'objet auquel elle s'applique, à la différence du commerce où ne se font que des échanges » (1).

Pendant fort longtemps, les auteurs ne purent se mettre d'accord sur l'étendue du domaine de la loi de 1824 : certains en restaient à l'interprétation stricte que son caractère de la loi pénale semblait imposer, et excluaient de l'application de la loi les produits livrés par les exploitations agricoles ou extractives. Cette appréciation fut battue en brèche par nombre d'auteurs qui donnèrent des définitions beaucoup plus larges des produits fabriqués : Littré définit l'industrie manufacturière « celle qui, en transformant les choses, leur donne de la valeur » ; pour M. Maunoury, il y a « produit fabriqué toutes les fois que le travail de l'homme intervient, soit pour préparer, soit pour faciliter ou améliorer le produit lui-même ». Pouillet a voulu étendre le champ d'application de la loi de 1824, en s'appuyant sur la loi de 1857 qui, d'après l'art. 20, était applicable aux vins, eaux-de-vie et autres boissons, aux bestiaux, grains, farines et

(1) Cass. civ. 3 août 1903 — Gaz. Pal. 1903 — 2.501.

généralement à tous les produits de l'agriculture. Il n'a pas été suivi dans cette voie par les autres auteurs et M. Lyon-Caen en particulier s'est attaché à réfuter cette extension du domaine de la loi de 1824 : l'objet de la loi de 1857, les marques emblématiques, est tout à fait différent de celui de la loi de 1824 et il n'est pas possible de compléter ces textes l'un par l'autre, malgré l'intérêt pratique que cela pourrait avoir : celà eût été l'affaire du législateur de 1857, or, bien au contraire, il a écarté expressément la loi de 1824 du domaine de ses discussions.

Une question analogue se posa plus tard, lors de la signature de la Convention de Paris de 1883. Le protocole de clôture porte en effet la phrase suivante : « Les mots *Propriété industrielle* doivent être entendus dans leur acception la plus large, en ce sens qu'ils s'appliquent non seulement aux produits de l'industrie proprement dite, mais également aux produits de l'agriculture (vins, graines, fruits, bestiaux, etc...) et aux produits minéraux livrés au commerce (eaux minérales) ».

Mais l'objection opposée à l'argumentation de Pouillet se présentait encore, transposée dans un autre cadre, celui de la répercussion des traités sur la législation intérieure. M. Pillet restreint l'effet du traité à la matière précise en vue de laquelle il a été conclu et il estime que par suite la convention de 1883 n'a pu exercer une influence quelconque sur l'interprétation de la loi de 1824. M. Lacour est même beaucoup plus absolu : le traité, pour lui, « n'a pas la force et la valeur d'une véritable loi ». Nous avons vu plus haut que l'opinion contraire a été défendue, car si le traité a une origine différente de la loi, du

fait de la ratification législative et de la promulgation, il devient assimilé à la loi, au point de vue de la législation intérieure. Néanmoins cette controverse ayant pour effet d'égarer les Français sur les droits qu'ils pouvaient tenir de ces différents textes, le Parlement la fit cesser par la loi du 1^{er} juillet 1906 qui permettait aux Français d'invoquer les dispositions de la Convention de Paris dans tous les cas où elles sont plus favorables que la loi française.

L'application de la loi de 1824 est donc possible pour les vins de Champagne si l'on peut établir que ceux-ci sont des produits fabriqués. La courte étude à laquelle nous nous sommes livrés dans l'introduction montre bien que le vin de Champagne subit une fabrication. Il est intéressant cependant d'examiner comment la question a été résolue par la jurisprudence. Celle-ci remonte déjà fort loin : un arrêt de la cour de Cassation, du 12 juillet 1845 (1) déclare expressément : « Les vins de Champagne sont des produits fabriqués, et les lieux où on les récolte et où on les prépare des lieux de fabrication, dont la propriété est protégée par la loi du 28 juillet 1824 ». En 1847 (2), un autre arrêt de la même juridiction, rendu dans une affaire de vins de Bordeaux, décide que les vins en général doivent être placés dans la classe des produits fabriqués et que par suite « les propriétaires d'un crû réputé ont seuls, mais qu'ils ont tous, le droit de marquer les vaisseaux contenant leur vin par une estampille qui rappelle ce cru. »

Le vin de Champagne non mousseux est donc également protégé par la loi de 1824 à titre de produit

(1) D. 45 I. 327

(2) Cass. 8 juin 1847 — D. 47. I. 164

fabriqué. La décision de la Cour paraît difficile à concilier avec ce qui a été jugé ultérieurement en matière d'accidents du travail : toute la partie des travaux effectués dans les champs et au siège de l'exploitation agricole est considérée comme se rattachant à l'agriculture et non à l'industrie ; la ligne de démarcation est en effet très difficile à établir et il était cependant nécessaire pour l'application de la loi du 11 avril 1898 sur les accidents du travail, de donner à son action des limites déterminées. Pour l'application de la loi de 1824 aux vins, le caractère de produit fabriqué a au contraire été admis et la protection de la loi accordée. — De nombreuses décisions ultérieures relatives au vin de Champagne ont confirmé les énonciations de ces arrêts et ont toutes traité le vin de Champagne comme un produit fabriqué ayant droit à l'application de la loi de 1824. Elles ont en outre précisé que n'a droit au nom de Champagne que le vin qui satisfait à la double condition suivante : récolté et fabriqué en Champagne(1).

Le vin de Champagne, tenant ses qualités tout à la fois du sol et du mode de manutention qu'il subit, la dénomination *Champagne* se trouve doublement protégée par la loi de 1824, en tant qu'il s'agit d'un vin fabriqué avec du raisin champenois, et en tant que ce vin subit ensuite les transformations destinées à le rendre mousseux.

Depuis un arrêt de la Chambre Criminelle de la Cour de Cassation, du 3 mai 1913 (2), les produits

(1) Notamment Cour d'Angers, 19 juill. 1887, Ann. 88. 337, - 11 Avr. 1889 Ann. 89, 266, - 15 Déc. 91 D. 95, I. 71. Trib. Comm. Reims, 17 Juill. 1891 ; Paris, 18 Nov. 1892. Ann. 96-154.

(2) Ann. 1914-1-38.

agricoles soumis par la Convention de Paris au régime de la propriété industrielle se trouvent bénéficier incontestablement devant les Tribunaux de l'application de la loi de 1824 : il s'agissait en l'espèce des eaux minérales de Vittel, or la solution adoptée en leur faveur s'applique sans aucun doute à tous les produits agricoles : « l'eau minérale est un produit plus naturel encore que les produits de l'agriculture, car elle n'a pas besoin d'être semée, ni cultivée (1) ».

La Jurisprudence ayant décidé que le mot de *Champagne* est indicatif à la fois du lieu de production et de fabrication, il restait à préciser le sens de ces deux conditions. Quel est le lieu de production ? Qu'entend-on par la Champagne ? Une longue discussion qui n'est pas encore terminée, a eu pour but de déterminer les territoires de la Champagne viticole qui produisent les raisins destinés à devenir du vin de Champagne. Nous aborderons cette question dans un chapitre postérieur et nous verrons les modifications successives qui ont été apportées à la délimitation de la Champagne. Quant à la zone de fabrication, elle doit naturellement concorder avec celle de récolte, puisque c'est également en Champagne que doit s'opérer la fabrication ; c'est sur place qu'elle offre toutes les garanties désirables, tant au point de vue du contrôle de l'origine que du soin apporté à la fabrication par une main d'œuvre spécialisée et très expérimentée. Mais pour déterminer si un vin a réellement droit à l'appellation *Champagne* comme étant récolté et fabriqué en Champagne, il faut être

(2) GEORGES MAILLARD. — Nature du droit au nom n° 237 page 291. — Ann. 94.343.

en mesure de déterminer nettement où commence et où finit la fabrication.

Nous prétendons établir qu'elle commence à la vendange et qu'elle comprend toutes les phases successives jusqu'au dégorgement et dosage de la bouteille. Ce n'est qu'après bien des hésitations et des décisions contradictoires que cette définition s'est imposée en France ; et encore n'est-elle pas acceptée partout sans arrière pensée. A l'étranger, la situation reste beaucoup plus imprécise et, en étudiant le régime légal du vin de Champagne dans les divers pays, nous aurons l'occasion de remarquer des tendances à un libéralisme dangereux qui laisse souvent le champ libre aux usurpations.

Le point de départ de la fabrication ne semble pas avoir été contesté sérieusement avant ces dernières années : ce n'est qu'à l'occasion de l'application de la loi des dommages de guerre que la question fut soulevée par certains représentants de l'Etat, parce qu'elle comportait des conséquences financières au point de vue de l'allocation des frais supplémentaires (1). Il est cependant bien évident que, dès la vendange, il y a application de procédés spéciaux : le pressurage d'un caractère particulier que l'on fait subir aux raisins de Champagne, constitue bien une phase de fabrication, et ensuite l'assemblage des divers vins qui composent la cuvée est une opération

(1) Cette discussion est close maintenant par une lettre interprétative du Ministre des Régions libérées, en date du 24 juin 1922, qui donne raison à la théorie traditionnelle « La fabrication commence alors à la pressuration, pour ne prendre fin que lorsque la bouteille destinée à la vente reçoit son muselage définitif)..... ». (Bulletin du 10^e secteur de la Reconstitution Industrielle, juin 1922 p. 18).

essentielle. L'importance de ces opérations au point de vue de la fabrication a été démontrée d'une façon très complète par M^e Waldeck-Rousseau devant la Cour d'Appel de Paris (1). Il soutint que le vin récolté, pressuré, assemblé en Champagne et mis en bouteille en territoire allemand devait être considéré comme fabriqué en *Champagne* et ayant ainsi conservé le droit à cette dénomination. Les premiers juges avaient déclaré

« que le complément de la fabrication et la mise en bouteilles faite à U... et qui constituent précisément les opérations auxquelles les négociants de Saumur n'ont pu faire attribuer par les Tribunaux la vertu de transformer un vin quelconque en vin de Champagne ; quelques importants qu'ils soient au point de vue du goût du produit final, ils ne peuvent cependant en changer l'essence et faire que ce qui pouvait et même, dans certains cas, devait être appelé du vin de *Champagne*, avant d'avoir subi ces opérations, ne puisse plus recevoir après cette dénomination (2).

La Cour en confirmant le jugement déclara « que si la mise en bouteille a eu lieu à l'étranger dans le but d'éviter certains droits de douane, cette dernière opération, si importante qu'elle soit, ne suffit point à enlever aux vins leur caractère d'origine et, par suite, leur dénomination (3) ».

(1) En présence des droits de douane élevés qui étaient imposés, dans beaucoup de pays étrangers, aux vins mousseux en bouteilles, des fabricants champenois avaient installé des établissements hors de France, notamment sur le territoire du Zollverein allemand et y traitaient des vins originaires de Champagne expédiés en fûts. Dans l'affaire à laquelle nous faisons allusion, les vins de l'établissement situé en territoire allemand étaient vendus comme *Champagne*, mais l'étiquette portait non pas ce mot, mais la mention « Cuvée de Reims, mise en bouteilles à U... ». Aussi le fabricant pouvait-il prétendre que le consommateur n'était pas trompé.

(2) Trib. Comm. Reims : 26-3-95.

(3) Paris 16 juin 1897. (D. 97 II 328). Pourvoi rejeté en Cassation le 27 mars 1900 (D. 00 I 399).

Nous estimons qu'il a été commis dans ces décisions une grave erreur technique en ce qui concerne l'appréciation de l'importance de la mise en bouteille et des opérations subséquentes. La question s'est posée à la même époque devant le Tribunal de Strasbourg (19 février 1896), sur plainte du Parquet, et elle a été résolue dans un sens beaucoup plus conforme à la réalité. Nous extrayons d'un résumé du jugement (Journal d'Alsace du 1^{er} mars 1896) le passage suivant qui est extrêmement net :

« Les vins mousseux français et allemands font partie de la catégorie des objets fabriqués. La cuvée qu'on peut transporter dans des tonneaux entre, en sa qualité de vin « calme » c'est-à-dire non encore mousseux, dans la catégorie des objets de demi-fabrication. Ce n'est que lorsqu'il est tiré en bouteille que la fabrication touche à sa fin et que le produit obtient son caractère principal de vin mousseux. Le traitement du vin en bouteille n'est, du reste, pas aussi simple et facile qu'on le croit. Il est nécessaire que l'on arrive à faire fermenter le vin dans les bouteilles, à le débarrasser de toute levure ; on doit lui ajouter une certaine quantité de liqueur ; tout cela exige beaucoup de soin et d'adresse et est d'une grande importance pour la qualité et l'excellence du produit. On donne pour ce motif généralement au mode de préparation le nom de « fabrication » et aux établissements où la préparation a lieu celui de « fabrique de vin mousseux », à leurs propriétaires celui de « fabricants de vin mousseux », et la désignation d'un endroit sur les étiquettes de vins mousseux, de cartes des vins, etc... doit être comprise pour ce motif dans ce sens que le vin mousseux est fabriqué à l'endroit désigné. »

Après avoir résolu ainsi la question de fond, le jugement examine si l'indication du lieu d'origine de la cuvée et du lieu de la mise en bouteille est suffisante pour dissiper toute erreur ; et il répond par la négative : la grande masse des consommateurs ne lira pas cette notice en français, ou la traduira mal ;

et dans tous les cas, faute d'être renseignée de façon particulière sur la fabrication des vins mousseux, elle n'en comprendra pas la portée exacte et croira qu'il s'agit d'un simple transvasement, alors que le vin était déjà rendu mousseux.(1)

Ces considérations sont fort justes, car elles s'appliquent à la moyenne des consommateurs et non pas seulement à ceux qui sont au courant de la géographie viticole et des procédés spéciaux de la fabrication des vins mousseux. En tout cas, pour le point qui nous occupe, c'est-à-dire la fixation du moment auquel finit la fabrication, l'opinion courante en France admet maintenant qu'on ne peut considérer le produit comme fabriqué après le dégorgement, le dosage et le bouchage définitif, opérations de toute première importance. Nos lois du 1^{er} août 1905 et du 6 mai 1919, en envisageant les diverses manipulations et traitements autorisés, ne semblent point supposer un seul instant que les opérations qui s'effectuent lors du tirage ou postérieurement ne soient

(1) Voir Propr. Ind. 1896 p. 78 - En sens contraire Berlin 7 déc. 1897. Propr. Ind. 1898 p. 55. Ces solutions si contradictoires semblent difficilement conciliables en droit pur. Pour les comprendre, il est nécessaire de se reporter aux circonstances de fait qui ont pu exercer une influence déterminante sur l'esprit des juges. Les fabricants de vins mousseux allemands étaient émus de la concurrence que venaient leur faire les fabricants étrangers qui s'établissaient en Allemagne pour y manutentionner des produits français supérieurs aux leurs et qui étaient à même de les offrir sur le marché allemand à un prix sensiblement égal. Une très vive campagne était menée contre eux dans les milieux vinicoles allemands. - Par contre, du côté français, beaucoup étaient portés à voir avec faveur cet effort de compatriotes qui allaient concurrencer les Allemands jusque chez eux. - Il est certain que dans une matière aussi délicate, la solution de la question pouvait être faussée par ces considérations économiques.

que de simples travaux accessoires, ne rentrant pas dans le cycle de la fabrication. En un mot, le vin de Champagne est un produit récolté en Champagne qui y est emmagasiné, manipulé et entièrement manutentionné ; sa fabrication commence avec le pressurage et ne se termine que lorsque le produit est parfait, prêt à la vente et qu'il n'a plus à recevoir que son habillage.

CHAPITRE IV

Le Droit à l'Appellation "Champagne" **d'après la Jurisprudence française**

Le succès du vin de Champagne en avait naturellement fait surgir des imitateurs ; ceux-ci, non contents d'usurper l'appellation régionale, trouvaient même souvent plus commode d'apposer en outre sur leurs étiquettes les noms des grands crus de la Marne. La législation étant assez imprécise, ils en profitaient pour abuser de l'ignorance du consommateur et de sa bonne foi. Cependant il était possible d'obtenir d'une part la protection de l'appellation *Champagne*, de l'autre celle des appellations de crus spéciaux, et la protection de l'une réagissait sur celle des autres.

L'action judiciaire apparaissait aux négociants de la Champagne comme le seul moyen d'empêcher l'aggravation de ces abus. Mais qui avait qualité pour l'entamer ? — Au milieu du XIX^e siècle, les organisations syndicales, dont c'est aujourd'hui le rôle, n'étaient pas encore ébauchées. Cependant un groupe de négociants champenois décida d'intervenir auprès du Tribunal correctionnel de Tours contre des fabricants de la région qui apposaient les noms d'*Ay* et *Verzy* sur le bouchon de leur vin et l'offraient au public comme *Champagne*. Ils obtinrent du Tribunal

correctionnel de Tours, le 12 septembre 1843, la condamnation des délinquants par application de l'art. 423 du Code Pénal, pour avoir vendu du vin de Vouvray pour du vin de Champagne et avoir ainsi trompé les acheteurs sur la nature de la chose vendue. Sur appel des prévenus et du Ministère public, le Tribunal supérieur de Blois, qui à cette époque jouait le rôle de Cour d'Appel, augmenta les condamnations primitives et, statuant sur les conclusions des parties civiles, admit leur intervention en considération du préjudice causé aux négociants des localités d'Ay et de Verzy notamment, et il ordonna, à titre de dommages-intérêts, un multiple affichage du jugement et des insertions. La Cour de Cassation, saisie d'un recours formé par les condamnés, affirma alors pour la première fois, le 12 juillet 1845, (1) « que les vins de Champagne sont des produits fabriqués et les lieux où on les récolte et où on les prépare, des lieux de fabrication ». Cette décision permettait à l'avenir d'invoquer la protection beaucoup plus générale de l'art. 1 de la loi du 24 juillet 1824, puisque cette dernière n'exige pas que l'acheteur ait été trompé, condition nécessaire sous le régime de l'art. 423 du Code pénal.

La Cour de Cassation fut saisie peu après d'un litige entre propriétaires bordelais et elle décida d'une manière générale que « les vins doivent être placés dans la classe des produits fabriqués et les propriétaires et vigneronns doivent jouir, pour les vins provenant de leur récolte, de la protection que la loi du 20 juillet 1824 accorde aux fabricants d'objets

(1) D. 45 - I. 327.

manufacturés. » (2) Dans une autre affaire, la Cour de Paris reprit textuellement ces motifs. (3)

Que faudra-t-il entendre alors par « lieu de fabrication » ? - Quand il s'agit d'un vin de propriétaire, sans mélange ni préparation spéciale, ce ne peut être que le lieu du cuvage, le lieu de provenance. Mais le conseiller Pataille explique dans son rapport de 1847 à la Cour de Cassation sur l'affaire de Bordeaux qu'il en est différemment lorsqu'il s'agit de vin de mélange et que le lieu de fabrication sera le lieu des celliers. Il faut en conclure pour le vin de Champagne qui est un vin naturel ne comprenant que des crus de la Champagne et soumis à une manutention spéciale pour la prise de mousse, que le lieu de fabrication au sens de la loi de 1824 sera à la fois le lieu de provenance et le lieu de manutention.

Vingt-cinq ans plus tard la Cour d'Angers fut appelée à se prononcer sur une affaire analogue et, reformant un jugement du Tribunal de Commerce d'Angers, reconnut le fait de concurrence illicite envers les producteurs des crus de la Champagne dont le nom était usurpé :

Attendu que ces énonciations inexactes, lesquelles pourraient peut-être renfermer un délit, constituent assurément une tromperie à l'égard des consommateurs, et une concurrence illicite envers les producteurs de la Champagne et spécialement envers les producteurs de Ay, Bouzy et Sillery ;

» Attendu que les huit demandeurs ont un intérêt certain à empêcher les fausses énonciations qui font confondre leurs produits avec des produits d'une autre origine ;.....

(2) Cass. 8 juin 1847. - D. 47 - I. 327

(3) Arrêt du 30 décembre 1854, confirmant par adoption de motifs un jugement correctionnel du 14 novembre 1854 (Ann. 56 - 352).

» Attendu que si l'on peut contester à chacun des demandeurs en particulier le droit de demander contre L.-C., d'une manière générale, l'interdiction de tout signe indicatif sur ses produits d'une fausse provenance champenoise, on ne peut contester à chacun d'eux en particulier le droit de demander l'interdiction d'un signe indiquant la fausse provenance des lieux dans lesquels ils sont ou propriétaires ou acquéreurs habituels des produits des vignobles. (1)

Mais l'arrêt émet un doute sur la possibilité de poursuivre pour l'usurpation d'une fausse provenance champenoise, sans indication d'un lieu précis. Cette circonstance semble encourager les concurrents déloyaux à se servir du nom de *Champagne* en s'abstenant de prendre les noms de crus.

Le commerce des vins de Saumur qui, vers 1838, avait commencé l'imitation des vins de Champagne avec des vins d'autres provenances travaillés par des ouvriers champenois suivant les procédés usités en Champagne, présenta d'abord ses produits comme *champagnisés*, puis il s'enhardit peu à peu et vers 1874 on trouve les premiers dépôts d'étiquettes de fabricants de Saumur, comportant le nom de *Champagne*. Mais ces négociants prudents font en général le commerce de deux sortes de vin, ont des caves ou des vignobles en Champagne et emploient cette désignation pour des vins mousseux, surtout pour leurs expéditions à l'étranger.

En 1885, le Syndicat du Commerce des Vins de Champagne attaque un négociant de Saumur, L... devant le Tribunal de Commerce de cette ville : il lui reproche l'emploi des noms d'« Ay » et de « Sillery » mais surtout du nom de *Champagne*.

(1) Arrêt du 4 mars 1870. Ann. 1870-231.

Le Tribunal le condamne sur le premier chef, mais le déclare libre d'employer « le nom générique et vulgaire de *Champagne* ». Appel de ce jugement est immédiatement interjeté devant la Cour d'Angers qui statue le 19 juillet 1887 en donnant raison au Syndicat (1). — Nous nous trouvons cette fois en présence

(1) Attendu que, contrairement à ce qu'ont admis les premiers juges, on ne saurait considérer la désignation de *Vins de Champagne*, ou celle de *Champagne* comme s'appliquant à tous les vins mousseux en général, et comme pouvant être donnée, par conséquent, aux vins mousseux fabriqués à Saumur; Que cette désignation appliquée à ces derniers vins est aussi abusive et mensongère que si elle était donnée aux vins mousseux de l'Anjou, à ceux de Saint-Peray et autres, les modes de fabrication des divers vins mousseux fussent-ils partout les mêmes, ce qui est loin d'être démontré ;

» Que le mot *Champagne*, en effet, est indicatif à la fois du lieu de production et de fabrication de certains vins spécialement connus sous cette qualification et non d'autres ; qu'il importe peu que les vins de Champagne ne soient pas des vins purement naturels, comme les vins de Bordeaux ou de Bourgogne, par exemple ; qu'ils ne tiennent pas leurs qualités uniquement du sol qui les a produits, et qu'ils empruntent une partie de ces qualités à un mode de préparation et de manutention spécial, puisque la loi du 28 juillet 1824 vise notamment l'indication mensongère du lieu de fabrication ;

» Attendu qu'il n'importe pas plus que certains fabricants, même de la Marne, puissent faire entrer dans leurs cuvées, des vins par eux achetés ailleurs que dans l'ancienne province de Champagne, ni que des vins mousseux fabriqués à l'étranger soient vendus sous le nom de vins de Champagne ; qu'en effet, un abus ne saurait justifier un autre abus ;

» Attendu, dès lors, que la désignation *Champagne* ou *Vins de Champagne* n'a pu tomber dans le domaine public comme s'appliquant à des vins mousseux non champenois ; Attendu que l'application, dans les termes de la loi de 1824, de cette désignation à des vins mousseux autres que ceux de production et fabrication champenoises, constitue non seulement un abus, mais un délit, et ne peut en conséquence être génératrice d'un droit ;

» Attendu que la responsabilité édictée par ladite loi peut être invoquée, et par l'acheteur trompé sur la provenance du vin

d'une véritable décision de principe, dont la portée s'affirmera dans d'autres procès nombreux. Cette décision était du reste conforme à l'arrêt de la Cour de Cassation de 1845, mais elle précise un point qui avait été laissé de côté dans l'arrêt de 1870. Comme l'expose le commentateur du Sirey (1), l'arrêt de 1870

venu, et par tous ceux qui se trouvent atteints, d'une façon quelconque, par la désignation mensongère employée, notamment par les fabricants victimes d'une concurrence déloyale ou illicite ; qu'en effet cette loi, en visant l'article 423 du Code pénal réserve expressément et d'une manière générale les droits aux dommages-intérêts ;

» Attendu, en fait, qu'il résulte des documents de la cause que L... a mis et met en vente, sous la désignation de *Champagne*, des vins qui ne sont pas d'origine champenoise ; qu'il en résulte aussi qu'il a, également, appliqué faussement sur ses produits, comme indication de provenance, les noms de crus d'Ay et de Sillery ;

» Attendu qu'il a fait ainsi apparaître sur un produit fabriqué le nom d'un lieu autre que celui de la fabrication ;

» Qu'aux termes de la loi du 28 juillet 1824, il a donc exercé une concurrence illicite que la liberté du commerce ne saurait justifier, et qui est la cause d'un préjudice pour le commerce régulier des vins de Champagne ;

» Attendu qu'il y a lieu, en conséquence, d'accueillir, sur ces deux chefs, les conclusions des appelants ;

» Par ces motifs, dit bien fondé l'appel émis par l'Association syndicale du commerce des vins de Champagne envers le jugement du Tribunal de Commerce de Saumur du 5 avril 1886, et réforme, en conséquence, pour partie, ce jugement ; et, statuant à nouveau quant à ce, fait défense à L... d'apposer les mots *vins de Champagne* ou *Champagne* ou l'un quelconque des noms des crus de la Champagne sur des vins mousseux ne provenant pas de cette contrée ou n'en provenant qu'en partie, et ce, sous peine de..... etc. ». (Cours d'Angers — 19 juillet 1887 Ann. 88-337).

(1) « Cette interprétation rigoureuse de l'arrêt de 1870 ne pouvait pas prévaloir, et c'est avec raison que, dans l'arrêt ci-dessus rapporté (Arrêt de 1887), la Cour d'Angers, revenant sur sa première jurisprudence, s'en est écartée, et a, au contraire, reconnu aux propriétaires et commerçants de la Champagne le droit de poursuivre en justice, en vertu de la loi de 1824, 1^e

avait contesté que les demandeurs eussent droit et qualité pour interdire au défendeur de vendre ses vins sous la fausse dénomination de *vins de Champagne* et c'est à bon droit que la Cour d'Angers est revenue en 1887 sur sa jurisprudence antérieure en protégeant sans restriction l'appellation *Champagne*.

Malgré sa netteté, cette dernière jurisprudence ne parvint pas à vaincre la résistance des Saumurois. Quelques mois plus tard, un autre procès s'engageait en correctionnelle contre un nommé T... qui avait contrefait une marque en ajoutant en outre *Champagne*. Il fût condamné à 100 francs d'amende, mais par application de la loi du 23 juin 1857 pour contrefaçon de marque. Sur l'appel de la partie civile, la Chambre correctionnelle de la Cour d'Angers eut aussi à se prononcer et elle reprit, sous une autre forme fort explicite, les motifs de l'arrêt de 1887 et notamment :

« Attendu, au surplus, que seule l'indication frauduleuse du mot *Champagne* sur les étiquettes des bouteilles de vins qu'il a vendues, alors que ce vin n'a pas été récolté et fabriqué en Champagne, constitue à la charge de T... l'infraction prévue et réprimée par l'article premier de la loi du 28 juillet 1824 :

» Attendu qu'en effet, on ne peut entendre par *Champagne* ou *Vins de Champagne*, contrairement à ce qu'a décidé le Tribunal correctionnel de Saumur, qu'un vin tout à la fois

tiers qui met en vente des vins indiquant faussement qu'ils sont de provenance champenoise. Il est certain, en effet, que la protection de la loi de 1824 ne se restreint pas à des localités spécialement déterminées : le lieu de fabrication, que la loi a voulu défendre contre les usurpations, comprend toute la région dont les produits sont, dans l'usage, connus sous la même dénomination et il s'ensuit que les producteurs de cette région ont qualité pour provoquer la répression des usurpations commises ». (Sirey 88-2-209).

récolté et fabriqué en Champagne, ancienne province de France, géographiquement déterminée et dont les limites ne sauraient être étendues ni restreintes ;

» Qu'il suit de là qu'un fabricant de ces sortes de vins, pour se mettre à l'abri de l'éventualité de condamnations correctionnelles ou civiles, doit nécessairement les fabriquer dans la région connue sous le nom de Champagne, et ne pas faire usage pour leur fabrication d'autres raisins que ceux produits par les vignes de ladite région :... » (1)

Un pourvoi en cassation fut formé par le condamné sur un moyen pris de la violation par fausse application de l'article 1 de la loi du 28 juillet 1824, en ce que l'arrêt attaqué a considéré comme nom de provenance d'un produit, un nom générique désignant un procédé de fabrication. La Cour rejeta le pourvoi car, dit-elle, l'arrêt attaqué avait fait une juste et saine application de la loi (1).

Il semble qu'en présence de cette jurisprudence constante, la question aurait dû être considérée comme résolue définitivement ; il n'en fut rien. Un négociant de Saumur, qui avait également des caves à Reims, continua malgré tout à vendre son vin de Saumur sous l'étiquette *Champagne* et vit, pour ce motif, le Syndicat faire dresser des procès-verbaux contre ses dépositaires. Ce négociant prit alors les devants et assigna le Syndicat devant le Tribunal de Commerce de Reims pour le trouble qui avait été causé à son commerce. Naturellement, le Syndicat, fort de son droit, se porta reconventionnellement demandeur, et un jugement du 17 juillet 1891 maintint la doctrine des arrêts d'Angers :

« Attendu que C... et C^{ie} ont donc fait apparaître, sur un produit fabriqué, le nom d'un lieu autre que celui de fabrication,

(1) Ann. 89-266.

(1) Cass. 26 juillet 1889 — Ann. 89-266.

ce qui aux termes de la loi du 28 juillet 1824, leur fait encourir une responsabilité qui peut être invoquée et par l'acheteur trompé sur la provenance du vin et par tous ceux qui se trouvent atteints d'une façon quelconque par la désignation mensongère employée, notamment par les fabricants victimes d'une concurrence déloyale ou illicite, que la liberté du commerce ne saurait justifier ; ...

» Attendu que cette concurrence illicite est la cause d'un préjudice réel pour le commerce des vins de Champagne ; etc.

Le négociant de Saumur avait invoqué un argument nouveau en disant qu'il faisait des mélanges dans lesquels entraient du vin de Champagne et que l'ensemble avait donc bien droit au nom de Champagne ; de même que les alliages sont nécessaires pour les métaux précieux, les coupages s'imposent pour les vins qui ont besoin d'être soutenus par l'adjonction d'une certaine quantité d'autres vins. Mais dans la délicate question des mélanges, il faut examiner avant tout les proportions : on peut soutenir qu'un mélange de 90 % de vin de la Gironde avec 10 % de vin du Midi ou d'Algérie est un vin ayant droit, d'après les usages, à l'appellation *Bordeaux*, mais ce serait une pure plaisanterie que de prétendre appeler Champagne ou Bourgogne un vin dans lequel entrerait 75 % de vin de Saumur par exemple et 25 % de vin de Champagne ou de Bourgogne. Or, c'est sous cet aspect que se posait la question devant le Tribunal de Commerce de Reims ; aussi la réponse ne pouvait-elle être douteuse. De plus, le mélange des vins de Champagne avec des vins d'autre provenance n'a jamais été considéré comme utile ni loyal. La seule pratique admise de tout temps, c'est le mélange des différents crus champenois pour obtenir

une alliance harmonieuse des qualités spéciales de chacun d'entre eux (1).

L'affaire vint ensuite devant la Cour de Paris, ce qui était du reste vraisemblablement l'objectif du Saumurois troublé dans son commerce, mais la Cour de Paris non seulement confirma la décision de Reims, mais s'appuya également sur l'Arrangement de Madrid du 14 avril 1891, qui venait d'être ratifié le 15 avril 1892, pour motiver encore plus fortement son arrêt du 18 novembre 1892 :

« Que le mot *Champagne* ne désigne pas seulement un procédé de fabrication et une nature de produit ; qu'il désigne principalement le lieu d'origine et ne peut, en conséquence, s'appliquer qu'à un vin récolté et fabriqué dans la région dénommée ;

» Que la convention internationale du 15 avril 1892 et l'exposé des motifs qui l'a précédée établissent que la désignation dont s'agit n'est point tombée dans le domaine public et ne peut s'appliquer légalement à des vins mousseux non champenois ;

A la même époque, le Tribunal de Commerce de Saumur et la Cour d'Angers étaient saisis encore

(1) M^e POUILLET, avocat du Syndicat, répliquait de manière plaisante à son adversaire sur cette question : « Mais l'honorable M. C..., le très honnête M. C..., il ne fait pas comme cela, lui, il met bien du vin de Saumur, mais il met un peu de vin de Champagne, il fait un petit mariage, de sorte qu'il a bien le droit d'appeler cela du vin de Champagne. Ah ! s'il n'avait mis que du vin de Saumur, ce serait un malhonnête homme comme l'homme de Vouvray, mais il a fait un mariage dans lequel entrait un peu de vin de Champagne !... Combien faudra-t-il mettre de vin de Champagne dans un vin de Saumur pour faire un vin qui aura le droit de s'appeler *Champagne* ? S'il faut une goutte de vin de Champagne pour faire du vin de Champagne avec du vin de Saumur, cela rappellera un peu le miracle des noces de Cana, en sens inverse, mais cela ne fera pas que ce soit du vin de Champagne véritable ! ».

d'une autre affaire beaucoup plus délicate. Il s'agissait de l'emploi du mot *Champagne* pour des vins de Saumur, non pas sur l'étiquette, mais dans l'annonce du produit. La Cour d'Angers, infirmant le jugement du Tribunal de Commerce de Saumur condamna « l'usage du mot *Champagne* pour l'annonce et la vente des vins non récoltés et fabriqués en Champagne »(1). Nombreux sont encore aujourd'hui les négociants qui tournent autour du mot *Champagne* sans oser se l'approprier tel quel et qui, par des paraphrases adroites, cherchent à créer des confusions avantageuses pour eux. Nous aurons du reste à revenir plus loin sur ce genre d'abus.

A la suite d'une jurisprudence aussi nette et aussi invariable, tout le commerce correct des vins mousseux dut se rendre et respecter l'appellation dont l'emploi lui avait semblé si désirable. Les abus qui se sont produits ultérieurement émanent en général de fabricants ou courtiers de dernier ordre pour lesquels tous les moyens sont bons. Comme type de ce genre de fraude, nous pourrions citer une vente de vins gazéifiés de qualité douteuse qui étaient habillés d'une étiquette : *Champagne P. et C^{ie} — Reims* dans un entrepôt de Paris, d'où ils partaient concurrencer les vins de Champagne et déprécier leur qualité dans l'esprit des consommateurs. Le Tribunal correctionnel de la Seine condamna du reste l'auteur de cette fraude le 7 juillet 1922, en accordant des dommages-intérêts au Syndicat du Commerce des Vins de Champagne, partie civile.

(1) Arrêt du 15 décembre 1891 — D. 95-I-71 — Cass. rej. 9 Avril 1894 (Ann. 96-169).

CHAPITRE V

La Délimitation administrative des Territoires ayant Droit à l'Appellation « Champagne »

Nous avons vu que les usages, confirmés par une jurisprudence constante, réservaient le nom de *Champagne* au vin récolté et fabriqué en Champagne. Mais la Cour de Cassation n'avait jamais précisé ce qu'elle entendait par Champagne ou ancienne province de Champagne. Aussi était-il nécessaire de compléter la définition du vin de *Champagne* par la délimitation des territoires visés par ce terme. Depuis longtemps des plaintes assez vives se faisaient jour en France sur les abus qui se commettaient fréquemment au détriment des producteurs d'articles spécialement prisés du public. Notamment pour les produits vinicoles, la fraude apparaissait particulièrement choquante lorsqu'un négociant arrivait à donner le nom d'un cru ou d'une région célèbre à un vin qui n'en était pas originaire. Et naturellement, dans l'esprit de la foule, ces abus se multipliaient à l'infini. Le mouvement de protestation qui en fut la conséquence trouva son premier aboutissant dans la loi de 1905 sur la répression des Fraudes. Celle-ci

peut être considérée ainsi comme étant le point de départ de la délimitation française. Son article 11 en effet précisait que des règlements d'administration publique statueraient sur les mesures à prendre pour assurer l'exécution de la loi, notamment en ce qui concerne les inscriptions et marques indiquant, soit la composition, soit l'origine des marchandises, soit les appellations régionales et de crus particuliers. Cet article ne semblant pas cependant offrir toutes les précisions désirables, les parlementaires de la Marne avaient proposé d'ajouter un amendement ainsi conçu : « Les règlements délimiteront les régions pouvant prétendre exclusivement aux appellations de provenance des produits ». M. Coutant présentait du reste cette disposition comme devenue obligatoire pour la France à cause de son adhésion à l'arrangement de Madrid de 1891 ; il estimait que nous étions « engagés à l'avance à délimiter les régions viticoles ; à leur donner une sorte de reconnaissance légale ». L'amendement fut retiré sur la demande de la Commission, parce que, disait-elle, son article 11 était susceptible de répondre au désir exprimé (1). La suite des événements a montré que l'amendement ne faisait nullement double emploi.

La loi de 1905, réclamée depuis si longtemps, fut considérée au début comme devant être la panacée universelle. Or, il s'agit d'une loi faite avant tout dans l'intérêt du consommateur et, si elle offre une base très sérieuse pour la Répression des Fraudes, elle ne peut cependant suffire à elle seule, notamment pour garantir l'origine des produits dont le

(1) Chambre 23 février 1905 (J. O. du 24 fév. p. 498).

nom a une valeur toute spéciale parce qu'il permet par lui-même le contrôle de la qualité ; le but ne peut être atteint que par une délimitation.

Trois voies permettent d'y aboutir : la délimitation législative, la délimitation administrative et la délimitation judiciaire. C'est ce dernier système qui est forcément adopté dans les pays où aucun texte spécial ne régit la matière et c'est celui sous l'empire duquel nous avons vécu exclusivement jusqu'à 1907. Il n'était pas sans offrir des inconvénients multiples qui l'ont fait abandonner momentanément. Des arguments théoriques ont été invoqués contre lui : on lui reproche tout d'abord de ne fixer aucun statut des appellations d'origine et de livrer la question au hasard des procès, dont les solutions pourront même être contradictoires à raison de l'autorité relative de la chose jugée. — Cette critique renfermait autrefois une part de vérité, car il est certain que les Tribunaux manquaient de base et de points de comparaison pour régir une question aussi grave. Cependant ce système a pu subsister pour certaines régions telles que la Bourgogne et y fonctionner à la satisfaction de tous. Aujourd'hui en fait la délimitation se trouve très facilitée pour les Tribunaux ; on peut ajouter que quoique ceux-ci se trouvent fréquemment obligés de se prononcer sur des questions techniques très ardues, ils les résolvent généralement d'une façon très satisfaisante. — On a prétendu également que la délimitation judiciaire se trouvait interdite par l'art. 5 du Code Civil, aux termes duquel il est interdit aux Tribunaux de statuer par voie générale et réglementaire. Il faut répondre par une distinction : tout le monde est d'accord pour reconnaître qu'un

Tribunal ne peut dire quelles sont les communes dont les vins auront droit à l'appellation *Champagne* ; mais par contre il peut parfaitement déclarer que tel propriétaire a droit ou non à l'appellation qu'il prétend donner à son produit, sans pour cela enfreindre la règle de l'art. 5. On objecte encore qu'il est très rare que les limites des régions productrices correspondent exactement avec des limites administratives ou historiques, aussi des contestations fréquentes peuvent-elles s'élever et les Tribunaux se trouvent ainsi amenés à déterminer indirectement l'étendue de ces régions. Le seul moyen qui s'offre alors à eux est d'étudier à fond les usages locaux, loyaux et constants en prenant garde toutefois de bien les distinguer des abus qui, pour être parfois invétérés, n'en ont pas perdu pour cela leur caractère originel d'abus et ne peuvent de ce fait être générateurs d'un droit.

Dans la plupart des cas, si l'on excepte certaines prétentions audacieuses et insoutenables, le rôle de juge sera aussi difficile que délicat : pour déterminer exactement les territoires qui ont droit à une appellation d'origine, il pourra avoir à s'occuper de la nature du sol, du climat, des cépages, du mode de culture et de fabrication, éléments dont la réunion a permis le développement des usages sur lesquels on peut légitimement s'appuyer. — Ce système de délimitation judiciaire, peut-être satisfaisant pour certaines régions, semblait insuffisant pour la Champagne et le Bordelais en raison de l'extrême complexité du problème à résoudre. Les tribunaux dans l'ensemble arrivaient à se laisser guider uniquement par les limites administratives et historiques. Il

paraissait donc normal de faire appel à l'Etat pour obtenir l'unification sur les bases les plus équitables : l'administration dispose en effet de moyens d'investigation fort nombreux et précis à l'aide desquels elle peut s'éclairer sur la situation exacte de la région qu'il importe de délimiter.

Cependant ce mode de procéder est justiciable d'une critique de principe assez sérieuse. Ceux qui la formulent estiment qu'une question de la gravité de la délimitation ne peut être résolue par voie de décret, mais que l'intervention législative s'impose. « Il y a, dit M. Pierre dans son *Traité du Droit politique et parlementaire*, des questions que le pouvoir législatif est obligé de retenir et dont il ne peut confier la solution au pouvoir exécutif, même sous le contrôle et avec le concours du Conseil d'Etat. Le droit de propriété, par exemple, ne saurait faire l'objet d'un règlement d'administration publique et tout ce qui en concerne l'exercice doit être réglé directement par la loi ». C'est une mission qui, d'après les principes de notre droit public, ne peut supporter d'être déléguée au pouvoir exécutif. MM. Castillard, à la Chambre (1), et Rambourg, au Sénat (2) ont développé longuement cette conception qui fut vivement combattue tant par le Ministre de l'Agriculture que par le rapporteur à la Chambre, M. Dauzon. Celui-ci se défendit vivement d'avoir voulu faire trancher une question de propriété par l'Administration ; il ajouta : « C'est la sanction d'un

(1) Ch. 14 juin 1907 (J. O. du 15) - 9 juillet 1907 (J. O. du 10, p. 1807).

(2) Sénat 7 juillet 1908 (J. O. du 8, p. 912) et 9 (J. O. du 10, p. 932).

droit de propriété, une sorte de réglementation du nom commercial appliquée aux produits du sol ou du commerce, qui est ainsi confiée au Conseil d'Etat, et non pas la faculté de procéder à une réforme même partielle du statut foncier. La délégation du pouvoir réglementaire au Conseil d'Etat, dans les termes où nous la proposons, est non seulement légitime, elle est traditionnelle et de droit commun législatif (1).

Il paraît d'un autre côté très dangereux de livrer une tâche si délicate au Parlement qui se compose d'hommes politiques dont il n'est pas possible d'attendre un jugement rendu sans aucun parti pris. Le système du règlement d'administration publique a paru se mieux prêter à une juste délimitation. M. Monis l'a défendu dans les termes suivants : « J'ai immédiatement pensé à ouvrir aux deux parties en litige l'accès d'un grand tribunal... La juridiction chargée de trancher cette question présente de telles garanties d'impartialité. Le Gouvernement s'interdit toute espèce de discussion ou de direction dans cette affaire, les juges seront ainsi maîtres souverains de leur décision... C'est donc un tribunal souverain qui se prononce (2) », Cette appréciation du rôle du Conseil d'Etat a du reste paru trop optimiste et peu conforme à la réalité ; c'est ce que M. Poincaré s'empressa alors de répliquer à M. Monis : « Le Conseil d'Etat n'est pas un tribunal dans l'espèce ».

Le Gouvernement ne se dissimulait pas l'importance de la tâche qui lui incombait et les conséquences

(1) Rapport DAUZON du 4 juillet 1907 — Doc. parl. : Ch. sept. 1907 p. 988 — Discussion et adoption J. O. Ch. 10 juillet 1907 p. 1798.

(2) Sénat — 11 Avril 1914 page 414

très graves qu'elle pouvait comporter. Il faut reconnaître qu'il chercha à s'éclairer le plus possible sur la situation réelle. Une commission des boissons subdivisée en trois sous-commissions, fut chargée de l'étude préliminaire et de la consultation des intéressés. Un questionnaire très précis leur fut adressé. D'après un rapport du docteur Luling du 15 juin 1906 en réponse au questionnaire, tout le monde paraissait d'accord pour limiter la Champagne Viticole au Département de la Marne et à l'arrondissement de Château-Thierry et réserver l'appellation *Champagne* aux vins mousseux récoltés et manutentionnés complètement dans cette région viticole ainsi déterminée et produits par la fermentation naturelle en bouteilles. Il n'était pas possible en effet d'incorporer à la Champagne Viticole tous les territoires qui avaient appartenu historiquement à la Champagne à un titre quelconque ; il semblait au contraire logique de la restreindre aux localités admises d'après les usages loyaux du commerce. Des mesures de contrôle très sérieuses étaient prévues en outre pour garantir l'origine exacte du vin de Champagne. Malgré une vive protestation des Vignerons de la Marne contre l'incorporation de l'Arrondissement de Château-Thierry à la Champagne Viticole, la sous-commission des boissons l'accepta, conformément au rapport de M. Luling et au vœu très pressant du Conseil Général de l'Aisne (avril 1906). Les vignobles de l'Aube étaient entièrement exclus de la Champagne viticole et on peut dire que de cette époque date la phase aigüe de la rivalité entre l'Aube et la Marne.

Ce travail préliminaire ne sembla du reste pas suffisant à la Sous-Commission pour éclairer sa

religion et, sur le désir qu'elle en exprima, le Gouvernement décida, par arrêté du 21 Février 1907, de charger une commission locale de procéder à une enquête administrative pour établir d'une façon précise les usages locaux, constants, de chaque contrée, tandis que, parallèlement, une enquête technique sur les caractères distinctifs du vignoble champenois serait menée par les inspecteurs généraux de la viticulture et les professeurs départementaux d'agriculture. — La Commission locale commença immédiatement ses travaux sous la présidence de M. Léon Bourgeois, sénateur de la Marne. Elle estima que la Champagne viticole ne devait comprendre que le département de la Marne, et le canton de Condée-en-Brie dans l'Aisne. Sa décision fut adoptée par la Commission des Boissons le 10 mai 1907.

L'ère des difficultés ne faisait que s'ouvrir : le Conseil d'Etat saisi du projet de décret manifesta tout d'abord l'intention de différer la solution, puis le 27 juin 1907, se déclara incompétent pour procéder à la délimitation. Il se retranchait derrière la lettre même de la loi de 1905 qui ne mentionnait pas expressément la délimitation parmi les matières dont le règlement lui était dévolu. Et cependant l'intention du législateur avait été nettement exprimée, puisque l'amendement des parlementaires de la Marne, qui avait justement pour objet d'obvier à toute difficulté d'interprétation du texte, avait été considéré comme explétif.

En présence de cette carence, le Parlement s'émut et dès le surlendemain, M. Cazeneuve, député, déposait une proposition de loi (1) dont l'un des articles

(1) Ch. 29 juin 1907.

était destiné à confirmer la compétence du Conseil d'Etat, et, pour tenter d'aboutir plus vite auprès du Conseil d'Etat, M. Vallé obtenait du Sénat, le 11 juillet 1907, l'adoption d'une résolution affirmant une fois de plus que la loi du 1^{er} Août 1905 comportait la délimitation des régions ayant droit à des appellations d'origine (1). Quoiqu'un ordre du jour du Parlement n'ait aucunement autorité pour interpréter une loi, on espérait cependant par ce moyen presser sur le Conseil d'Etat et vaincre sa résistance. Mais celui-ci n'en resta pas moins sur sa réserve primitive et il fallut attendre la fin des ajournements innombrables que subit la proposition Cazeneuve au Sénat, pour obtenir que le Conseil d'Etat reprit l'examen des délimitations.

Le vote par la Chambre avait été acquis en une seule séance (2), malgré une demande de disjonction de M. Castillard, député de l'Aube : celui-ci après avoir longuement développé les revendications des vignobles de l'Aube et les arguments en faveur de leur incorporation à la Champagne délimitée, demanda instamment à la Chambre de ne pas chercher à peser sur la décision du Conseil d'Etat. Il exposa que la loi de 1905 s'en étant remis à lui et non pas au pouvoir exécutif seul du soin de régler l'application de la loi, il importait de lui laisser entière liberté pour résoudre la question. « Nous ne devons pas, ajoutait-il, l'empêcher de se prononcer en toute indépendance

(1) « Le Sénat, prenant acte des déclarations du Gouvernement, s'associant aux votes de la Chambre des 23 février 1905 et 14 juin 1907, estime que les règlements d'administration publique consécutifs à la loi du 1^{er} Août 1905 devront comporter la délimitation des régions pouvant prétendre exclusivement aux appellations de provenance de produits. »

(2) Ch. 9 juill. 1907 (J. O. du 10 p. 1807).

sur la question qui nous divise ; c'est pourquoi j'espère que la Chambre, respectueuse de l'indépendance du Conseil d'Etat qui est appelé à se prononcer impartialement sur la question de droit public que je viens de rappeler, voudra bien accepter ma demande de disjonction ». Mais l'argumentation de M. Castillard fut réfutée avec non moins de force : M. Péchadre montra que les intérêts économiques du vignoble de l'Aube étaient minimes en comparaison de ceux du vignoble marnais et qu'en réalité l'utilisation du vin de l'Aube pour la composition des cuvées de vins de Champagne n'avait jamais été faite que sur une échelle des plus restreintes. M. du Périer de Larsan s'attacha à démontrer que, pour l'ensemble des régions viticoles de la France, la délimitation s'imposait sans délai pour sauver le vignoble de la misère et l'empêcher d'être déconsidéré par la fraude. — Outre ces deux considérations économiques, le Ministre de l'Agriculture, M. Ruau, reprit la question au point de vue juridique et montra la nécessité de la délimitation pour faire rendre leur effet à l'Arrangement de Madrid et à la loi de 1905. — Le représentant de l'Aube tenta une dernière fois d'éviter le vote de la loi en demandant subsidiairement qu'en cas de carence définitive du Conseil d'Etat, le Parlement lui-même assumât cette mission ; mais il ne fut pas suivi dans cette voie.

C'est seulement au Sénat où la proposition ne vint à l'ordre du jour qu'au bout d'un an (1), que le point de vue aubois fut à nouveau défendu et la théorie de la délimitation administrative violemment

(1) Sénat 7 et 8 juillet 1908.

combattue. Malgré ces efforts, le texte Cazeneuve fut adopté et devint la loi du 5 août 1908.

Le Conseil d'Etat ne pouvait plus désormais reculer, mais ces années d'attente n'avaient fait qu'augmenter la misère des vignerons (1) et exaspérer les esprits ; aussi le travail était-il rendu de plus en plus difficile ; ainsi s'explique le long délai qui sépare cette dernière loi de la promulgation des divers décrets. Nous verrons l'assemblée administrative suivre diverses fluctuations ; si elle passe avec raison pour offrir des garanties sérieuses, et peut être ainsi considérée par les pays étrangers comme un modèle, elle ne peut cependant atteindre l'idéal et l'infailibilité. Aussi, lorsque le sénateur Riou exprima la crainte de voir le Conseil d'Etat se tromper, le Ministre promit d'examiner les réclamations qui seraient formulées, et, dans le cas où elles

(2) Le succès des vins de Champagne avait encouragé la production des vins blancs destinés à être vendus aux fabricants de vins de Champagne et l'on avait abandonné l'utilisation d'une partie de la récolte champenoise en vin rouge. Une surproduction intense se produisit alors : de 1893 à 1906 inclus, la vente en vins de Champagne mousseux ne fut que de 62,2 % de la production. De plus en 1908, le mildew se développa de façon foudroyante. Ainsi que l'exposa M. A. Perrin, secrétaire de la Fédération des Syndicats Viticoles de la Champagne dans une interview (*Le Gaulois* du 10 septembre 1908), « jamais encore une attaque de mildew n'avait sévi avec une telle intensité et causé autant de ravages dans tout le vignoble de la Marne. La récolte anéantie, à l'exception de quelques rares communes... C'est un désastre général qui provoquera bien des misères en Champagne, car survenant à la suite d'une mauvaise série -- surproduction comme en 1904, et vins inférieurs comme en 1902 et 1905, et en outre, l'entrée des vins étrangers -- il est à craindre qu'une partie des propriétaires se voient obligés d'abandonner leurs domaines qu'ils ne pourront plus continuer à travailler, si personne ne leur vient en aide. La situation est grave, plus grave encore qu'on ne peut le croire.... ».

lui apparaîtraient fondées, de demander un nouvel examen et éventuellement des modifications. C'est dans cet esprit qu'il fut convenu que les projets de décrets ne seraient promulgués qu'après un certain délai destiné à permettre aux intéressés d'exercer un dernier recours. Mais cela ne suffit même pas, et, pour la Champagne et la Gironde, le Conseil d'Etat opéra de véritables révisions.

Nous avons vu les conclusions auxquelles était arrivée la Commission locale de la Champagne ; l'enquête technique s'occupa d'abord de déterminer quels étaient les caractères essentiels de la véritable vigne champenoise, et ensuite quels étaient les vignobles qui possédaient ces caractères. C'est en étudiant la nature du sol, du sous-sol, les cépages, le mode de plantation, le mode et les frais de culture, et le rendement à l'hectare que les délégués techniques arrivèrent à restreindre la Champagne Viticole aux trois arrondissements de Reims, Epernay, Châlons, au canton de Vitry, à partie de ceux de Heiltz-le-Maurupt, Château-Thierry et Soissons. — L'enquête aboutissait donc à l'exclusion complète de l'Aube, malgré les titres qu'elle avait cru pouvoir faire valoir ; mais le Conseil d'Etat ne jugea pas devoir en tenir compte. MM. Toubreau et Ch. Blanc énoncent dans leur ouvrage " Les Fraudes Commerciales " les principes qui ont dicté cette décision : comme en matière de nom, ce sont les usages qui doivent régir la question :

Il parut au Conseil d'Etat qu'il n'y avait aucun lien, ni de fait, ni de droit, entre la production du véritable vin de Champagne, et l'affirmation que tel ou tel territoire a pu faire partie, soit des états des comtes de Champagne, soit de l'ancienne province de Champagne. Ce n'est ni une question de

géographie, ni un problème d'histoire qu'il faut résoudre ; il ne s'agit pas de fixer, en remontant dans la suite des siècles, les limites parfois incertaines et si souvent modifiées de l'ancien comté de Champagne, mais bien de déterminer par des signes certains et actuels, en s'éclairant de la carte géologique d'une part, sur quels territoires sont situés les vrais crus de Champagne, et d'autre part, quels sont les vins qui, en vertu d'usages locaux, constants, peuvent légitimement servir aux coupages traditionnels dans la fabrication du Champagne et ont, par suite, comme les vrais crus de Champagne, un droit exclusif à l'appellation régionale ».

Le Gouvernement accepta les propositions du Conseil d'Etat, et après plus de trois ans d'attente, fut enfin rendu le décret du 17 décembre 1908, (Journal Officiel du 4 janvier 1909). Les limites de la Champagne viticole étaient celles-là mêmes qui avaient été proposées par la Commission d'enquête technique (1).

(1) Territoires auxquels le décret du 17 déc. 1908 a reconnu le droit à l'appellation régionale Champagne :

Département de la Marne

Arr^t de Châlons-sur-Marne : toutes les communes ;

Arr^t de Reims : toutes les communes ;

Arr^t d'Épernay : toutes les communes ;

Arr^t de Vitry-le-François : canton de Vitry : toutes les communes ; canton de Heiltz-le-Maurupt, les communes suivantes : Bassu, Bassuet, Changy, Doucey, Outrepont, Rosay, Vanault-le-Châtel ; Vanault-les-Dames, Vavray-le-Grand, Vavray-le-Petit.

Département de l'Aisne

Arr^t de Château-Thierry : canton de Condé-en-Brie : les communes suivantes : Condé-en-Brie, Saint-Agnan, Bary-sur-Marne, Baulne, Celles-les-Condé, La Chapelle-Monthodon, Chartèves, Connigis, Courboin, Courtemont-Varennnes, Crézancy,, Saint-Eugène, Jaulgonne, Mézy-Moulins, Monthurel, Montigny-les-Condé, Montlevon, Pargny-la Dhuys, Passy-sur-Marne, Reuilly-Sauvigny, Tréloup.

Canton de Château-Thierry : les communes suivantes : Château-Thierry, Azy, Blesmes, Bonneil, Brasles, Chierry, Essommes, Etampes, Fossoy, Gland, Mont-Saint-Père, Nesles, Nogentel, Verdilly.

La décision était rendue, mais non pas acceptée. L'Aube la récusait et la Marne se rendit compte rapidement qu'elle était insuffisante pour arrêter la fraude et qu'il fallait prendre des mesures qui permissent l'application stricte de la délimitation. Déjà pendant les quinze jours qui s'étaient écoulés entre la date de la signature et celle de la parution au Journal Officiel, l'Aube s'était agitée violemment en invoquant toujours les mêmes arguments historiques et le droit à la vie. De l'autre côté la Marne se réclamait aussi du droit à la vie et n'entendait pas qualifier les expéditions de l'Aube à la Marne du nom d'usages locaux, loyaux et constants, mais bien de celui d'abus.

« Pendant que l'Aube vend son vin qui n'est pas du vrai Champagne, nous, producteurs du vrai vin de Champagne, nous gardons nos caves pleines et nous mourons de faim ! » — C'est dans de telles circonstances qu'apparaît bien le côté faible d'une décision de cette importance rendue par une autorité autre que l'autorité judiciaire, que ce soit le pouvoir législatif, le pouvoir exécutif seul ou le Conseil d'Etat. Ceux qui s'estiment frustrés sont alors per-

Canton de Charly : les communes suivantes : Charly, Bézule-Guéry, Chézy-sur-Marne, Crouettes, Dompnin, Montreuil-aux-Lions, Nogent-l'Artaud, Pavant, Romeny, Saulchery, Villiers-sur-Marne.

Arrt de Soissons : canton de Braisne : les communes suivantes : Braisne, Acy, Augy, Barbonval, Blanzky-les-Fismes, Brenelle, Chassemy, Ciry-Salsogne, Courcelles, Couvrelles, Cys-la-Commune, Dhuizel, Glennes, Longueval, Marval, Saint-Mard, Pears, Perles, Presles-et-Boves, Sévillon, Sermoise, Serval, Vasseny, Vauxcéré, Vauxtin, Viel-Arcy, Villers-en-Prayères.

Canton de Vailly : les communes suivantes : Vailly, Bucy-le-Long, Celles-sur-Aisne, Charonne, Chivres, Condé-sur-Aisne, Missy-sur-Aisne, Sancy, Soupir.

suadés que des pressions se sont exercées dans un sens défavorable à leurs intérêts et ils s'efforcent de continuer la lutte par les moyens qu'ils soupçonnent avoir été employés contre eux :

« Ceux qui se trouvaient exclus des régions délimitées récusèrent les juges qui avaient prononcé la sentence. Ils croyaient que ces juges avaient cédé à des pressions. Ils voulurent donc par une pression contraire les obliger à revenir sur leurs décisions. Ils voulurent tracer, par la force, les frontières des régions économiques, ressusciter par la force les limites des anciennes provinces » (1).

L'esprit de révolte commençait à gronder, mais il sommeilla cependant pendant les deux premières années. Ce n'est qu'en 1911 que l'orage éclata, lorsque les vigneron marnais, se rendant compte de leur impuissance à réprimer la fraude, se tournèrent vers le Parlement pour lui demander avec insistance d'adopter enfin des dispositions protectrices que le Sénat avait déjà reconnues nécessaires en 1909. (2).

Les réclamations des viticulteurs aboutirent au dépôt, à la Chambre, par le Ministre des Finances, le 30 janvier 1911, d'un projet de loi ayant pour but principal « d'isoler le produit d'origine de ses contrefaçons possibles, jusqu'au moment où il arrive à son état définitif. » Cette conception, très admissible

(1) CLEMENTEL. Un drame économique p. 169.

(2) Ordre du jour du 26-3-09 : « La dénomination de *vin de Champagne* étant exclusivement réservée aux vins récoltés et manutentionnés dans la Champagne viticole, le Sénat invite M. le Ministre des Finances à prendre des mesures administratives qui permettent aux vigneron et fabricants de vins de Champagne de découvrir, poursuivre et faire condamner les fraudeurs. »

théoriquement, était d'une réalisation pratique particulièrement facile pour les vins de Champagne en raison du mode de fabrication des vins mousseux et de la facilité de surveillance des maisons de vins de Champagne. Par la création de magasins séparés, d'acquets spéciaux et par l'obligation d'apposer le mot *Champagne* sur le bouchon et l'étiquette, il paraît possible d'arrêter la fraude. Et la loi du 10 février 1911 ordonne l'application de telles mesures, qui avaient été préconisées sans cesse par tous les groupements champenois, mais sans que le Parlement pût se décider pendant longtemps à s'occuper de la question.

Cette loi venant consacrer la délimitation et enlevant aux vigneron exclus toute possibilité d'écouler leurs vins en Champagne, souleva immédiatement les protestations de l'Aube, malgré que le ministre de l'Agriculture, pour bien montrer son impartialité, eût décidé d'envoyer une commission d'enquête dans l'Aube, afin qu'elle lui rendit compte très exactement de la situation à tous points de vue. A partir de ce moment, démarches sur démarches furent faites auprès du Gouvernement par les délégations des deux départements à intérêts opposés. Le 15 mars, un communiqué imprudent du Gouvernement vint mettre le feu aux poudres : cette note était ainsi conçue : « Le Gouvernement estime que la délimitation de la Marne est faite et bien faite et qu'il n'y a pas lieu d'apporter un changement quelconque à l'œuvre du Conseil d'Etat ». Le lendemain le Conseil municipal de Bar-sur-Aube démissionnait et se refusait à assurer les services publics et administratifs. Les démissions se multiplient ensuite dans les autres

communes, le drapeau rouge est arboré, tous les services sont arrêtés dans la région. Le Conseil Municipal de Troyes, quoique n'étant pas directement intéressé, suit le mouvement, ainsi que le Conseil Général ; une manifestation formidable est organisée à Bar-sur-Aube sous la direction du Comité Central de défense viticole de Bar et après un défilé mémorable, les vigneronns de toutes les communes mettent le feu aux feuilles d'imposition sous les yeux du sous-préfet impuissant.

Parallèlement avaient lieu dans la Marne des démonstrations qui ne revêtaient pas encore le même caractère de violence, mais n'en étaient pas moins significatives de l'état d'effervescence dans lequel se trouvaient les esprits. Une réunion se tint à Reims le 26 mars pour examiner la situation. La presque totalité des vigneronns s'y prononça pour le statu quo ; cependant, quelques délégués proposèrent l'incorporation de l'Aube, mais sous condition d'exclusion du Soissonnais qui, disaient-ils, avait été admis uniquement pour des raisons politiques.

Pendant ce temps, la commission d'Agriculture poursuivait son enquête et cherchait une solution transactionnelle de nature à rendre le calme à ces deux départements et éviter la guerre civile dont ils étaient menacés. Elle crut l'avoir trouvée en instituant deux régions de Champagne et MM. Clémentel et Fernand David mirent sur pied un projet comportant à la base une nouvelle délimitation du *Champagne, cru de l'Aube*, que M. Clémentel proposa le 30 mars 1911 aux délégués de l'Aube et de la Marne. Mais l'opposition entre les prétentions de l'Aube et la situation acquise et défendue par la Marne était

beaucoup trop grande pour que la transaction pût être acceptée. L'un des dirigeants du mouvement aubois résumait ainsi la revendication intégrale de l'Aube : « Nous voulons rester pleinement et entièrement Champenois », tandis que les viticulteurs de la Marne qui possédaient un titre, se refusaient à le laisser amoindrir et entamer. La situation paraissait donc inextricable et les adversaires des délimitations administratives avaient beau jeu pour en faire le procès. Au début d'Avril, trois propositions de loi, tendant à leur suppression, furent déposées sur le bureau de la Chambre. M. André Lefèvre rendit les délimitations administratives responsables de tous les maux et ne leur reconnut que des effets nuisibles au point de vue de la défense des grands vins d'origine.

« En attribuant administrativement une valeur fictive à tout ce qui est récolté dans ce périmètre, on donne une prime à ceux qui seraient tentés de planter dans de mauvaises terres des cépages douteux donnant des vins de qualité médiocre et qui cependant, en vertu de la délimitation administrative, auront très légalement et très régulièrement droit aux noms réputés qu'on a voulu leur donner. Je dis, moi, que ceci est dangereux pour la production et l'industrie. Je dis que le jour où vous aurez ainsi lancé, à travers le monde, avec la garantie du Gouvernement et de l'estampille officielle, des quantités de mauvais vin, du mauvais Bordeaux, du mauvais Bourgogne et du mauvais Champagne, vous n'aurez pas contribué à relever le nom du produit et à accroître le prestige de la marque ». (1)

La Chambre comprit heureusement le danger de condamner ainsi sans réflexion et sans délai les délimitations administratives, d'autant plus qu'au même moment le Conseil d'Etat déclara qu'il s'estimait compétent en vertu de la loi de 1908 pour réviser

(1) Chambre : Séance du 3 avril 1911

éventuellement les décrets de délimitation. Le Gouvernement décida de lui transmettre purement et simplement les résultats des travaux de la Commission d'enquête, sans même lui donner d'indications préalables, afin que sa liberté demeurât entière. C'était la conduite qui en effet semblait le mieux répondre aux circonstances et c'est dans le même esprit d'apaisement et de sagesse qu'à la suite d'une interpellation de M. Rambourgt, le Président du Conseil, M. Monis, répondait le 11 avril au Sénat à la demande de suppression des délimitations :

« Vous ne pouvez pas, Messieurs, par une disposition sommaire, brutale, que n'aurait précédée aucune étude, jeter par terre le régime qui protège la propriété du nom d'origine. Vous pouvez concevoir un autre système... Je le crois, mais il faut de toute nécessité que la construction précède la démolition de l'abri passager organisé par la loi de 1905... J'ai promis à la Chambre des Députés le concours du Gouvernement pour étudier un projet de loi qui satisfasse à ces besoins. Je renouvelle devant le Sénat cette promesse ; mais je lui confirme aussi, au nom des intérêts les plus sacrés de ce pays, au nom de la probité et de la loyauté de ce commerce, au nom des propriétés les plus respectables, qu'il n'est pas possible d'abattre dans quelques minutes ce qui existe, sans rien mettre à la place... Si vous le faisiez, Messieurs, vous créeriez pour tout ce pays, une situation sans précédent, un danger terrible que rien ne saurait conjurer (1) ».

Le Sénat resta sourd à cet éloquent appel et créa ce danger terrible qu'il eût importé d'écarter à tout prix : à une majorité écrasante, il adopta l'ordre du jour Denoix ainsi conçu :

« Le Sénat, confiant dans le Gouvernement pour soumettre, le plus tôt possible, au Parlement un projet de loi qui assure la répression des fraudes sans maintenir les délimitations territoriales qui peuvent provoquer des divisions entre Français, passe à l'ordre du jour (1) ».

(1) J. O. Débats Sénat : séance du 11 avril 1911.

Ce vote imprudent était à peine émis que la révolte prévue se déchaînait. Selon le mot de M. Clémentel, la nuit du 11 au 12 avril fut *la Saint-Barthélemy des Vins*. (1) Le lendemain des bandes se ruèrent dans les grandes localités du vignoble à l'assaut des maisons soupçonnées, à tort ou à raison, d'avoir compromis les intérêts des vignerons en favorisant la fraude. Et ce fut la destruction systématique des établissements, des vins, des vignes, du matériel ; la foule en délire ne connaît plus de bornes et les colères ainsi accumulées depuis de longues années se passent sur tout ce qui tombe à portée. Le vignoble marnais sortait de ces jours d'émeute encore plus appauvri et l'avenir restait toujours aussi incertain.

Le Conseil d'Etat cependant avait repris l'étude des conclusions de la Commission d'Enquête et du projet de révision du décret de délimitation. Dans la recherche de la solution transactionnelle, il lui parut nécessaire d'opérer une discrimination très nette entre les vins de l'Aube et ceux de la Marne. Diverses appellations furent envisagées : *Champagne-Marne* opposé à *Champagne-Aube* — *Champagne* à *Petite-Champagne* — *Haute-Champagne* à *Basse Champagne*. — Enfin il s'arrêta à l'expression de *Champagne deuxième zone* pour désigner les vins de l'Aube. Le caractère d'infériorité qu'impliquait cette désignation la rendait acceptable pour la Marne, mais les Audois qui avaient auparavant repoussé *Champagne cru de l'Aube* émirent les plus vives protestations contre le " titre d'aumône " qui leur

(1) Clémentel op. cit. p. 217.

était accordé. — Aussitôt l'avis du Conseil d'Etat connu, l'agitation commença. Le souvenir des événements récents de la Marne et l'attitude menaçante des manifestants firent craindre les pires éventualités qui heureusement ne se réalisèrent pas.

Le 7 juin 1911 parut le décret délimitant la nouvelle région de *Champagne deuxième zone* dans laquelle rentraient les communes de la Marne exclues en 1909, la plus grande partie du département de l'Aube, l'arrondissement de Vassy dans la Haute-Marne et les communes de Nanteuil et Citry dans la Seine-et-Marne. — La délimitation administrative de la Champagne était donc achevée, mais nous verrons qu'aussitôt intervint la condamnation du système.

Les délimitations des régions de Cognac, Armagnac, Banyuls, Clairette de Die s'étaient opérées sans difficultés. Mais celle de la région de Bordeaux ne se fit pas sans des protestations qui la retardèrent jusqu'en 1911. (1) La Gironde résista vivement à l'extension du Bordelais et ses efforts furent couronnés

(1) DÉLIMITATION DE LA RÉGION DE BORDEAUX — La procédure adoptée fût la même qu'en Champagne et que dans les autres régions : double enquête administrative et technique. Malgré que la Commission Locale ait restreint la région bordelaise aux vignobles de la Gironde, le Ministre de l'Agriculture soumit en même temps au Conseil d'Etat un second projet comprenant en plus certaines communes de la Dordogne et du Lot-et-Garonne. C'est ce dernier projet que le Conseil d'Etat admit le 2 août 1909. La crise éclata alors en Gironde contre cette délimitation jugée trop large et le Gouvernement se résolvait à prescrire un supplément d'enquête. Mais sans en attendre le résultat, le Conseil Général, considérant que le Ministre de l'Agriculture montrait le « parti-pris de persévérer dans son erreur », décidait dans son ordre du jour du 23 septembre de ne siéger à nouveau que « lorsque sa dignité aurait reçu la satisfaction qui lui était due ».

de succès, de même que la campagne de l'Aube avait obtenu un certain résultat par la création de la Champagne deuxième zone. Cette constatation montre bien l'écueil du système, car, sans vouloir apprécier la plus ou moins grande part de bien fondé des diverses revendications, on conviendra que les hésitations et les changements qui se manifestèrent dans l'attitude des organes chargés de préparer la délimitation, montraient bien l'instabilité du système.

A ceux qui dès le début réprouvaient par principe cette méthode, s'étaient joints tous ceux qui, émus par les graves incidents qui avaient accompagné la délimitation, en rendait cette dernière responsable.

Pendant ce temps, l'enquête se poursuivait, surtout au point de vue historique, et les archivistes des trois départements intéressés produisaient à ce propos des travaux remarquables. En juillet 1910, les dossiers de la Gironde et de la Dordogne étaient en état, mais non ceux du Lot-et-Garonne. Aussi le Conseil Général de la Gironde, pour éviter une plus longue attente à ses viticulteurs, émit-il alors le vœu qu'il fut procédé sans tarder à la délimitation de la Gironde, en réservant les droits des deux autres départements. Mais cette procédure ne fût pas agréée et l'enquête se poursuivit encore plusieurs mois. Dans une note jointe au projet de décret, le Conseil d'Etat donna complètement raison à la thèse girondine. « Les représentants de la partie de la Dordogne et du Lot-et-Garonne comprise dans le décret du 2 août 1909 n'ont pas justifié que les usages locaux constants leur donnent droit à l'appellation de provenance *Bordeaux*, les vins récoltés sur ces territoires, malgré la similitude de sol, de climat, de cépages et de modes de culture, n'ayant jamais été vendus directement, soit au consommateur, soit au commerce sous le nom de *bordeaux* : qu'à la vérité, ces vins sont, en vertu d'usages locaux constants, confirmés par des documents officiels, achetés de temps immémorial par le commerce bordelais et employés par lui aux coupages constituant les types commerciaux des *bordeaux ordinaires*, mais que cette pratique commerciale ne suffit pas à constituer un droit aux appellations de provenance... ». — Le décret fût rendu le 18 février 1911. (Voir RICHARD ; op. cit. p. 92 et s.)

En outre, tous ceux qui en avaient été exclus voulaient à tout prix la détruire. M. Pams a spirituellement décrit d'un mot leur état d'âme : ils ressemblaient à des fiancés éconduits qui voudraient tuer la jeune fille qu'ils n'ont pas pu épouser ! — Nous ne pouvons pas nous associer à ce meurtre, mais aujourd'hui que l'expérience a montré les écueils de la réglementation administrative, n'accablons pas davantage les malheureuses délimitations administratives qui ont tant coûté et constatons, en en faisant l'oraison funèbre, qu'elles n'auront pas été inutiles, puisqu'elles ont fourni une base très sérieuse au régime sous lequel nous sommes placés depuis 1919, et le point de départ de la délimitation actuelle. M. Léon Bourgeois demandait déjà au Sénat, le 15 juin 1911, de les juger avec indulgence : « Je suis persuadé, disait-il, que vous êtes victimes d'un mirage, que vous attribuez aux délimitations des effets néfastes, provenant de causes beaucoup plus lointaines, émanant du plus profond de cette lutte économique qui chaque jour devient plus âpre et plus ardente dans tous les pays. »

Déjà avant la délimitation de la deuxième zone, en juin 1911, se prépara l'abandon définitif du système de la délimitation réglementaire en même temps que se manifesta la nécessité de refondre toute la législation des appellations d'origine en assurant leur protection d'une façon très sérieuse. Le 30 juin 1911 le projet de loi fut déposé à la Chambre par MM. Pams, ministre de l'Agriculture, et Klotz, ministre des Finances (1). Le projet primitif faisait entrer en ligne de compte, en dehors de l'origine, la nature, la composition et les qualités substantielles du produit déterminées par les usages

(1) J. O. Ch. S. O. 1911, p. 610. — Annexe n° 1059.

locaux, loyaux et constants. Mais le rapport de M. Fernand David du 7 juillet 1911 (1) aboutissait à la suppression des mots « composition » et « qualités substantielles » qui évoquaient une idée quelque peu générique et pouvaient occasionner des difficultés d'interprétation ; par contre la double condition d'origine et de nature était exigée. — Des études très approfondies se poursuivirent et M. Dariac se livra à une enquête personnelle dans la Marne, l'Aisne, l'Aube et la Gironde pour déposer le 9 juillet 1912 au nom de la Commission un rapport dans lequel les mots du projet primitif « leur composition et leurs qualités substantielles » étaient rétablis (2). Mais ces qualités étaient déterminées par les cépages, modes de culture et terrains en vertu d'usages locaux, loyaux et constants. Les représentants des groupements intéressés furent alors entendus séparément et contradictoirement et l'ensemble des viticulteurs protestèrent contre cette rédaction. Pour eux « le seul fait pour un produit d'être récolté dans une région, doit lui valoir le bénéfice de l'appellation ». Dans son deuxième rapport supplémentaire du 27 février 1913 (3), M. Dariac constata par contre que, pour le négociant, « le vin ne saurait avoir droit à l'appellation d'origine qu'autant qu'il répond à la définition complète du produit ». Il ajoutait cette réflexion fort juste :

« Dans ce débat, le consommateur ne saurait cependant être le seul intéressé qu'on n'entendît point. Si le Parlement veut accorder à la viticulture une protection qui lui est nécessaire, il est juste aussi qu'il prenne en considération les vœux de l'acheteur.

(1) J. O. Ch. S. O. 1911, p. 632. — Annexe n° 1136.

(2) J. O. Ch. S. O. 1912, p. 1503. — Annexe n° 2132.

(3) J. O. Ch. S. O. 1913, p. 160. — Annexe n° 2564.

« Or, lorsque celui-ci demande du Bordeaux, du Bourgogne, ou du Champagne, il n'entend pas, comme on l'a fait remarquer, qu'on lui vende seulement un vin récolté dans la Gironde, dans la Bourgogne ou dans la Champagne ; il demande aussi un vin ayant les qualités, le bouquet, les vertus qu'une réputation méritée attribuée aux vins connus sous ces différents noms... »

La viticulture et le commerce bordelais arrivèrent à s'entendre, et l'accord de Bordeaux des 17-18 septembre 1913, conclu entre les représentants de la propriété et du commerce, acceptait les trois conditions d'origine, nature et qualités substantielles (1). Pour tenir compte de cet accord, M. Dariac déposa un troisième rapport le 7 novembre 1913 (2), à la suite duquel le projet vint immédiatement en discussion à la Chambre (3). L'exigence des qualités substantielles en était disparue, car ces mots semblaient devoir être une cause d'erreur ou d'hésitation pour les Tribunaux. Certains députés voulaient même éliminer le mot « nature ». Le ministre de l'Agriculture, M. Clémentel s'y opposa énergiquement : on avait reproché aux délimitations administratives de ne pas tenir compte de la qualité du produit, il importait donc de ne pas la laisser de côté dans la réforme.

« Il n'est pas possible, disait-il, que la Chambre supprime le mot « nature » et s'en tienne au mot « origine » ; sinon, vous n'aurez aucun moyen, en Champagne par exemple, d'empêcher de vendre du cidre mousseux sous le nom de Champagne. Le mot nature ne peut donc être rayé du texte, et je répète, pour la troisième fois, que, s'il y figure seul, en vertu de la jurisprudence de l'article 423, qui ne vise que le mot « nature »,

(1) Accord de Bordeaux : RICHARD, op. cit., p. 244.

(2) J. O. Ann. 3487. — Ch. S. O. 1913, p. 54.

(3) J. O. Ch. S. E., p. 3321. — Séance des 13, 14, 20, 21 et 27 nov. 1913.

les tribunaux iront rechercher dans ce terme l'essence même des qualités substantielles. » (1)

Un amendement de M. Maunoury introduisit une disposition en vertu de laquelle le droit à l'appellation restait acquis à ceux qui avaient bénéficié des anciennes réglementations (2).

Le texte du projet, transmis au Sénat le 27 novembre 1913, y fut également l'objet d'un examen très attentif et de rapports documentés de M. Jenouvrier qui aboutirent à des modifications importantes. Les producteurs, fabricants et négociants sont libres de donner à leurs risques et périls telle appellation qu'il leur plaît ; quant aux bénéficiaires des anciennes délimitations, ils ne peuvent plus les considérer comme des droits acquis, mais seulement les invoquer à titre de présomption légale. Finalement le rapport de M. Jenouvrier fut déposé le 3 juillet 1914 (3) sur le bureau du Sénat où il resta par suite de la guerre jusqu'après l'armistice.

Au moment des négociations de paix, des dispositions protectrices des appellations d'origine devant être imposées à nos anciens ennemis, il devenait essentiel que nos négociateurs pussent invoquer une loi intérieure sur la matière. Aussi le rapport de M. Jenouvrier fut-il inscrit à l'ordre du jour du Sénat, et son texte voté le 27 février 1919. Lorsqu'il arriva à la Chambre, M. Dariac, toujours rapporteur (4), proposa d'insérer dans la loi une disposition unique dans notre législation, en ce sens

(1) J. O. Ch. 21 nov. 1913, p. 3496.

(2) J. O. Ch. 27 nov. 1913, p. 3603.

(3) J. O. Doc. Parl. Sénat 1914. — Ann. 353, 3 juillet 1914.

(4) Rapport DARIAC, J. O. Ch., 9 avril 1919. — Ann. 5973.

Rapport supplémentaire J. O. Ch. 19 avril 1919. — Ann. 6059.
— Rapport PAISANT. — Ann. 6060.

que la Cour de Cassation aurait à connaître du fait comme du droit : sa compétence s'étendrait à l'appréciation du caractère légal des usages invoqués pour l'emploi d'une appellation d'origine ; de cette façon on éviterait l'écueil des décisions contradictoires. De plus, quelques articles paraissant explétifs furent effacés du texte qui fut définitivement voté par les deux Chambres le 24 avril 1919 (1) pour devenir la loi du 6 mai 1919.

(4) J. O. Sénat et Ch. 24 avril 1919 et Rapport SERVANT au Sénat.
— Ann. 214.

CHAPITRE VI

La Loi du 6 mai 1919 relative à la Protection des Appellations d'Origine

TEXTE DE LA LOI

ACTIONS CIVILES

ART. 1^{er}. — Toute personne qui prétendra qu'une appellation d'origine est appliquée à son préjudice direct ou indirect et contre son droit à un produit naturel ou fabriqué et contrairement à l'origine de ce produit ou à des usages locaux, loyaux et constants, aura une action en justice pour faire interdire l'usage de cette appellation.

La même action appartiendra aux syndicats et associations régulièrement constitués depuis six mois au moins, quant aux droits qu'ils ont pour objet de défendre.

ART. 2. — L'action sera portée devant le tribunal civil du lieu d'origine du produit dont l'appellation est contestée. La demande sera dispensée du préliminaire de conciliation et instruite et jugée comme en matière sommaire.

ART. 3 et 5. (Délais et insertions).

ART. 4. — Toute personne, tout syndicat et association remplissant les conditions de durée et d'intérêt prévues à l'article 1^{er} pourra intervenir dans l'instance.

ART. 6. — Les arrêts de la Cour d'Appel pourront être déférés à la Cour de Cassation.

En cas de pourvoi devant la Cour de Cassation, celle-ci sera compétente pour apprécier si les usages invoqués pour l'emploi

d'une appellation d'origine possèdent tous les caractères légaux exigés par l'article 1^{er}.

Le pourvoi sera suspensif.

ART. 7. — Les jugements ou arrêts définitifs décideront à l'égard de tous les habitants et propriétaires de la même commune ou, le cas échéant, d'une partie de la même commune.

ACTIONS CORRECTIONNELLES

ART. 8. — Quiconque aura soit apposé, soit fait apparaître, par addition, retranchement ou par une altération quelconque, sur des produits naturels ou fabriqués, mis en vente ou destinés à être mis en vente, des appellations d'origine qu'il savait inexactes, sera puni d'un emprisonnement de trois mois au moins, d'un an au plus, et d'une amende de cent à deux mille francs (100 à 2.000 fr.) ou de l'une de ces deux peines seulement.

Le Tribunal pourra, en outre, ordonner l'affichage du jugement dans les lieux qu'il désignera et son insertion intégrale ou par extrait dans les journaux qu'il indiquera, le tout aux frais du condamné.

Quiconque aura vendu, mis en vente ou en circulation des produits naturels ou fabriqués portant une appellation d'origine qu'il savait inexacte, sera puni des mêmes peines.

ART. 9. — Toute personne qui se prétendra lésée par le délit prévu à l'article précédent, tout syndicat et association réunissant les conditions de durée et d'intérêt prévues à l'article 1^{er} pourra se constituer partie civile, conformément aux dispositions du code d'instruction criminelle.

DISPOSITIONS SPÉCIALES AUX APPELLATIONS D'ORIGINE

S'APPLIQUANT AUX VINS ET AUX EAUX-DE-VIE.

ART. 10. — Les appellations d'origine des produits vinicoles ne pourront jamais être considérées comme présentant un caractère générique et tombées dans le domaine public.

ART. 11. — Tout récoltant qui entend donner à son produit une appellation d'origine est tenu de l'indiquer dans sa déclaration de récolte... (Enregistrement et publicité de ces déclarations).

ART. 12. — (Obligation, pour le commerce en gros des produits vinicoles, d'avoir un compte spécial d'entrées et de sorties pour les produits vendus sous appellation d'origine).

ART. 13. — L'expédition de régie délivrée à la sortie des pressoirs, celliers et caves, indiquera l'appellation d'origine, figurant dans la déclaration de récolte ou celle, plus générale résultant des usages locaux, loyaux et constants.

ART 14 et 15. — (Dispositions spéciales aux eaux-de-vie).

DISPOSITIONS SPÉCIALES AUX VINS MOUSSEUX

ART. 16. — Les récoltants et fabricants ayant le droit de donner à leurs vins mousseux l'appellation d'origine « champagne » devront, en outre des justifications exigées par l'article 12 de la présente loi, emmagasiner, manipuler et complètement manutentionner leurs vendanges et leurs vins dans des locaux séparés, sans aucune communication, autre que par la voie publique, avec tous locaux contenant des vendanges ou vins auxquels ne s'appliquera pas l'appellation d'origine « champagne ».

ART. 17. — L'appellation d'origine « champagne » donnée aux vins mousseux dans la déclaration prévue à l'article 11, sera acquise si, dans le délai d'un an, elle n'est pas contestée. Le délai courra à dater de la publication au recueil officiel prévu audit article.

Pendant ce délai, et jusqu'au jugement définitif s'il y a contestation, les vins mousseux auxquels l'appellation d'origine « champagne » pourra être contestée, devront être emmagasinés, manipulés et complètement manutentionnés dans des locaux séparés, n'ayant, avec ceux où se trouvent d'autres vins ou vendanges, aucune communication, excepté par la voie publique.

ART. 18. — (Dispositions transitoires. — Délai de trois mois).

ART. 19 (Autorisation, sous certaines conditions, d'introduire dans les locaux séparés la boisson du récoltant ou fabricant et des personnes qu'il emploie).

ART. 20. — Les vins mousseux ayant droit à l'appellation d'origine « champagne » ne pourront sortir des magasins séparés visés aux articles 16 et 17 ci-dessus sans que les bouteilles soient

revêtues d'une étiquette portant le mot « champagne » en caractères très apparents ; les caisses ou emballages contenant ces bouteilles devront porter le même mot aussi en caractères très apparents.

Les bouteilles contenant les vins devront être fermées d'un bouchon portant le même mot sur la partie contenue dans le col de la bouteille.

ART. 21. — Les vins mousseux sans appellation d'origine ne pourront être mis en vente sans que les bouteilles soient revêtues, dans les trois mois de la promulgation de la présente loi, d'une étiquette portant les mots « vins mousseux » en caractères très apparents.

De même, les bouteilles des vins dont l'effervescence aura été obtenue, même partiellement, par addition d'acide carbonique ne provenant pas de leur propre fermentation, devront porter en caractères très apparents, la mention « vins mousseux gazéifiés ».

ART. 22 et 23 (Pénalités).

ART. 24. — Sont et demeurent abrogés :

1^o L'article 11 de la loi du 1^{er} août 1905, mais en tant seulement qu'il a décidé que des règlements d'administration publique statueraient sur les mesures à prendre en ce qui concerne les appellations régionales ;

2^o L'article 1^{er} de la loi du 5 août 1908, complétant l'article 11 de la loi de 1905, en ce qu'il a décidé qu'il serait procédé par des règlements d'administration publique à la délimitation des régions pouvant prétendre aux appellations de provenance de produits ;

3^o La loi du 10 février 1911 ;

4^o Tous règlements d'administration publique rendus en exécution des textes abrogés.

Toutefois, les producteurs, fabricants et négociants des régions délimitées par les décrets des 17 décembre 1908, 1^{er} mai 1909, 25 mai 1909, 18 septembre 1909, 21 avril 1910, 18 février 1911, 7 juin 1911, pourront invoquer, à titre de présomption légale, les dispositions de ces décrets, en tant qu'elles leur donnent le droit d'appliquer une appellation d'origine à leurs produits.

ART. 25. — La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies.

On a dit de cette loi qu'elle constituait le statut des appellations d'origine. En effet, partie de l'idée de compléter l'ancienne législation, elle en est arrivée, après une gestation laborieuse et peut-être un peu à cause d'elle, à comporter une réglementation générale de la matière. Le projet primitif ne prévoyait que l'action correctionnelle. Le texte définitif institue parallèlement l'action civile que la nécessité d'examiner une question de propriété rendait plus normale. Dans bien des cas, en effet, il y a de bonne foi usurpation d'une appellation d'origine, et il importait cependant de donner une action à celui qui subit un préjudice, alors même qu'on ne pourrait relever aucune faute à l'encontre de l'auteur de ce préjudice. — L'action civile devenant la voie normale, on peut craindre que les fraudeurs essayent tous d'arguer de leur bonne foi. Il y a heureusement bien des espèces où il sera facile au juge de se rendre compte du mal fondé de leurs protestations : notamment lorsqu'il y a emploi de l'appellation d'une façon manifestement contraire aux usages, cette pratique continue à tomber sous le coup de la loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes, comme constituant une tromperie sur la nature, l'espèce ou l'origine, alors que celles-ci doivent être considérées comme la cause principale de la vente.

L'action civile est ouverte très largement à toute personne ou syndicat intéressé. Nous aurons à revenir ultérieurement sur cette importante extension du droit syndical, confirmée par la loi de 1920 sur la capacité civile des syndicats. — L'affaire est portée devant le Tribunal civil du lieu d'origine du produit dont l'appellation est contestée (art. 2 de la loi), par une certaine analogie avec l'article 59 du Code de Procédure civile

d'après lequel le défendeur sera assigné en matière réelle devant le Tribunal de la situation de l'objet litigieux. On a cru voir dans cette attribution de compétence un grave danger : celui de se trouver en présence de décisions contradictoires, ce qui ne pouvait arriver avec la délimitation par le Conseil d'Etat. On en est donc venu à considérer comme une chose toute naturelle que l'introduction de la délimitation judiciaire impliquait la compétence de la Cour de Cassation substituée au Conseil d'Etat. Mais il s'agissait là d'une dérogation formelle aux règles de droit commun. C'est ce que M. Jenouvrier a objecté dans son rapport.

« On a beaucoup parlé, au cours des débats qui se sont déroulés dans une autre enceinte, de l'intervention qu'on disait nécessaire de la Cour de Cassation, justement appelée la Cour régulatrice. Or, il convient de dire au Sénat, et sans autrement y insister, que la Cour de Cassation n'aura jamais à trancher les questions actuellement envisagées, parce que ce ne sont que des questions de fait, appréciées souverainement par le Tribunal et après lui par la Cour d'Appel, appelés pour cela « juges du fait ». Sans doute un arrêt rendu dans une question d'appellation d'origine pourra être cassé par la Cour suprême pour un vice quelconque de forme, mais celle-ci ne dira jamais, la loi organique de sa constitution s'y oppose, si un produit a droit ou non à une appellation d'origine déterminée. » (1)

Aussi la Chambre se vit-elle poussée à chercher une formule qui donnât à la Cour de Cassation « un droit de supervision » selon l'expression de M. Clémentel, et assurât l'unité complète de jurisprudence, sans pour cela porter une atteinte trop grave à notre système judiciaire. Le rapporteur Dariac proposa alors « de spécifier que la Cour de Cassation sera compétente, en cas de

(1) Rapport JENOUVRIER, p. 45.

pourvoi, pour apprécier si les usages invoqués pour l'emploi d'une appellation d'origine possèdent tous les caractères légaux exigés à l'article 3, c'est-à-dire si la loi a été observée dans son esprit et dans son texte ». (1) La Champagne manifesta une certaine opposition contre le point de vue de son rapporteur et M. André Paisant, au nom de la Commission de Législation civile, proposa une solution absolue, de telle sorte que la Cour de Cassation soit en état de trancher définitivement la question de propriété et d'appellation d'origine.

« C'est la Cour de Cassation, c'est le Tribunal civil, c'est la Cour d'Appel qui allaient trancher d'une façon définitive les questions d'appellation d'origine. Pour cela, il fallait introduire quelque chose d'exorbitant du droit commun dans la loi. Si la Cour de Cassation n'avait été saisie que de la question de forme comme elle l'est, si elle n'avait pas eu le droit, en tout état de cause, d'aller au fond des choses, les questions d'appellation auraient été résolues par des Cours intéressées.

« Il fallait donc que la Cour de Cassation fonctionnât comme un tribunal contentieux définitif et que ce soit elle qui tranchât en tout état de cause, les questions d'usage constant, d'habitude, de source même et d'origine du produit et que sa décision fût, en dernier ressort.

« Nous avons changé les usages de la Cour de Cassation et nous l'avons rendue juge du fond. » (2)

Cependant, lorsque le projet revint au Sénat, des discussions assez serrées s'ensuivirent et des juristes intransigeants refusèrent absolument d'adopter le texte de la Chambre, même en y ajoutant, selon le conseil de M. Clémentel, une paraphrase rectificative indiquant que la compétence au fond accordée à la Cour de Cassa-

(1) J. O. Ch. 9 avril 1919. — Ann. 5973, p. 3.

(2) Ch. 24 avril 1919, p. 2171.

tion « signifie qu'elle appréciera si les usages invoqués pour l'emploi d'une appellation d'origine possèdent tous les caractères légaux spécifiés par l'article 1 ».

Mais le Sénat resta inflexible et imposa la rédaction que nous avons maintenant dans l'article 6 : En réalité, les pouvoirs donnés à la Cour restent bien les mêmes : il n'avait jamais été question qu'elle puisse prononcer sur une question d'amende ou de dommages-intérêts ; aussi n'était-il pas nécessaire d'accentuer jusqu'à l'extrême le caractère exorbitant du droit commun dont était revêtue cette disposition de la loi nouvelle. La Cour ne devient pas, de par la loi du 6 mai 1919, juge du fait : elle se borne à apprécier la qualification de « légaux » appliquée à certains usages et les caractères légaux de ceux qui lui sont soumis, mais non pas le fait de leur existence, tranché souverainement par les juges d'appel. Il faut ajouter qu'étant donnée l'importance que ce pourvoi en cassation est destiné à avoir, la loi a décidé qu'il serait suspensif.

L'article 7 décide que « les jugements ou arrêts seront définitifs à l'égard de tous les habitants d'une commune ou, le cas échéant, d'une partie de la même commune ». Nous nous trouvons encore en présence d'une disposition exorbitante de la loi, exception à la règle de l'autorité relative de la chose jugée, puisqu'un propriétaire, non présent à une instance, pourra se voir opposer la décision qui en est résultée. Il était évidemment nécessaire d'éviter qu'il y eût autant de procès que de récoltants et cela a bien été l'intention du législateur, mais nous pourrions nous rendre compte par l'étude des instances en cours que les hésitations sur l'interprétation de l'article 7 ont entraîné la multiplication des mises en causes et des frais considérables. En tout cas, par

suite de la publicité spéciale donnée aux déclarations et aux assignations, les intéressés ne pourront pas objecter qu'ils n'ont pas été mis à même d'user du droit d'intervention qui leur est reconnu.

L'article 8 punit de peines correctionnelles le fait d'apposer ou de faire apparaître par un moyen quelconque des appellations d'origine que le délinquant savait inexactes ; celui qui vend, met en vente ou en circulation ces produits est punissable dans les mêmes conditions. Mais cet article ne s'applique pas lorsque le produit est annoncé ou vendu sous une fausse appellation d'origine, sans que celle-ci soit portée sur le produit ou sur son étiquette. On ne peut alors que recourir à la protection de la loi de 1905, mais celle-ci ne punit la tromperie sur l'origine que lorsque celle-ci est considérée comme la cause principale de la vente, restriction qui n'a pas été reproduite par la loi de 1919.

Un des éléments essentiels du délit est la mauvaise foi ; le juge a du reste toute liberté pour l'apprécier. Mais il n'était pas possible de la présumer, ainsi que l'a nettement déclaré M. Jenouvrier au Sénat :

« Il faut relever, pour la repousser, la prétention d'obliger le prévenu à justifier de sa bonne foi ; c'est le renversement de tous les principes en matière correctionnelle. En dehors de quelques délits dits contraventionnels, qui existent en l'absence de toute intention mauvaise chez leur auteur, aucune prévention ne peut être maintenue que si le Ministère Public a fait la preuve de : 1^o) l'existence d'un fait matériel prévu par une loi pénale ; 2^o) l'intention coupable chez son auteur qui lui, n'a jamais d'abord à justifier de sa bonne foi ». (1)

Nous verrons du reste que les mesures spéciales édictées pour les vins et surtout pour les vins mousseux

(1) Rapport JENOUVRIER 1914. — Ann. 353, p. 29.

allègeront en pratique le fardeau de la preuve, et empêcheront, en général, que les fraudeurs échappent aux rigueurs de la loi. — En pareille matière, la poursuite émanera beaucoup plus souvent des intéressés que du Ministère public. Là, comme pour l'action civile, le droit de se constituer partie civile est accordé à toute personne lésée et à tout groupement régulier justifiant d'un intérêt.

Les articles 10 à 15 de la loi renferment des dispositions spéciales aux vins et eaux-de-vie. — L'article 10 rappelle le grand principe de l'arrangement de Madrid que la France a fait insérer dans toutes les récentes conventions internationales : « Les appellations d'origine des produits vinicoles ne pourront jamais être considérées comme présentant un caractère générique et tombées dans le domaine public. » — Ensuite est exposée la procédure des déclarations d'appellations lors de la récolte, le mode d'enregistrement et de publicité éventuelle de celles dont l'usage n'a pas été reconnu au déclarant. Ce système subit des critiques assez sérieuses de la part des négociants de régions comportant des sous-appellations et qui se trouvent liés par des déclarations faites par les récoltants. C'est le cas du Bordelais où il apparaît nécessaire d'obtenir une entente absolue entre le commerçant et le producteur pour aboutir à des résultats satisfaisants.

Par l'article 12 est instituée l'obligation pour le commerce de gros d'avoir un compte spécial d'entrées et de sorties pour les produits susceptibles d'être revendus avec une appellation d'origine française ou avec les appellations étrangères auxquelles ces dispositions auront été étendues par décret. Le bénéfice de cette mesure vient d'être accordé aux vins du Portugal par

décret du 1^{er} juillet 1922. Il est stipulé, en outre, par l'article 13, que l'expédition pourra être effectuée, soit sous l'appellation d'origine figurant sur la déclaration de récolte, soit sous l'appellation plus générale résultant des usages locaux, loyaux et constants.

Nous laisserons de côté les deux articles suivants qui intéressent les eaux-de-vie pour passer tout de suite aux articles 16 et suivants relatifs au vin de Champagne et aux vins mousseux : les vendanges et les vins de Champagne doivent être emmagasinés, manipulés et complètement manutentionnés dans des locaux séparés de ceux contenant des vendanges ou vins d'autre origine.

— Quant aux propriétaires qui ont revendiqué, dans leur déclaration de récolte, l'appellation « Champagne » à laquelle ne leur donnait pas droit le décret de délimitation, ils sont soumis également à l'obligation du magasin séparé jusqu'à ce qu'une solution définitive soit intervenue. En cas de non contestation, l'appellation est acquise au bout de un an ; dans le cas contraire, il y a lieu d'attendre l'issue du procès engagé. A ce moment seulement, les vins suivent le sort de la catégorie dans laquelle ils ont été rangés. Les vins de la région de Champagne 2^e zone peuvent donc être l'objet de cette déclaration et de l'emmagasinage séparé. Ils peuvent également être conservés dans le magasin ordinaire des vins et dans ce cas être expédiés soit comme « Champagne 2^e zone », soit comme « vin mousseux ».

Des mesures spéciales renouvelées de la loi du 10 février 1911 consacrent l'obligation d'imprimer le mot « Champagne » sur la partie du bouchon contenue dans le col de la bouteille, sur l'étiquette et sur les caisses ou emballages (art. 20). Pour faciliter encore la différenciation entre les vins de Champagne et les vins mous-

seux ordinaires, ceux-ci sont tenus de porter les mots « vins mousseux » sur l'étiquette, en caractères très apparents ; et les vins gazéifiés doivent porter les mots « vins mousseux gazéifiés » (art. 21). Des peines sévères sont prévues par la loi pour les infractions à toutes ces dispositions de contrôle et de protection (art. 22 et 23).

Par l'article 24 de la loi, sont abrogés les lois et décrets relatifs aux délimitations (Voir ci-dessus leur énonciation). — Pendant les discussions à la Chambre (1), M. Maunoury avait proposé que malgré l'abolition des délimitations administratives, dont le principe était définitivement condamné par le Parlement, les délimitations antérieures fussent maintenues et servissent de base au nouveau système. C'est dans ce but qu'il proposa l'amendement suivant :

« Toutefois, le droit d'employer, pour la désignation des produits définis par chacun de ces règlements, les dénominations d'origine visées par ces derniers reste acquis] pour l'avenir à ceux qui ont bénéficié des dispositions abrogées, sans préjudice des droits qui pourront être également reconnus à tous intéressés sur les dénominations, par l'application de la présente loi. » Le Gouvernement soutint cette proposition : « Des délimitations administratives, dit le Ministre, il ne reste que la région : des droits acquis pour les uns et le droit pour les autres d'y être incorporés. »

L'amendement Maunoury fut alors adopté par la Chambre, mais le rapporteur du Sénat proposa une nouvelle rédaction qui accordait simplement une présomption légale aux bénéficiaires des anciennes délimitations. C'est cette idée qui triompha et c'est dans ce sens que fut rédigé le dernier alinéa de l'article 24 :

« Toutefois, les producteurs, fabricants et négociants des

(1) Ch. 27 nov. 1913. — J. O., p. 3603.

régions délimitées par les décrets des 17 déc. 1908, etc... 7 juin 1911, pourront invoquer, à titre de présomption légale, les dispositions de ces décrets, en tant qu'elles leur donnent le droit d'appliquer une appellation d'origine à leurs produits. »

Une difficulté se posa aussitôt sur la portée qu'il y avait lieu d'attribuer à cette disposition : doit-on considérer cette présomption légale comme une présomption irréfragable ou simplement « juris tantum » ? Le Code Civil nous offre plusieurs exemples de présomptions comportant interdiction de la preuve contraire : telle l'autorité qui s'attache à un jugement définitif, ou la prescription légale. Il a semblé résulter des travaux préparatoires que l'intention du législateur avait été d'accorder un véritable droit acquis, de « sanctionner une situation de fait », a dit M. Jenouvrier (1). Après avoir examiné la nécessité de ne pas se cantonner rigoureusement dans les principes abstraits, et de tenir compte des situations de fait en permettant d'invoquer à titre de prescription légale les dispositions des décrets abrogés, en tant qu'elles donnent le droit d'appliquer une appellation d'origine, il concluait : « C'est sur ce point le maintien de la thèse du projet voté par la Chambre » (2). Ces paroles peuvent être interprétées dans le sens que le Sénat n'a fait que modifier la rédaction de l'amendement Maunoury tout en lui maintenant le sens de présomption irréfragable que ses termes paraissaient comporter.

Mais, d'un autre côté, la nécessité de cette modification ne s'imposait aucunement si le Sénat voulait confirmer absolument le vote de la Chambre. Il est permis,

(1) Rapport JENOUVRIER, p. 56.

(2) *Ibid.*, p. 38.

au contraire, de présumer que tout en maintenant la thèse de la Chambre, la Haute Assemblée a voulu rectifier ce qui lui paraissait un peu excessif et supprimer l'idée de présomption irréfragable pour la remplacer par celle de simple présomption légale pouvant être contestée. Il est donc, dans cette hypothèse, nécessaire de tenir compte de l'idée qui a inspiré la rédaction définitive et d'établir une différence avec le texte primitif. Nous nous trouvons alors en présence d'un simple renversement du fardeau de la preuve : dispense en faveur du demandeur, mais possibilité pour le défendeur d'apporter la preuve contraire. — A la dernière discussion à la Chambre, M. André Paisant conclut en ce sens sans être contredit en aucune façon :

« Là où M. Maunoury et la Chambre après lui avaient déclaré que le décret, quoique abrogé, constituait un droit dans l'avenir, le Sénat avec M. Jenouvrier, déclara qu'il constituait simplement une présomption légale, c'est-à-dire qu'il ne créait pas un droit ; il rendait de bonne foi celui qui, ayant pour lui la force à la faveur d'un décret, continuait à faire usage d'un droit reconnu et seulement susceptible de contestation... Tant qu'il n'a pas été statué contrairement, la présomption légale joue. Elle peut être contestée et c'est la seule différence qui existe entre le texte voté par le Sénat et celui présenté par M. Maunoury. » (1)

Si cette explication fournie à la Chambre n'était déjà par elle-même suffisamment indicative de l'intention du législateur, nous pourrions ajouter que les présomptions irréfragables ont dans notre droit un caractère tout à fait exceptionnel, démontré par ce fait que l'interdiction de la preuve contraire est toujours explicitement posée dans les textes qui l'instituent.

(1) Ch. 24 avril 1919. J. O., p. 2171 et 2173.

Or rien de semblable n'a été inséré dans l'article 24. Il faut donc considérer que l'article 24 n'a accordé que le bénéfice d'une présomption simple, susceptible d'être combattue par la preuve contraire.

Tel est, en résumé, le régime auquel se trouvent maintenant soumises la France et ses colonies (auxquelles la loi a été déclarée applicable). La délimitation se trouve résolue dans le sens que se proposait le Parlement et que M. Clémentel a défini par ces mots : « Un grand arbitrage fait d'abord par les Tribunaux, puis par les Cours d'Appel, et souverainement, s'il y a lieu, en cas de conflit, par la Cour de Cassation. » (1)

Décrets et Circulaires ayant trait à la Loi de 1919 et à la Répression des Fraudes

Diverses instructions pratiques furent envoyées aux services administratifs, en vue d'assurer l'exécution de la loi. Le ministre de l'Agriculture adressa deux circulaires aux préfets en date des 6 juin et 14 novembre 1919, et une autre aux agents de la Répression des Fraudes le 10 novembre ; l'Administration des Contributions indirectes avait indiqué à ses agents les principales mesures à prendre par circulaire n° 1123 du 16 juin 1919, complétée par celle du 1^{er} avril 1920 n° 1149.

(1) Consulter GUÉRILLON : Les appellations d'origine, la loi du 6 mai 1919. — M. TOUBEAU : La protection des appellations d'origine dans les Lois Nouvelles, 1921, nos 4 et 5.

La répression des fraudes restait toujours en fait sous la réglementation du décret du 3 septembre 1907 modifiée et augmentée par la nouvelle loi. Mais il importait de la coordonner en un nouveau texte apportant toutes les précisions désirables. Ce fut l'œuvre du décret du 19 août 1921 et de la circulaire du 15 novembre 1921. L'incertitude qui régnait antérieurement sur la nature de certaines opérations disparaît : l'énumération des manipulations licites a un caractère strictement limitatif. En matière de vins mousseux le mode de seconde fermentation en grands vases clos est admis, mais avec cette restriction que ces vins ne pourront se dire préparés suivant la méthode champenoise. Le décret donne des indications précises sur les dimensions relatives des mentions « vins mousseux » ou « vins mousseux gazéifiés » que la loi exige sur les étiquettes. Cette disposition offre un grand intérêt, puisque c'est grâce à elle qu'on empêche souvent la naissance de confusions entre le vin de Champagne et le vin mousseux de la part du consommateur peu expert. En ce qui concerne le vin de Champagne et les vins mousseux, c'est, en réalité, la réglementation de la loi du 10 février 1911 qui a servi de base pour la détermination des mesures de protection qui s'imposaient particulièrement.

La question de la réglementation administrative est donc maintenant à peu près résolue, tout au moins en théorie, mais il est loin d'en être de même pour la délimitation nouvelle et pour les difficultés qu'elle fait surgir. Dans toutes les zones frontalières des anciennes régions délimitées, l'article 11 de la loi donna lieu à des déclarations d'appellations. Pour l'appellation Champagne, la loi prévoyait la prescription acquisitive d'un an, si l'appellation n'était pas contestée. De nombreuses

déclarations furent rapidement déposées dans les diverses communes viticoles de l'Aube et contestées avec non moins d'empressement par les vignerons marnais. Ce litige devenait donc du ressort des Tribunaux judiciaires, conformément à la loi de 1919.

CHAPITRE VII

L'Action syndicale

Le Ministère public devant le grand nombre des fraudes ne peut accorder à toutes l'attention qu'elles mériteraient, et la charge de la poursuite, arrive donc à retomber presque toujours sur les intéressés. — Il n'est pas impossible à un producteur pris individuellement, d'obtenir la répression des abus d'appellations d'origine qui ne comportent pas en même temps une contrefaçon de sa marque, mais il se heurte à des difficultés pratiques qui, la plupart du temps, entravent son action. D'autre part l'évaluation du préjudice subi par telle personne est très délicate. Aussi la nécessité du groupement s'imposa-t-elle de bonne heure. Le premier procès qui eut lieu en 1843 contre un négociant qui avait vendu un vin non originaire de la Champagne pour du vin de Champagne fut engagé par un certain nombre de négociants en vins de Champagne, réunis pour la circonstance en un groupement de fait. En 1870, c'est également une Commission spéciale de huit négociants qui entama une autre poursuite du même genre.

La loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels fixa à ceux-ci pour objet exclusivement l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles, et elle stipula qu'ils auraient le droit

d'ester en justice ; on doit comprendre que les limites de ce droit sont évidemment celles qui ont été assignées à son activité, y compris naturellement la défense de son patrimoine que nous n'avons pas ici à envisager.

Mais quelle sera l'étendue de l'activité judiciaire des syndicats : aura-t-elle pour objet la défense des intérêts propres et individuels de l'ensemble de ses membres, ou au contraire comprendra-t-elle d'une manière générale tout ce qui touche aux intérêts généraux et collectifs de la profession ? (1) Les deux thèses ont été soutenues avec beaucoup de force. Les partisans du système restrictif partent de cette idée que le syndicat aurait le droit d'exercer seulement les actions qui, n'étant pas dans le commerce, ne peuvent être exercées par aucun de ses membres (2). — Cette théorie arrive à rendre très rares les cas où le droit d'action du Syndicat pourrait s'exercer : il est vrai que les auteurs qui la défendent ont éprouvé une certaine appréhension en voyant la faveur avec laquelle les poursuites des syndicats professionnels étaient accueillies par les Tribunaux. Ils ont craint que des abus ne se manifestent et que l'arme donnée aux syndicats pour la défense professionnelle ne soit employée, au mépris de la liberté du commerce, à opprimer des concurrents (3).

Or cette crainte semble bien injustifiée et les partisans de la théorie extensive de l'action syndicale ne se

(1) Voir GARRAUD, *Traité d'Instruction criminelle*, Tome I, p. 265.

M. PLAISANT et FERNAND-JACQ : *Traité des noms et appellations d'origine*, p. 133 et suiv., 141 et suiv.

GUÉRILLON, *op. cit.*, p. 63 et suiv.

CLÉMENTEL, *op. cit.*, p. 127 et suiv.

(2) WALDECK-ROUSSEAU : *Consultation, Recueil de procédure*, 1887, p. 49.

(3) En ce sens, Note Roux sous Cass., 27 juillet 1907, S. 08-1-105.

sont pas laissé arrêter par cette objection ; d'après cette interprétation libérale, « l'action du syndicat devrait être déclarée recevable toutes les fois qu'elle serait justifiée par l'intérêt collectif et qu'elle aurait pour objet la défense des intérêts généraux de la profession » (1). Le droit du groupement est tout autre chose qu'une totalisation de droits individuels, mais un droit collectif nouveau, complètement distinct des précédents.

« Les premiers en se groupant, dit M. le Conseiller Falcmagne (2), ne perdent pas leur caractère individuel et n'en demeurent pas moins divisibles et distincts les uns des autres. Le second est un et indivisible, il est propre à la profession personnifiée dans le syndicat, et aucun des membres qui composent celui-ci ne peut s'en prévaloir privativement. La portée de cette distinction est capitale pour la solution du problème. Car si, pour des raisons déjà données, la concurrence déloyale, résultant de pratiques contraires à la loi, peut demeurer en principe hors de l'atteinte des groupements d'intérêts individuels, il paraît impossible de méconnaître que cette concurrence déloyale, envisagée dans ses conséquences, discrédit de la production et avilissement des prix, ne soit de nature à compromettre directement les intérêts économiques, non seulement moraux, mais encore matériels de la profession, dont précisément le syndicat a été constitué gardien et défenseur. »

Il existe évidemment certains cas dans lesquels on aura de la peine à distinguer l'intérêt collectif de la somme des intérêts individuels. En tout cas, la question envisagée à ce point de vue devient d'une solution beaucoup plus facile, car, suivant l'expression de M. Toubeau, « la fraude établie, le préjudice existe » (3).

— D'une manière générale, la jurisprudence s'est rap-

(1) GARRAUD, I-265.

(2) D. 14-1-69. — Rapport Cass., Ch. réunies, 5 avr. 1913.

(3) TOUBEAU : Lois Nouvelles, 1908, 2^e partie, p. 123.

prochée de la théorie extensive et à l'époque des grands débats parlementaires sur la répression des fraudes le juge d'instruction Chesney exposait dans les termes suivants la situation telle qu'elle résultait de la jurisprudence :

« En premier lieu, disait-il, les syndicats professionnels peuvent ester en justice, dans tous les cas où il est porté atteinte à leur personnalité juridique, à leur patrimoine corporatif, aux intérêts généraux de la profession qu'ils représentent, alors que les droits individuels ou collectifs de leurs membres, ou de quelques-uns d'entre eux, ne sont lésés en aucune façon. »

« En second lieu, l'action des syndicats est également recevable lorsqu'elle est justifiée à la fois par la défense des intérêts généraux de la profession qu'ils représentent, des intérêts corporatifs, et par les intérêts particuliers de l'ensemble de leurs membres ou de quelques-uns d'entre eux.

« En troisième lieu, les syndicats professionnels n'ont pas qualité pour soutenir devant les tribunaux les intérêts personnels d'un ou de plusieurs de leurs membres.

« Le second de ce principe peut seul faire sérieusement l'objet d'une controverse. Le premier et le troisième sont au-dessus de toute discussion. » (1)

Dans la branche que nous étudions spécialement ici, de nombreuses décisions avaient déjà admis la recevabilité de l'intervention du Syndicat du Commerce des Vins de Champagne (2). Dans une affaire de vente de vins étrangers à la Champagne, sous le nom de « Vin de Champagne », la Cour de Cassation, Chambre criminelle, a admis le 29 février 1912, (3) l'intervention des syndicats :

« Attendu qu'il résulte de l'arrêt attaqué, qu'en employant

(1) Voir CLÉMENTEL, op. cit., p. 261.

(2) Angers, 19 juill. 1887. — Ann. 88-337 ; 11 avril 1889. — Ann. 1889-266 ; 15 déc. 1891. — D. 95-1-71 ; Paris, 18 nov. 1892. — Ann. 96-154, etc.

(3) Ann. 13-224.

dans ses opérations commerciales la fausse appellation de vins de Champagne pour désigner des vins d'une provenance différente, le demandeur a lésé les intérêts corporatifs représentés par chacun des syndicats de vignerons de la Champagne délimitée, parties civiles, tant par le préjudice qu'il a causé à la réputation du vignoble champenois, que parce qu'il a déprécié les vins provenant véritablement de la Champagne viticole ; que ces constatations justifient l'intervention comme parties civiles desdits syndicats et les dommages-intérêts qui ont été alloués à chacun d'eux ; et attendu que l'arrêt est régulier en la forme... »

Mais la question d'appréciation du « préjudice direct », condition exigée par les Tribunaux, permettait à ceux-ci d'émettre suivant les espèces, des décisions bien différentes et souvent contradictoires. C'est ainsi que la Chambre criminelle cassa plusieurs arrêts qui admettaient la recevabilité de l'action syndicale, parce que ceux-ci n'étaient pas basés sur un préjudice direct causé aux adhérents du Syndicat. La Chambre civile, par contre, tranchait dans un sens nettement opposé. — La Cour se trouva saisie en 1913, toutes chambres réunies, d'une affaire correctionnelle de mouillage de vin. Le Syndicat national de défense de la Viticulture française s'était porté partie civile et la Cour de Paris avait complètement admis qu'il y eût un préjudice directement causé aux intérêts dont le Syndicat avait la garde ; malgré la cassation, la Cour de renvoi avait repris la décision primitive. L'affaire revint devant la Cour de Cassation toutes chambres réunies, et cette fois les motifs adoptés par les Cours de Paris et Rouen furent confirmés (1), conformément aux conclusions du procureur général :

« L'action syndicale n'a pas nécessairement pour fondement

(1) Cass., Ch. réunies, 5 avril 1913. D. 14-1-65.

juridique l'action individuelle, concluait-il ; le droit syndical n'est pas le faisceau des droits individuels, l'action syndicale n'est pas la somme, le groupement des actions individuelles ; c'est une action spéciale créée par la loi, sans relation théorique avec l'action individuelle. Les deux actions ont sans doute un trait commun, en ce qu'elles procèdent du même fait dommageable, mais elles diffèrent par leur cause, leur objet, leur résultat. La formule « Défense des intérêts économiques de la profession » est donc justifiée. »

L'arrêt de renvoi fut ainsi confirmé, car il fut admis que la fraude porte nécessairement atteinte aux intérêts collectifs et que dans ce cas le préjudice découle directement de l'acte incriminé (1).

Pendant que se formait cette jurisprudence, le Parlement ne restait pas cependant inactif et s'occupait de préciser, tout d'abord dans des lois spéciales, l'étendue de l'action syndicale. La loi du 11 juillet 1906 réglementant la fabrication des conserves de sardines, prunes et légumes, accordait expressément une action aux syndicats professionnels régulièrement constitués, représentant une industrie intéressée à la répression de la fraude. — Les hésitations de la jurisprudence amenèrent l'insertion dans le projet de loi sur le mouillage et le sucrage des vins, qui devint la loi du 29 juin 1907, d'une disposition reconnaissant formellement aux syndicats intéressés les droits accordés à la partie civile par le Code d'Instruction criminelle, ainsi que la faculté de recourir à l'action civile, en vertu des articles 1382 et suivants du Code Civil (art. 7 de la loi). — Vers la même époque, dans la proposition de la loi de M. Cazeneuve sur les

(1) Voir sur cette question : MONIER, CHESNEY et ROUX, *Traité théorique et pratique pour la répression des fraudes*, 1909-1, p. 284. M. TOUBEAU, *Commentaire de la loi du 6 mai 1919*, dans les *Lois Nouvelles* 1921, p. 102.

délimitations administratives, un article analogue était inscrit. L'auteur le commentait ainsi :

« Il y a des intérêts communs, des lésions communes qui justifient l'intervention d'un syndicat. Nous prétendons que c'est défendre des intérêts généraux que réprimer les fraudes et les actes de concurrence déloyale... Nous prétendons que c'est défendre des intérêts généraux que tenter de mettre de la probité dans le commerce et de protéger le public contre la fraude... Cette proposition de loi a pour but, par un texte précis, de mettre désormais à l'abri de toute contestation le droit des syndicats professionnels. » (1)

Une opposition assez sérieuse à l'adoption de la proposition de loi se manifesta non seulement sur l'article relatif à la délimitation, mais aussi sur cette question d'extension de l'action syndicale relativement à toutes les fraudes se rapportant aux boissons. — On reprochait au projet de rompre avec la tradition qui réservait au Ministère public la répression des actes délictueux. Et cependant si celui-ci ne peut arriver à suivre toutes ces affaires, ne vaut-il pas mieux le faire seconder par les groupements d'intéressés ? Cela n'est pas nié, mais les opposants reviennent à cette idée que nous avons effleurée plus haut, l'abus de la chicane et le danger qui en résulte pour le commerce. — Enfin, après une longue attente, ce texte fut voté et devint l'article 2 de la loi du 5 août 1908.

« Tous Syndicats, formés conformément à la loi du 21 mars 1884 pour la défense des intérêts généraux de l'agriculture ou de la viticulture, ou du commerce ou trafic des boissons etc..., pourront exercer sur tout le territoire de la France et des colonies les droits reconnus à la partie civile par les articles 182, 63, 64, 66, 67 et 68 du Code d'Instruction criminelle, ou

(1) Voir CLÉMENTEL, op. cit., p. 129 et suiv.

recourir, s'ils le préfèrent, à l'action ordinaire devant le tribunal civil, en vertu des articles 1382 et suivants du Code Civil. »

Mais ces lois furent considérées comme ne faisant que confirmer le droit d'ester en justice reconnu par la loi de 1884, en imposant toujours la condition de la constatation du préjudice direct. — Ce n'était donc pas une solution définitive. Aussi le projet de loi du 30 juin 1911 sur les appellations d'origine dû-t-il reprendre la question ; deux systèmes furent proposés : l'admission du préjudice indirect comme suffisant, ou la présomption légale du préjudice direct. Juridiquement c'est ce deuxième système qui semblait le mieux répondre aux principes, et c'est celui qui fut défendu par le premier rapporteur, M. Fernand David :

« Le texte crée, somme toute, une présomption légale du préjudice direct en faveur des syndicats qui poursuivront les fraudeurs. Notre législation fournit des exemples assez nombreux de présomptions créées par la loi lorsque l'intérêt particulier est d'accord avec l'ordre public, et nous rentrons bien ici dans un cas de ce genre.

« Dans l'exposé des motifs de sa proposition de loi, M. de la Trémoille rappelle très justement en ces termes la définition de la présomption légale : « Il y a présomption légale toutes les fois que le législateur fait sortir d'un fait connu la preuve irréfutable d'un autre fait inconnu, en général difficile à prouver mais dont la vérité cependant est infiniment probable. » Il serait logique de reconnaître, qu'une fraude sur les vins étant admise, il est infiniment probable que le Syndicat de viticulteurs qui s'en plaint en éprouve un préjudice direct et, dès lors, la règle nouvelle que nous vous proposons d'adopter se justifie pleinement. » (1)

Déjà dans les discussions qui eurent lieu à la Chambre en 1913, se montrait l'intention bien nette des promo-

(1) 2^e rapport FERNAND DAVID, du 7 juill. 1911. — Ann. 1136, p. 9.

teurs de la loi, de consacrer la jurisprudence de l'arrêt de Cassation du 5 avril 1913 qui donnait une juste notion du droit syndical. Cette fois c'est sans aucune restriction que la loi de 1919 le détermine, et la netteté de son texte ne laisse plus place à aucune discussion sur le caractère du préjudice. En effet, l'article 9 ne mentionne pas l'exigence du préjudice direct pour l'action pénale ; quant à l'article 1 relatif aux actions civiles, il porte bien les mots « à son préjudice direct ou indirect et contre son droit » qui semblent comporter la plus large extension, mais l'insertion des mots « contre son droit » arrête immédiatement les abus que l'idée de « préjudice indirect » seule aurait pu entraîner.

L'action appartient aux syndicats et associations régulièrement constitués depuis six mois au moins, quant aux droits qu'ils ont pour objet de défendre. Cette condition de six mois d'existence a été glissée dans le texte, autant pour satisfaire ceux que hante la crainte des groupements n'ayant en vue que la chicane, que pour encourager la création des syndicats, même en l'absence de tout litige actuel. M. Lafferre a donné des raisons excellentes pour soutenir cet amendement (1) : l'existence d'un syndicat est le commencement de la sagesse pour les fraudeurs et, plus un syndicat sera ancien, plus il aura de crédit et d'autorité devant les tribunaux.

La loi du 12 mars 1920 a fait cesser le régime d'exception institué pour favoriser la défense contre les fraudes et les abus des appellations d'origine et elle a étendu d'une façon générale le droit des syndicats d'ester en justice : « Ils peuvent, devant toutes les juridictions,

(1) J. O., Ch. 21 nov. 1913, p. 3499.

exercer tous les droits réservés à la partie civile, relativement aux faits portant un préjudice direct ou indirect à l'intérêt collectif de la profession qu'ils représentent» (1), En reprenant une louange adressée par M. Clémentel à la loi de 1908 et que celles de 1919 et 1920 méritent beaucoup, « c'était faire œuvre utile et féconde que de transformer peu à peu les syndicats agricoles et commerciaux en organismes de défense légale, en gardiens vigilants des lois professionnelles » (2).

De tout temps les syndicats champenois ont utilisé ce droit pour la défense de l'appellation « Champagne ».

(1) Art. 1 de la loi du 12 mars 1920 modifiant l'art. 5 de la loi du 21 mars 1884.

(2) CLÉMENTEL, op. cit., p. 141.

CHAPITRE VIII

Effet dans le temps des Mesures de Délimitation

Le décret du 17 décembre 1908, publié au Journal Officiel le 4 janvier 1909, délimite la région qui a droit à l'appellation « Champagne » et décide qu'« à partir de la promulgation du présent décret l'appellation régionale « Champagne » est exclusivement réservée aux vins récoltés et manipulés entièrement dans les territoires ci-après délimités » ; les arrondissements viticoles de l'Aube, dont les réclamations avaient soulevé de vives discussions, en étaient exclus. Ainsi donc le négociant de l'Aube qui, jusque là, avait pu vendre sous l'appellation « Champagne » le vin récolté et fabriqué dans son département, s'en voyait privé pour l'avenir.

Cependant un négociant de Bar-sur-Aube qui avait déjà effectué de nombreux dépôts de marques portant le mot « Champagne », s'empressait de déposer, entre la date de signature du décret et sa publication, trois nouvelles marques dans lesquelles en particulier le mot « Champagne » était apposé à côté de celui de « Bar-sur-Aube, association qui paraissait incompatible. Les négociants et vignerons de la région délimitée s'en émurent et considérèrent cette manifestation comme un « casus belli ». Les hostilités s'entamèrent devant

le Tribunal civil de Bar-sur-Aube et le Syndicat du Commerce des Vins de Champagne, arguant de ce qu'il a pour droit de faire cesser tout usage illicite du mot « Champagne » et de ses dérivés pouvant prêter à confusion, demandait au Tribunal de prononcer la nullité des marques comportant le mot « Champagne » et d'ordonner leur radiation des registres publics où elles étaient inscrites.

Le procès se trouvait porté sur un des terrains les plus délicats, celui de la rétroactivité des lois. Lorsque les effets de la loi ne contrarient que de simples expectatives, celle-ci s'applique sans hésitation, mais lorsqu'elle touche à des droits, quels qu'ils soient, la question de la non-rétroactivité se pose dans toute son acuité (1). Il est admis qu'il y a rétroactivité, « quand on efface dans le passé les effets déjà produits d'un acte ou d'un fait antérieur, ou, en termes plus simples, quand on nous ravit un droit dans le passé même ». (2) Mais la question est plus discutée lorsqu'il s'agit des effets de la loi pour l'avenir : La théorie classique en la matière est que la loi nouvelle modifiant la loi ou l'état de choses ancien ne peut « ipso facto », porter atteinte aux effets sur lesquels les particuliers pouvaient compter et qui représentaient pour eux des droits acquis (3). Cette thèse si attirante en apparence se heurte cependant aux inconvénients les plus graves : l'intérêt social exige souvent en effet

(1) Voir note de M. DEMOGUE sous jugement de Bar-sur-Aube S. 10-II-25.

(2) De VAREILLES-SOMMIÈRES : Une théorie nouvelle sur la non-rétroactivité des lois. Revue critique 1893, p. 444 et suiv.

(3) En ce sens COLMET DE SANTERRE : Cours anal. Code Civil, T. 1, n° 9 bis, II; AUBRY et RAU : 5^e édition, T. I, § 30; BAUDRY-LACANTINERIE et HOUQUES-FOURCADE : Traité des personnes, 3^e éd. T. I, n° 129, etc.

que la loi nouvelle soit rendue applicable immédiatement. Considérer comme un droit acquis et intangible le droit d'un négociant de l'Aube à la propriété et à l'usage d'une marque « Champagne » qu'il a déposée et employée antérieurement, serait rendre la loi lettre morte (1) : celle-ci a en effet décidé que « les décrets procéderont à la délimitation des régions pouvant prétendre « exclusivement » aux appellations de provenance des produits ». Le droit de la zone délimitée est donc de s'opposer à toute extension, fut-elle restreinte à des cas particuliers.

La théorie de M. Planiol (2) est beaucoup moins restrictive des effets de la loi nouvelle, que la théorie classique : d'après lui, c'est une erreur de croire que lorsqu'un état de droit ancien se trouve modifié par la loi nouvelle, il y ait un cas de rétroactivité.

« Une loi nouvelle peut modifier un état de droit résultant de faits antérieurs ; si elle le régit pour l'avenir seulement et à compter de sa promulgation, il n'y a dans son application aucun effet rétroactif... En effet, le législateur ne nous garantit nullement l'exercice indéfini dans l'avenir de nos droits actuels ; ces droits n'existent et ne durent qu'autant que la loi qui les régit et qui les permet ; ils doivent subir l'effet de tout changement de législation. »

Beaucoup d'auteurs, partisans de la théorie classique ont dû reconnaître que « les lois qui suppriment

(1) C'est une théorie qui semble avoir été soutenue très sérieusement en Espagne : l'Arrangement de Madrid du 14 avril 1891, sur les fausses indications de provenance a été ratifié par l'Espagne, le 7 novembre 1893, et ses dispositions ont été en grande partie reproduites dans la Ley de propiedad industrial du 16 mai 1902 ; celui qui, antérieurement à cette dernière date ou à plus forte raison à la première, a déposé une marque comportant une fausse appellation d'origine, ne peut être privé de la jouissance du droit qu'il a acquis à l'usage de ladite marque. Voir *infra*, p. 245.

(2) PLANIOL : *Traité élém. de Droit Civil*, 6^e édition, Tome I, n° 256.

certains droits d'une manière absolue ou qui en modifient les caractères ou les effets légaux, frappent par leur nature même les droits acquis avant la promulgation » (1). La jurisprudence, quoique assez disposée à ménager les droits acquis, s'est vue obligée cependant d'appliquer immédiatement certaines lois, notamment celles qui établissent des formalités nouvelles ; mais toutes les fois qu'il a paru possible d'arriver sans trop tarder à l'application intégrale de la loi, en laissant les anciennes situations se liquider tout en produisant leurs effets, cette solution a rencontré la faveur des juges. Dans l'espèce toutefois, il était absolument incompatible avec l'esprit de la loi, de maintenir aux négociants de l'Aube exclue, le droit à l'appellation « Champagne » dont ils avaient usé antérieurement. C'eût été annuler pratiquement le décret.

Le Syndicat demandeur soutint cette thèse que le décret ne créait pas à proprement parler de situation nouvelle, mais était plutôt interprétatif des usages locaux, loyaux et constants visés par la loi du 5 août 1908 ; l'application stricte et immédiate de la délimitation était donc dans cette hypothèse inévitable.

En fait, le Tribunal ne fut point forcé de se prononcer d'une façon formelle sur la nature et les conséquences du décret du 17 décembre 1908 ; il aurait pu interdire au défendeur de faire usage du mot « Champagne » sur ses produits, et ses papiers. Mais ce n'était pas là la question qu'il était appelé à résoudre : le demandeur avait sollicité directement l'annulation des marques déposées aussi bien avant le 17 décembre 1908 qu'entre

(1) AUBRY et RAU (5^e éd., T. 1, p. 128, § 31). Voir également BAUDRY-LACAUTINERIE et HOUQUES-FOURCADE, op. cit., n° 143, etc...

cette date et le 4 janvier 1909. Le Tribunal (1) n'admit aucune différence de traitement pour ces dernières, car c'est la date de publication seule qui importe en France. Le caractère déclaratif et non acquisitif du dépôt des marques ne lui permettait pas d'ordonner la nullité et la radiation de marques contenant une fausse appellation de provenance ; le défendeur pouvait avoir un intérêt légitime à se réserver les avantages résultant de l'antériorité de son dépôt ; seules des modifications auraient pu être ordonnées : des Tribunaux de Commerce se sont reconnus compétents pour cela à l'occasion d'affaires de contrefaçon et cela du reste aurait eu le même résultat pour les Marnais que la radiation (2). Mais la demande en modification ou en nullité du dépôt doit être appuyée par la preuve du préjudice causé ; or, dit le tribunal de Bar-sur-Aube, il n'y a aucun préjudice actuel et certain.

Les Tribunaux n'exigent pas toujours la réunion de ces deux conditions : en effet, ils peuvent condamner pour un préjudice qui se continue, par exemple en matière d'accident de travail et même pour un préjudice uniquement futur, lorsqu'il est certain. Mais la difficulté, dans l'affaire de Bar-sur-Aube, venait de ce qu'il n'était pas prouvé que le défendeur eût effectué des ventes sous les marques critiquables et qu'il se pouvait fort bien qu'il ne les exploitât jamais ou bien qu'il se réservât de ne s'en servir qu'au cas où ultérieurement Bar-sur-Aube viendrait à être incorporé à la Champagne viticole.

La question d'usage de l'appellation « Champagne »

(1) Bar-sur-Aube, 9 juill. 1909. S. 1910-2-25.

(2) Trib. Comm. Reims, 10 avril 1906 (Ann. 09, n° 90) et 13 déc. 1907 (Ann. 09-212).

se posa quelques mois plus tard devant la même juridiction et entre les mêmes parties, à propos de vins récoltés par le défendeur avant le décret et expédiés depuis par lui comme « Champagne ». Les termes formels du décret ne semblaient laisser aucun doute et, à partir de sa promulgation, aucun vin de l'Aube n'aurait dû être vendu sous l'appellation « Champagne ».

Il ne faut pas dissimuler que cette conséquence eût été très dure pour le négociant de l'Aube dont le stock se trouvait déclassé d'un trait de plume. En poussant même la chose plus loin, le détaillant qui avait acheté du vin de l'Aube avant le décret, se serait vu forcé d'en modifier la désignation et probablement l'étiquette du prix. Pour le négociant comme pour le détaillant, le préjudice eût été évidemment beaucoup plus appréciable que celui qui pouvait atteindre le récoltant ou le fabricant qui, aux vendanges suivantes, serait obligé de s'abstenir de l'emploi de l'appellation « Champagne » pour les vins mousseux.

Le caractère pénal de la loi de 1905 permettait d'en apprécier restrictivement les conséquences et d'appliquer le principe de la non-rétroactivité dans toute sa rigueur, de manière à choisir la solution la plus libérale et la moins préjudiciable aux intérêts et aux droits des parties qui peuvent tomber sous le coup de la loi pénale. C'est en ce sens que la Cour de Cassation a tranché, dans un arrêt de la Chambre civile du 3 avril 1837, en refusant de considérer comme des objets de fraude des marchandises fabriquées avant la loi et c'est également ainsi que le tribunal de Bar-sur-Aube décida (28 janvier 1910). La Cour d'Appel de Paris confirma que « ces vins qui pouvaient, au moment de leur mise en bouteille être légitimement qualifiés « Champagne » et être vendus

sous cette qualification, n'ont pas perdu, par l'effet seul du décret et des lois des 1^{er} août 1905 et 5 août 1908, une dénomination qui leur appartenait légitimement et sous laquelle le défendeur avait le droit de les mettre en vente » (Arrêt du 23 juin 1910) (1).

En fait, l'Administration, se rendant compte des difficultés créées par l'absence de dispositions transitoires dans le décret du 4 janvier 1909, avait cru bon d'y suppléer par des instructions dont le caractère et la valeur furent sérieusement discutés devant le Tribunal et la Cour. Un recensement des stocks fut effectué, et le Service de la Répression des Fraudes décida, par lettre du 3 juillet 1909, d'autoriser jusqu'au 1^{er} juillet 1910 l'écoulement des produits en cave ou en magasin et prêts à la vente avant le 17 décembre 1908 (1). Mais à partir du 1^{er} juillet 1910, on peut considérer que la délimitation a reçu son plein effet et que le vin de l'Aube ne pouvait plus être écoulé comme « Champagne ».

(1) Ann. 1911-131.

(1) Il est à remarquer que le ministre de l'Agriculture ne visait pas les vins « mis en préparation » après le 17 décembre 1908. On peut se demander quel était le sort qu'il entendait réserver aux vins dont la fabrication était commencée à cette date, mais non terminée. Il semble qu'en fait un forfait quantitatif ait été appliqué, grâce au recensement de la régie.

CHAPITRE IX

Application de la Délimitation Judiciaire

L'application de la loi du 6 mai 1919, instituant le retour à la délimitation judiciaire devait naturellement soulever des litiges immédiats. Deux grands procès furent plaidés au civil au cours de l'année 1921 : l'un à Bar-sur-Aube, l'autre à Bar-sur-Seine. — Les arguments produits dans les deux instances furent évidemment les mêmes, sauf pour quelques communes dont l'origine champenoise était contestée.

Le Syndicat général des Vignerons de la Champagne délimitée assigna les récoltants des communes de l'Aube qui, en faisant leur déclaration de récolte, avaient indiqué, conformément à l'article 11 de la loi du 6 mai 1919, leur intention de donner à leurs produits l'appellation « Champagne ». Le procès contre les communes de l'arrondissement de Bar-sur-Aube vint aux audiences des 27 janvier 1921 et jours suivants, alors que les affaires de Bar-sur-Seine ne furent plaidées qu'à partir du 15 juin. Le représentant du Syndicat demandeur, M^e Marchanchandau, du barreau de Reims, rappela les événements qui précédèrent le vote de la loi, car leur importance pour l'interprétation du texte apparaît considérable. Le Parlement n'a, à aucun moment, voulu prendre à son compte le soin de délimiter. Il serait tout à fait con-

traire à l'intention du législateur de croire qu'il a voulu considérer la région comme étant la nouvelle délimitation : il n'a pas voulu donner à tous les habitants du territoire de l'ancienne province de Champagne un droit égal à l'appellation « Champagne ». Ce système, en effet, aurait été entaché d'une manière encore plus grave des inconvénients de la délimitation administrative à laquelle il a été jugé nécessaire de substituer le mode beaucoup plus souple de la délimitation judiciaire.

L'article premier de la loi du 6 mai 1919 donne à ceux qui ont droit à une appellation une action pour faire interdire son usage à ceux qui l'appliquent contrairement à l'origine de leurs produits ou à des usages locaux, loyaux et constants. Les vignerons marnais affirment tout d'abord que, de par leur origine, les vins de l'Aube n'ont pas droit à l'appellation « Champagne ». L'origine géographique ne suffit pas et il serait du reste possible de contester l'origine champenoise à une partie de l'Aube. En réalité, l'origine signifie l'« aire de production » ; et celle-ci comporte bien le nom, mais aussi la création du produit et tout ce qui a été fait pour lui donner sa valeur et sa renommée. Or, il est indiscutable que c'est la Marne qui a donné sa vogue au vin de Champagne et qui a poursuivi de tous temps sa défense ; il apparaît donc que le droit à l'appellation doit profiter exclusivement à la région qui l'a créée ou lui a donné sa valeur par des améliorations successives. L'Aube n'a rien fait pour contribuer à ce résultat ; il serait donc peu juste qu'elle en tirât avantage.

« L'origine, ajoutait M^e Marchandau, (1) qui constitue non pas l'unique condition du droit à l'appellation, mais une

(1) Trib. civil de Bar-sur-Aube. Compte rendu de l'audience

de ses conditions, signifie plus que le lieu de naissance. Elle signifie l'extraction. Avant d'être d'une région, on est d'une famille ; or, les vins de l'Aube ne sont pas de la même famille que les vins de Champagne. Ils n'ont pas la même origine. Non seulement le Champagne n'est pas né dans l'Aube, mais encore, par la suite, les vigneron aubois n'ont pas adopté, leurs vignes n'étant pas plantées sur le même sol que celui de la Champagne Viticole, les cépages et les procédés de culture qui donnent au véritable Champagne la part essentielle de sa valeur. »

Il s'agit du « vin de Champagne » et non pas de celui « de la Champagne. » A ce point de vue, il y a donc de grandes différences d'origine entre les vins de l'Aube et de la Marne. Il faut faire une distinction entre la Champagne viticole et l'ancienne province de Champagne. Le commerce des Vins de Champagne mousseux remonte à une origine très ancienne, mais il s'est exercé uniquement dans une partie du département de la Marne ; c'est par des négociants de cette région que toutes les anciennes marques ont été déposées et exploitées, alors que les maisons de l'Aube sont de création récente. Il y a à cela une raison : c'est que les vins produits dans la Champagne viticole ont des caractères très spéciaux qui ont motivé la limitation de ce vignoble à une zone peu étendue et d'un sol crétacé homogène (1). Les vignobles de l'Aube sont à une très grande distance du vignoble de la Marne et sur un terrain différent, aussi rien d'étonnant à ce que les vins soient différents de composition et de bouquet. « L'Aube, par ses cultures et ses vins,

du 27 janv. 1924 (Beclaireur de l'Est du 28-1-21). Voir également Courrier de la Champagne, Beclaireur de l'Est, Indépendant Rémois des 28, 29, 30 janv., 12 fév. 1921, 16, 17, 18 juin 1921.

(1) Voir Vigneron Champenois, Epernay, 15 janv. 1923, p. 5 : La délimitation en Champagne, par G. CHAPPAZ.

appartient réellement à la Basse-Bourgogne, écrivait en 1867 le docteur Jules Guyot. » (1)

A ces arguments d'une valeur incontestable, les vignerons aubois opposent des considérations historiques qui ne manquent pas de force, puis se livrent à une étude très approfondie de la loi et des travaux préparatoires pour examiner ensuite les diverses interprétations possibles. Ils prétendent que la loi de 1919 a voulu donner un droit égal à tous les vins récoltés dans l'ancienne province de Champagne. La loi a voulu supprimer le régime institué par le décret de délimitation et faire revivre l'ancien état de choses : Or, autrefois, tout vin produit dans l'ancienne province de Champagne était considéré comme ayant le droit de prendre ce nom ; c'est ce que la jurisprudence antérieure à 1909 a reconnu et un arrêt de la Cour d'Appel de Paris de mai 1910 est conçu dans le même sens (2).

On peut cependant réfuter cet argument en montrant que s'en tenir uniquement à l'ancienne jurisprudence, qui s'appuie sur la loi de 1824, constituerait un recul dont les lois et réglementations ne sont pas coutumiers. Or le législateur a nettement montré son intention de ne pas supprimer rétroactivement les conséquences des décrets de délimitation, mais au contraire de donner une situation prépondérante à leurs bénéficiaires. Il ne suffit donc pas de dire qu'avant 1909 le vin de l'Aube était du vin de Champagne et qu'il l'est redevenu.

La distinction invoquée par les Marnais entre la région et la famille fut rejetée par le Tribunal de Bar-sur-

(1) Guyot : Etude sur les vignobles de France 1867, T. III, p. 93 et 455.

(2) Ann. 14, p. 131.

Aube (1). Conformément aux conclusions des vignerons de cette région, le Tribunal déclara que l'origine signifie seulement la naissance et non les cépages. En effet, les mots « composition » et « qualités substantielles » qui avaient été insérés primitivement dans le texte du projet de loi, furent écartés après de longs débats et le ministre de l'Agriculture déclara alors « qu'il est entendu que jamais le législateur ou le juge ne devra intervenir dans le travail du viticulteur, lui demander compte de ses méthodes de culture... » Le Tribunal décida donc « qu'on ne saurait, sans méconnaître l'intention formelle du législateur, accepter l'interprétation donnée par le demandeur au mot « origine ». Les données matérielles, géographiques et historiques, doivent seules être prises en considération et la classification qualitative ou comparative du produit ne peut être établie par la Justice ; elle reste une question purement commerciale. — Les juges de Bar-sur-Seine (2), crurent devoir mentionner dans leurs décisions une idée déjà exprimée lors de la discussion au Parlement : il serait dangereux de donner une place prépondérante aux qualités substantielles, car cette façon d'agir tendrait à reconnaître un caractère générique aux produits du sol.

La distinction soulevée par les Champenois entre la « Champagne Viticole » et la « Champagne » fut repoussée et les deux Tribunaux reconnurent que les communes qui avaient, sans contestation possible, appartenu à l'ancienne province de Champagne satisfaisaient

(1) 25 fév. 1921. Etat des délimitations régionales, Fasc. I, p. 7.

(2) 13 juill. 1921. Délimitations régionales, I, p. 14.

à la condition d'origine prévue par la loi. Un cas un peu spécial était celui de certaines communes du Bar-Séquanais qui appartenrent au cours de l'histoire, soit à la Bourgogne, soit à l'Ile-de-France. De longues discussions historiques et géographiques s'ensuivirent et les avocats de ces communes exposèrent que c'est par erreur ou à leur corps défendant que ces communes furent rattachées à d'autres provinces, mais qu'elles restèrent toujours en relations étroites avec la Champagne. Le jugement de Bar-sur-Seine ne s'attarda pas à refaire la géographie et l'histoire de ces communes, ni à fixer d'une manière précise les frontières des provinces aujourd'hui abolies, mais constata que malgré des vicissitudes et fortunes diverses, ces communes n'ont jamais cessé de faire partie de l'ancienne province de Champagne pour diverses administrations, attributions ou juridictions. C'est en somme le sort de l'ensemble de l'arrondissement qui a décidé, dans l'esprit des juges, du sort de certaines communes et qui encouragea le Tribunal à leur reconnaître les mêmes droits à toutes.

Les vignerons de l'Aube affirment que du moment qu'ils satisfont à l'une des deux conditions, origine ou usage, celle-ci est suffisante pour les mettre à l'abri de toute contestation de leur droit à l'appellation.

Au contraire, le défenseur de la cause marnaise interprète d'une façon toute différente la conjonction « ou » qui sépare, dans l'article 1 de la loi du 6 mai 1919, les mots « origine » et « usage » : le demandeur peut discuter aussi bien l'origine que les usages et l'absence de l'une de ces conditions assure le succès de son action.

Le jugement de Bar-sur-Aube reconnaît que les usages peuvent en effet restreindre ou étendre la portée d'une appellation et même lui ôter toute signification

régionale pour en faire un terme générique ; on ne peut donc les négliger. — Mais la preuve exigée du demandeur par le Tribunal est beaucoup plus difficile à administrer, puisqu'en tranchant la question d'origine dans un sens favorable à l'Aube, il l'obligeait à prouver la perte du droit à l'appellation, alors que, s'il était resté muet sur l'origine, il eût suffi de prouver que les usages ne l'avaient pas conférée.

Le jugement de Bar-sur-Seine, au contraire, admit d'emblée que la contestation soulevée par les Marnais devait être rejetée, car, d'après lui, la condition de l'origine est suffisante et il est ainsi superfétatoire d'examiner les usages. Cependant, suivant en cela la voie même indiquée par les défendeurs, le Tribunal estima qu'il était préférable de procéder à cet examen à cause des intérêts économiques en jeu et de la très grande portée du jugement. Il apparaissait d'autre part nécessaire que tous les moyens fussent soulevés, afin que le procès pût se présenter dans toute sa netteté devant la Cour d'Appel et la Cour de Cassation, s'il y avait lieu.

Nous croyons que cette interprétation du rôle des usages n'est pas la bonne, tant au point de vue grammatical qu'au fond, et ce serait entrer dans une voie dangereuse que de l'accepter. — Le rôle des usages apparaît aujourd'hui considérable, mais, de même qu'on ne peut les négliger, il serait faux également de ne pas tenir compte de l'origine. Il a fallu compléter la loi de 1824 qui, elle, ne connaissait que la région. Il est nécessaire de s'inspirer des usages que constituent des actes répétés, d'une constatation facile, connus de tous et d'une loyauté absolue. Il faut qu'ils aient un caractère de continuité, de multiplicité et de publicité incontestable.

C'est d'après ces principes que M^e Marchandau

entreprit de discuter les nombreux documents fournis par les vignerons de l'Aube et dont l'examen avait représenté une tâche considérable. Tout en reconnaissant que des quantités de vins de l'Aube ont pu être introduites dans le département de la Marne, il affirma au nom des vignerons marnais :

1^o) que cette introduction a toujours été irrégulière ;

2^o) que ces vins n'ont jamais été destinés aux véritables négociants en vins de Champagne ;

3^o) qu'ils ont été payés à des prix tellement inférieurs aux prix payés pour les vins devant entrer dans la composition des cuvées de véritable Champagne, qu'il est évident qu'ils étaient pour la plus grande partie destinés à d'autres usages qu'à la fabrication du vin de Champagne ;

4^o) que si, d'une façon tout à fait exceptionnelle, ces vins ont pu être employés à la fabrication du Champagne, cet emploi a toujours eu un caractère clandestin, étant fait contrairement aux usages loyaux du commerce et en fraude des droits du consommateur.

Il n'y a donc eu ni « constance », ni « loyauté » dans les livraisons de vins de l'Aube à la Marne.

Les juges de Bar-sur-Seine s'empressèrent de prendre note que la contestation du caractère des usages en impliquait la reconnaissance et s'attachèrent principalement dans leur jugement à combattre l'objection de clandestinité soulevée relativement aux achats faits dans l'Aube.

Après ces longues discussions, les deux jugements conclurent dans un sens favorable aux revendications aubois. Celui de Bar-sur-Aube constatait notamment que jusqu'au décret de délimitation du 17 décembre 1908, les vins récoltés et manipulés dans l'arrondissement de Bar-sur-Aube ont eu droit à l'appellation « Champagne » et en ont usé, qu'il n'est pas fait la preuve que

les Vignerons y aient renoncé, bien au contraire ; qu'en outre « l'appellation 2^e zone ne peut être justifiée par les usages, puisqu'elle est apparue pour la première fois dans le décret du 7 juin 1911 et qu'elle ne peut être basée que sur des conditions de nature et de qualités substantielles, dont le législateur a écarté la preuve » ; il ajoutait même que, d'après les éléments de diverses enquêtes et contre-enquêtes faites dans l'Aube, celle-ci pouvait se prévaloir d'usages en sa faveur (Rapport David, du 8 avril 1911). En conséquence le Tribunal concluait « que, par leur origine non contredite par les usages, les vins de la commune en cause avaient droit à l'appellation « Champagne ».

Le Tribunal de Bar-sur-Seine, de son côté, reprenant les arguments adoptés dans le jugement précédent, s'appuyait même sur le décret du 7 juin 1911 pour reconnaître le nom de « Champagne » à la région délimitée comme « Champagne 2^e zone » :

« Le droit à l'appellation « Champagne » a été reconnu et consacré par le décret du 7 juin 1911 qui a donné à ces vins le nom de « Champagne » avec une adjonction qui a été la cause de l'abrogation de ce décret. »

Des circonstances dans lesquelles est intervenue la création de la Champagne 2^e zone et du mauvais accueil que lui ont réservé les vignerons de l'Aube, il nous semble impossible de conclure que ce décret reconnaissait à leurs vins le nom « de Champagne » ; sinon, il n'eût pas apporté cette solution transactionnelle, mais simplement une modification de l'ancienne délimitation de la Champagne viticole. La raison qui a fait instituer la 2^e zone devait être une raison de qualité ou de doute sur le droit, car si le droit avait été certain, il est évident que

la révision du décret eût dû être complète. Quoiqu'il en soit, le Tribunal concluait que le droit à l'appellation « Champagne » étant établi et par l'origine et par les usages, la contestation du demandeur ne saurait être établie sérieusement.

La cause était donc perdue en première instance par le Syndicat général des Vignerons de la Champagne délimitée. Il lui sembla nécessaire de porter l'affaire devant les juridictions supérieures comme la loi lui en laissait la faculté : aussi appel fut-il immédiatement interjeté. Mais la continuation du procès ne laissait pas que d'occasionner des complications et des frais considérables à cause de la multiplicité des instances : par suite des difficultés d'interprétation que soulevait la combinaison des articles 7 et 17 de la loi, les demandeurs se voyaient obligés de lancer des assignations à tous les déclarants. L'article 7 en effet admet bien que les jugements décideront à l'égard de tous les habitants de la même commune, mais d'autre part l'article 17 prévoit la prescription acquisitive d'un an au profit de celui dont la déclaration n'a pas été contestée ; aussi l'article 7 n'a-t-il pas paru suffisamment explicite pour pouvoir contrecarrer dans le cas spécial l'effet de l'article 17, et il sembla prudent d'assigner en première instance tous les déclarants et de continuer ainsi en appel.

Cette procédure oblige à des frais dont le montant énorme risque d'entraver la libre application de la loi en forçant parfois de renoncer à poursuivre les procès, faute de ressources. Ces conséquences sont contraires à l'esprit de la loi et les intéressés se sont efforcés de chercher une solution qui permît de restreindre les frais. L'intervention gouvernementale et parlementaire semble être la seule possible ; c'est celle qui a été recherchée

par les deux parties. Déjà, avant le prononcé du jugement de Bar-sur-Seine (1^{er} juillet 1921), les représentants de la Marne avaient proposé de modifier l'article 7 de la loi du 6 mai 1919 de telle sorte que la prescription d'un an puisse être interrompue du fait d'une seule contestation élevée contre un habitant de la même commune. « Les jugements ou arrêts définitifs décideront à l'égard de tous les habitants et propriétaires de la même commune ou, le cas échéant, d'une partie de la même commune et l'action engagée en vertu de l'article 1 contre un seul récoltant d'une commune aura immédiatement pour effet d'interrompre la prescription d'un an fixée à l'article 17 à l'égard de tous les récoltants de la même commune qui auront fait ou pourront faire la déclaration prévue à l'article 11. » D'accord avec les représentants de l'Aube, le ministre de l'Agriculture déposa un projet de loi conçu dans ce sens et M. Viala, député, rédigea un premier rapport qui ne parut pas de nature à donner satisfaction à tous les intéressés ; aussi la question lui fut-elle soumise une deuxième fois. Ces dispositions seront vraisemblablement incorporées au projet général sur les appellations d'origine dont l'élaboration se poursuit actuellement à la Commission des Grands Crus instituée au Ministère de l'Agriculture.

Malgré le retard apporté à l'aboutissement de ce projet, les appels d'un certain nombre de jugements de Bar-sur-Aube et Bar-sur-Seine vinrent devant la Cour de Paris à diverses audiences du 4 janvier 1923 au 2 février. Les prétentions des deux parties y furent longuement et savamment reprises (1). Mais quelques

(1) Voir journaux rémois des 5, 12, 13, 19, 20 janv. 1923.

suggestions nouvelles furent présentées par M. l'avocat général Dreyfus (1) et suivies en grande partie par la Cour. Les arrêts furent rendus le 16 février (2). Un premier type vise les communes de l'arrondissement de Bar-sur-Aube et partie de celles de Bar-sur-Seine : contrairement à la thèse du Syndicat marnais, l'arrêt admet que l'origine géographique est à elle seule suffisante et à son défaut les usages présentant les garanties requises de loyauté et de constance, à l'exclusion de toute recherche relative aux qualités substantielles (3) ; en conséquence l'arrondissement entier de Bar-sur-Aube et les communes de celui de Bar-sur-Seine spécialement visées, situés dans le territoire de l'ancienne province de Champagne, « ont droit à l'appellation d'origine « Champagne », sans que doivent être examinés les usages locaux, lesquels ne contredisent nullement cette appellation et n'impliquent aucune renonciation à son emploi ».

La commune des Riceys qui appartenait pour partie à la province de Champagne et à celle de Bourgogne fut assimilée aux communes champenoises. Le second type d'arrêt visait certaines communes du Bar-séquanais dont l'origine champenoise avait été nette-

(1) *Ibid.* 3 fév. 1923.

(2) Télégramme du Nord-Est, 18 et 19 fév. 1923.

(3) Considérant que la nouvelle législation exclut, pour la fixation des appellations d'origine, toute recherche relative à la composition du produit et sa fabrication, et, d'une façon générale, à ses qualités substantielles ; qu'elle impose comme unique condition la conformité de la dénomination, soit avec l'origine réelle du produit, soit par extension, avec une appellation locale résultant d'usages indéniables ;

Que le fait géographique doit donc, à l'exclusion de toute autre justification, être pris en considération et qu'à son défaut sont admis à y suppléer les usages présentant les garanties requises de loyauté et de constance.

ment contestée par le Syndicat Marnais ; la Cour considéra en fait :

« que ces communes, quelles que soient leurs attaches historiques dans les temps anciens, ne faisaient point partie de la province de Champagne, telle qu'elle était, sous l'ancien régime, constituée en son dernier état, mais appartenaient à la province de Bourgogne ; qu'elles ne peuvent point géographiquement, prétendre à l'appellation d'origine « Champagne »...

« Sur les usages, il n'est point allégué, en faveur des communes intimées, des faits suffisant à établir que les vins provenant de leur territoire aient été couramment, d'une façon ouverte et constante, dénommés « Champagne » ; les usages invoqués sont étrangers à cette preuve et ne leur donnent pas droit à l'appellation contestée. »

Aux termes de ces arrêts, il y aurait donc deux groupes dans les communes de l'Aube : l'un auquel le droit à l'appellation « Champagne » serait acquis, l'autre auquel il serait refusé. Cette solution ne peut être considérée comme définitive, car le litige va être porté par les intéressés devant la Cour de Cassation, conformément à l'article 6 de la loi du 6 mai 1919.

CHAPITRE X

Divers emplois de l'Appellation « Champagne » examinés au regard de la Loi de 1919

§ I

Emploi pour des Vins de l'Aube avant décision définitive

Des interprétations très diverses ont été émises en ce qui concerne l'application de l'appellation « Champagne » aux vins qui ont fait l'objet d'une déclaration contestée et pour lesquels une solution définitive n'est pas encore intervenue.

L'article 13 de la loi du 6 mai 1919 dit que l'expédition de régie indiquera l'appellation d'origine figurant dans la déclaration de récolte ou celle plus générale résultant des usages locaux, loyaux et constants.

Le 6 janvier 1921, s'appuyant sur l'article 13 de la loi, le ministre de l'Agriculture demande à la Direction générale des Contributions Indirectes d'accorder sans réserve l'acquit « Champagne » aux producteurs et négociants qui voulaient vendre du vin sous cette appellation déclarée par eux. Mais un télégramme du 15 janvier ordonne de surseoir à cette mesure. Il en résulte

un vif mécontentement dans les milieux viticoles de Bar-sur-Seine et de Bar-sur-Aube qui, par la voix du Président du Syndicat régional, s'élèvent contre cette dernière mesure. En août suivant, le Conseil général de l'Aube émet un vœu de protestation contre les mesures de la Régie qui, en dépit de la loi du 6 mai 1919 et des récents jugements de Bar-sur-Aube et Bar-sur-Seine qui reconnaissent aux vins de l'Aube l'appellation « Champagne », persiste à refuser aux vignerons de l'Aube l'acquit Champagne pour l'expédition de leurs produits, causant ainsi la mévente des vins de l'Aubois et l'effondrement de leurs cours au seul profit de la Marne et menaçant de provoquer le retour des troubles de 1911. Il invite le Gouvernement à mettre fin à cette persécution intolérable.

Le Conseil d'Etat est actuellement saisi d'un recours pour excès de pouvoir, formé par le Syndicat général des Vignerons de la Champagne délimitée, contre la lettre du ministre de l'Agriculture du 6 janvier 1921 qui fut rétractée aussitôt. Il s'agit en effet de savoir si, en l'absence de décision définitive, l'article 13 doit s'appliquer et si on doit, en conséquence, autoriser la vente immédiate comme « Champagne », ou bien au contraire s'il ne faut pas déduire de l'article 17, que la vente n'est possible comme Champagne que le jour où la question est définitivement tranchée, soit par la prescription acquisitive d'un an, soit par une décision définitive. La question a déjà été examinée lors des débats parlementaires, mais toutes les précisions désirables n'ont pu cependant être obtenues.

Lors des débats au Sénat, le 14 novembre 1913, M. Clémentel estimait qu'il serait nécessaire de faire dresser un procès-verbal à ceux qui demanderaient

des acquits « Champagne » pour des vins n'appartenant pas à la région délimitée et que ce serait l'action judiciaire intentée à la suite de ce procès-verbal qui permettrait de décider du droit à l'appellation (1). M. Paul Meunier s'éleva contre cette conception. « En effet, disait-il, il n'est pas possible d'écrire dans un texte législatif, on ne l'a jamais écrit et ce n'est pas soutenable que, pour bénéficier des dispositions d'une loi, des citoyens seront obligés de faire rendre d'abord des décisions de justice, qu'ils seront contraints d'engager des instances et des grands procès. »

C'est pour éviter de heurter ainsi le principe juridique et dans l'espoir de faciliter les solutions que fut inscrite dans la loi la disposition de la prescription annale en faveur des eaux-de-vie et vins mousseux, et chacun peut, comme avant les délimitations administratives, appliquer à ses produits l'appellation qui lui paraîtra la meilleure. M. Clémentel estimait un peu plus tard (2) que « les producteurs ou négociants, dont les droits seront contestés, jouiront, au cours de ces instances, de la qualité de défendeurs. Pendant tout le temps que dureront ces instances, ils pourront continuer l'emploi de la dénomination litigieuse, quitte à subir ensuite, s'ils ont commis un abus, une condamnation sévère ».

Il ne faudrait pas déduire de cette phrase que les vins qui sont l'objet de la contestation jouiront pratiquement du même régime que ceux qui ont un droit reconnu. M. Clémentel développe plus loin son idée : « Il ne suffira pas de dénommer un vin mousseux « Champagne » pour obliger la Régie à admettre ce vin au régime des

(1) J. O. du 15-11-13. Sénat, séance du 14.

(2) Voir CLÉMENTEL, op. cit., p. 287.

chais séparés... Si vous ne pouvez pas vous appuyer sur une décision judiciaire, la Régie, elle, est dans l'impossibilité de vous autoriser à faire circuler du vin que vous nommerez « Champagne » (1). La loi de 1911 a été abrogée, mais ses dispositions reprises dans la nouvelle loi et les magasins spéciaux prévus par l'article 17 répondent à cette idée d'isoler le vin qui revendique l'appellation « Champagne » jusqu'au moment où celle-ci lui aura été acquise d'une manière définitive.

Il faut reconnaître toutefois que le texte même de la loi permet de douter de la marche à suivre. L'article 11 précise comment doivent être faites les déclarations et l'article 13, sans aucune restriction, décide que l'expédition de régie indiquera cette appellation. Si donc, un récoltant de l'Aube a déclaré son vin comme « Champagne », il semble, à s'en tenir à l'article 13, que la Régie devra, aussi bien à la sortie des pressoirs que des celliers et caves, indiquer l'appellation déclarée à la récolte. Mais lorsque nous lisons l'article 17 qui prévoit des mesures spéciales pour l'emmagasinage, la manipulation et la manutention dans les locaux séparés, il apparaît bien que la loi n'a pas voulu assimiler les vins n'ayant pas encore un droit certain à l'appellation, aux vins de l'ancienne zone délimitée ; ce droit, ils pourront l'avoir seulement au bout d'un an, si la déclaration n'est pas contestée ; si l'appellation est contestée, les mesures spéciales se prolongent jusqu'au moment du jugement définitif. Il n'apparaît donc pas possible au regard de l'article 17 de laisser l'appellation « Champagne » figurer sans réserve sur les titres de mouvement. — L'article 13 pose une règle générale, mais l'article 17 étant postérieur et

(1) *Ibid.*, p. 294 et 295.

fait spécialement pour les vins mousseux, doit servir à compléter et préciser le sens des articles antérieurs. Il était à craindre, avec les longs délais nécessités par les actions civiles qui peuvent être déferées à la Cour de Cassation, que les fraudeurs adroits fussent présumés de bonne foi tant qu'une décision définitive ne serait pas intervenue contre eux et qu'ils réussissent ainsi à jouir de l'impunité en faisant traîner le procès en longueur. La présomption de bonne foi peut être écartée par les Parquets, lorsqu'il est démontré d'une façon évidente que le défendeur savait pertinemment qu'il ne pouvait prétendre à l'appellation en question.

Pour les vins mousseux, les mesures prévues, l'emmagasinage dans les locaux séparés, permettent de se rendre compte si le déclarant entend se soumettre rigoureusement aux prescriptions de la loi ou s'aventurer à ses risques et périls. La circulaire du ministre de l'Agriculture, datée du 6 juin 1919, c'est-à-dire parue aussitôt après le vote de la loi, dit :

« Lorsque la question de propriété de l'appellation d'origine aura été définitivement résolue par la juridiction civile, s'il est passé outre ultérieurement à cette décision, des poursuites correctionnelles pourront être intentées contre les producteurs ou les commerçants visés, qui deviendront alors des délinquants et seront passibles des pénalités prévues.

« Il est donc entendu qu'après décision définitive, l'action correctionnelle seule s'impose et que, par contre, en déclarant, dans un délai de trois mois, leur intention de vendre ces vins sous l'appellation « Champagne », ils acquerront la faculté d'user de cette appellation sans risquer de poursuites correctionnelles. L'action civile seule pourra être engagée pour leur en faire interdire l'usage. » (1)

Cela veut-il dire que la simple déclaration permet de

(1) Recueil des textes, etc. Fasc. I., p. 29 et 32.

vendre sous l'appellation « Champagne », même en négligeant d'observer les prescriptions de l'article 17, et cela, sans être passible de l'action correctionnelle ? Une telle acception de la loi n'est pas admissible : son observation intégrale est en effet une condition primordiale et la bonne foi ne peut plus être invoquée par celui qui en viole une disposition quelconque, surtout lorsqu'un procès est intenté par ailleurs qui montre bien que le droit est litigieux. — L'exercice et la réussite de l'action civile n'est pas du tout une condition préalable de la poursuite correctionnelle ; celle-ci n'est soumise qu'à deux conditions : la preuve de l'existence du droit du demandeur et de la mauvaise foi du défendeur. S'il était permis d'écouler de vins de l'Aube comme « Champagne » avant que la Cour de Cassation ait tranché définitivement les litiges en cours, les mesures spéciales de l'article 17 de la loi n'auraient plus aucune raison d'être.

Un procès sur ce thème a été porté devant le Tribunal correctionnel de Reims et se trouve actuellement pendant devant la Cour d'Appel de Paris. — Un négociant de l'Aube, R..., possédant un établissement à Reims, effectuait des ventes de vins de l'Aube comme « Champagne ». Un constat ayant été dressé immédiatement, le Ministère public intenta des poursuites auxquelles se joignit, comme partie civile, le Syndicat général des Vignerons de la Champagne délimitée. Le défenseur de ce négociant excipa de la compétence du Tribunal Civil : user d'un droit contesté, dit-il, ne constitue pas un délit ; et il demanda la remise de l'affaire jusqu'à ce que la juridiction civile eût reconnu le bien ou mal fondé de la revendication des vignerons de l'Aube, car il y avait là une question civile préjudicielle à l'action pénale.

Cependant, la remise ne pouvait guère se justifier :

ou bien l'inculpé n'a pas commis de délit, et il est juste de le disculper tout de suite, ou bien il en a commis et ce qui était punissable à l'époque, ne peut être innocenté rétroactivement par une décision ultérieure d'une autre juridiction. Du reste, la partie civile s'opposa de la façon la plus formelle à toute remise. Il ressort en effet, déclara son avocat (1), tant du texte de la loi du 6 mai 1919 que des travaux préparatoires de ladite loi, que la contestation provoquée par l'usage d'une appellation d'origine sera jugée par les Tribunaux compétents ; les Tribunaux civils si aucune intention coupable, aucune manœuvre frauduleuse ne sont relevées, les Tribunaux correctionnels dans le cas contraire (2). — On ne peut établir aucun lien juridique entre les déclarants de bonne foi qui se sont conformés aux prescriptions de la loi et le négociant de mauvaise foi qui y a contrevenu sciemment.

« Accorder la remise aboutirait à laisser libre cours à la fraude pendant une période pour laquelle la loi a précisément prescrit tout un ensemble de mesures visiblement destinées à empêcher les abus tout en réservant les droits de chacun.

« Ce que nous contestons actuellement, ce n'est pas le droit d'avoir pris le nom de « Champagne », c'est d'avoir fait frauduleusement usage de ce nom, ce qui est interdit par la loi pour des vins qui doivent rester enfermés jusqu'au jugement définitif de la juridiction civile, être sortis conformément au droit que donne l'article 20 de la loi de 1919, ou, s'ils sont livrés à la consommation, ne peuvent l'être que sous la désignation « vin mousseux » ou encore « Champagne 2^e Zone. » (3)

Le Tribunal donna pleinement raison à la partie

(1) Conclusions de M^e MARCHANDEAU. Voir Eclaireur de l'Est du 30 mars 1922.

(2) Rapport JENOUVRIER, p. 38.

(3) Plaidoirie de M^e MARCHANDEAU.

civile sur la demande de remise, car « la poursuite correctionnelle est en l'espèce absolument indépendante de l'instance civile engagée et non encore solutionnée ». (1)

Ce jugement fût frappé d'appel, mais, comme R... n'en continuait pas moins à vendre ses vins de l'Aube sous l'appellation « Champagne », le Syndicat des Vignerons fit intenter une nouvelle action basée sur ces nouvelles ventes. L'inculpé invoqua alors le texte de l'article 1^{er} de la loi de 1919 : il est possible de demander au Tribunal « d'interdire l'usage » de l'appellation abusivement prise. Il paraît donc que tant que l'interdiction n'a pas été prononcée par les juges civils, la juridiction pénale ne peut intervenir.

Nous ne pensons pas que cette interprétation littérale soit exacte, car elle est contraire au sens général de la loi. Lorsque la mauvaise foi apparaît, c'est l'action correctionnelle qui doit être intentée. — Il est certain que le consommateur qui achète le « Champagne » vendu par R... croit acheter du vin de la Marne et non pas de l'Aube, puisque les vins de l'Aube sont conservés dans des locaux séparés ou vendus comme « Champagne 2^e zone », par tous les autres négociants observateurs des prescriptions légales.

Le Tribunal Correctionnel de Reims ayant également refusé la remise, R... fit appel et les deux affaires vinrent devant la Cour de Paris le 2 janvier 1923. L'arrêt rendu le 18 janvier, tout en écartant l'exception d'incompétence de la juridiction pénale, accepta de surseoir à statuer jusqu'au moment où le droit à l'appellation « Champagne » aurait été déterminé par la juridiction civile et l'affaire fût renvoyée au 5 juin pour être plaidée

(1) Trib. Corr. de Reims, 1^{er} avril 1922.

au fond (1). La question a perdu évidemment de son intérêt immédiat qui était d'empêcher d'une façon absolue l'emploi de l'appellation « Champagne » avant la décision définitive sur les instances civiles engagées. Il n'en reste pas moins que la responsabilité pénale de ceux qui en font usage est toujours engagée, malgré le sursis à statuer admis par la Cour d'Appel.

(1) Voir Presse rémoise des 19 et 20 janv. 1923.

Un étiquetage assez curieux fut employé pendant quelque temps par un négociant de la Marne. Ses vins de l'Aube, conservés dans un magasin séparé, étant inscrits à un compte « Champagne- Appellation Réservee », il tenta d'en faire l'expédition sous cette dénomination. Mais le Service de la Répression des Fraudes, estimant à juste titre que cette dénomination fallacieuse était de nature à tromper certainement l'acheteur, en interdit formellement l'usage.

Aussi vit-on apparaître ensuite une autre étiquette qui, cette fois, ne peut plus encourir le même reproche. Un médaillon porte : « AUBE ET MARNE, Appellation Réservee » et l'étiquette principale renferme la mention suivante : « Vin reconnu CHAMPAGNE par les Tribunaux de 1^{re} instance. Cuvée spéciale d'AUBE ET MARNE. APPELLATION RÉSERVÉE ».

Pratiquement, nous considérons surtout cette étiquette comme une curiosité et nous ne pensons pas que ce vin soit susceptible de porter préjudice au véritable « Vin de Champagne », car le consommateur au courant de la question comprendra tout de suite ce dont il s'agit ; quant au non-connaisseur ou à l'étranger, la longue mention d'origine, incompréhensible pour lui, ne l'incitera pas à faire confiance à ce produit. Mais en dehors de ces considérations pratiques, si nous examinons cette étiquette en nous référant à la loi, il ne semble pas possible de l'admettre sans la mention « Vin Mousseux » ou « Champagne 2^e Zone ». Tout vin mousseux doit porter une indication. Peut-elle être dans l'espèce Champagne ? Nous pensons que non, contrairement à l'opinion soutenue par R... devant le Tribunal Correctionnel. Dans ce cas, l'étiquette doit obligatoirement porter, soit « Champagne 2^e Zone », soit « Vin Mousseux », en caractères très apparents, la loi n'ayant pas prévu d'autre mention possible en l'espèce. Que la note explicative subsiste, cela paraît admissible, mais il ne faudrait pas cependant que le mot « Champagne » qui y est compris prit une importance exagérée qui vint contrebalancer celle de la désignation légale.

§ II

Peut-on faire du Vin de Champagne gazéifié ?

Est-il possible de faire du « vin de Champagne gazéifié » et comment peut-on l'appeler (1). C'est là une des questions qui s'est posée peu après la mise en vigueur de la loi du 6 mai 1919. Le texte de la loi ne prévoit pas formellement le cas ; rien ne semble donc interdire à un fabricant de gazéifier un vin de la Champagne délimitée en se soumettant aux règles édictées par la loi, quant aux comptes de régie et aux locaux séparés. Pourrait-il le vendre ensuite simplement sous l'appellation « Champagne » ou devrait-il dire « Champagne gazéifié » ?

Il est tout d'abord facile de se rendre compte, à la simple lecture de la loi du 6 mai 1919, qu'en ce qui concerne les vins mousseux, les articles 20 et 21 ne prévoient que les dénominations : « Champagne », « Vin mousseux » (pour ceux qui ne portent pas d'appellation d'origine) ou « Vin mousseux gazéifié ». Une loi seule pourrait en créer d'autres (2). La question revient donc à examiner

(1) Les « Vins mousseux gazéifiés », aux termes de la réglementation française, sont les vins dont l'effervescence a été obtenue, au moins partiellement, par addition d'acide carbonique ne provenant pas de leur propre fermentation et ils doivent porter cette dénomination sur l'étiquette (Loi du 6 mai 1919, art. 21).

(2) Le Service de la Répression des Fraudes, revenant récemment sur l'interprétation qu'il avait donnée antérieurement, relativement à l'aromatisation des vins mousseux (voir *infra*, p. 191), a été d'avis qu'ils ne pouvaient porter la mention « Vin mousseux », mais « vin mousseux aromatisé », sans que cette mention soit obligatoire, car l'aromatisation serait considérée maintenant comme faisant perdre au produit la qualité de vin pour le transformer en dilution alcoolique, ce qui l'exonérerait des obligations d'étiquetage

si le vin originaire de Champagne, rendu mousseux par la gazéification partielle ou totale, a droit à l'appellation « Champagne ». D'accord avec le Service de la répression des Fraudes (1), nous répondons catégoriquement non. Le vin de Champagne, en effet, n'est pas un vin quelconque, originaire d'une certaine région, c'est un vin mousseux spécial préparé suivant une méthode déterminée et conformément à des usages locaux, loyaux et constants. Or le vin gazéifié à l'acide carbonique ne répond pas à ces conditions et ne peut donc prétendre à l'appellation « Champagne ».

§ III

Peut-on actuellement fabriquer des Vins de Champagne hors de la Champagne

Est-il possible de fabriquer du vin de Champagne en dehors de la Champagne ? La question peut sembler bizarre et oiseuse à ceux qui ont étudié la jurisprudence relative au vin de Champagne et les lois et décrets réglementant le droit à l'appellation ; et cependant elle a été soulevée dernièrement, au grand étonnement des intéressés. C'est qu'en effet la loi du 6 mai 1919, fixant les

imposées aux vins. Nous ne pouvons cependant admettre qu'une simple décision administrative ait eu pour effet de créer, en dehors de la loi, une 4^e mention d'étiquetage, aussi ne nous paraît-il pas possible de donner à cette décision purement pratique la valeur d'un précédent, pour instaurer une mention « Champagne gazéifié ».

(1) Lettre du Service de la Répression des Fraudes, du 10th nov. 1919, au Directeur de la Station œnologique de Champagne, Vigneron de la Champagne » (Epernay) du 25-10-19).

règles qui doivent présider à la délimitation nouvelle, a bien prescrit dans son article 16 l'emmagasinage dans des locaux séparés, mais n'a pas reproduit littéralement l'obligation de manutentionner entièrement en Champagne pour avoir droit à la dénomination. Or les textes antérieurs relatifs à la délimitation se sont trouvés expressément abrogés par l'article 24. Etant donné le silence de la loi nouvelle, les services de l'Administration des Contributions Indirectes se déclarent dans l'impossibilité de refuser l'ouverture d'un magasin séparé et l'acquit Champagne à des vins produits en Champagne et transportés hors de cette région pour y être manipulés et emmagasinés. Ils conviennent toutefois que le bénéfice de la présomption légale prévue par l'article 24 ne pourrait être invoqué (1).

D'après l'article 16 de la loi, l'autorisation d'ouvrir un magasin séparé ne peut être donnée qu'aux récoltants et fabricants ayant le droit de conférer à leurs vins mousseux l'appellation d'origine « Champagne ». Or, pour déterminer quels sont ces vins, il faut se reporter à l'article 1 de la loi : les conditions exigées sont l'origine et la conformité aux usages locaux, loyaux et constants. Le produit en question satisfait à la première

(1) Cette interprétation a trouvé sa première expression dans la circulaire n° 1149, de la Direction Générale des Contributions Indirectes, en date du 1^{er} avril 1920 (voir Recueil des principaux textes, etc., p. 10-IV : « Or, il convient d'observer que les décrets des 17 déc. 1908 et 25 mai 1909 imposaient l'obligation de manutentionner le champagne et de distiller les vins sur le territoire délimité : la présomption légale ne saurait donc être invoquée si cette condition n'est pas remplie.

La situation serait la même en ce qui concerne les vins auxquels le producteur entendrait appliquer l'appellation Champagne. Si, bien que récoltés dans la région délimitée par le décret du 17 déc. 1908, ces vins n'avaient pas été manutentionnés dans cette même région, l'emploi de ladite appellation serait soumis aux prescriptions d'emmagasinage séparé, édictées par l'article 17 de la loi. »

condition ; la deuxième est-elle remplie ? L'examen des usages nous donnera la réponse : d'après les usages locaux, loyaux et constants, le mot « Champagne » est indicatif à la fois du lieu de production et de fabrication de certains vins mousseux spécialement connus sous cette qualification et on ne peut loyalement appliquer cette désignation qu'au vin mousseux spécial récolté et fabriqué dans la région de Champagne dans des conditions qui peuvent donner toute garantie au consommateur tant sur l'origine et les qualités du vin que sur la fabrication soignée par une main-d'œuvre spécialisée. Une jurisprudence constante a consacré ces usages ; le décret de délimitation de 1908 et la loi du 10 février 1911 n'ont fait que les confirmer :

« L'appellation régionale « Champagne » est exclusivement réservée aux vins récoltés et manipulés entièrement sur les territoires ci-après délimités (Décret du 17 déc. 1908, article 1).

« Pour bénéficier de la dénomination de « Champagne », les vins mousseux devront provenir des vendanges et vins qui auront été récoltés dans la Champagne délimitée et auront été « dans cette même région » emmagasinés, manipulés, et complètement manutentionnés dans des locaux séparés... » (Loi du 10 février 1911, article 2).

Si donc les usages locaux, loyaux et constants ne permettent pas de fabriquer le vin de Champagne hors de la Champagne, il n'est pas permis de donner cette appellation au vin transporté hors de la Champagne pour y être manutentionné et l'Administration est donc fondée à refuser l'ouverture d'un magasin séparé et la délivrance d'acquits « Champagne ». Celui qui vendrait comme « Champagne » un vin fabriqué dans de telles conditions, non seulement s'exposerait à l'action prévue par l'article 1 de la loi de 1919, mais encore tomberait sous le coup de la loi du 1^{er} août 1905 pour tromperie sur

la nature, l'espèce ou l'origine du produit. La loi de 1919 s'en est remis aux usages : les usages refusent le nom de « Champagne » au produit qui n'a pas été manipulé et entièrement manutentionné en Champagne.

Comment devra-t-on désigner un tel produit ? La loi française ne laisse aucun doute à ce sujet : le vin doit porter les mots « Vin mousseux ». Quant à reprendre dans le libellé de l'étiquette le mot « Champagne », cela ne semble pas possible, car ce serait conquérir d'une manière détournée l'appellation refusée.

§ IV

Le vin non mousseux de Champagne

Les circonstances économiques ont amené ces dernières années les Champenois à écouler une partie de leurs vins en non-mousseux. Il semble alors nécessaire de faire connaître au public quel produit on lui offre, sans cependant rendre la confusion possible avec le vin mousseux de Champagne en en prenant le nom. Désireux de concilier tous les intérêts en jeu, le Service de la Répression des Fraudes a fait connaître qu'à son avis, les vins non-mousseux pourraient être présentés sous le nom de « Vin de la Champagne ». Cette solution est évidemment ingénieuse et nous espérons qu'elle sera satisfaisante en pratique ; en effet, le Champenois ne cherchera vraisemblablement pas à faire naître de confusion entre le vin non mousseux qu'il vend aujourd'hui et le vin mousseux qu'il offrira peut-être demain. Mais il n'est pas possible de considérer cette désigna-

tion de « Vin de la Champagne » comme définitive et comme pouvant être employée dans tous les cas : la différence entre « Vin de la Champagne » et « Vin de Champagne » est tellement minime que l'initié seul peut la percevoir ; en tous cas, c'est certainement une nuance qui échappera à l'étranger. La difficulté est certes beaucoup plus grande que celle qu'ont eue à résoudre les fabricants de vins mousseux de l'Anjou, de la Moselle ou d'autres pays pour désigner leurs vins sans emprunter le mot Champagne.

§ V

Le vin mousseux ordinaire fabriqué en Champagne

Les Champenois se trouvent bien gênés pour dénommer tout ce qui n'est pas « Champagne ». Comment le négociant en vins mousseux de Reims ou d'Epernay devra-t-il mentionner son adresse sur l'étiquette ? Il est toujours à craindre que malgré la mention obligatoire « Vin mousseux » l'apparition des mots « Reims, Epernay » etc. permette à bien des acheteurs de croire qu'ils se trouvent en présence d'un vin d'origine champenoise. L'article 12 du décret du 3 septembre 1907 a essayé de remédier à cet inconvénient, en exigeant dans les cas semblables que ces noms soient précédés d'une locution telle que « propriétaire à..., négociant à..., viticulteur à... etc. ». Nous craignons fort que cette mesure ne soit pas pleinement efficace ; en effet, qui n'est pas au courant de la réglementation française, ne comprendra pas le sens exact que comporte l'adjonction d'une

telle mention, et la confusion avec le vin de Champagne restera parfois possible. En réalité, bien que la question ait été controversée, nous croyons que cette obligation inefficace instituée par l'article 12 du décret de 1907 a été abolie par la loi de 1919 : en effet, celle-ci a abrogé les règlements d'administration publique ayant statué en vertu de la loi de 1905 sur les mesures à prendre en ce qui concerne les appellations régionales : or c'est bien dans cette catégorie que rentre le règlement de 1907. Mais le décret du 19 août 1921, dans son article 12, a supprimé toute discussion en reproduisant cette obligation.

Pour parer au danger de confusion qu'elle laisse cependant subsister, les intéressés étudient actuellement un projet d'inscription d'une mention « Vin non garanti d'origine », sur les étiquettes, factures, annonces, etc., qui se rapportent à un vin n'ayant pas droit à l'appellation « Champagne » et qui cependant porteraient l'inscription d'un nom de localité ou de cru champenois.

L'étude des dispositions à adopter pour éviter d'une façon absolue toute possibilité de confusion entre le vin ayant droit à l'appellation « Champagne » et celui qui n'y a pas droit, est une tâche très ardue, si l'on veut respecter les droits de chacun et se garder de porter préjudice à des intérêts légitimes. C'est un des motifs pour lesquels la législation ne peut pas toujours suivre immédiatement les suggestions qui lui sont faites dans cet ordre d'idées, même lorsqu'elles apparaissent d'une valeur incontestable.

CHAPITRE XI

Usurpations indirectes de l'Appellation « Champagne »

§ I

Emploi détourné du mot « Champagne » dans l'annonce,
d'une façon indirecte sur l'étiquette,
par réclame abusive.

L'emploi pur et simple du mot « Champagne » sur l'étiquette d'un vin mousseux ordinaire n'est pas sans offrir des risques de plus en plus sérieux, et, la jurisprudence française étant absolument ferme, beaucoup reculent devant cet usage, tout en cherchant à utiliser cependant la vogue du mot « Champagne » pour attirer l'attention du public sur leurs vins mousseux. Le mode le plus simple est de désigner les produits comme « Champagne » simplement sur les réclames, annonces, papiers de commerce, cartes de vins, etc.

Il est hors de doute qu'une telle pratique est éminemment critiquable, mais une affirmation aussi catégorique n'aurait pu être faite au siècle dernier, car les textes répressifs étaient alors bien loin d'avoir la précision qu'ils ont aujourd'hui. — La loi de 1824 ne s'occupe que de l'apposition d'indications inexactes sur le produit, mais est muette en ce qui concerne celles que l'on

peut trouver dans les annonces et papiers de commerce.
— Un arrêt de la Cour de Paris du 20 novembre 1847 (1) admettait que celui qui employait les prospectus d'un commerçant pour vendre un produit similaire, tombait sous le coup de la loi de 1824 ; mais il s'agit d'une décision isolée que la jurisprudence n'a aucunement suivie. Au contraire, la Cour d'Amiens, statuant sur renvoi, a précisé que la loi visait seulement les inscriptions portées sur l'objet même ou sur son récipient (2).

Jusqu'à 1905, l'article 1382 du Code civil fournit seul une base d'action, tout d'abord au titre de la concurrence déloyale, ou bien s'il n'y a pas d'intention frauduleuse, quoique la confusion soit possible, au titre de la concurrence illicite : la victime de l'abus peut obtenir ainsi des dommages-intérêts pour le préjudice qui lui a été causé.

Les auteurs sont formels sur ce point :

« Les tribunaux, lisons-nous dans Pouillet (3), lors même qu'ils reconnaissent qu'il n'y a pas eu d'intention frauduleuse, doivent, s'il y a confusion possible, prescrire les mesures propres à la prévenir, et, si d'ailleurs il y a tout à la fois préjudice et faute dans une mesure quelconque, prononcer une condamnation à de justes dommages-intérêts. »

La même idée est exprimée par M. Mayer :

« N'y eût-il pas intention de nuire, la responsabilité du dommage causé, l'obligation de le réparer et de le faire cesser n'incomberaient pas moins au concurrent simplement imprudent ou négligent (art. 1382 C. C.), dès qu'il a, même sans le savoir, excédé ses droits et porté atteinte à ceux d'autrui. » (4)

Pataille précise (5) :

« Sans doute, il n'y a plus concurrence déloyale dès l'instant qu'il y a bonne foi, et nous admettons très bien que cette

(1) Ann. 50, p. 95.

(2) Amiens, 23 juill. 1892. D. 96-1-23.

(3) POUILLET, op. cit., p. 724, n° 884.

(4) Reproduit dans POUILLET, op. cit. loc.

(5) Ann. 70-159.

bonne foi devra profiter aux défendeurs dans l'appréciation des dommages-intérêts ; mais la bonne foi laisse subsister le fait indû et dommageable qui donne ouverture à l'action ressortissant de l'art. 1382 C. C. Il suffit, pour qu'il y ait lieu à l'application de cet article, qu'il y ait faute, c'est-à-dire accomplissement d'un fait que l'on n'est pas en droit de commettre. »

La jurisprudence n'est pas moins nette et le jugement du Tribunal de Commerce de Reims du 17 juillet 1891, que nous avons relaté plus haut (1) fait défense à C... et Cie « de faire usage dans leurs marques, étiquettes, prix courants, factures et tous autres papiers commerciaux, de la dénomination Champagne ou Vin de Champagne ». La même année, la Cour d'Angers eut à juger une affaire où le mot Champagne était employé uniquement dans l'annonce du produit, mais non sur celui-ci. Une maison de vins mousseux de Saumur faisait une publicité considérable principalement en Angleterre pour lancer une de ses marques qui semblait recueillir la faveur du public et elle s'était laissé entraîner à propager sa vente sous le nom de « Champagne ». La question se compliquait du fait que cette maison avait contracté une association avec un négociant anglais pour la vente des vins de Saumur en Angleterre.

Le Tribunal de Commerce de Saumur (2) ne pouvait faire autrement que d'admettre « qu'en France le mot « Champagne » ne peut « quant à présent », être employé que par les habitants de la Champagne ». L'adjonction de ces trois mots « quant à présent » semblait indiquer que ce n'était que forcés et contraints par la jurisprudence de la Cour d'Angers et de la Cour de Cassation

(1) Chap. IV, p. 71.

(2) Jugement du 2 mars 1891. D. 95-I-71.

que les juges consulaires de Saumur se décidaient, et que probablement ils espéraient la voir modifier par voie législative. Quoi qu'il en soit, ce point n'était pas contesté.

Par ailleurs, la preuve de l'emploi du mot « Champagne » ne leur apparut pas suffisamment établie pour la France, alors qu'au contraire elle l'était surabondamment pour l'Angleterre. Mais le Tribunal, arguant de l'autonomie de la société anglaise, décida que l'affaire ne pouvait relever que des tribunaux anglais et « qu'on ne pouvait donc, à bon droit, faire apprécier par un tribunal français des faits qui se sont passés à l'étranger et sous l'empire de lois différentes des nôtres ».

Cette considération laisse prise à une critique assez facile. Même en admettant la personnalité de la société anglaise, le négociant de Saumur conserve aussi la sienne : il envoie ses vins en Angleterre sachant qu'ils y seront débités sous le nom de « Champagne » ; il profite de ces agissements et s'enrichit aux dépens des négociants champenois. Dès lors, la question est de savoir si un tel fait, par cela seul qu'il se passe à l'étranger, doit être innocenté. Le bon sens et la jurisprudence s'y opposent également (1).

L'article 14 du Code civil permet de citer devant les tribunaux français l'étranger même non-résident pour

(1) Les tribunaux français sont compétents pour connaître de procès en concurrence déloyale, relatifs à des faits qui se sont passés à l'étranger, que le défendeur soit français (Riom, 10 août 1859. — Ann. 59-409) ou étranger (Paris, 25 janv. 1856. — Ann. 56-57). Il y a concurrence déloyale dans le fait d'annoncer un produit sous la dénomination de fantaisie (eau écarlate) que lui a donnée l'inventeur, encore bien que ces annonces aient eu lieu à l'étranger, s'il est établi d'ailleurs que cette publicité peut réagir sur la vente en France (Paris, 9 mai 1863, Ann. 63-252).

les obligations par lui contractées en pays étranger envers des Français, et il est admis que l'article 14 vise même les obligations nées de délits (1). La société anglaise, en admettant son existence, aurait donc pu être poursuivie en France à défaut de son associé qui recueillait en France le bénéfice des agissements illicites en Angleterre. — La Cour d'Angers, saisie de l'appel du Syndicat du Commerce des Vins de Champagne, demandeur en première instance, n'hésita pas du reste à condamner le négociant saumurois. Après avoir constaté le fait de propagation de la vente du vin de Saumur A... sous le nom de « Champagne », tant en France qu'en Angleterre, la Cour le qualifia de concurrence illicite équivalant à un quasi-délit, sans s'inquiéter de rechercher si certains actes prohibés en France sont tolérés à l'étranger, puisque ces faits étaient susceptibles de profiter en France à l'intimé. Aussi interdit-elle à A... tout usage du mot « Champagne » pour l'annonce et la vente des vins non récoltés et non fabriqués en Champagne et le condamna-t-elle à des dommages-intérêts (2).

(1) Voir WEISS : Traité de droit international privé, V, p. 212.

(2) « Attendu que cette participation de l'intimé aux annonces dont il s'agit est de nature à constituer en France, et au regard de la loi française, une concurrence illicite qui équivaut à un quasi-délit ;

« Attendu qu'il importe donc peu, pour la solution du procès actuel, que la société précitée puisse constituer en droit une personnalité civile distincte de celle de l'intimé ;

« Attendu que la Cour n'a point à rechercher si certains actes prohibés en France sont tolérés ou permis en Angleterre... qu'il suffit à la Cour, pour retenir les griefs élevés contre l'intimé, de constater que l'intimé a participé, même à l'étranger, à des faits et actes, au moyen desquels il a exercé à son profit personnel et en France une concurrence déloyale à l'égard des producteurs et vendeurs des vins récoltés et fabriqués en Champagne ;

« Attendu que les journaux anglais qui publient les annonces incriminées ont, en effet, accès en France et que, par suite, ces publi-

Quoique un tel arrêt ait déjà constitué un point d'appui sérieux pour la répression, la protection qui en résultait restait cependant insuffisante et incomplète, et bien des abus se produisaient encore impunément. Les Tribunaux se contentent souvent en effet de borner leurs recherches au point suivant : la confusion avec le produit véritable est-elle, dans l'espèce, possible et probable ? Si la réponse leur apparaît négative ou douteuse, ils ont en général tendance à décider qu'il n'a pas été causé de préjudice. Or, tout d'abord, il est difficile, dans bien des cas, que la confusion ne puisse pas se produire, et cela fût-il démontré qu'il n'en resterait pas moins un préjudice sérieux pour le producteur d'un produit de choix qui verrait présenter au public, sous le vocable qui lui appartient, des produits inférieurs ou différents.

Il faut attendre la loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes, et le décret rendu en application le 3 septembre 1907, pour que la poursuite puisse être véritablement efficace. Cette fois le vin de Champagne possède une arme lui permettant de réprimer ce qu'on

cations qui, dans ce pays, ne peuvent profiter qu'à la maison de Saumur, engagent la responsabilité d'A... ;

« Attendu, d'autre part, que les annonces faites en Angleterre sont de nature à nuire, même en France, auprès des sujets anglais qui s'y rendent ou qui s'y trouvent, à la vente des produits champenois par la croyance où sont entretenus ces Anglais que les vins d'A... sont des vins de Champagne ;

« Attendu que le nom de « Champagne », accompagné de celui de Saumur dans les documents susrappelés, ne saurait être considéré comme étant purement et simplement équivalent et indicatif, même en Angleterre, de « Vin mousseux de Saumur » ; que le mot « Champagne » ne désigne pas un procédé de fabrication de vins mousseux en général, mais un vin mousseux spécial, récolté et fabriqué dans l'ancienne province de Champagne ; que cette désignation ne peut donc être loyalement appliquée dans le commerce qu'à ce vin ;

« Qu'il est évident que si le mot « Champagne » est accolé par

pourrait appeler les petits abus, par opposition à l'emploi du mot « Champagne » sur le produit, si en pareille matière toute usurpation ne revêtait pas un caractère

l'intimé au mot Saumur, c'est par la raison que l'intimé y a intérêt et qu'il ne peut y avoir intérêt que parce que le mot « Champagne » (même à côté de celui de Saumur) est de nature à égarer les acheteurs et les consommateurs anglais et même français, sur la provenance des vins vendus, en faisant croire à ces acheteurs et consommateurs que ces vins, dont l'origine française est attestée par la réunion même des deux mots précités, sont récoltés et fabriqués en Champagne, les vins de Champagne étant infiniment plus connus que ceux de Saumur ;

« Interdit à A... tout usage du mot Champagne, pour l'annonce et la vente des vins non récoltés et fabriqués en Champagne. » (Cour d'Angers, 15 déc. 1891. D. 95-1-71. — Cass. rej., 9 avril 1894. Ann. 96-154).

Cet arrêt a été fortement critiqué au point de vue doctrinal, comme étant contraire aux principes de droit international. « La loi française considère, en effet, les lois pénales comme territoriales, et elle ne permet la poursuite correctionnelle en France de certains délits commis à l'étranger que dans le cas où le délinquant est Français, et le délit puni et par la loi française et par la loi étrangère (art. 5 C. instr. crim.). La solution ne peut pas être autre pour les quasi-délits, et prononcer des dommages-intérêts pour un fait commis à l'étranger et qui, ne constituant pas de quasi-délit à l'étranger, n'y est point la source de dommages-intérêts, c'est violer l'esprit de la loi française. La Cour d'Angers a, à la vérité, émis cette idée que, par l'introduction possible des journaux anglais en France, les faits reprehensibles avaient été, en partie, commis sur le territoire français, et les art. 1382 et 1383 devenaient, dès lors, directement applicables dans l'espèce. Mais comme l'a très bien fait remarquer le Journal de droit international privé (1892, p. 1147, note) la possibilité de l'introduction des journaux anglais en France n'est pas un élément de preuve suffisant, pour faire admettre que les faits reprochés se sont passés en France. On aurait dû exiger des demandeurs la preuve que des exemplaires des journaux anglais incriminés étaient entrés en France, et que leur introduction était le fait des négociants. » (Pandectes, Répertoire, Concurrence déloyale, n° 1374).

Mais ces critiques motivées par la situation toute spéciale de l'affaire, publicité non punissable à l'étranger, ne retirent rien à la force des arguments qui ont décidé la Cour d'Angers à condamner l'annonce d'un vin mousseux sous les mots « Champagne » ou « Champagne de Saumur ».

de gravité que ne soupçonnent pas ceux qui ne suivent que de loin la question des appellations d'origine. Telle usurpation en apparence insignifiante et négligeable servira de point de départ à une plus importante et l'étranger notamment s'empressera de s'appuyer sur cette soi-disant tolérance pour se livrer lui-même à des agissements beaucoup plus dangereux et que sa loi permet difficilement de réprimer. Aussi ne peut-on qualifier les négociants ou les vignerons de censeurs sévères lorsqu'ils engagent des poursuites : ils ne font que défendre leur patrimoine, objet de beaucoup de convoitises, et c'est pour eux une question vitale.

La base de la loi de 1905 est très large : d'après l'article 1^{er} :

« sera puni quiconque aura trompé ou tenté de tromper le contractant : soit sur la nature, les qualités substantielles, la composition et la teneur en principes utiles de toutes marchandises ; soit sur leur espèce ou leur origine lorsque, d'après la convention ou les usages, la désignation de l'espèce ou de l'origine, faussement attribuées aux marchandises, devra être considérée comme la cause principale de la vente ; soit sur la quantité, » etc.

L'article 11 ouvre la voie à des règlements d'administration publique, et celui qui fut rendu le 3 septembre 1907 donne, dans l'article 13, des précisions sur le point qui nous occupe, puisqu'il interdit d'une manière absolue et en toutes circonstances, l'emploi de toutes indications ou signes susceptibles de créer une confusion sur les étiquettes et emballages, mais encore notamment sur les papiers de commerce, factures, catalogues, prospectus, prix courants, enseignes, affiches, tableaux-réclames, annonces ou tout autre moyen de publicité.

Le récent décret du 19 août 1921 a reproduit mot

pour mot cet article 13, sous le même numéro. Aussi après quelques condamnations qui servent d'exemples, et grâce au contrôle qui est exercé, est-on arrivé à restreindre considérablement la fraude. Les poursuites les plus récentes ont été faites surtout contre des restaurateurs : le Tribunal Correctionnel de Nancy a condamné en 1921 deux d'entre eux qui inscrivait sous la même rubrique « Champagne » les Vins de Champagne et le vin d'Asti ; ils invoquaient comme d'habitude pour leur défense l'impossibilité de confondre les deux sortes de vin ; le Tribunal a heureusement réfuté cette argumentation : même si le client n'est pas trompé sur la nature du vin, on risque de le détourner de son intention de boire du vin de Champagne et on le conduit d'une façon frauduleuse vers la commande de vins d'Asti.

Dernièrement un hôtelier d'une autre ville de province se voyait dresser une contravention pour le même motif : sous la rubrique « Champagne » de sa carte des vins, il n'y avait que des vins de deuxième zone et des mousseux ordinaires : sa grande excuse était l'impossibilité pour le client de se tromper à cause du bon marché des prix. — Le Tribunal de Nancy nous a fourni déjà la réponse à faire. Nous pourrions ajouter que c'est en présentant au public des vins mousseux pour du vin de Champagne qu'on permet à certaines personnes de se figurer que l'appellation « Champagne » est générique et qu'on arrive à diminuer dans l'esprit du consommateur la réputation du vin de Champagne pour le lui faire assimiler aux mousseux médiocres qui lui sont souvent offerts subrepticement aux lieu et place du vin de Champagne. Le public se fie en effet bien souvent aux apparences et fait preuve presque toujours de la plus grande inattention. Aussi est-il nécessaire de donner des armes

au producteur pour lui permettre de se défendre contre l'insouciance du public qui se laisse si facilement tromper.

L'ingéniosité des imitateurs plus rusés s'est exercée sur les moyens d'évoquer le mot de Champagne sans qualifier réellement le produit de ce nom auquel il ne peut manifestement prétendre avoir droit. — L'examen des étalages de commerçants en vins et la lecture des libellés de dépôts de marques ne laissent pas que d'éveiller l'attention de celui qui s'intéresse à ces questions. Que dire par exemple d'une étiquette ainsi conçue : « Le Mousseux Géola vaut le Champagne » ; (1) ou bien de celle-ci « Grand vin récolté hors Champagne » apposée sur un vin vendu en Espagne ? Leurs propriétaires se flattent vraisemblablement d'exciper de leurs intentions loyales vis-à-vis du consommateur auquel ils disent la vérité ! C'était aussi ce que prétendait faire l'imitateur de la Chartreuse qui vendait le produit sous son nom « Chartreuse N... Ne pas confondre avec la Grande Chartreuse ». Les juges qui eurent à apprécier cette dénomination condamnèrent purement et simplement l'imitateur (2). C'est la solution qu'imposent nos lois et règlements et une jurisprudence constante.

L'application en sera plus difficile si elle se trouve en conflit avec le droit d'usage du nom patronymique, comme cela se produit sur l'étiquette suivante pour vins mousseux : « M. Champagne et Narelli » (3). Notre jurisprudence s'est montrée en général trop respectueuse du droit de chacun d'user librement de son nom

(1) B. O. Pr. Ind. du 29 juill. 1920, p. 1.447, n° 194. 236.

(2) Trib. Seine, 23 avril 1879.

(3) B. O. Propr. Industr. du 13 mai 1920, p. 863, n° 189 889 et 890, et 22 sept. 1921, p. 1359, n° 15978.

patronymique et n'ordonne, semble-t-il, qu'à regret, quelques correctifs souvent impuissants à empêcher la confusion de se créer. Nous avons pu voir, dans une grande exposition, des vins d'Anjou étiquetés « G. Champagne-Jacquemet » et une carte postale distribuée aux visiteurs de l'exposition les incitant à boire « du Champagne Jacquemet ». — Nous croyons que dans des cas comme ceux-là où une personne porte le nom de toute une catégorie de produits d'origine, il y aurait lieu de prévoir des restrictions très importantes à l'usage du nom patronymique, car la confusion est tellement inévitable que le préjudice causé aux vendeurs du vin d'origine sera toujours très grave et les correctifs habituels, tels qu'indication du prénom en caractères de même dimension par exemple, seraient, il est à craindre, inopérants, car le public n'y prêterait pas attention.

Dans un autre genre d'usurpation, la Cour de Bordeaux a eu à décider si un fabricant de vins mousseux de la région productrice d'eau-de-vie dite « Champagne de Cognac » pouvait faire usage de ce nom pour désigner ses produits. A l'exposition de Liège de 1905, un exposant avait présenté un « Grand mousseux de la Champagne de Cognac » que le jury refusa d'examiner avant d'avoir reçu une renonciation à l'usage des mots « Champagne » et « Champagnisé ».

En 1905 se reformait sous le nom de « Société des Vins de Champagne de Cognac » une société créée en 1903 et comprenant cet exposant de Liège qui y apportait ses marques. L'acte social lui donnait pour objet : « Le commerce des vins traités et manutentionnés en vins de Champagne ». — L'un des gérants arguait, pour fortifier son droit, qu'il était propriétaire de vignobles situés sur la commune de Angeau-Champagne et que

du reste aucune confusion n'était possible avec les véritables vins de Champagne.

La Cour de Bordeaux ne jugea même pas nécessaire de réfuter ces assertions, mais elle décida qu'il est illicite de verser en apport dans une Société une dénomination contraire à la loi, que la dénomination « Vin de Champagne de Cognac » est prohibée par les lois de 1814 et de 1857, que dès lors la Société formée est entachée d'un vice radical qui en doit entraîner la nullité (1).

Cette condamnation ne semble pas avoir découragé les Charentais, si nous en jugeons par le dépôt des marques suivantes : « Champagnisation des vins de la Champagne Charentaise — Grands mousseux Charentais — Vins de la Champagne Charentaise champagnises » etc, etc (2). Nous nous permettons d'avoir des doutes très sérieux sur la légalité de telles marques dont l'emploi éventuel serait certainement de nature à causer préjudice aux négociants en vins de Champagne.

La même conséquence peut également découler de la floraison d'annonces qui font apparaître le mot Champagne, sans pour cela chercher à faire croire que le produit vanté soit du vin de Champagne, mais qui n'en constituent pas moins, soit une sorte de dénigrement implicite du vin de Champagne, soit une réclame basée sur la renommée d'autrui et faite à son détriment. Dans cet ordre d'idées, nous avons eu sous les yeux des annonces émanant d'une maison de vins d'Asti : l'une indique que telle quantité de mousseux N... a été exportée en un an en France, au pays du Champagne, une autre

(1) Bordeaux, arrêt du 12 dec. 1906. — Ann. 07-2-49.

(2) B. O. Fr. Ind. 13 fév. 1919, n° 1828, p. 110 ; n°s 7398 à 7402.

établit un parallèle entre les chiffres grandissants des importations de N... en Angleterre et ceux des mousseux français en diminution, (or ce sont presque tous des vins de Champagne) ; un autre prospectus fait connaître que la marque N... peut être comparée avec succès aux marques de Champagne français les plus réputées.

Le même procédé de réclame abusive se retrouve dans le libellé d'une collerette apposée sur un vin mousseux d'Anjou : « Une bouteille de G... d'un premier cru d'Anjou vaut mieux que la bouteille de Champagne, d'un prix double, d'un cru inférieur de la Champagne. » Le mépris apparent qui semble être professé par ce fabricant de vin d'Anjou pour le vin de Champagne a toutefois des limites, car la lecture d'un annuaire permet de constater que cette maison d'Anjou s'y classe sous la rubrique « Champagne » et jusqu'à ces derniers mois une annonce d'un périodique portait le titre « Champagnes et Mousseux » bien que le texte ne mentionnât comme lieu de fabrication que l'Anjou : une telle insertion est évidemment de nature à créer une confusion favorable à son auteur.

L'emploi du nom de concurrents pour établir une comparaison favorable pour soi-même a été plusieurs fois condamné : la publication des tableaux comparatifs de vente de deux journaux a été considérée comme un fait de concurrence déloyale (1) ; de même l'envoi d'une circulaire visant des maisons nouvelles, homonymes d'anciennes maisons de vins de Champagne, et jetant le discrédit sur celles-là en les classant dans la catégorie des établissements fondés dans des conditions anor-

(1) Seine, Trib. Corr., 21 mai 1884. — Ann. 85-119.

males, et ayant pour but de profiter de la confusion résultant de l'homonymie (1).

En réalité, le nom appliqué à un produit doit être considéré comme intangible par les concurrents car ceux qui l'utilisent pour en faire apparemment l'éloge, dissimulent toujours un but intéressé; c'est le propriétaire du nom qui est seul juge de l'emploi qu'il veut en faire (2). — En s'appuyant sur ces décisions applicables à des cas d'usage du nom de telle ou telle maison, il est possible à une collectivité dont les produits sont ainsi critiqués directement ou indirectement d'intenter, une action en dommages-intérêts (3), malgré qu'il n'y ait pas eu dans le fait répréhensible un acte de véritable concurrence déloyale.

Mais en réalité, la protection assez sérieuse dont bénéficie en France le nom lui-même du produit est bien embryonnaire lorsqu'il s'agit d'une réclame qui n'est ni mensongère, ni illicite, mais simplement abusive; à l'étranger, elle peut même être considérée comme inexistante. Un effort semble nécessaire pour combler cette lacune. Le groupe français de l'Association internationale pour la Protection de la Propriété industrielle s'en est occupé tout dernièrement et, après avoir longuement discuté sur la question, a émis un vœu en faveur de la répression de la réclame abusive sous quelque forme qu'elle se présente (4).

(1) Trib. Com. Reims, 9 sept. 1904. — Ann. 10-175.

(2) Voir POUILLET, op. cit., nos 728, 1183 à 5. — Voir également Trib. Com. Nancy, 25 nov. 1907. — Ann. 08-97 : offre d'un produit qui constitue une imitation parfaite de celui si en vogue qu'il est inutile de désigner davantage.

(3) Voir en ce sens Trib. Havre, 5 déc. 1898. Recueil du Havre, 1899-58.

(4) Séance du 1^{er} juin 1922. — Voir Propr. Industr. 1922, n° 7, p. 104 et suiv. et *infra*, p. 233.

§ II

L'Emploi des dérivés du mot « Champagne » :

« Champagnisé », « Champagnisation »,
« Méthode Champenoise », etc...

Le vin mousseux étant à l'origine pour ainsi dire le monopole de la région champenoise, il semblait naturel au public de considérer le mot Champagne comme synonyme de vin mousseux et les locutions dérivées telles que « champagniser » comme équivalent de « rendre mousseux ». Mais du jour où la fabrication des vins mousseux par le procédé champenois s'étendit à d'autres régions viticoles françaises, il importait de remettre les choses au point et de réserver aux Champenois seuls l'emploi des désignations créées pour leurs produits. Le mot Champagne jouissait d'une grande vogue, il sonnait agréablement à toutes les oreilles des fins dégustateurs, aussi ceux qui avaient cru pouvoir se l'approprier, opposèrent-ils une résistance assez longue aux revendications auxquelles ils furent en butte ; ils finirent néanmoins par céder.

Mais il reste un point plus délicat : c'est l'emploi des dérivés du mot Champagne : est-il permis aux fabricants de vins mousseux travaillés suivant les procédés champenois de désigner leurs vins sous le nom de « champagnisés » ou « produits selon la méthode champenoise » ?

Le décret du 3 septembre 1907 et celui du 19 août 1921 considèrent comme licites en ce qui concerne spé-

cialement les vins mousseux « es manipulations et traitements connus sous le nom de « méthode champenoise ». Les auteurs de ces textes ont été animés évidemment du désir de bien préciser le genre d'opérations autorisées et dans ce but ont cru bon d'évoquer l'idée originelle. Est-ce à dire que ces décrets donnent le droit d'employer les expressions « méthode champenoise », « champagnisation », « champagner », etc. ? — Cela ne ressort nullement du texte.

Aussi n'est-ce pas surtout sur ces textes que s'appuient ceux qui ont intérêt à utiliser ces désignations : ils donnent des raisons variées tendant toutes à prouver qu'il s'agit pour eux d'un droit véritable : tout d'abord le fait incontestable que le procédé champenois est tombé dans le domaine public et qu'il est d'un usage courant d'employer les mots dérivés de « Champagne » pour désigner les vins mousseux produits de cette façon.

Nous avons déjà eu à réfuter cette forme de raisonnement à propos du mot Champagne : l'argument tiré de l'usage ne porte pas plus pour le mot Champagne que pour ses dérivés : un abus ne saurait engendrer un droit et si les protestations des Champenois ont été plus tardives et moins véhémentes à propos des mots dérivés, c'est que les cas d'usurpation étaient plus rares, moins patents et moins graves. Il serait du reste inexact de croire qu'ils ont admis tacitement l'emploi des locutions de ce genre. — Le projet de loi sur les boissons hygiéniques qui fut promulgué le 29 décembre 1897 portait primitivement une rubrique « vins champagnisés » que la Chambre supprima comme incorrecte, sur les instances du Syndicat du Commerce des Vins de Champagne. — En 1901, une protestation analogue fut élevée lors de la discussion du projet de taxes de remplacement

de la ville de Paris. — A la Guadeloupe, le tarif primitif de l'octroi de mer comportait une rubrique « Vins champagnisés et mousseux autres ». Cette colonie se rendit compte de l'incorrection de l'expression « Vins champagnisés », et elle la fit disparaître lors d'une révision sanctionnée par le décret du 14 mai 1907. — Au 36^e Congrès de l'Association française pour l'avancement des Sciences tenu à Reims en 1907, une protestation très nette contre les mots « Champagniser », « Champagnisation », fut élevée par le représentant du commerce des Vins de Champagne.

On ajoute encore pour justifier l'emploi de ces expressions que ce sont les seules qui forment des mots exactement représentatifs de l'idée et qu'elles sont nécessaires pour bien différencier les vins fabriqués comme en Champagne de ceux qui sont rendus mousseux par d'autres procédés moins parfaits.

Faut-il prendre en considération la détresse terminologique invoquée par les fabricants de vins mousseux ? Cela n'apparaît pas plus évident pour les mots dérivés que pour le mot « Champagne » : en général l'esprit ne s'ingénie pas à chercher un mot propre lorsqu'il peut user de celui du voisin. N'avons-nous pas entendu pendant de longues années le mot « Heimatlos », pour ne citer que celui-là, auquel, paraît-il, il était impossible de trouver un équivalent dans notre langue : aujourd'hui, cependant, le désir fort louable de ne rien devoir aux Allemands a fait trouver le ou les mots qui passaient autrefois pour introuvables. Les fabricants allemands de vins mousseux emploient le mot « Flaschengährung » qui ne leur déplaît pas ; les Français ne sont pas dépourvus d'esprit inventif et, s'ils veulent s'en donner la peine, ils trouveront bien des locutions analogues qui soient

satisfaisantes, sans pour cela être obligés de prendre une racine géographique telle que Champagne.

Les expressions dérivées ou équivoques susceptibles de créer une confusion dans l'esprit de l'acheteur, soit étranger, soit même français, sont prohibées par la loi française. La loi du 22 Germinal an XI interdit l'insertion des mots « façon de... » suivis du nom d'une autre ville : or la loi de 1824 a laissé subsister ces dispositions, tout en modifiant la peine.

Il est à remarquer cependant qu'une certaine confusion apparente s'est manifestée dans la jurisprudence : alors que la plupart des décisions ont interdit absolument non seulement l'emploi des mots « Façon de » mais encore, par une heureuse extension, tous les mots similaires « recette », « imitation », « imité », « genre », « système » (1), d'autres l'admettent dans certaines espèces ; par exemple pour différencier les produits des nouveaux fabricants d'un produit tombé dans le domaine public, de ceux du premier fabricant ; en ce sens notamment une décision relative à l'emploi du nom de « Carcel » par des concurrents (2). Mais il s'agit là d'un nom qui est tombé dans le domaine public. — L'arrêt de la Cour de Lyon rendu dans l'affaire mentionnée plus haut (3) est opposé à la thèse que nous défendons : tout en interdisant l'emploi du mot München et de l'étiquette « Bière Munich — W... et fils, Lyon », la Cour a commis l'imprudence d'admettre, comme les appelants eux-mêmes, mal instruits de leurs droits, déclaraient

(1) Pour la Chartreuse, voir Seine, 3 avril 1878. — Ann. 78-145. Pour le roquefort : Lyon, 4 juin 1910. — Ann. 11-2-50.

(2) Trib. Com. Seine, 13 janv. 1843. — Gaz. Trib. 14-1-1843.

(3) Voir supra Chap. II, p. 42. Arrêt de Lyon, 9 déc. 1904. — Ann. 07-102, note 6.

le tolérer, la désignation « Bière genre Munich » qui est tout aussi condamnable que la première.

Mais nous trouvons en sens contraire de nombreux arrêts qui indiquent une tendance¹ beaucoup plus restrictive de l'emploi de toutes ces locutions dangereuses. Lorsqu'il s'agit d'un nom devenu l'appellation nécessaire d'un produit, il semble que, — sauf dans quelques cas particuliers où une confusion entre fabricants pourrait être à craindre, — tous puissent user librement du nom. Au contraire, si le nom a conservé son caractère propre, peu importe que le procédé de fabrication soit employé licitement par d'autres fabricants, du moment qu'ils n'ont pas le droit d'user directement du nom, ils ne peuvent s'en servir indirectement en le faisant précéder d'un correctif quelconque dont la signification échappe du reste fréquemment aux consommateurs. Il n'est vraiment pas possible d'admettre qu'un vin mousseux porte par exemple une étiquette « Simili-Champagne » ; une telle marque a cependant été déposée en France⁽¹⁾.

Les discussions sur la portée de la loi de Germinal n'ont en réalité qu'un intérêt plutôt théorique, car les termes des lois de 1824, 1857, 1905 et 1919 et des décrets d'application sont assez généraux pour autoriser les extensions jurisprudentielles.

D'après le décret du 3 septembre 1907, art. 13, « l'emploi de toute indication ou signe susceptible de créer dans l'esprit de l'acheteur une confusion sur la nature ou sur l'origine des produits visés au décret, lorsque d'après la convention ou les usages, la désignation de l'origine attribuée à ces produits devra être considérée comme la cause principale de la vente, est interdit en toute circonstance et sous quelque forme que ce soit, notamment, etc. »

(1) B. O. Pr. Ind. 30 déc. 1920, p. 2287, n° 2510.

BEDARRIDE a commenté d'une façon vigoureuse, cette idée lorsqu'il dit : « S'il suffisait d'estropier plus ou moins un nom pour se mettre à l'abri des prohibitions prononcées par la loi, pour échapper à toute réparation, à toute peine, cette loi ne serait plus bientôt qu'une lettre morte et la concurrence la plus scandaleuse n'aurait plus de bornes. »

La législation paraît donc garantir les ayants-droit au nom de Champagne contre tout usage des désignations comportant cette racine. Mais sur le terrain pratique, la question sera d'examiner s'ils subissent un préjudice du fait de ces agissements. Il est incontestable tout d'abord que les propriétaires d'un nom ou d'une appellation réputés voient avec quelque répugnance mêlée d'appréhension l'usage qui peut en être fait, même d'une façon indirecte, pour prôner des produits inférieurs. Qu'on ne vienne pas répondre que c'est une manière de contribuer à l'expansion du produit type : un négociant étranger nous disait dernièrement de la façon la plus sérieuse qu'en vendant des vins français bon marché, mais de médiocre qualité, exportés en fûts et rendus mousseux à l'étranger, il contribuait à la renommée universelle des vins de Champagne, en présentant sa marchandise comme provenant du vignoble champenois ! Lorsqu'il s'agit de produits de choix, les procédés de réclame ne sont pas les mêmes que pour des articles de bazar, aussi n'y a-t-il rien que de très naturel et de très louable dans le désir d'éviter toute atteinte même légère au bon renom des produits d'origine.

Mais le préjudice apparaîtra beaucoup plus direct et important si la confusion est possible entre le « Champagnisé », le « Méthode Champenoise » et le « Champagne » non pas seulement pour l'amateur éclairé qui est l'infime minorité, mais pour un consommateur d'at-

tention ordinaire et moyenne. — Une espèce de ce genre s'est présentée il y a une douzaine d'années devant le Tribunal civil de Lons-le-Saunier et la Cour de Besançon. Une maison T... avait effectué le dépôt de deux marques : « Compagnie générale des Grands Vins champagnisés du Jura à Lons-le-Saunier », et « Grands Vins champagnisés N... P... maison fondée en 1877, Lons-le-Saunier ». Les négociants en vins de Champagne, inquiets de la tendance très nette que ce dépôt indiquait et des dangers qu'il leur faisait courir, assignèrent T... devant le Tribunal civil de Lons-le-Saunier en radiation de ses deux marques. T... prétendit que l'expression « Vins champagnisés » par elle-même ne prêtait pas à confusion, d'autant moins qu'il l'avait fait suivre de l'adresse. Il se retranchait du reste derrière une opinion formulée dans une lettre du Service de la Répression des Fraudes : ce Service, sans vouloir admettre le mot « Champagnisé » seul, était d'avis que cette dénomination pouvait être employée « à condition qu'aucune confusion ne pût se produire dans l'esprit de l'acheteur sur l'origine du produit », et il estimait que cette condition était susceptible de se réaliser, lorsque figurait aussi sur l'étiquette l'indication de la localité où était fabriqué le vin.

La décision fut rendue dans le sens des conclusions de T... : (1) elle considère que les locutions « Vin de Champagne » et « Vin Champagnisé » ne peuvent être confondues, même par l'acheteur étranger qui, s'il ne connaît qu'imparfaitement la langue française, n'aura qu'à se faire renseigner ! L'arrêt de Besançon admet

(1) Lons-le-Saunier, 30 juill. 1909, Cour de Besançon, 9 mars 1910. — Ann. 11-71.

cependant que le mot « Champagnisé » peut, en raison de son radical, évoquer dans l'esprit de l'acheteur l'idée de « Vin de Champagne » mais il ajoute que l'indication du lieu de fabrication est de nature à dissiper toute équivoque.

Nous voyons dénier par cette décision toute possibilité de confusion : « Vin de Champagne » et « Vin Champagnisé » auraient entre eux des différences telles que le consommateur ne pourrait s'y tromper ! (1) Pour notre

(1) « Attendu que... l'expression « Vins Champagnisés » ne renferme le mot Champagne qu'à l'état de radical étymologique et suivi d'une désinence qui en a modifié le sens et la consonance vocale ; qu'il faut s'attacher plutôt à cette consonance, à l'apparence extérieure des mots et à leur constitution matérielle qu'à leur signification rationnelle ; qu'à ce point de vue ces deux locutions ne sauraient être assimilées... (Jugement de Lons-le-Saunier) ;

« Qu'au point de vue de la configuration littérale des mots, une différence très facile à saisir apparaît entre les deux locutions : Vins de Champagne et Vins Champagnisés ; la première contenant trois mots, la seconde deux ; la première portant le mot Champagne, nom propre, universellement connu, la seconde le mot « Champagnisé », ayant une terminaison différente qui en modifie la consonance finale ;

« Qu'un consommateur apportant une attention moyenne, ordinaire à la lecture de l'étiquette ne peut pas lire Vins de Champagne là où se trouvent écrits en caractères très nets Vins Champagnisés.

« Que vainement le Syndicat allègue que ce raisonnement peut être appliqué à la clientèle française, mais non à la clientèle étrangère, les étrangers ignorant les nuances de la langue française et pouvant être induits en erreur sur l'origine du vin par le mot champagnisé ;

« Qu'en effet, ou bien le consommateur étranger connaît la langue française, et alors il ne pourra se tromper, ou bien il ne la connaît pas ou ne la connaît qu'imparfaitement, et alors il se fera renseigner, s'il a souci de la marque, et s'il ne le fait pas, le mot champagnisé n'aura pas plus de portée, plus de sens pour lui que le mot mousseux, ou mousseux fantaisie ;

« Qu'en admettant que le mot « Champagnisé » peut, en raison de son radical, évoquer dans l'esprit de l'acheteur l'idée de Vin de Champagne, il faut bien reconnaître que les mentions incriminées, et portant l'origine et le lieu de fabrication des vins, sont de nature à dissiper toute équivoque... » (Arrêt de Besançon).

part, nous sommes d'un avis tout à fait opposé, car en pareille matière, il y a lieu d'examiner non pas les différences, mais les ressemblances : or celles-ci sont indéniables et le consommateur ordinaire risquera fort de s'égarer ; quant à l'étranger, d'après la théorie énoncée dans l'arrêt, nous devons lui adjoindre un interprète expert si nous voulons qu'il puisse s'y reconnaître !

Mais l'arrêt dont nous faisons l'étude critique dissipe ces quelques craintes de confusion que la Cour avait cependant éprouvées, en prétendant qu'elles seront sans aucun doute écartées du consommateur par l'indication « Lons-le-Saunier » ou « Jura ». Nous nous permettons de ne pas être aussi optimistes quant à l'efficacité de ce correctif et nous conservons des doutes sérieux sur l'étendue des connaissances géographiques des acheteurs étrangers ou même français ; plus d'un certainement accepterait sans arrière-pensée sur une étiquette l'incorporation de « Lons-le-Saulnier » ou de « Bar-le-Duc » à la Champagne viticole, dont les limites restent très vagues pour beaucoup.

L'expression « Vin champagnisé » par elle-même est du reste susceptible de comporter des significations tellement diverses que son emploi pourra laisser la plupart du temps le consommateur bien perplexe sur la composition du produit qui lui est offert. — Le sens logique et historique d'un tel mot est : vin quelconque qui, par une série d'opérations et de manutentions diverses, a été transformé en vin de Champagne. C'est ainsi que l'on entend aussi employer parfois, également à tort, le mot « Madérisé ». — Un deuxième sens serait : vin quelconque dans lequel rentre une quantité suffisante de vin de Champagne pour donner à l'ensemble du coupage quelque chose des qualités et du goût du vin

de Champagne. — Dans une des éditions de « La Nature » de Salleron, le mot « Champagnisé » se trouve employé plutôt comme synonyme de « vin de Champagne factice, gazéifié artificiellement ». Dans ce cas, l'expression « Vin Champagnisé » aurait un sens péjoratif, de même que l'expression « Vin Madérisé », employée dans le langage courant pour désigner un vin quelconque qui a acquis un goût de cuit, de vieux. Il semble bien que ce soit une application de ce sens du mot « champagnisé » que l'on rencontre dans un prix courant de matériel de cave où le titre « Champagnisation des vins » est suivi de cette explication : « Les vins mousseux gazéifiés sont obtenus très facilement et presque pour rien avec nos installations spéciales... etc. » (1)

Toutes ces acceptions sont, il est vrai, sans valeur au regard de la loi française, mais bien des consommateurs l'ignorent et la généralisation de l'emploi de ce mot « Champagnisé » ébranlerait la confiance que l'on a eu tant de peine à acquérir et à conserver dans le public relativement aux garanties d'origine des vins de Champagne.

Enfin, le seul sens qui soit invoqué par les amateurs de cette expression si discutée, c'est « Vin mousseux » ou « vin auquel on a donné quelques-uns des caractères spéciaux du vin de Champagne », selon une définition du Dictionnaire Larousse, définition que nous ne pouvons accepter, car elle ne tend à rien moins qu'à permettre au vin d'imitation d'usurper le nom du produit véritable à condition de le déformer quelque peu.

Alors qu'en application de la loi française et de l'Arrangement de Madrid, nos tribunaux ont interdit de la

(1) Prospectus des Ateliers Guyot, 4, rue Claude-Decaen, Paris.

façon la plus formelle de dire « Saumur-Champagne », « Saumur-façon Champagne » ou « Saumur type Champagne », c'est contredire cette jurisprudence que d'autoriser « Saumur Champagnisé », « Jura Champagnisé » et créer dans l'esprit de l'acheteur la confusion prévue par l'article 13 du décret du 3 septembre 1907. La grande majorité des consommateurs, en voyant cette dénomination additionnelle et qualificative, pourront très bien croire que ces vins sont le produit d'un mélange des vins de Saumur, du Jura avec des vins de la Champagne. Certains négociants peu scrupuleux chercheront à entretenir et à enraciner cette interprétation. — Partant de là, tous les vins étrangers se croiront autorisés à se dénommer « Asti-Champagne », « Tokay-Champagne » etc., et chercheront par ce moyen à concurrencer les vins de Champagne sur les marchés étrangers. Il sera ensuite très difficile d'assurer le respect de l'Arrangement de Madrid et de sa loyale interprétation.

On entend encore parfois employer le mot « Champagnisé » pour désigner le vin de Champagne mousseux par opposition au vin récolté dans la région de Champagne mais auquel on n'a pas fait prendre mousse. Cette façon de parler est tout à fait critiquable ; même appliqué au vin récolté dans la Champagne viticole, le mot « Champagnisé » est incorrect, puisque ce n'est pas la prise de mousse qui constitue le vin de Champagne dont elle développe seulement les qualités. — La vérité est qu'il faut proscrire de la façon la plus absolue ces expressions qui, non seulement constituent des néologismes douteux, mais qui surtout sont dépourvues de sens (1).

(1) Voir rapport au Congrès de Reims pour l'avancement des Sciences, 1907.

Aussi, malgré l'arrêt de la Cour de Besançon, rendu dans une espèce où le désir de fraude n'était pas démontré, nous préférons nous rallier au vote de principe émis par l'Assemblée générale du 2^e Congrès international de la Croix-Blanche pour la Répression des Fraudes (1), et qui est ainsi conçu : « A seul droit à la dénomination d'un cru, d'un pays ou d'une région, le vin mousseux qui en provient exclusivement. L'emploi des expressions « Champagnisé », « Champagnisation » et autres qualificatifs analogues est interdit ».

Nous nous trouvons cette fois en présence de lignes d'une netteté parfaite dans leur concision. Le Congrès pour la Répression des Fraudes ne s'est pas occupé de rechercher si une confusion était possible, dans quelles conditions et dans quelles limites. — Non, son point de départ est l'application du principe du droit exclusif à l'usage des appellations d'origine, consacré par l'Arrangement de Madrid et par toutes nos lois françaises. Partant de là, le vote du Congrès, dédaignant de répondre aux arguments adverses, pose l'interdiction de l'emploi des mots dérivés dont l'usage s'est révélé si critiquable et si dangereux.

Quoique le fond de la discussion soit toujours le même, le débat avait porté à Lons-le-Saunier et à Besançon uniquement sur le mot « Champagnisé ». Depuis la guerre, l'expression « Méthode Champenoise » cherche à conquérir droit de cité ; elle y est du reste maintenant encouragée par le texte de la circulaire du 22 novembre 1921 pour l'application du décret du 19 août 1921 : celle-ci en effet réserve exclusivement l'indication « préparés suivant la méthode champenoise » aux vins dont la seconde

(1) Congrès tenu à Paris du 17 au 24 oct. 1909.

fermentation alcoolique s'est produite en bouteilles et suivant les manipulations et traitements connus sous le nom de « Méthode champenoise ». Aussi voyons-nous depuis quelques années une pléiade de vins mousseux, souvent ceux qui ne sont pas réputés par l'ancienneté de leur marque et la qualité de leurs vins et qui ont besoin d'attirer le public, s'empresser d'étaler partout sur leurs étiquettes, papiers de commerce, annonces, les inscriptions « Méthode Champenoise » qui sont parfois les mots les plus en vue de l'ensemble de la marque. On pourrait rapprocher cette manière de faire de celle qui consistait à faire entrer le nom de « Liebig » dans l'annonce d'un extrait de viande en indiquant que le produit a été obtenu « d'après ses procédés ». La Cour de Paris (1) a reconnu au propriétaire de la marque Liebig le droit de s'opposer à cet usage de son nom.

Divers exemples permettent de craindre que le libéralisme dont fait preuve en ce moment l'administration française ne cause préjudice à la confiance justifiée que met le public dans le soin apporté à la fabrication des vins de Champagne ; la clientèle pourra en effet être amenée à penser que tous les vins mousseux, Champagnes ou vins inférieurs, sont traités absolument de la même manière.

Dès maintenant la tendance à faire de l'expression « Méthode Champenoise » un véritable synonyme de « vin mousseux » tend à s'accroître. Nous constatons en effet que, consulté sur le caractère licite de l'addition d'infusion de fleurs de sureau à un vin mousseux, dans le but de lui donner artificiellement une saveur analogue à celle du muscat, le directeur du Service de la Répres-

(1) Paris, 12 janv. 1874.-Ann. 74-83.

sion des Fraudes a conclu au caractère licite de l'opération comme « constituant une des variantes de la méthode champenoise, laquelle étant applicable à tous les vins mousseux quelle qu'en soit l'origine, comporte nécessairement des modalités un peu différentes suivant le cas ». (1) Il faut espérer que les consommateurs de vins de Champagne ne laisseront pas germer en eux cette idée complètement erronée que la méthode de préparation des vins de Champagne peut parfois s'accommoder de l'addition d'infusion de sureau !

Mais lorsque nous voyons notre Service des Fraudes admettre le « Cidre-Champagnisé », sous prétexte que ce terme ne peut tromper l'acheteur sur la nature ou l'origine du produit et qu'ainsi il peut être employé pour les cidres dont l'effervescence résulte d'une prolongation de la fermentation alcoolique dans les bouteilles, nous pouvons craindre des confusions préjudiciables à la réputation du vin de Champagne (2). — Peut-être la société tchèque qui proposait dernièrement à des fabricants de vins de Champagne l'achat des fruits desséchés « qui sont utilisés dans la fabrication du vin de Champagne » s'était-elle laissée égarer par des abus du genre de ceux que nous combattons. Il se peut aussi que ce soit par l'adroit dénigrement de nos produits auquel certains pays étrangers, producteurs eux-mêmes de « vins de fruits », ont pu se livrer. Ce n'est du reste pas la première fois que l'on entend émettre l'opinion que les

(1) Lettre à la Fédération du Commerce d'Exportation, du 16 juill. 1919. La portée de cette autorisation a été atténuée dans la suite, car l'aromatisation a été considérée comme faisant perdre au produit la qualité de « vin ». Voir supra, p. 158 note 2.

(2) Moniteur Vinicole du 22 juin 1909. « L'application de la loi sur les fraudes. »

fabricants de vins de Champagne introduisent des fruits dans leurs vins : on a parlé autrefois du « Champagne de groseilles à maquereaux » ; et il y a quelques années un journal anglais (1) vantait les « Champagne Rhubarb fields » « Champs de rhubarbe à Champagne » !

Les consommateurs de nos grands vins ne se laissent heureusement pas duper par des assertions aussi extravagantes. Il n'en est pas moins regrettable que ce soit au nom de la méthode champenoise que soient accordées des autorisations comme celle visant l'emploi de sureau, car c'est déformer la signification d'un procédé illustré par une région, et livrer ce nom aux fabricants de tous les liquides qui moussent.

En France, nous savons bien que les autorités sauront intervenir pour réprimer les abus les plus sérieux, mais à l'étranger, il est loin d'en être de même et ceux qui n'osent pas s'emparer directement de l'appellation tant convoitée de « Champagne », s'empresseront de s'appuyer sur l'usage fréquent fait en France des locutions « Champagnisé », « Méthode Champenoise », tout d'abord pour les employer eux-mêmes en profitant de la confusion qu'elles sont particulièrement susceptibles de créer à l'étranger ; de là à usurper le mot « Champagne » lui-même, la tentation est bien forte, lorsque la législation et la jurisprudence sont indécises et que le bénéfice à retirer de l'usurpation est accru considérablement du fait des droits formidables de toutes sortes qui frappent nos grands vins à l'entrée de la plupart des pays étrangers.

(1) Evening New, fin 1919.

§ III

Emploi du mot « Champagne » sur des Boissons diverses

Enumérer les marques de liquides autres que le vin mousseux comportant le mot « Champagne » ou ses dérivés, dont le dépôt a été effectué en France pour des boissons de toutes sortes, serait se livrer à l'établissement d'un véritable catalogue. Toute une série de « Sirops de Champagne », « Grenadine-champagne », « Kina-Champagne » a été déposée (1) ; on trouve des « Vals Champagne », « Vichy-Champagne » (2), « Bière-Champagne », « Lait-Champagnisé », « Limonade-Champagne », « Madère-Champagne », « Vermouth-Champagne » (3) ; toute une gamme de « Champagnes apéritif, digestif, laxatif, purgatif, réconfortant » (4), des « Cordial Champagne », « Liqueur Champagne » etc. (5). C'est peut-être un bel éloge à faire du Champagne que de lui accorder

(1) Dépôts au Bull. Off. Prop. Ind., une quarantaine de « sirops de Champagne » divers, 1892, n° 436, p. 381 et suiv. ; Grenadine Champagne, 1891, n° 397, p. 625 ; Grog Champagne, 1894, n° 530, p. 186 ; Kina Champagne, 1901, n° 923, p. 803 ; Kola Champagne, 1894, n° 555, p. 734, et 1907, n° 1222, p. 630.

(2) Evian, Vals et Vichy Champagne, 1901, n° 921, p. 757 ; Soda Evian Champagne ou Saint-Galmier, 1902, n° 957, p. 449, et encore 1901, n° 938, p. 1113 ; 1908, n° 1256, p. 204.

(3) Bière Champagne, 1890, n° 331, p. 312 ; Lait Champagnisé, 1904, n° 1079, p. 974 ; Limonade Champagne, 1899, n° 801, p. 366 ; Madère-Champagne, 1900, n° 864, p. 640 ; Vermouth-Champagne, 1900, n° 839, p. 86 et 109.

(4) Champagnes apéritifs, anti-anémiques, anti-diabétiques, digestifs, laxatifs, purgatifs, nutritifs, pepsine, reconstituants, voir notamment 1886, n° 137, p. 172 ; 1897, n° 729, p. 1159 ; 1898, n° 738, p. 163 ; 1903, n° 1008, p. 445.

(5) 27 nov. 1919, p. 1538.

tant d'épithètes variées, mais il préfère modestement se passer de ce genre de réclame. Les « limonades champagnisées », les boissons « champagnettes, champagnites, champenoises, champagnardes » (1), ne se comptent plus ; on trouve jusqu'à des fabricants de parfumeries qui offrent des « huiles et essences Champagne », ce qui semble alors l'indication de la qualité extra fine.

Nous ne nous attarderons pas avec tous ces produits variés dont la grande majorité n'a existé que sur les registres de dépôts de marque et dont les essais n'ont guère été encourageants. Mais il est plus intéressant de parler des cidres mousseux que l'on a tenté de dénommer « Champagne » (2).

Le propriétaire d'un « Champagne Normand » se vît assigner en 1888 et s'empressa de souscrire une renonciation formelle. — En 1900, l'occasion se présenta à nouveau de soumettre un « Cidre-Champagne » (3) à la justice : et, par un jugement fortement motivé (4), le Tribunal jugea nul et non avenu le dépôt de la marque, comme contenant une indication de nature à tromper l'acheteur sur la nature du produit et défendit l'usage du mot « Champagne » seul ou en composition avec d'autres mots (5).

(1) Notamment 1888, n° 224, p. 211, et 1896, n° 625, p. 4.

(2) Champagne de pommes, 1898, n° 738, p. 163 ; Cidres-Champagnes, 1897, n° 684, p. 190 ; 1901, n° 930, p. 955 ; 1904, n° 1059, p. 470, etc. Champagne-Normand, 1886, n° 127, p. 7.

(3) Bull. Off. 15 fév. 1882, ren. 1901, n° 897, p. 216.

Radiation 1902, n° 943, p. 111.

(4) Tribunal civil d'Avranches, 1^{er} août 1901.

(5) « Attendu qu'il s'agit donc de rechercher si la dénomination « Cidre-Champagne » est de nature à induire l'acheteur en erreur sur le produit mis en vente ;

Attendu qu'il ne saurait y avoir de doute sur ce point ; qu'en effet le mot « Champagné » précédé ou suivi d'une autre dénomina-

La question peut donc être considérée comme définitivement résolue ; malgré tout, quelques tentatives se manifestèrent encore depuis la guerre : une Cidrerie du Morbihan se laissait entraîner à vendre à l'étranger des Cidres « Champagne » et « Champagnisé » ; à la suite d'une démarche amiable, elle se rendit compte de son erreur et s'empressa de reprendre des désignations correctes. Un fabricant de poiré cependant semble vouloir se raccrocher encore au mot Champagne. Sa marque est ainsi libellée : « Normandy-Champagne — Poiré champagnisé » (1) Son étiquette nous paraît du reste devoir être vouée à l'insuccès, car s'il tentait de l'apposer sur ses produits, ce qu'il n'a pas encore fait, nul doute qu'une action judiciaire aboutisse à le lui faire interdire. — Un habitant de la Gironde, ignorant vraisemblablement le respect dû aux appellations d'origine, a cru intéressant de fabriquer un « champagne du pauvre » (selon sa

tion, éveille immédiatement l'idée d'une boisson fabriquée en Champagne ou avec des produits provenant de l'ancienne province de Champagne, et ayant toutes les apparences et les qualités du vin de champagne ;

« Attendu qu'en l'espèce il s'agit d'une boisson qui n'a aucun rapport avec le champagne, si ce n'est qu'en débouchant les bouteilles, elle détonne, pétille et mousse ;

« Attendu sans doute que dans le pays cidricole la dénomination Cidre-Champagne » ne pourrait guère tromper l'acheteur qui saura n'acheter que du cidre mousseux, mais qu'il n'en est pas de même dans les contrées où le cidre n'est connu que du nom, que l'acheteur, abusé par le mot « Champagne » universellement connu, pourra croire en effet qu'il s'agit d'une boisson ayant un certain rapport avec le vin de champagne, émanant en tout cas, des produits de la Champagne ;

« Attendu, dans ces conditions, que c'est sans droit que d'A... use pour ses produits de la dénomination « Cidre-Champagne » et qu'il y a donc lieu d'ordonner l'annulation du dépôt de marque, effectué le 15 février 1882, renouvelé le 14 mars 1901. »

(1) Bull. Off. du 10 nov. 1921, n° 1971, p. 1621, n° 18443.

propre expression) et de l'offrir à ses clients sous l'étiquette « Petit Champagne Martin — Boisson rafraîchissante ». Nous ne savons si le « pauvre » tient en grande estime le Champagne après avoir dégusté cette boisson !

Ce sont, semble-t-il, abus de peu d'importance et les Parquets hésitent souvent à les poursuivre : « *de minimis non curat praetor* ». Cependant les Syndicats champenois ne peuvent connaître toutes les usurpations et pour toutes engager les frais de coûteuses actions en justice. Il n'en faudrait pas conclure que le droit à l'appellation « Champagne » n'ait pas besoin d'être protégé en France très énergiquement contre tous les abus. Dans certains cas, le préjudice n'est pas très apparent ; il n'en existe pas moins réellement et se traduit principalement par ses répercussions dans les pays étrangers : nous prétendons leur imposer le respect absolu de nos appellations ; et au milieu d'une discussion ou d'un procès, la partie adverse vient nous démontrer que les Français eux-mêmes n'observent pas strictement la réglementation qu'ils ont édictée. Respectons donc nous-mêmes très scrupuleusement les appellations d'origine que nous voulons protéger, si nous voulons obtenir que les pays étrangers prêtent une oreille favorable à nos justes revendications.

DEUXIÈME PARTIE

L'APPELLATION « CHAMPAGNE »

A. L'ÉTRANGER

CHAPITRE PREMIER

De la Protection en général à l'Etranger

A l'étranger, on éprouve encore beaucoup plus de difficultés qu'en France à faire respecter l'appellation Champagne. Le langage courant s'en est souvent emparé et les textes qui permettraient de réagir sont rares et interprétés souvent dans un sens favorable au commerce indigène d'imitation. Aussi les abus ont-ils été si fréquents dans la seconde partie du XX^e siècle qu'ils ont servi de base à l'argumentation des imitateurs français désireux de démontrer que le mot Champagne était la désignation unique et nécessaire de tous les vins mousseux. Ils se sont empressés de collectionner de tous côtés des exemples de toutes sortes, pour établir qu'il se fabriquait dans tous ces pays du vin mousseux et que c'était toujours sous le nom de « Champagne » qu'on le présentait au public. Le Bottin, les revues, catalogues, prix courants, étaient mis à contribution et en effet on y pouvait voir des Champagnes de Suisse, de Hongrie, de Californie, d'Australie, de Crimée, du Caucase. On lisait

sur un prospectus allemand : « La plus vieille fabrique de Champagne du Rhin. Maison fondée en 1837 ». L'abus semble donc remonter loin.

Malgré cette accumulation de documents, les tribunaux français, nous l'avons vu, ne se sont jamais laissés fléchir, et avec l'étranger les accords internationaux ou conventions particulières entre Etats se sont efforcés d'assurer le respect des appellations d'origine. Si les emplois du mot « Champagne » subsistent encore nombreux dans la pratique, ce n'est jamais qu'à titre d'abus et non pas comme la conséquence formelle des textes.

Devant les difficultés rencontrées par les Champenois dans la poursuite des usurpations à l'Etranger, beaucoup de pays gardent une attitude neutre, avec tendance à la bienveillance vis-à-vis de leurs producteurs indigènes ; d'autres au contraire, dont les produits ont besoin d'être garantis, s'efforcent d'obtenir la réciprocité en protégeant les produits étrangers, soit par leur législation interne, soit par des conventions internationales. — Après un essai en 1880, le premier pas dans cette voie fut fait par la *Convention de Paris du 20 mars 1883*, établissant une union internationale pour la protection de la propriété industrielle. Cette Convention permet et même, depuis la révision de Washington de 1911, impose la saisie à l'importation des produits portant une fausse indication de provenance jointe à un nom commercial fictif ou emprunté dans une intention frauduleuse (art. 10) (1). Malheureusement, l'exigence de ces deux

(1) ART. 9. — Tout produit portant illicitement une marque de fabrique ou de commerce, ou un nom commercial, pourra être saisi à l'importation dans ceux des Etats de l'Union dans lesquels cette marque ou ce nom commercial ont droit à la protection légale.

La saisie aura lieu à la requête, soit du ministère public, soit

conditions restreint considérablement la protection accordée aux appellations d'origine, puisque l'apposition des mots « Paris » ou « Champagne » seuls ne tombe pas sous l'application de la Convention. L'indication à côté de ce mot du nom d'un fabricant du pays d'importation, d'accord avec lui, n'est pas non plus répréhensible.

Aussi apparaît-il que la Convention protège plutôt contre la réelle contrefaçon des marques particulières, du nom commercial, que contre l'usurpation de l'appellation d'origine. — Les délégués français avaient cependant proposé un texte n'exigeant que l'une des conditions

de la partie intéressée, conformément à la législation intérieure de chaque Etat.

Dans les Etats dont la législation n'admet pas la saisie à l'importation, cette saisie pourra être remplacée par la prohibition d'importation.

Les autorités ne seront pas tenues d'effectuer la saisie en cas de transit.

ART. 10. — Les dispositions de l'article précédent seront applicables à tout produit portant faussement, comme indication de provenance, le nom d'une localité déterminée, lorsque cette indication sera jointe à un nom commercial fictif ou emprunté dans une intention frauduleuse.

Est réputé partie intéressée tout producteur, fabricant ou commerçant, engagé dans la production, la fabrication ou le commerce de ce produit, et établi soit dans la localité, faussement indiquée comme lieu de provenance, soit dans la région où cette localité est située.

ART. 10 *bis*. — Les ressortissants de la Convention (art. 2 et 3) jouiront, dans tous les Etats de l'Union, de la protection accordée aux nationaux contre la concurrence déloyale.

Adhérents actuels : Allemagne et Colonies, Autriche, Belgique, Brésil, Bulgarie, Cuba, Danemark et les Iles Féroë, Dantzig, République Dominicaine, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Finlande, France, Algérie et Colonies, Grande-Bretagne, Australie, Ceylan, Nouvelle-Zélande, Trinidad et Tobago, Hongrie, Italie, Japon, Luxembourg, Maroc (à l'exception de la zone espagnole), Mexique, Norvège, Pays-Bas, Indes Néerlandaises, Surinam et Curaçao, Pologne, Portugal, avec les Açores et Madère, Roumanie, Serbie-Croatie-Slovénie, Suède, Suisse, Tchéco-Slovaquie, Tunisie.

et étendant l'interdiction au transit et à l'entrepôt. Mais la distinction entre les désignations devenues génériques et celles ayant réellement conservé leur caractère d'appellation d'origine était alors confuse dans l'esprit de beaucoup, et la crainte d'entraver l'importation de produits tels que les velours d'Utrecht, l'eau de Cologne, etc... fit reculer la plupart des délégués devant le texte français qui fut abandonné.

La Convention et ses négociateurs furent en France l'objet des critiques les plus âpres : en effet, dans notre pays, elle était en retard sur les lois antérieures et, à l'étranger, elle n'accordait qu'une protection illusoire aux appellations d'origine, car les usurpateurs pouvaient facilement passer au travers des mailles du filet. — M. Michel Pelletier a conservé meilleure opinion des délégués de toutes les nations et croit que leur pensée n'a pas été exactement traduite par le texte. — Toujours est-il que la révision de la Convention était demandée de tous côtés. Elle était du reste prévue d'une façon périodique par l'article 14 et les délégués français ne manquèrent pas de demander qu'il fût fait application de cette disposition, de façon à obtenir les modifications qui semblaient nécessaires par l'adjonction d'articles additionnels. Les pouvoirs publics français firent procéder auparavant à une enquête par les Chambres de Commerce, dès le début de 1886. Les discussions furent en général très longues et très touffues, et les réponses qui parvinrent au Ministre très différentes. Certaines Chambres demandaient la dénonciation de la Convention parce que, la protection accordée étant insuffisante, il semblait préférable de n'être pas lié vis-à-vis de l'étranger ; d'autres formulaient le même vœu, parce qu'elles ne voyaient à la Convention que des effets funestes. Mais beaucoup, adoptant

une ligne de conduite plus prudente, étaient d'avis de rechercher l'amélioration de la Convention, sans la jeter tout d'abord par terre.

C'est en effet pour éviter un échec complet que les représentants de notre pays au sein de la Conférence avaient été amenés à transiger sur certains points ; ils s'étaient efforcés de paner aux fraudes les plus grossières et de commencer à assurer la protection des marchandises loyales et de provenance authentique contre les produits qui s'abritent sous des dénominations mensongères. — Il y a donc eu un progrès évident réalisé dans ce sens ; aussi malgré les critiques sérieuses qui subsistaient contre le texte de 1883, l'abrogation pure et simple ne semblait pas désirable.

La Conférence de révision prévue se réunit à Rome en 1886. La question de l'article 10 relatif aux fausses indications de provenance était une des plus graves, puisque, comme nous l'avons vu, la double condition qu'il exige en rendait dans la plupart des cas l'application impossible. Aussi les délégués anglais proposèrent-ils un nouveau texte qui permettait la saisie de tout produit portant une indication mensongère, et cela non seulement à l'importation, mais encore à l'intérieur du pays où elle a été apposée, ou bien dans lequel le produit a été introduit. Toutefois les tribunaux de chaque pays auraient à spécifier les appellations qui, à raison de leur caractère générique, devaient échapper à ces dispositions. — L'adoption de ce texte marquait un progrès très sensible et procurait une garantie efficace ; malheureusement, un amendement belge détruisait la plus grande partie de ses effets : « Il n'y a pas d'intention frauduleuse lorsque c'est du consentement de l'intéressé qu'il est fait usage du

nom figurant sur les produits importés. » Cette addition fut acceptée à une très faible majorité (1), il est vrai, et malgré l'opposition justifiée de la France : elle constituait en effet un recul sensible, puisqu'elle consacrait l'apposition d'une fausse indication par collusion entre le fabricant et l'importateur. La seule protection efficace qui subsistait ainsi était celle du nom commercial, mais la plupart des autres fraudes restaient possibles. Aussi le Parlement français, suivant en cela l'opinion publique, se refusa-t-il à ratifier la Convention de Rome, mais l'adhésion au texte de 1883 fut maintenue quand même.

L'agitation continuait cependant toujours très vive en France : en août 1887, MM. Donzel, Ricbourg et Dupont, au nom d'une « Ligue pour la défense des marques françaises » adressaient une pétition aux Ministres du Commerce et des Affaires étrangères pour leur signaler les effets néfastes de la Convention de 1883, et demandaient aux Conseils généraux d'émettre des vœux tendant non seulement à la non ratification du texte de Rome, mais encore à l'abrogation de la Convention de 1883. Ils exposaient que la France avait conclu avec beaucoup de pays étrangers des accords particuliers satisfaisants, dont l'effet se trouvait annihilé par les dispositions incomplètes de la Convention d'Union. — Cette opinion est assez discutable et il est permis de douter que l'abrogation de la Convention ait fait revivre ipso facto les anciens traités ; de plus il est fort possible que leur interprétation n'eût pas été plus avantageuse pour nous que le texte de 1883 ; il eût été en outre d'un fâcheux exemple de voir la France, instigatrice de la Convention de Paris, revenir sur sa signature et dénoncer le traité.

(1) 5 voix contre 4 et 3 abstentions.

Aussi n'est-ce pas dans cette voie qu'elle s'engagea, mais dans celle de la constitution d'une Union restreinte, méthode préconisée par le Bureau international de Berne et l'Administration espagnole.

La Conférence de Madrid réunie du 2 au 14 avril 1891, permit d'obtenir des résultats de la plus grande importance, notamment en ce qui concerne les produits vinicoles, spécialement visés. Quant aux autres produits, les tribunaux de chaque pays ont compétence pour décider quels sont ceux qui en vertu de leur caractère générique, échappent à l'application de l'Arrangement. Ce sont justement ces désignations considérées comme génériques telles que « eau de Cologne », « savon de Marseille » qui ont hanté certains délégués ; ceux-ci n'ont pas su ou n'ont pas voulu voir où elles devaient s'arrêter, et, de peur de leur porter atteinte, ils n'ont pas accepté l'exception formelle en faveur des produits vinicoles ; ils se sont aussi laissé guider par le souci de sauvegarder les commerces de vins d'imitation. — L'Arrangement organise la saisie obligatoire à l'importation ou la prohibition d'importation pour tous les produits portant une fausse indication de provenance, se rapportant directement ou indirectement à l'un des pays contractants. En outre, il permet la saisie à l'intérieur ou les actions et moyens prévus par les lois intérieures (1).

(1) Arrangement de Madrid du 14 avril 1891, sur les fausses indications de provenance.

ARTICLE PREMIER. — Tout produit portant une fausse indication de provenance dans laquelle un des Etats contractants ou un lieu situé dans l'un d'entre eux serait, directement ou indirectement, indiqué comme pays ou comme lieu d'origine, sera saisi à l'importation dans chacun desdits Etats. La saisie pourra aussi s'effectuer dans l'Etat où la fausse indication de provenance aura

Cet arrangement qui marquait un progrès si sensible n'obtient, il est vrai, l'adhésion que de huit pays : la France, le Brésil, l'Espagne, la Grande-Bretagne, le Guatemala (qui l'a dénoncé depuis), le Portugal, la Suisse et la Tunisie ; mais le premier pas était fait. Suivant les paroles du rapporteur de la loi, M. Ernest Vallé,

« Ce premier protocole est un acte de haute probité commerciale. Il n'a pas réuni l'adhésion de tous les Etats de l'Union, c'est vrai, mais la civilisation n'est pas la même partout et l'exemple donné par les huit puissances contractantes fera tomber un jour ou l'autre la résistance des récalcitrants. La contagion du bien a déjà fait d'autres prodiges ». Il concluait en ces termes : « Le commerce des vins, et surtout de nos grands vins qui n'ont pas de rivaux dans le monde entier, applaudit à cet arrangement. On ne pourra plus désormais mettre sur des vins de Californie les mots de « Bordeaux » ou de « Bourgogne ».

été apposée, ou dans celui où aura été introduit le produit muni de cette fausse indication. Si la législation d'un Etat n'admet pas la saisie à l'intérieur, cette saisie sera remplacée par les actions et moyens que la loi de cet Etat assure en pareil cas aux nationaux,

ART. 2. — La saisie aura lieu à la requête, soit du Ministère public, soit d'une partie intéressée, individu ou société, conformément à la législation intérieure de chaque Etat. Les autorités ne seront pas tenues d'effectuer la saisie en cas de transit.

ART. 3. — Les présentes dispositions ne font pas obstacle à ce que le vendeur indique son nom et son adresse sur les produits provenant d'un pays différent de celui de la vente, mais, dans ce cas, l'adresse ou le nom doit être accompagné de l'indication précise et en caractères apparents du pays ou du lieu de fabrication ou de production.

ART. 4. — Les tribunaux de chaque pays auront à décider quelles sont les appellations qui, à raison de leur caractère générique, échappent aux dispositions du présent arrangement, les appellations régionales de provenance des produits vinicoles n'étant cependant pas comprises dans la réserve statuée par cet article.

ART. 5. (Mode d'adhésion). — ART. 6. (Ratifications).

: *Adhérents actuels* : Brésil, Cuba, Dantzig, Espagne, France, Algérie et Colonies, Grande-Bretagne, Nouvelle-Zélande, Maroc (à l'exception de la zone espagnole), Portugal, avec les Açores et Madère, Suisse, Tchéco-Slovaquie, Tunisie.

Et le « Champagne » ! ce vin français par excellence, léger, pétillant, enjoué, qui laisse partout où il passe un peu de notre gaieté, de notre franchise et de notre esprit, il va pouvoir enfin, et sans difficultés, se faire respecter au dehors, chez les peuples amis, lui qui lutte si courageusement en France pour maintenir sa vieille réputation. » (1)

Toutefois ce résultat n'avait pas été obtenu sans peine. Le premier alinéa de l'article 4 attribuant compétence aux tribunaux de chaque pays pour déterminer les appellations génériques était accepté assez facilement, mais il était d'une application dangereuse dans les pays non producteurs de vins qui pouvaient être tentés de considérer les noms de ces produits comme des désignations génériques. Le chef de la délégation portugaise, M. de Oliveira Martins proposa une addition ayant pour but d'empêcher les appellations régionales de provenance des produits agricoles d'être considérées comme appellations génériques. Il motivait ainsi sa proposition :

« Les dénominations agricoles dont la contrefaçon est générale correspondent toujours à des conditions particulières de climat et du terroir qui ne sauraient être changées ni transportées. Il y a donc une différence essentielle entre les produits agricoles et les produits industriels, différence dont il est tenu compte dans l'adjonction proposée à l'article 3. »

La Grande-Bretagne se déclarait d'accord sur le principe qui était en conformité avec sa législation, mais craignait que l'adjonction proposée ne liât les mains de la justice ; la Suède et la Norvège y voyaient des difficultés, notamment pour les fromages fabriqués dans ces pays, auxquels étaient appliquées de véritables désignations génériques comportant des noms géographiques anglais

(1) Ch. des Députés : rapport VALLÉ, 1892, n° 2012. — Ann. au procès-verbal de la séance du 26 mars 1892, pages 61 et 63.

et autres. Aussi la délégation française, dans le but de parer aux objections et d'éviter que l'expression « agricole » parût vague et créât des difficultés, proposa de restreindre l'exception aux vins.

« La restriction qu'on propose d'apporter au droit d'appréciation des tribunaux se justifierait mieux en faveur des produits qui, originairement agricoles, sont fréquemment frelatés, après avoir été rendus utilisables par des manipulations industrielles. La proposition de M. le délégué du Portugal gagnerait à être restreinte aux produits vinicoles auxquels la fraude s'attaque souvent. » (1)

La Grande-Bretagne et l'Espagne restèrent hostiles à cette adjonction qu'elles considéraient comme une gêne pour leur commerce national, mais elles se décidèrent finalement à signer l'ensemble de l'Arrangement. Nous verrons plus tard que l'hostilité de ces deux pays contre la disposition additionnelle protectrice des vins se manifesta dans la suite par l'interprétation très restrictive qu'ils lui donnèrent. Quant à la Belgique, à l'Italie et aux Etats-Unis, ils se refusèrent à accepter l'arrangement sous le prétexte surtout que son but n'était plus de protéger le consommateur contre les fraudes et qu'il risquait de porter préjudice au commerce. Cette objection était évidemment de pure forme, car le but de la Convention était très certainement d'encourager la loyauté des transactions et de protéger aussi bien le producteur que l'intermédiaire ou le consommateur contre les trafiquants qui édifiaient leur commerce sur l'usurpation de la renommée d'autrui. — Les Empires de l'Europe Centrale dans lesquels les mots « Champagne » et « Cognac » étaient alors considérés comme désignant un procédé de

(1) Observations de M. MICHEL PELLETIER, délégué français.

fabrication applicable aux produits de toute provenance, n'acceptèrent pas non plus le texte de l'Arrangement.

Le groupe important de onze Etats qui avait pu se mettre d'accord en 1883 sur le texte de la Convention de Paris et s'était augmenté ensuite rapidement, après s'être déjà désuni à Rome, s'était complètement émietté à Madrid et — d'après ce que la suite des événements nous a appris — on peut se demander si le Portugal et la France n'ont pas été les deux seuls pays à vouloir sincèrement l'Arrangement de Madrid sur les fausses indications de provenance.

Conférence de Bruxelles (1897). — Toujours est-il que les ratifications en étaient à peine échangées que certains pays songeaient à la révision. Sur leurs instances, la Conférence fut convoquée à Bruxelles en 1897. La Hongrie proposa d'abord la suppression de l'exception prévue en faveur des produits vinicoles.

« Le délégué de la Hongrie reconnaît que la question est grave, car même la Hongrie ne pourrait concéder que les dénominations de ses régions vinicoles réputées, telles que celles de « Tokay », de « Villany », etc., pussent être considérées comme des dénominations génériques, attendu que les produits de ces régions vinicoles sont à envisager comme des produits naturels qui se ressentent de l'influence du climat et du sol. Mais il estime que le mot « Champagne » a déjà pris un caractère générique. Il s'agit d'éclaircir la question de savoir si l'on peut mettre en vente, sous la désignation de « Champagne », un vin fabriqué hors de France, d'après la méthode usitée dans la Champagne, et sur lequel le véritable lieu de provenance est indiqué. Les mêmes difficultés se présentent au sujet des produits portant la dénomination de « Cognac », parce que la langue hongroise n'a pas d'autre terme pour désigner ces produits. » (1)

(1) Procès-verbaux de la Conférence de Bruxelles, p. 166 et 263 et suiv.

L'Autriche et la Grande-Bretagne appuyèrent l'assaut tenté par la Hongrie. La délégation britannique se souvenait qu'elle s'était prononcée en 1891 contre l'adjonction proposée à l'article 4 dans le but de laisser aux tribunaux une entière liberté d'appréciation. Malgré tout, la proposition du délégué hongrois n'eut pas de succès ; aussi, le marquis de Bertemati, chef de la délégation espagnole, tout en reconnaissant le caractère non générique des expressions « Vin de Champagne, Vin de Bordeaux, Eau-de-vie de Cognac », chercha par voie de disposition interprétative de l'article 4 à ne pas faire interdire l'emploi d'expressions telles que « Champagne suisse, Bourgogne d'Australie, Cognac brésilien ». Le délégué espagnol ajoutait qu'il s'était assuré l'accord de tous les pays sur cette interprétation, sauf celui de la France et du Portugal. Mais il croyait pouvoir assurer que l'opinion française était favorable à cette manière de voir qui avait même, disait-il, été consacrée par l'Administration française, et il ajoutait que le Portugal ne se faisait pas faute d'imiter les produits français. Mais devant les réponses bien nettes des délégués français et portugais, les délégués espagnols renoncèrent à leur proposition et évitèrent de la soumettre au vote.

« La délégation espagnole, déclarèrent-ils, sait pertinemment que, dans la grande majorité des pays adhérents à l'Arrangement de Madrid, la production, l'importation et la vente des produits vinicoles, tels que « Bourgogne de Californie » ou « Sauterne d'Australie », sont permises comme ne contrevenant pas aux stipulations dudit Arrangement. L'attitude prise par les délégations française et portugaise rend impossible un vote unanime sur ce point. Il est donc inutile de procéder maintenant à une votation qui ne produirait aucun effet. Nous retirons provisoirement notre proposition, tout en prenant acte du désaccord avec les vues soutenues par ces délégations, et en déclarant qu'en temps utile, le Gouvernement de S. M. Catho-

lique cherchera les moyens d'arriver à une interprétation uniforme de l'Arrangement, ou adoptera telles autres dispositions qui pourront le mieux convenir à la sauvegarde des intérêts qui lui sont confiés. »

Le Congrès de Bruxelles se terminait donc sans laisser d'autre résultat tangible que peut-être une déclaration du Portugal intéressante pour nos Cognacs. Jusque là, en effet, le Gouvernement portugais avait considéré l'expression « produits vinicoles » comme synonyme de « vins » et non de « vins et leurs dérivés » : d'après lui, en raison du travail industriel que subit le Cognac, ce n'était pas un « produit vinicole », mais un « dérivé de produit vinicole ». Mais sur les instances de la France, le Portugal se déclarait prêt à admettre la protection du mot « Cognac ».

Il est facile en deux mots de montrer l'erreur de raisonnement du gouvernement portugais : il refusait la qualité de produit vinicole au « Cognac », « attendu qu'il est le résultat d'une opération industrielle ». Or, nous avons démontré et il est admis généralement aujourd'hui, que ce caractère d'opération industrielle est également susceptible de s'appliquer aux vins. De la sorte, en poussant à fond l'idée portugaise, on serait arrivé à réduire à néant la classe « produits vinicoles », objet de la réserve de l'article 4. Mais cette interprétation temporaire du Portugal ne subsiste plus, maintenant, qu'à l'état de souvenir et il ne saurait être question de faire grief au pays qui a peut-être l'attitude la plus correcte en cette matière, d'une erreur qu'il a pu commettre autrefois et qu'il a eu le mérite de reconnaître.

Cette Conférence de Bruxelles de 1897 fut reprise en 1900 et elle aboutit à quelques légères modifications de la Convention de 1883 : la saisie put être remplacée par la

prohibition d'importation pour les pays qui n'admettent pas la saisie, et cette obligation ne subsiste plus au cas de transit. Quant à l'article 10, sa portée en fut étendue par l'admission du producteur au nombre des parties intéressées. De plus, la résidence de l'intéressé peut être dans la région de provenance et non pas seulement dans la localité faussement indiquée. Sur la proposition de la délégation française, la disposition additionnelle suivante fut en outre votée à l'unanimité et forme l'article 10 bis : « Les ressortissants de la Convention jouiront, dans tous les Etats de l'Union, de la protection accordée aux nationaux contre la concurrence déloyale ». — L'Arrangement de Madrid resta sans changement.

Interprétation de l'Arrangement de Madrid —

D'après le cours des discussions au sein même de la Conférence à Madrid et à Bruxelles, il était facile de prévoir que l'application de l'Arrangement de Madrid mettrait à jour des divergences très sensibles entre les divers pays. La question la plus grave était celle qui fut développée par l'Espagne lorsqu'elle prétendait que la vente de produits sous le nom de « Champagne, Bourgogne, Sauterne » suivis du nom du pays d'origine n'était pas en contradiction avec le texte de l'Arrangement. Les défenseurs de cette thèse prétendent qu'aucune confusion n'est possible, que l'indication « Madère espagnol », « Champagne suisse », « Porto français » n'est pas de nature à égarer le consommateur sur la provenance véritable du produit, et ils prétendent agir en conformité avec l'Arrangement de Madrid. L'Arrangement de Madrid ne vise en effet que la fausse indication de provenance, directe ou indirecte. Or, dans le cas visé, la provenance est l'Espagne, la Suisse ou la France et elle est réellement indiquée.

Pour que les expressions envisagées fussent contraires à l'Arrangement de Madrid, il faudrait que le texte ait prévu comme répréhensible la mention sur l'étiquette ou la marque, à un titre quelconque, d'un nom géographique ne correspondant pas avec l'indication portée sur l'étiquette comme étant l'origine du produit. Or, ni l'Arrangement de Madrid, ni aucun autre texte, ni la Convention de Paris de 1883 n'ont prévu pareille disposition.

On essaye d'étayer cette argumentation sur des décisions jurisprudentielles. Dans le célèbre procès Blandy frères (1), l'arrêt de la Cour de Rouen du 26 juin 1900 constate que « l'Arrangement de Madrid a entendu proscrire toutes les appellations régionales de nature à égarer le consommateur sur la provenance véritable ». On en déduit que, lorsqu'il n'y a pas de confusion possible sur la provenance véritable, l'Arrangement de Madrid ne peut être invoqué pour engager les poursuites ; il est permis de supposer que la Cour de Rouen n'aurait pas jugé de la même façon si elle s'était trouvée en présence d'un vin étiqueté « Madère espagnol ».

La supposition de ceux que nous pourrions appeler des libéraux en matière d'appellations d'origine, revêt un caractère entièrement gratuit. En effet, si le fond du procès porta principalement sur la dénomination « Madère » elle-même, il y a lieu toutefois de remarquer que, dans les espèces dont furent saisis le Tribunal du Havre et la Cour de Rouen, il y avait sur les vins d'Espagne incriminés, non seulement le nom de Madère, mais aussi, sur

(1) GEORGES MAILLARD : Usage illicite du nom de Madère. — Appel devant la Cour de Rouen, p. 35 et suiv.

certain, « Kérès-Madeira » et « Madère d'Espagne ». Or, si le tribunal avait admis qu'il n'y avait lieu d'interdire que la dénomination « Madère » seule, mais que « Kérès Madeira » et « Madère d'Espagne » étaient licites, il y a lieu de penser qu'il l'eût mentionné dans ses considérants, étant donné surtout l'importance de cette affaire et la répercussion qu'elle était destinée à avoir sur la jurisprudence française et les pratiques du commerce.

En outre, on cherche à tirer argument d'un arrêt de la Cour de Cassation du 6 mai 1908 : W... et Fils présentaient au public de la bière étiquetée de la façon suivante : « Bière brune Munich — W... et ses fils — Lyon. » La Cour de Lyon condamna le brasseur lyonnais pour l'emploi de l'expression « Bière brune Munich », mais l'autorisa expressément à dire « Bière genre Munich » (1), locution conçue dans le même esprit que celles de Madère espagnol ou Champagne Suisse.

Nous ne chercherons pas à défendre la concession très critiquable qui a été faite par la Cour de Lyon, mais il n'est pas possible qu'elle serve de point d'appui aux usurpations d'appellations d'origine. Nous pourrions détourner la discussion en répondant tout d'abord que l'adjonction à l'art 4 de l'Arrangement de Madrid vise uniquement les vins et laisse toute liberté aux tribunaux pour l'appréciation du caractère des autres désignations ; en outre, l'Allemagne n'ayant pas adhéré à l'Arrangement de Madrid, les tribunaux français n'étaient pas tenus de protéger les appellations d'origine des produits allemands ; il en serait de même pour les usurpations de la désignation « Vermouth de Turin ». Mais ce système de défense n'est pas le meilleur, attendu que la question

(1) Ann. 07, p. 98, et Propr. Ind. 1906, p. 147, et supra, p. 182.

n'est que reculée et aujourd'hui que l'Allemagne, de par le Traité de Paix, s'est trouvée obligée de conformer sa législation sur les appellations d'origine à la nôtre, la question peut être posée à nouveau et les tribunaux français ne paraissent pas vouloir la traiter avec le même laisser-aller, d'autant plus que, depuis 1904, notre législation s'est précisée et les principes en ont été fixés de façon beaucoup plus nette par la loi du 6 mai 1919.

On tire argument également de la décision de la Cour de Besançon, du 9 mars 1910, relative au mot « Champagnisé » que nous avons rapportée plus haut (1) et on prétend que si la Cour de Besançon a admis les étiquettes « Vin champagnisé du Jura, ou de Lons-le-Saunier », c'est parce que des indications précises étaient données sur la provenance réelle du produit incriminé.

Cette interprétation n'est pas conforme à ce que nous avons expliqué de l'arrêt et elle ne nous semble appuyer en aucune façon la thèse soutenue. En effet, la Cour de Besançon a fait une différenciation entre l'appellation d'origine elle-même « Champagne » et les mots dérivés ; elle a admis les mots dérivés, à condition toutefois qu'une confusion sur l'origine ne soit pas possible. Mais si on comprenait sa décision dans le sens qu'elle admet tout usage d'une appellation d'origine étrangère à condition que le lieu de fabrication exact soit indiqué, on arriverait à admettre les mots : « Champagne de Saumur » qui ont été nettement condamnés. Nous ne voyons pas du reste pourquoi « Champagne de Saumur » ne serait pas permis tandis que « Madère de Cette » ou « Champagne de Californie » le serait ; la situation est bien la même au fond, la seule différence résulte du plus ou moins de ris-

(1) Voir supra, p. 185.

ques de confusion. Or, il s'agit d'une question de principe et non pas d'une comparaison entre les chances de confusion de part et d'autre.

On en arrive du reste, avec la théorie que nous avons rapportée, à faire du nom de l'appellation d'origine « Madère », « Champagne » ou « Porto », non pas une appellation générique, mais un simple qualificatif d'une autre désignation qui, elle, serait l'appellation véritable dont le sens serait précisé par l'indication d'une ressemblance ; on prétend qu'une ressemblance ne peut être considérée comme un terme générique, et qu'ainsi l'Arrangement de Madrid ne s'applique pas dans ce cas. Mais invoquer cette idée de ressemblance, c'est à notre avis retomber dans l'abus qui consiste à employer les mots « façon de », « genre de », « système de », « imité de », suivi du nom du produit imité ; or ce procédé a été condamné dans la plupart des pays, notamment en France, dès la Révolution, par la loi de Germinal An XI, et cette disposition a été confirmée et étendue par les textes et la jurisprudence postérieure.

Il apparaît donc que la prétention manifestée par les fabricants de produits d'imitation de les appeler du nom du produit imité, suivi d'un correctif précis, ne peut être juridiquement admise, en France moins que partout ailleurs ; c'est en effet particulièrement grâce aux efforts de notre pays joints à ceux du Portugal que fut insérée dans l'Arrangement de Madrid, sur la répression des fausses indications de provenance, l'addition à l'article 4 en vertu de laquelle les appellations régionales de provenance des produits vinicoles ne peuvent jamais être considérées comme étant devenues génériques. Et depuis cette époque, tant dans les Conférences pour la révision des conventions internationales, que dans les Congrès

de l'Association internationale pour la Protection de la Propriété industrielle, les représentants de la France ont toujours insisté de la façon la plus pressante sur la nécessité de protéger d'une façon très sérieuse les produits vinicoles contre les abus en respectant leurs appellations régionales. — Lors de la discussion des Traités de Paix, c'est la France qui fit insérer les articles obligeant les pays ex-ennemis à se conformer, dans leurs rapports avec les pays alliés, à la législation de ceux-ci sur les appellations d'origine, et vis-à-vis des pays alliés ou neutres, la France s'efforce maintenant plus que jamais de poursuivre le même but.

Cependant, les étrangers qui cherchent à s'emparer de l'appellation « Champagne » ou des appellations d'autres vins français ou étrangers, dont le sort est plus ou moins lié à celui du mot Champagne, se sont empressés de rechercher des arguments de fait dans notre pays, afin de nous les opposer. Ils se sont livrés à des dénominations de tous les fabricants français de produits d'imitation qui, fort souvent, ont jugé beaucoup plus simple et plus profitable à leurs intérêts de donner à leurs vins le nom du vin imité et qui ont cru tout naturel, lorsqu'ils les ont présentés dans les expositions, de continuer à les désigner sous le même nom. On ajoute que l'Administration française admet complètement le point de vue des fabricants français de vins d'imitation puisque le Service des Contributions indirectes a des comptes spéciaux pour les vins d'imitation et que souvent on les voit figurer sous le nom du produit étranger imité.

Ces arguments sont-ils convaincants ? Nous croyons pouvoir répondre négativement. S'il suffisait en effet qu'un abus se soit perpétré pendant un certain temps

dans un pays pour que cet abus obtienne d'être transformé en droit, ce serait vraiment encourager d'une façon injustifiée la mise au pillage de tout le domaine de la propriété commerciale et industrielle. Que l'Administration française se soit occupée des vins d'imitation, notamment au point de vue fiscal, c'est une nécessité et un état de fait ; il est même possible qu'elle se soit laissée aller à donner des désignations inexactes ou incorrectes à ces produits, mais les interprétations administratives sont loin d'avoir force de loi ou de jurisprudence. Celui qui voudrait prouver que les appellations d'origine vinicoles sont considérées en France comme génériques, devrait apporter des décisions jurisprudentielles à l'appui de sa prétention. Or, nous avons vu que c'est tout le contraire et que la jurisprudence française s'est montrée très ferme pour imposer le respect des appellations d'origine (1). On ne peut donc faire état de quelques erreurs possibles de l'Administration qui n'est pas infaillible et qui, en outre, il faut reconnaître, se trouve parfois en présence de situations si délicates qu'il lui est difficile d'agir de façon à éviter toute critique dans un sens ou dans un autre.

Les imitateurs ont voulu essayer également d'invoquer l'intérêt du consommateur pour justifier leurs procédés, en disant que c'était au produit imité que l'on devait la vogue de l'appellation et que la consommation ayant ainsi augmenté, il serait impossible au pays d'origine, dans la plupart des cas, de suffire à la demande ; il se trouverait donc, de par le fait de la réclame faite au nom par ses concurrents, dans une situation tout à fait privi-

(1) Voir sur le rôle restreint des lois fiscales : Le Havre, 27 janv. 1899 : Usage illicite du nom de Madère, p. 164.

giée, puisqu'il serait le maître du marché. On n'a pas trop osé faire ce raisonnement pour le vin de Champagne, car bien souvent, la consommation, sous le nom de Champagne, de vins mousseux locaux fabriqués dans des conditions souvent défectueuses et avec des vins peu convenables à cet usage, a laissé au consommateur des déboires tels qu'il en a conservé rancune au véritable vin de Champagne. Mais ceci a été invoqué tout dernièrement par les négociants du Midi de la France qui se sont acquis une grande réputation par leurs vins de liqueur : ceux-ci ayant été livrés fréquemment à la consommation sous des noms empruntés aux régions espagnoles ou portugaises, les négociants du Midi ont cru, de par cet usage, posséder un droit sur ces noms qu'ils avaient répandu en France, et « du moment, ont-ils dit, que nous mettons le correctif « français », il n'est pas possible qu'on nous ôte le bénéfice de la bonne réputation qu'ont acquis, grâce à nous, les types de vins d'origine étrangère ; nous avons contribué à en répandre tellement la consommation que les pays producteurs ne pourront certainement plus y suffire ».

L'argumentation présentée sous cette forme est assez spécieuse, puisqu'on semble vouloir défendre sa propre renommée, mais nous répondrons que si la base de cette renommée est malassise, l'ensemble de l'édifice devra en pâtir. Peut être l'étranger profitera-t-il indirectement de la vulgarisation des vins du type qu'il fabrique. C'est regrettable pour le fabricant français qui n'a pas su agir dès le début de façon à lancer un produit vraiment français de nom qui aurait obtenu peu à peu de la vogue. Ce n'est pas la première fois que la recherche de l'intérêt immédiat aurait fait faire un faux calcul à un producteur ou commerçant. A lui d'en supporter les consé-

quences (1). Quant à la crainte que les régions productrices du vin qui a été appelé à tant de vogue ne puissent plus suffire, elle est souvent fondée sur une connaissance inexacte des capacités de production ; mais peu importe du reste, ce fait ne saurait justifier l'usurpation. Que dirions-nous si le fabricant d'un produit fort connu, ne pouvant répondre à toutes les commandes qu'il obtient, voyait ses concurrents offrir au public, sous sa marque, des produits similaires ? Or, c'est cependant la même situation. Le respect de l'appellation d'origine s'impose avec la même force que celui de la marque ou du nom commercial. Ces trois éléments sont les bases sur lesquelles s'appuie la renommée du produit et c'est lui voler sa place et sa clientèle que d'usurper l'un quelconque d'entre eux.

L'extension de l'Arrangement de Madrid. Les Congrès. — Les attaques directes dont la Convention de Paris et surtout l'Arrangement de Madrid étaient l'objet et les interprétations dangereuses qui tendaient à en annihiler complètement l'effet, forcèrent les partisans de ces accords internationaux à n'en envisager tout d'abord que la défense. En 1897 fut créée l'Association internationale pour la Protection de la Propriété industrielle qui organisa, en dehors des Conférences officielles de révi-

(1) Le décret du 1^{er} juill. 1922 ayant étendu l'application de l'article 12 de la loi du 6 mai 1919 aux vins de Porto et de Madère, qui seront inscrits désormais à des comptes de Régie séparés, les fabricants de vins français d'imitation ont dû renoncer définitivement à se servir, d'une manière quelconque, des noms de « Porto et Madère », et les Syndicats de Cette et de Frontignan ont lancé les noms pittoresques de « Rancio » et « Picardan » pour désigner leurs vins d'imitation. C'est la solution pratique et correcte qu'il eût été de l'intérêt bien compris de ces fabricants, d'adopter depuis longtemps.

sion, des congrès d'ordre privé où les hommes les plus qualifiés en la matière purent exposer et discuter leurs vues. Si nous mettons à part le premier Congrès qui se tint à Vienne en 1897 et dont le rôle fut surtout de défendre l'intégrité du texte de l'Arrangement de 1891, nous constatons que ces séances de travail, en permettant l'étude de la question de protection de la propriété industrielle et en particulier des appellations d'origine des produits vinicoles, exercèrent une influence indéniable et facilitèrent l'évolution des législations intérieures, la conclusion des accords entre Etats, et les nouvelles adhésions aux Conventions. Nous aurons du reste à nous reporter aux discussions de ces Congrès lorsque nous examinerons le régime de protection de l'appellation Champagne dans les divers Etats européens.

Les conférences organisées par le Comité international du Commerce des Vins, Cidres, Spiritueux et Liqueurs (fondé en 1900) retiendront également [notre attention, car elles eurent fréquemment à étudier d'une manière attentive la question qui nous occupe.

La recherche de nouvelles adhésions à la Convention de Paris et surtout à l'Arrangement de Madrid n'empêchait pas de chercher l'amélioration des textes dans le sens d'une protection plus efficace et étendue à un plus grand nombre de produits. Le rapport de M^e Georges Mailard au Congrès tenu à Paris en 1904 par l'Association française pour la protection de la propriété industrielle (1) concluait à l'inscription dans la loi française des principes de l'arr^t de Madrid et préconisait en outre l'extension à tous les produits naturels, de l'exception visant les produits vinicoles : « les appellations locales, régionales et

(1) Fondée en 1899. — V. Bull. Ass. fr. C^{te} rendu 1904, p. 536.

nationales ne peuvent être considérées comme des désignations génériques pour les produits naturels, c'est-à-dire tenant leurs qualités du sol ».

Le premier Congrès international pour la répression des fraudes alimentaires et pharmaceutiques, tenu à Genève en septembre 1909 sous les auspices de la Société universelle de la Croix blanche émit, dans le même ordre d'idée, le vœu suivant :

« Lorsqu'un pays a défini l'un des produits de son sol ou de sa fabrication et établi des règlements pour protéger lesdits produits contre l'imitation frauduleuse qui pourrait en être faite par ses nationaux, les autres pays devront, sur leur propre territoire, accorder à ces produits une protection identique. »

La Conférence du Commerce des vins qui fut organisée à Bruxelles l'année suivante adopta des vœux du même genre (1) et cette idée fut reprise par la délégation française à la *Conférence de révision de Washington en 1911* : la réserve de l'article 4 aurait été appliquée, non seulement aux produits vinicoles, mais à tous autres produits tenant leurs qualités naturelles du sol ou du climat. Cette protection aurait été subordonnée toutefois à une protection nationale de ces produits, par voie de délimitation, et à une notification de cette réglementation au Bureau international de Berne. Cette proposition ne fut pas discutée, mais elle n'en a pas moins conservé tout son intérêt : beaucoup de projets s'aiguillent aujourd'hui dans ce sens et le système des notifications a déjà reçu nombre d'applications. — Une seule modification à l'arrangement de Madrid fut réalisée en 1911 : l'extension du droit de requérir la saisie à « toute autorité compétente », ce qui permet l'intervention de l'Administra-

(1) Comité International. Congrès de Bruxelles, 1910, p. 282.

tion des Douanes, que n'autorisait pas le texte primitif : le droit de poursuite était en effet réservé au Ministère public ou à la partie intéressée. La Conférence de Washington fut surtout utile par la sanction obligatoire qu'elle inscrivit dans le texte de la Convention de 1883 : l'expression « sera saisi » fut substituée à « pourra être saisi » ; en outre la nouvelle rédaction prévint pour les Etats qui n'admettent pas la saisie ni la prohibition d'importation, l'emploi des actions et moyens que la loi du pays assure en pareil cas aux nationaux.

Une proposition d'une portée beaucoup plus grande avait été faite par la délégation anglaise : la suppression dans l'article 10 de la seconde condition du nom commercial fictif ou emprunté dans une intention frauduleuse. Mais une objection très grave en empêcha l'adoption : cette modification eût rapproché la Convention générale d'Union de l'Union restreinte ; par suite, ou bien cela constituait pour les signataires de Paris une adhésion involontaire aux règles de l'Arrangement de Madrid, ce qui aurait peut-être poussé certains d'entre eux à dénoncer la Convention de Paris, ou bien, autre conséquence à laquelle songèrent les délégués français, l'augmentation du domaine d'application de la Convention d'Union tendrait à annihiler l'Union restreinte sans suppléer à tous ses effets et sans notamment garantir d'une façon absolue le caractère non générique des appellations vinicoles.

Les adhésions. — Dans une matière aussi délicate, où les intérêts de bien des pays sont opposés les uns aux autres, il est en effet nécessaire de ne pas chercher à obtenir tout ce qui semblerait désirable, car ce serait souvent un obstacle aux adhésions du grand nombre.

La Suède, la Norvège et le Guatemala n'ayant pas ratifié l'Arrangement de Madrid, les Etats signataires étaient réduits à sept : Brésil, France, Espagne, Grande-Bretagne, Portugal, Suisse, Tunisie ; ce nombre s'accrut en 1905 de Cuba, en 1913 de la Nouvelle-Zélande, en 1917 du Maroc et enfin en 1921 de la Tchéco-Slovaquie, en 1923 de la ville libre de Dantzig, auxquels nous espérons bien voir se joindre les Etats de l'Europe Centrale et d'autres jeunes Etats.

En dehors de ces adhésions, les principes de protection reçurent diverses applications dans les traités conclus en 1895 par la Roumanie, d'une part avec la France, d'autre part avec la Grande-Bretagne et dont le texte a été nettement inspiré par celui de Madrid. En 1907 l'Autriche et la Hongrie signèrent un accord où l'appellation « Tokay » était limitativement réservée aux produits de la zone spécifiée dans cet acte. Le Portugal obtenait de l'Allemagne en 1908, de l'Autriche-Hongrie en 1911 et de la Grande-Bretagne en 1914 et 1916, une reconnaissance analogue des droits aux appellations « Madère » et « Porto ». Les lois suédoises des 4 juin 1913 et 9 octobre 1914 montrent une tendance à entrer dans la voie que ce pays s'était refusé à suivre en 1891.

Les Traités de Paix et Conventions commerciales. —

Un grand pas a été franchi par les Traités de Paix dont les clauses économiques ont prévu des dispositions très nettes contre la concurrence déloyale et très précieuses pour nous (1) ; nous pourrions ainsi, sans contestation théorique possible, obtenir que le mot « Champagne »

(1) Traité de Versailles, art. 274 et 275 ; de Saint-Germain, art. 226 et 227 ; de Trianon, art. 210 ; de Neuilly, art. 154 et 155. Le traité de Sèvres n'est pas actuellement ratifié.

soit respecté de tous nos anciens ennemis et probablement de la plupart de nos alliés.

L'article 274 du Traité de Versailles (1) dont le libellé a été reproduit dans les autres traités de paix, contient l'engagement de la puissance ex-ennemie de réprimer dans tous les cas les fausses indications sur l'origine, l'espèce, la nature ou les qualités spécifiques, et ce, sans obligation de réciprocité de la part des Etats alliés. Une seule lacune semble subsister : c'est l'absence de moyens de coercition pour obtenir de la puissance ex-ennemie l'exécution des dispositions prévues par cet article. L'article 275 est celui qui nous donne une garantie absolue pour les produits vinicoles (2). En effet, nos anciens adversaires s'obligeront, mais cette fois sous condition de réciprocité, à se conformer à nos lois et décisions administratives réglementant les appellations régionales de

(1) *Traité de Paix de Versailles.* — ART. 274. — L'Allemagne s'engage à prendre toutes les mesures législatives ou administratives nécessaires pour garantir les produits naturels ou fabriqués originaires de l'une quelconque des Puissances alliées ou associées contre toute forme de concurrence déloyale dans les transactions commerciales.

L'Allemagne s'oblige à réprimer et à prohiber, par la saisie et par toutes autres sanctions appropriées, l'importation et l'exportation ainsi que la fabrication, la circulation, la vente et la mise en vente à l'intérieur, de tous produits ou marchandises portant sur eux-mêmes, ou sur leur conditionnement immédiat, ou sur leur emballage extérieur, des marques, noms, inscriptions ou signes quelconques, comportant, directement ou indirectement, de fausses indications sur l'origine, l'espèce, la nature ou les qualités spécifiques de ces produits ou marchandises.

(2) ART. 275. — L'Allemagne, à la condition qu'un traitement réciproque lui soit accordé en cette matière, s'oblige à se conformer aux lois, ainsi qu'aux décisions administratives ou judiciaires prises conformément à ces lois en vigueur dans un Pays allié ou associé et régulièrement notifiées à l'Allemagne par les autorités compétentes, déterminant ou réglementant le droit à une appellation régionale, pour les vins ou spiritueux produits dans le pays auquel

provenance des produits vinicoles qui leur auront été régulièrement notifiés.

Nous nous trouvons donc vis-à-vis de l'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie, la Bulgarie et éventuellement la Turquie dans une situation bien supérieure à celle que nous aurait donnée la simple adhésion de ces pays à l'Arrangement de Madrid : la répression de l'emploi illicite du mot « Champagne » pourra être poursuivie sans aucune restriction, dans tous les cas, aussi bien à l'importation ou à l'exportation que dans l'intérieur du pays, tant sur l'étiquette que dans l'annonce du produit, et toutes mesures législatives ou administratives nécessaires doivent être prises pour assurer cette protection. Aussi voyons nous déjà l'Allemagne et l'Autriche commencer à modifier leur législation pour la mettre en conformité avec ces dispositions.

La tâche qui incombe aux représentants des intérêts de nos grands commerces vinicoles sera donc réduite à une surveillance qu'il serait imprudent de relâcher dès le début. Mais le gros souci de se heurter à une législation locale incomplète ou interprétée dans un sens défavorable se trouve maintenant écarté et, le succès des poursuites étant théoriquement assuré, il est fort probable que la fraude diminuera dans une proportion considérable.

Les conventions commerciales récentes avec différents pays neufs (Tchéco-Slovaquie 4 novembre 1920 ;

appartient la région, ou les conditions dans lesquelles l'emploi d'une appellation régionale peut être autorisé ; et l'importation, l'exportation, ainsi que la fabrication, la circulation, la vente ou la mise en vente des produits ou marchandises portant des appellations régionales, contrairement aux lois ou décisions précitées, seront interdites par l'Allemagne et réprimées par les mesures prescrites à l'article qui précède.

Norvège 23 avril 1921 ; Finlande 13 juillet 1921 ; Esthonie 7 janvier 1922 ; Pologne, 6 février 1922), entrées immédiatement en application avant ratification, ont posé d'une manière générale le principe de la garantie contre toute forme de concurrence déloyale, avec l'énonciation de mesures très sérieuses (1) adoptées pour l'appli-

(1) ART. 13. — Chacune des hautes parties contractantes s'engage à donner une application effective à l'acte de Madrid et à prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir les produits naturels ou fabriqués originaires de l'autre partie contractante, contre toute forme de concurrence déloyale dans les tractations commerciales, à réprimer et à prohiber par la saisie et par toutes autres sanctions appropriées : l'importation, l'entreposage et l'exportation, ainsi que la fabrication, la vente et la mise en vente à l'intérieur de tous produits portant sur eux-mêmes ou sur leur conditionnement immédiat, ou sur leur emballage extérieur, des marques, noms, inscriptions ou signes quelconques comportant directement ou indirectement de fausses indications sur l'origine, l'espèce, la nature ou les qualités spécifiques de ces produits ou marchandises.

ART. 14. — Chacune des hautes parties contractantes s'engage à donner une application effective à l'acte de Madrid du 14 avril 1891 pour la protection des appellations d'origine, s'oblige à se conformer aux termes de cet acte et à se conformer, en outre, aux lois ainsi qu'aux décisions administratives prises conformément à ces lois qui lui seront notifiées par l'autre partie contractante et qui déterminent ou réglementent le droit à une appellation régionale, ou les conditions dans lesquelles l'emploi d'une appellation régionale peut être autorisée. Elle interdira l'importation, l'entreposage, l'exportation ainsi que la fabrication, la circulation, la vente ou la mise en vente des produits ou marchandises portant des appellations régionales contrairement aux lois et décisions régulièrement notifiées par l'autre partie contractante.

La notification pourra viser :

1° Les appellations régionales de provenance appartenant à tous les produits qui tirent du sol ou du climat leurs qualités particulières ;

2° La délimitation des territoires auxquels s'appliquent ces appellations ;

3° La procédure relative à la délivrance du certificat d'origine.

La saisie des produits incriminés aura lieu, soit à la diligence de l'administration des douanes, soit à la requête du ministère public

cation de l'Arrangement de Madrid. Ensuite les conventions visent spécialement les appellations d'origine de produits vinicoles, et les pays contractants s'obligent à se conformer non seulement aux termes de l'Arrangement de Madrid, mais encore à la réglementation du droit aux appellations régionales des vins et spiritueux qui leur aura été notifiée par l'autre partie contractante. Il est précisé que la protection s'exercera même si l'appellation régionale est accompagnée de l'indication du nom du véritable lieu d'origine ou de l'expression « type, genre, cep » ou de toute autre expression similaire. Le système des notifications réciproques préconisé par la délégation française à Washington en 1911 et instauré dans les Traités de Paix, est tout à fait admis par ces conventions.

Les appellations vinicoles ont droit à être respectées dans ces pays, mais il ne faut pas se dissimuler cependant que la tâche sera dure, car il s'agit d'Etats neufs qui n'ont pas encore eu le temps de s'habituer à leur législation et dans lesquels, par suite de la guerre, du déséquilibre actuel des changes et des entraves multiples au libre commerce, la contrefaçon s'est donnée libre cours. Les ressortissants de ces Etats ont en majorité l'esprit faussé par tous ces abus et il faut arriver à leur enlever cette idée que tout liquide dont le bouchon

ou d'une partie intéressée, individu ou société, conformément à la législation respective de la France et de l'Esthonie.

Les dispositions du présent article s'appliqueront alors même que l'appellation régionale est accompagnée de l'indication du nom du véritable lieu d'origine et de l'expression « type », « genre », « façon », ou de toute autre expression similaire. (Extrait de la Convention franco-esthonienne du 7 janvier 1922, publiée au Journal Officiel du 17 août 1922.) La rédaction des autres conventions est très approchante.

saute et qui produit de la mousse peut s'appeler Champagne. Lorsque cette éducation sera faite, le consommateur sera un auxiliaire précieux pour la répression de la fraude, dont il est la plupart du temps la première victime.

Marques collectives. — Il existe donc actuellement un courant très net dans le sens de la loyauté des transactions commerciales. Toutefois nous sommes loin d'avoir abouti à des solutions d'ensemble, puisque, si tous les pays alliés et nous-mêmes sommes protégés dans les pays ex-ennemis, nous ne le sommes qu'exceptionnellement et en vertu d'accords spéciaux vis-à-vis des premiers. Cette situation incertaine et imprévue est fort préjudiciable aux intérêts du commerce d'exportation qui voit ses efforts contrecarrés par des usurpateurs locaux, contre lesquels il ne peut pratiquement rien dans les pays avec lesquels aucun arrangement ne nous relie. Certains étrangers de bonne foi ont cru trouver un palliatif dans le dépôt d'une marque collective « Champagne » ou portant ce mot, ou de la signature d'une autorité régionale, reproduite sur les étiquettes de tous les vins ayant droit à une appellation d'origine. Ce système est malheureusement bien peu pratique et il serait à craindre qu'en l'absence de nouvelle loi intérieure, celui qui ne se gênait pas pour usurper « Champagne » en tant qu'appellation d'origine, trouverait encore un moyen quelconque pour opérer la même manœuvre vis de « Champagne » considéré comme marque ou même vis-à-vis de la reproduction de signature d'authenticité, en encourant le minimum de risques.

Les marques collectives sont cependant susceptibles de jouer un rôle efficace pour la protection indirecte des

appellations d'origine et, tout dernièrement, le Comité Républicain du Commerce et de l'Industrie en préconisait l'emploi, spécialement pour les vins expédiés en République Argentine, pays non adhérent aux conventions internationales, où les appellations vinicoles françaises sont constamment usurpées, mais où les marques jouissent d'une certaine protection. Cette suggestion mérite d'être examinée avec la plus grande attention, car la marque collective a rendu des services inappréciables à beaucoup de produits français pour lesquels elle a été adoptée. Après des essais infructueux de vignettes officielles, les producteurs ont préféré adopter une marque nationale intersyndicale : c'est pour répondre à ce désir qu'a été créée la marque « Unis-France » qui a été déposée déjà dans quarante-sept pays et est en instance dans six autres (1). L'usage de cette marque est accordé par les syndicats aux industriels français et elle garantit uniquement que le produit est français. La conséquence indirecte qui s'impose, c'est que le produit a dû être soumis à la réglementation française, et s'il s'agit de vin mousseux, il y a toutes chances pour qu'il ait été étiqueté selon les prescriptions de la loi française : le consommateur étranger sera donc assuré que le produit étiqueté « Champagne » et revêtu de la marque « Unis-France » venant de France a été soumis au contrôle de l'Administration française jusqu'à sa sortie du pays. Quant à la reproduction illicite de la mention « Unis-France », elle est punie comme une contrefaçon de marque dans tous les nombreux pays où les marques sont protégées et où celle-ci a été déposée.

Il s'agit on le voit d'un moyen purement empirique

(1) Voir Annuaire officiel de l'Union Nationale inter-syndicale,

de protéger d'une manière détournée les appellations d'origine vinicoles. Des objections pratiques se sont élevées à l'encontre de l'adoption des marques collectives, et les doutes qui subsistent encore dans l'esprit de beaucoup sur l'efficacité de leur emploi, en même temps qu'une certaine répugnance très compréhensible pour toute mention qui se superpose à la marque et à l'appellation d'origine célèbres, ont empêché le commerce français des vins d'imiter les nombreux industriels français qui ont adopté cette marque (1).

La garantie véritable, a-t-on toujours été habitué à dire en Champagne, c'est la marque de la maison et c'est la plus sûre ; certains ajoutent même que la contrefaçon arrêtée à temps n'est pas un mal, car la curiosité du public étant éveillée, il est facile de lui faire constater quel est le produit véritable et il devient lui-même juge. Quoiqu'il en soit, il nous semble difficile d'accepter une solution aussi optimiste : en admettant que la contrefaçon d'une marque ne nuise aucunement à son propriétaire s'il sait en tirer parti, il n'en reste pas moins à craindre un préjudice général pour l'ensemble de la classe de producteurs dont la réputation aura été atteinte par la présentation antérieure de produits inférieurs sous des noms usurpés.

Aussi ne faut-il pas se reposer sur les lauriers, même

4, place de la Bourse, à Paris. — J. CHARTIER : Le régime des indications d'origine, p. 120.

(1) Notre gouvernement encourage la réalisation de la marque collective et, sur avis de la Commission constituée récemment pour la défense des grands crus, propose d'instituer une vignette spéciale de garantie des grands vins de France et des produits pour lesquels peut être réclamée l'appellation d'origine. Mais cette vignette présente de tels inconvénients que ce projet ne semble pas devoir aboutir. Le même sort semble attendre un autre projet de capsule.

chèrement acquis, et l'on doit poursuivre sans relâche l'œuvre de reconnaissance du droit exclusif des Champenois à l'appellation « Champagne ».

Récents Congrès. — L'Association Internationale, dont nous avons relaté plus haut l'œuvre éminemment utile, quoique souvent peu tangible, poursuivie depuis sa fondation jusqu'à la guerre, renouvelle ses efforts dans les différentes sphères de son activité. Un Congrès de l'Association nationale Belge se tint en avril 1922 à Bruxelles, et se prononça en faveur de l'adhésion à l'Arrangement de Madrid.

Les producteurs français se rendent bien compte de la nécessité d'agir avec une loyauté parfaite vis-à-vis des appellations d'origine de toute nature, si l'on veut obtenir le respect des nôtres à l'étranger ; c'est ainsi qu'à la Semaine du Vin (Paris, mars 1922), ils émirent le vœu « que soient absolument respectées en France les appellations d'origine étrangères correctes et que des poursuites soient engagées par le Service de la Répression des Fraudes contre ceux qui les utiliseraient fausement. » — A la suite du Congrès vinicole de Bordeaux (26-29 mai 1922) la Conférence parlementaire internationale du Commerce, réunie à Paris du 31 mai au 3 juin, après un vœu contre la prohibition du vin,

« émet le vœu que tous les Etats s'engagent à protéger les appellations régionales des vins et spiritueux et des autres produits agricoles qui tirent de leur origine leurs qualités essentielles, en s'inspirant des principes exprimés dans l'Arrangement de Madrid, dans les articles 274 et 275 du Traité de Versailles et dans les articles correspondants des traités de paix consécutifs ;

« Emet le vœu qu'ils adoptent des mesures législatives s'inspirant de règles uniformes en ce qui concerne :

« 1^o) La garantie de la pureté et de l'authenticité des produits, au moyen des certificats d'origine, conformément aux lois nationales ;

« 2^o) Le contrôle du commerce des vins et spiritueux depuis l'importation jusque, et y compris, la vente au détail ;

« 3^o) La répression des fraudes par la saisie des produits qui se présenteraient contrairement à la loi, et par les actions civiles et correctionnelles pour faire interdire les pratiques illicites, indemniser les intéressés lésés et punir les auteurs des fraudes. »

La question de la protection de nos appellations vinicoles reste donc au premier plan des préoccupations actuelles, mais l'accord n'est pas parfait sur les moyens à employer pour atteindre ce résultat. Jusqu'à ces derniers temps, l'adhésion à l'Arrangement de Madrid semblait le plus normal ; or l'opposition que certains pays ont manifestée contre les ouvertures qui leur ont été faites et les objections spéciales qu'ils ont soulevées ont incité à chercher une solution plus rapide et plus facilement applicable, dans le système de la convention bilatérale. Lorsque l'évolution du pays néophyte est entièrement accomplie, l'adhésion à l'Union Restreinte peut se faire sans peine, car les transitions ont été soigneusement ménagées et l'unification des rapports avec les différents pays s'impose alors.

Cette question fut spécialement discutée à la réunion du Groupe français de l'Association internationale pour la protection de la Propriété industrielle qui se tint les 31 mai et 1^{er} juin 1922 à Paris en prévision de la prochaine Conférence de révision de la Convention de Paris qui doit avoir lieu d'une année à l'autre à La Haye. La commission était d'avis qu'il n'était pas opportun de chercher à étendre la portée de l'article 4 de l'Arrangement de Madrid et que cette extension serait susceptible

à la fois de gêner l'application de l'Arrangement et d'écarter certaines adhésions nouvelles. Au contraire, plusieurs membres de l'Assemblée estimèrent que, par suite des stipulations des Traités de Paix qui obligent les pays ex-ennemis à se conformer notamment à la réglementation française sur les appellations d'origine, régulièrement notifiée, l'adhésion de ces pays à l'Arrangement de Madrid ne leur créait pas d'obligations nouvelles et elle était probable. Si l'on tient compte également du fait que les conventions commerciales conclues récemment par la France contiennent des dispositions analogues, impliquant l'adhésion du co-contractant à l'Arrangement de Madrid, on comprend les raisons qui militent en faveur de son extension. — La Commission fut chargée de procéder à un nouvel examen de la question.

L'Assemblée étudia également, à propos de la concurrence déloyale et de l'article 10 bis de la Convention de Paris, la possibilité de réprimer les nombreux abus commis dans les annonces et réclames de toutes sortes qui, sans être réellement mensongères ou illicites, n'en sont pas moins profondément préjudiciable à autrui, et l'Assemblée approuva à l'unanimité le vœu qui lui fut présenté à ce propos et qui est ainsi conçu : (1)

« Dans tous les Etats de l'Union, les ressortissants de la Convention auront droit de demander à leur profit l'application des dispositions législatives destinées à réprimer les faits généralement désignés sous le nom d'actes de concurrence déloyale, et qui comprennent :

« 1^o toute réclame abusive sous quelque forme qu'elle se présente ;

« 2^o tout dénigrement relatif à la personne du commerçant

(1) Propr. Ind. 1922, p. 107, et article de M. TAILLEFER, p. 104.

ou de l'industriel, ou à la nature des produits par lui offerts au public.

« 3^o ... etc... »

L'adoption de telles dispositions aurait certainement pour effet de faciliter la défense du mot Champagne à l'étranger, car il est non seulement inscrit sur des produits qui n'ont pas droit à cette appellation, mais encore employé de toutes sortes de manières et détourné de son sens par la concurrence locale.

Il est vraisemblable que les délégués français reprendront, en outre, à la Conférence de révision de La Haye la proposition présentée à Washington concernant le système des notifications, système qui a reçu depuis lors un commencement d'application.

Nous nous proposons d'examiner maintenant pour chacun des principaux pays étrangers la protection à laquelle peut prétendre l'appellation « Champagne » et la situation qui lui est faite ; nous serons amenés à ce propos à étudier sommairement les diverses législations sur les marques, car dans beaucoup de pays, c'est aux lois sur cette matière que l'on doit se reporter pour trouver quelques éléments de protection des appellations, et c'est le premier stade par lequel passent les pays qui commencent à assurer la protection de la propriété industrielle. — Nous prendrons chaque partie du monde successivement, et en Europe commencerons par les pays qui ont signé l'Arrangement de Madrid et dans lesquels, à ce titre, la protection devrait être beaucoup plus efficace.

CHAPITRE II

La situation dans les divers Etats d'Europe

GRANDE BRETAGNE

Les appellations d'origine ne sont pas en Angleterre l'objet d'une réglementation spéciale. Le protection résulte de l'ensemble des textes se rapportant aux marques et aux noms commerciaux. Le Merchandise Marks Act de 1887 (1) s'exprime dans les termes suivants (chapitre 28, art. 18) :

« Toutefois, si la désignation commerciale porte le nom d'un lieu ou d'un pays et qu'elle soit calculée de manière à induire en erreur sur le lieu de la production ou de la fabrication, cette section (relative aux désignations loyales et génériques) ne sera pas appliquée, à moins qu'il n'ait été ajouté à la désignation commerciale, immédiatement avant ou après le nom du pays, et en caractères également visibles, le nom du lieu ou du pays d'où les marchandises proviennent, avec la mention que c'est là qu'elles ont été produites ou fabriquées. »

Plus récemment l'ordonnance douanière du 26 février 1900 (2), commentée ensuite par divers règlements, tout en conservant pour base les mêmes principes, a fourni des précisions et étendu l'interdiction de la fausse

(1) Rec. Propr. Ind., I., 507.

(2) Propr. Ind. 1908, 182 et 192. — Règlements : Propr. Ind. 1911-185 ; 1913, 29 et 171.

désignation à toute déclaration ou indication fausse, directe ou indirecte.

La Grande-Bretagne a signé avec la France un traité de Commerce du 28 février 1882 (1) dont l'article 10 accorde aux Français en Angleterre l'assimilation aux nationaux pour tout ce qui concerne la propriété des noms commerciaux ou d'autres marques particulières indiquant l'origine ou la qualité des produits. Les liens avec l'Angleterre ont été resserrés en la matière par l'adhésion de ce pays à la Convention de Paris en 1884, et par la signature qu'il a apposée dès l'origine à l'Arrangement de Madrid de 1891 sur la répression des fausses indications de provenance.

En réalité la situation des appellations d'origine ne fut jamais en Angleterre aussi nette qu'on serait tenté de le croire ; la cause principale en est surtout dans l'influence prépondérante de la coutume et dans l'extrême liberté d'appréciation qui est laissée au juge.

A la Conférence de Rome de 1886, la délégation anglaise avait proposé une modification à l'article 10 de la Convention de Paris, qui représentait un réel progrès sur le texte primitif et accordait aux tribunaux le pouvoir de désigner les appellations qui, à raison de leur caractère générique, échappaient à la saisie. Nous avons vu plus haut que cette proposition n'avait pas abouti (2). Quelques années plus tard, l'Angleterre signait le texte de l'Arrangement de Madrid, non sans de très grandes hésitations au sujet de l'article 4 *in fine*, hésitations qui motivèrent l'appui qu'elle donna plus tard, lors de la Conférence de révision de Bruxelles, en

(1) Rec. Tr. Propr. Ind., p. 187.

(2) Voir supra, p. 203.

1897, à la proposition de suppression de cet alinéa, formulée par les délégués hongrois. Mais l'Arrangement de Madrid est loin d'être généralement considéré par les Anglais comme ayant force de loi intérieure. Le rapporteur anglais au Congrès international du Commerce des Vins, Cidres, Spiritueux et Liqueurs, tenu à Bruxelles en 1910, s'exprimait ainsi à ce sujet (1) :

« C'est un point important dans la loi anglaise que des termes tels que ceux contenus dans la Convention de Madrid ou autres traités passés entre la Grande-Bretagne et d'autres pays, pour la protection des marques de fabrique et droits alliés de leurs sujets respectifs, ne sont pas reconnus comme ayant un effet légal, si ce n'est toutefois quand ils sont compris dans la loi municipale des divers pays... Les officiers de la couronne ne peuvent intervenir dans les droits et privilèges d'individus privés, existant comme tels dans la loi municipale, sous prétexte qu'un traité tel que la Convention de Madrid de 1891 doit être respecté. »

En effet, pour qu'un traité oblige le juge britannique, il faut, ou que ses clauses se trouvent déjà dans une loi existante, ou que le Parlement soit appelé à voter une loi les contenant en tout ou en partie. Or, depuis la ratification de l'Arrangement de Madrid par le chef de l'Etat, seul compétent, il n'y a pas de loi qui ait reproduit l'exception contenue dans l'article 4, et, de l'avis à peu près unanime des juristes anglais, cette stipulation n'est pas davantage contenue implicitement dans le *Merchandise Act* de 1887.

Il s'ensuit donc que si les tribunaux anglais n'appliquent pas l'Arrangement de Madrid, ce n'est pas parce qu'ils l'interprètent mal, mais parce qu'il n'est pas

(1) Congrès International de Bruxelles 1910. — Rapport de A. B. J. NORRIS, p. 275 et s.

obligatoire pour les juges. Aussi, pendant plusieurs années, alors que la jurisprudence française était déjà nettement fixée sur le caractère de l'appellation « Champagne », l'Angleterre admettait encore l'introduction de vins mousseux français portant une étiquette telle que « Champagne de Saumur » qui, au regard du Merchandise Marks Act, ne semblait pas répréhensible. Toutefois cette tolérance cessa le 1^{er} octobre 1893, conformément à un ordre général de l'Administration des douanes (1) :

« L'administration dont l'attention a été récemment appelée sur les marques des vins mousseux de France, informe par ces présentes les agents qu'à dater du 1^{er} octobre prochain les mots « Saumur-Champagne » ou autres semblables, employés pour la désignation des vins mousseux de Saumur, *ne devront plus être admis*, suivant les conditions du *Merchandise Marks Act*. »

Malheureusement l'administration anglaise garda toujours ultérieurement une ligne de conduite permettant l'entrée des « Portos Allemands », « Bourgognes australiens » etc. En janvier 1906 un ordre du Conseil des Douanes prohibait à l'importation « les vins appelés Portos, provenant d'un pays autre que le Portugal, à moins toutefois qu'il ne soit clairement démontré que ces vins proviennent du Portugal, ou qu'ils ne portent la désignation précise du pays où ils ont été produits » (2). La même règle s'appliquait aux vins d'Espagne.

Ainsi que concluait le rapporteur au Congrès de Bruxelles de 1910 (3) « la ligne de conduite adoptée par

(1) Ordre Général 68/1893, Administration des Douanes. Londres 31 août 1893.

(2) Pour Porto espagnol, Produit espagnol, voir jugement du Tribunal de Clerkenwell du 18 mars 1908. Propr. Ind. 1908, p. 104.

(3) Op. cit., eod. loco.

la loi anglaise en ce qui concerne les dénominations territoriales peut donc être résumée comme se basant sur ce point que, tant qu'il est donné une indication nette du pays d'origine, l'usage de dénominations régionales telles que le « Porto espagnol » ou le « Bourgogne austrien » est parfaitement légal ». Depuis cette date est intervenu un traité de Commerce anglo-portugais de 1914 et 1916, en vertu duquel les désignations de « Porto » et « Madère » sont considérées comme de fausses étiquettes dans le sens de l'article 3 du Merchandise Mark Act, quand elles sont appliquées à des vins autres que ceux qui ne portent pas l'attestation portugaise de l'origine Porto ou Madère. Par voie d'accord particulier, le Portugal a donc obtenu la protection qui découle normalement de l'article 4 de l'Arrangement de Madrid.

Il nous reste à examiner si, malgré les lacunes de la réglementation anglaise, les usurpations du mot Champagne ont pu se donner libre cours dans ce pays. En 1884, le Consul de France dans l'une des plus grandes villes d'Angleterre, écrivait au ministre des Affaires étrangères que les trois quarts des vins vendus comme Champagne n'en étaient pas. Ce temps est déjà très loin : à cette époque le respect de l'appellation d'origine n'était guère développé, témoin la campagne de presse qui, en 1894 et en 1904, s'acharna en Angleterre à vilipender le vin de Chamagne et à soutenir ceux qui écoulaient du cidre ou du vin sans alcool sous le nom de Champagne (1) ; en 1910, une revue des plus cotées continuait encore à défendre la désignation « British Champagne » (2). Ainsi que nous avons eu l'occasion de le

(1) Champagne Romeo and Juliette Brands, Free from alcohol. 1898. — Devonshire Champagne Cider en 1902.

(2) Voir Ridley, 8 sept. 1910, p. 683.

signaler plus haut, l'Angleterre est le pays où se trouvent des « champs de rhubarbe à Champagne, et de groseilles à maquereaux pour Champagne » ; le « Champagne de Pomme » y est encore actuellement en vente.

Heureusement, le public anglais étant très connaisseur en matière de Vins de Champagne ne prête pas attention aux vulgaires usurpations et sait en général déjouer les tentatives des commerçants adroits, mais peu scrupuleux, qui lui offrent des produits portant des désignations inexactes ou fallacieuses. Nous n'en devons pas moins regretter que, dans ce grand pays signataire de l'Arrangement de Madrid, soit encore toléré l'emploi, même mitigé, de désignations vinicoles pour des produits qui n'ont pas l'origine impliquée par ces appellations. Nous espérons que le courant actuel en faveur de la protection arrivera à vaincre les hésitations et les difficultés auxquelles l'Angleterre a à faire face pour aboutir à la protection efficace que nous souhaitons (1).

ESPAGNE

La situation en Espagne est toujours restée bien précaire en ce qui concerne la protection des appellations d'origine vinicoles étrangères, notamment des appellations « Cognac » et « Champagne », malgré que ce pays

(1) En octobre 1919, le Board of Trade nomma un Comité chargé de jeter les bases d'un projet de loi ayant pour objet de modifier et compléter le Merchandise Marks Act de 1887, notamment en ce qui concerne la question des indications de provenance. Dans son rapport, publié au Journal du Board of Trade du 24 juin 1920, le Comité envisage notamment l'action internationale pour obtenir

soit signataire de la Convention d'Union de Paris et des Arrangements de Madrid depuis leur origine. La base de la réglementation intérieure est la loi de propriété industrielle du 16 mai 1902 (1) avec son règlement du 12 juin 1903.

Aux termes de l'article 125 de la loi, « nul n'a le droit de faire usage du nom d'un lieu de fabrication pour désigner un produit naturel ou fabriqué provenant d'un autre lieu. » L'article 126 ajoute : « il n'y a pas fausse indication de provenance, lorsqu'il s'agit de la dénomination d'un produit au moyen d'un nom géographique qui, ayant pris un caractère générique, indique dans le langage commercial la nature et le nom d'origine du produit. Cette exception n'est pas applicable aux produits vinicoles. »

L'ordonnance royale du 28 décembre 1901 (2) oblige dans son article 1^{er} à indiquer sur toute étiquette en langue étrangère couvrant un produit espagnol, le lieu de préparation ou de fabrication et le nom du fabricant.

C'est d'après cette réglementation et en s'adaptant aux habitudes locales, beaucoup plus que d'après les idées directrices de l'Arrangement de Madrid, que s'est formée la jurisprudence espagnole. Du reste, une première traduction espagnole de l'Arrangement, publiée dans la *Gaceta de Madrid* du 7 novembre 1893 rendait les mots « indications de provenance » par « certificados de origen » : les termes dont s'est servi le traducteur ne permettent pas de comprendre la portée de l'arrangement

l'unification des lois et de la procédure des divers pays ; le Comité conseille de faire des démarches pour obtenir l'adhésion de nouveaux pays à l'Arrangement de Madrid. Le projet de loi qui a été l'aboutissant de ces études a été présenté par le Board of Trade et voté en deuxième lecture en mai 1922. — Voir Propr. Ind. 1922, p. 71 et suiv.

(1) Pr. Ind. 1902, p. 82 et suiv.

(2) Rec. Propr. Ind. V, 255.

telle qu'elle a été dans la pensée de ceux qui ont concouru à son établissement et des plénipotentiaires qui l'ont signé ; aussi les commerçants espagnols, en présence d'une usurpation de l'appellation « Champagne », pouvaient-ils prétendre que l'arrangement ne s'appliquait pas, puisqu'il n'y avait pas de « certificat d'origine ». En réalité, en matière d'actes internationaux rédigés en français, c'est le texte original français et non les traductions qui doivent faire foi ; mais comme il n'y a pas de jugement espagnol sur ce point, nous ignorons si ce principe serait appliqué en Espagne.

Ce pays est revenu sur cette traduction erronée, qui était de nature à réduire à néant les effets de l'Arrangement et la *Gaceta de Madrid* du 3 avril 1897 contient une traduction rectifiée où les termes en question ont été rendus par ceux de « indicaciones de procedencia ». Il est donc certain que la première traduction ne peut plus maintenant être invoquée avec quelque apparence de fondement. Cet exemple montre bien cependant que si l'Arrangement a été accepté par l'Espagne dans son texte, après qu'elle eut opposé à Madrid et à Bruxelles une vaine résistance à l'insertion de la disposition relative aux produits vinicoles, il n'a pas été compris dans son esprit, et les dispositions qui laissent une certaine liberté d'appréciation, sont restées dans la plupart des cas lettre morte, lorsqu'elles ne cadraient pas exactement avec la réglementation intérieure,

Au point de vue de la protection du mot « Champagne » la situation semble se présenter de la manière suivante : s'il s'agit d'un vin étranger portant l'appellation « Champagne » et n'y ayant pas droit, l'importation en Espagne en sera prohibée, et il pourra être procédé à la saisie en douane. Mais pour un vin fabriqué en Espagne et pré-

senté sous la dénomination « Champagne » ou « Champan », la question est beaucoup plus délicate et d'une solution variable suivant les espèces. Lorsqu'il y a usurpation du mot « Champagne » lui-même, sans que l'étiquette porte d'indication d'origine, la poursuite peut avoir des chances sérieuses de succès, car le cas en lui-même tombe sous le coup de l'article 125 de la loi de 1902. Si par contre le fabricant se sert des mots « Champan » ou « Coñac » par exemple, il n'est plus possible d'être aussi affirmatif : ce mot « Champan » n'existe cependant pas dans la langue espagnole et il est bien évident que son emploi n'a d'autre but que de créer la confusion, d'autant plus que sa prononciation est absolument la même en espagnol que celle du véritable mot « Champagne ». Mais, au point de vue espagnol, « Champan » n'est pas le nom d'un lieu de fabrication et son emploi n'est donc pas poursuivable de la même façon que celui de « Champagne ». Du reste, les producteurs espagnols de faux Champagne cherchent à se couvrir en indiquant le lieu réel de fabrication du produit et le nom du fabricant, conformément à l'article 1 de l'Ordre Royal du 28 décembre 1901 : « sur toute bouteille qui contient des produits espagnols, sur lesquels on fixe des étiquettes en langue étrangère, l'on devra indiquer que ledit produit a été préparé en Espagne, en exprimant le lieu de préparation ou de fabrication et le nom du fabricant ». Le décret interprétatif du 22 décembre 1908 admet dans ce cas l'emploi des mots « Champagne » et « Cognac » comme n'étant pas en contravention avec la loi de 1902, C'est en réalité leur reconnaître alors le caractère générique que l'article 126 de la loi de 1902, calqué sur l'article 4 de l'Arrangement de Madrid, semblait écarter expressément pour les produits vinicoles.

Plusieurs tentatives ont été faites par des producteurs français pour réprimer les nombreuses usurpations des appellations vinicoles françaises. Il a parfois été possible d'obtenir satisfaction à l'amiable principalement pour l'étiquetage des bouteilles, mais beaucoup plus rarement pour les annonces. — Une longue instance a été engagée par la Compagnie fermière de Vichy contre deux sociétés espagnoles, dites « Vichy-Catalan » et « Vichy-Caldensee, qui avaient été autorisées par ordres royaux des 15 juillet 1891 et 30 juillet 1892 : à la suite des démarches faites par la Compagnie fermière, un ordre royal du 26 mai 1903 rapporta les décisions précédentes ; cassé pour motif de forme, il fut repris par un ordre du 30 juillet 1907 qui, visant la Convention de 1883 et l'Arrangement de Madrid de 1891, défendait aux sociétés espagnoles de prendre le nom de « Vichy » qui est celui d'une localité et d'une propriété situées en France (1). Mais le Tribunal Suprême, par sentence du 28 novembre 1908, révoqua l'ordre royal pour ce motif que le ministre ne pouvait annuler l'effet d'un de ses arrêtés et qu'il aurait dû recourir à la voie contentieuse et dans les délais légaux pour faire annuler la concession du nom de « Vichy-Catalan ». Mais dans un cas pareil, l'action en révision des arrêts de concession de marque est prescrite par quatre ans ; d'autre part, les juristes espagnols admettent qu'en vertu du principe de non-rétroactivité des lois, une marque comportant par exemple, le mot « Champagne » et déposée avant la loi du 16 mai 1902 ou à plus forte raison avant la ratification de l'Arrangement de Madrid par l'Espagne (7 novembre 1893), serait inat-

(1) Gazette de Madrid du 31 juill. 1907, n° 212, p. 435. Voir Propr. Ind. 1908, p. 71.

taquable. De plus, la propriété des marques se prescrit par trois ans. Aucun recours ne serait donc recevable dans de tels cas.

Cette théorie nous apparaît vraiment excessive au regard de nos principes juridiques, mais le fait qu'elle est soutenue par des jurisconsultes espagnols éminents laisse craindre qu'elle trouve des défenseurs dans le corps des tribunaux et elle est de nature à entraver très fréquemment les actions qui pourraient être engagées contre les usurpateurs les plus notoires de l'appellation « Champagne ». Il devient en outre nécessaire de surveiller attentivement tous les nouveaux dépôts de marques pour user du droit d'opposition dans les délais légaux.

Notre Gouvernement, se rendant compte des lacunes considérables que présente la réglementation actuelle espagnole et désirant obtenir la répression des usurpations qui se multiplient sans cesse en Espagne, obtint lors de la conclusion du récent accord commercial du 8 juillet 1922 (1) l'insertion d'une disposition prévoyant que, dans les six mois de la signature de l'accord, s'ouvriraient des négociations portant sur l'interprétation et l'application de l'Arrangement de Madrid. Mais il ne semble pas jusqu'ici qu'il ait été donné suite à ce projet dont l'aboutissement serait cependant bien nécessaire.

PORTUGAL

Si le commerce français s'est vu obligé d'adresser, depuis la guerre, de fréquentes récriminations à l'occa-

(1) Journal Off. du 12 juill. 1922, p. 7258 (art. 16).

sion des obstacles que l'un et l'autre gouvernement ont apportés aux relations commerciales entre les deux pays, il est cependant forcé de rendre justice au Portugal, un des rares pays qui aient fidèlement défendu les appellations d'origine, particulièrement celles des produits vinicoles. Signataire de la Convention de Paris et de l'Arrangement de Madrid (1) dès leur origine, ce pays y a conformé sa jurisprudence et sa réglementation intérieure.

La loi du 21 mai 1896 (2), inspirée par les études allemandes sur la concurrence déloyale qui avaient abouti à la loi aujourd'hui abrogée du 27 mai 1896, pose, notamment dans son titre VIII, l'interdiction d'employer des noms géographiques pour indiquer la provenance de marchandises qui n'ont pas été réellement produites, travaillées ou transformées dans le lieu indiqué ; cette loi punit également l'emploi d'enseigne, de nom, de marques susceptibles de créer une confusion et elle condamne l'emploi de termes tels que « préparé selon la formule de », « d'après les procédés de » etc. La loi de 1908 complète l'œuvre de celle de 1896 et on peut dire que c'est l'Arrangement de Madrid qui est la base de la protection des appellations d'origine au Portugal.

Le Portugal a songé, l'un des premiers, à délimiter les zones de production de ses vins. Pour le vin de Porto, ce fut l'œuvre des décrets des 27 novembre 1908, 18 avril 1911, 16 juin 1914, et 10 juillet 1918 remplacé par celui du 10 décembre 1921 (3). Quant aux vins de Madère,

(1) Ratifié par loi du 6 juill. 1893.

(2) Rec. Propr. Ind. II, p. 288 et s.

(3) Décret n° 7934 du 10 déc. 1921, sur la production et le commerce des vins de Porto. — Bull. Ch. de Com. portugaise de Paris, mars 1922, p. 2.

ils sont assujettis au décret du 11 mars 1909. Les régions de production des vins de Collarès, Bucellas, Carcavellos, Setubal et Dão sont aussi délimitées. Outre la délimitation proprement dite, ces textes contiennent une réglementation très sérieuse de la production et du commerce de ces vins qui est de nature à donner toute garantie au consommateur sur la véritable origine du produit et sur la loyauté de sa fabrication (1). Dans ces conditions, le Gouvernement français s'est décidé à rendre applicable aux vins de Porto et de Madère, par décret du 1^{er} juillet 1922 (2), les dispositions de l'article 12 de la loi du 6 mai 1919 qui impliquent ainsi l'ouverture de comptes spéciaux de Régie pour ces vins. Le Portugal a obtenu de l'Angleterre, dans les traités de commerce de 1914 et 1916, l'interdiction de la vente de Portos et Madères n'ayant pas une origine portugaise, et il s'est assuré la même protection en Allemagne (3) et en Autriche-Hongrie (4).

Les usurpations de l'appellation Champagne au Portugal n'ont jamais été ni bien nombreuses, ni très graves. En 1897, à la Conférence de révision de Bruxelles, le délégué espagnol chercha à s'appuyer sur elles pour montrer que l'article 4 de l'Arrangement de 1891 était interprété par presque tous les contractants comme permettant l'emploi d'une indication géographique de provenance inexacte, du moment que la véritable origine y est mentionnée également. On a pu constater,

(1) Voir Bull. Ch. de Com. portugaise, notamment fév. 1921, p. 5.

(2) J. Off. du 7 juill. 1922.

(3) Traité de Commerce d'Oporto, 30 nov. 1908 (Prop. Ind. 1910, p. 77).

(4) Notes du 8 juill. 1911 (Prop. Ind. 1912, 143).

disait-il, que la fabrication du Champagne est officiellement reconnue au Portugal ; il s'appuyait sur ce fait qu'en 1895 et 1896, on avait présenté à l'enregistrement douze marques portant toutes les mots « Champagne » ou « champagnisé » et que celles-ci avaient été enregistrées au bout de six mois, après l'examen préalable exigé par la loi portugaise. M. de Séguier, délégué du Portugal à la Conférence, rétablit les choses en expliquant que c'était par suite d'une erreur que les marques « Champagne portugais », « Sauternes portugais », non admises en fait à l'enregistrement, avaient été insérées au bulletin de la Propriété industrielle. En ce qui concerne les marques de « Cognac », M. de Séguier reconnut qu'elles avaient été enregistrées parce que le gouvernement portugais considérait l'expression « produits vinicoles » employée dans l'Arrangement de Madrid comme synonyme de « vins » et non de « vins et leurs dérivés » : le Portugal classant le Cognac parmi les dérivés du vin ne s'était pas cru tenu de lui accorder la protection donnée au vin (1). Sur les instances de la France, le Portugal se rallia du reste à notre point de vue et fit rentrer le Cognac dans les produits vinicoles visés par l'Arrangement.

Ce que l'on rencontre maintenant au Portugal ce sont plutôt des abus de langage ou d'annonce : un fabricant de vin mousseux accole le nom de Champagne au sien dans une réclame et précise même que son produit vaut ceux de Reims, sans plus chercher cependant à faire croire à l'origine champenoise ; un autre offre son « Champagne portugais », dont l'étiquette n'est du reste nulle-

(1) Procès-verbaux Conférence de Bruxelles 1897, 7^e séance. Voir : Usage illicite du nom de Madère, p. 64, 69 et 70.

ment répréhensible, pendant qu'un troisième fabricant, de la région de Lamego, tente de lancer un « Champagne national ». Tous les intéressés sont du reste parfaitement d'accord sur la nécessité d'obtenir la cessation de ces emplois du mot Champagne qu'il serait dangereux de tolérer, même dans un pays à législation protectrice.

SUISSE

La base de la législation suisse en matière d'appellation d'origine est la loi fédérale sur les marques, du 26 septembre 1890 (1), notamment ses articles 18, 20, 25, 26 et 27.

L'article 18 donne la définition suivante : « L'indication de provenance consiste dans le nom de la ville, de la localité, de la région ou du pays qui donne sa renommée à un produit. L'usage de ce nom appartient à chaque fabricant ou producteur de ces ville, localité, région ou pays, comme aussi à l'acheteur de ces produits. Il est interdit de munir un produit d'une indication de provenance qui n'est pas réelle. » L'article 26 punit « quiconque, sur ses enseignes, annonces, prospectus, factures, lettres ou papiers de commerce, fait usage indûment d'indications de provenance... ». L'ordonnance du 8 mai 1914, concernant le commerce des denrées alimentaires, rendue en exécution des articles 11 et 54 de la loi fédérale du 8 décembre 1905, « interdit de mettre des denrées alimentaires dans le commerce sous des dénominations de nature à tromper l'acheteur » (art. 3) et, aux termes de l'article 173, « lorsque des

(1) Rec. Propr. Ind. II, 569 et 598.

vins sont mis dans le commerce avec des indications portant sur leur origine (pays, région, cru, cépage, etc.), ces indications doivent être conformes à la réalité et exclure toute possibilité de confusion. » Les articles 50, 51 et 59 du Code fédéral des obligations (1) peuvent être invoqués, en tant qu'il y a, en l'espèce, concurrence déloyale. Les dispositions de la loi de 1890, relatives à l'enregistrement des marques, sont également à noter : d'après l'article 14, n°4, l'Office doit refuser l'enregistrement lorsque la marque porte une indication de provenance évidemment fausse. Malheureusement l'article 13, n° 5 du règlement d'exécution ajoute la condition suivante : « si cette indication n'est pas accompagnée de la mention de la raison de commerce et de l'adresse de l'établissement du déposant ». (2) Au point de vue international, la Suisse a adhéré dès l'origine à la Convention de Paris et aux deux arrangements de Madrid. Reste à voir comment la situation se présente en fait dans ce pays pour l'appellation Champagne en particulier et comment on peut espérer l'améliorer.

La dénomination Champagne est employée par les fabricants suisses de diverses manières : sur le produit lui-même ou seulement dans l'annonce, seule ou accompagnée d'un correctif mentionnant l'origine réelle. Suivant les cas, la répression de ces abus pourra être envisagée diversement. L'emploi d'une fausse indication de provenance dans l'annonce du produit ne tombe pas directement sous le coup de la Convention d'Union, ni de l'Arrangement de Madrid, ainsi qu'il a été jugé par le Tribunal fédéral (3) ; par contre l'article 26 de la loi

(1) *Ibid.*, 595.

(2) Voir Propr. Ind. 1907, p. 136.

(3) Tribunal fédéral, 20 mai 1899, Rec. off. suisse, T. XIX, 252.

fédérale de 1890 que nous avons rapporté plus haut vise ce cas et il semblerait que la suppression de tels abus doive s'obtenir facilement en vertu de ladite disposition ; il n'en est rien cependant, car la plupart du temps l'appellation Champagne sera accompagnée, soit du mot « suisse », soit du nom et de l'adresse du fabricant suisse, et de nouvelles difficultés d'interprétation entraveront l'application de la loi. Ces objections se présentent du reste également lorsqu'il s'agit de l'emploi de la dénomination Champagne, accompagnée d'un de ces correctifs, sur l'étiquette même. Nous prétendons que malgré ces atténuations l'apposition du mot Champagne reste délictueuse au regard de la loi suisse et nous pouvons étayer notre opinion sur un arrêt du Tribunal fédéral (Cass. pénale) rendu le 22 mars 1921 :

« Même une appellation qui n'est pas, à proprement parler, mensongère, est contraire aux prescriptions fédérales, lorsqu'elle n'exclut pas toute possibilité de confusion. Peu importe que dans le cas concret, l'acheteur ait ou non été trompé, il suffit que, d'une façon générale, la dénomination soit de nature à tromper le public, c'est-à-dire à l'induire en erreur sur la nature ou les qualités de la marchandise... Le vin est avant tout un produit naturel. Ses qualités essentielles ne proviennent pas du mode de fabrication, mais du plant, du cépage, de la région, du sol où la vigne a crû... »

Nous ajouterons qu'admettre la légalité de l'emploi de l'appellation Champagne, accompagnée d'un correctif, c'est reconnaître à celle-ci le caractère générique et se placer en contradiction formelle avec les termes impératifs de l'Arrangement de Madrid, en ce qui concerne les produits vinicoles. Il en résulte, a fortiori, que l'emploi du mot Champagne seul et sans indication de l'adresse du fabricant suisse est formellement condamné, tant par l'Arrangement de Madrid que par les dispositions

intérieures que nous avons étudiées, et cette fois sans qu'aucune excuse puisse être invoquée et entraver l'action pénale (si c'est celle-ci qui a été intentée), comme cela serait à craindre « lorsque la contravention aura été commise par simple faute, imprudence ou négligence » (art. 25 de la loi de 1890).

Une difficulté spéciale peut surgir cependant lorsqu'il s'agit de fabricants suisses qui affirment n'employer que des vins originaires de la Champagne ; malgré que cette prétention soit généralement en partie inexacte et que les fabricants en question se bornent vraisemblablement à importer seulement une partie de vins d'origine champenoise, l'hypothèse est cependant réalisable et mérite d'être examinée. L'Arrangement de Madrid n'est pas explicite sur ce point et l'étendue de son application ne peut être déterminée qu'en considérant les législations intérieures. D'après une opinion que nous considérons comme la plus équitable, les conditions à exiger d'un produit d'origine pour qu'il revête l'appellation qui fait sa renommée, doivent être déterminées d'après la loi du pays qui donne le jour à cette appellation et si l'on veut que l'Arrangement de Madrid règne au-dessus des jurisprudences nationales et tende à les unifier, il y a lieu d'adopter cette règle. Or, en l'espèce, les usages français confirmés par la jurisprudence et la loi, sont formels et refusent l'appellation Champagne au vin originaire de Champagne mais dont la fabrication n'a pas été effectuée entièrement dans cette région. Le Tribunal fédéral s'est prononcé sur la question du lieu de fabrication de la bière (arrêt du 9 juin 1908). « La dénomination « Basler-Bier » est une indication de provenance qui, aux termes des articles 18 à 20 de la loi du 26 septembre 1890, ne saurait être apposée sur des

bouteilles contenant de la bière non fabriquée à Bâle. » La situation n'est évidemment pas la même pour le vin de Champagne que pour la bière, mais la tendance protectrice qu'indique cet arrêt permet d'espérer que si la question était soulevée devant les Tribunaux suisses, ils pourraient se rallier à la définition française du vin de Champagne, produit récolté et fabriqué dans la région de ce nom. Mais la multiplicité des abus, plus ou moins graves, constitue un danger en ce sens que l'opinion publique risque d'être faussée par des errements déplorables ; il en résulte une incertitude funeste ainsi que des difficultés et retards dans la revendication des droits méconnus. Cependant la Suisse étant l'un des pays dans lesquels l'habitude de la réglementation est le plus profondément ancrée, on peut espérer que cette tournure d'esprit se traduira en faveur de la protection absolue des appellations d'origine des produits vinicoles.

BELGIQUE

La Belgique est, proportionnellement à son étendue et à sa population, un des meilleurs marchés pour les produits vinicoles français. Aussi le grand souci de leurs producteurs est-il d'arriver à obtenir dans ce pays une protection efficace des appellations d'origine. Malheureusement, si les marques ont fait l'objet de deux lois spéciales (1), il n'en est pas de même du nom commercial et des indications de provenance, pour lesquels on ne peut invoquer que la protection générale du Code : l'article 1382 du Code civil, aux termes duquel « tout fait

(1) Lois du 31 mars 1873 (Propr. Ind. 1907 112) et du 1^{er} fév. 1879 (Rec. Pr. Ind. I, 126).

quelconque de l'homme, qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé, à le réparer » ; l'article 191 du Code pénal qui punit l'apposition frauduleuse d'un nom commercial usurpé, et l'article 498 frappant celui qui aura trompé l'acheteur : a) sur l'identité de la chose vendue, en livrant frauduleusement une chose autre que l'objet déterminé sur lequel a porté la transaction, b) sur la nature ou l'origine de la chose vendue, en vendant ou en livrant une chose semblable en apparence à celle qu'il a achetée ou qu'il a cru acheter.

La Belgique est, de plus, adhérente à la Convention de Paris : mais non à l'Union restreinte de Madrid, et dans toutes les Conférences officielles où l'on a cherché à entraîner les délégués belges dans la voie d'une protection plus efficace, on s'est heurté à une fin de non-recevoir. A la Conférence préliminaire de Paris en 1880, l'attention de la délégation belge avait été attirée sur le grand nombre de produits portant en Belgique une indication mensongère de lieu de provenance, mais le délégué belge déclara que ce serait compromettre le succès de la convention que de « vouloir entrer en lutte avec des habitudes, des usages certainement mauvais et blâmables, mais absolument invétérés ». A la conférence de révision de Rome, en 1886, la proposition franco-anglaise destinée à renforcer la répression des fausses indications d'origine fut annihilée par l'adoption de l'amendement belge admettant la fausse indication, lorsqu'il y a accord entre le vendeur et le propriétaire du nom usurpé (1). Et lorsqu'en 1891, à Madrid, les représentants belges furent mis en face du texte définitif de l'Arrangement, ils s'abstinrent de voter.

(1) Voir *supra*, p. 203.

Il semble qu'une grande partie du public belge ait de tout temps répugné à adhérer à cet Arrangement ; les raisons qui ont été données de cette attitude sont multiples : tout d'abord on met en avant le désir patriotique de ne pas porter atteinte à certaines industries nationales qui seraient touchées par cette adhésion, et on va jusqu'à dire que le rôle des intermédiaires disparaîtrait complètement de ce fait. C'est une erreur complète pour ce qui est du commerce loyal ; celui qui ne vit que de l'imitation frauduleuse serait naturellement frappé très durement ; le véritable commerce ressentirait peut-être pendant les premiers temps une certaine gêne, mais celle-ci disparaîtrait au fur et à mesure qu'il s'adapterait à la situation nouvelle. Les produits belges au début peu connus acquerraient rapidement une notoriété suffisante pour pouvoir être vendus avec l'indication exacte de leur origine ; un exemple nous en est fourni par les noms des bières belges : il semblait avant-guerre qu'il eût été impossible de ne pas se servir des noms de « Pilsen », « Munich » etc. pour désigner des bières belges ; l'expérience a montré que celles-ci se vendent aussi bien sous les nouveaux noms belges qui ont été substitués aux noms allemands. Il en serait de même pour les fromages des Flandres actuellement vendus sous les fausses désignations de « Camembert » ou « Brie ».

On a fait valoir également que la réglementation française n'était pas parfaite et qu'elle n'excluait pas toute possibilité de confusion, notamment lorsqu'il s'agissait de vins n'ayant pas droit à une appellation d'origine, mais cependant expédiés d'un pays réputé pour ses produits d'origine et portant sur l'étiquette le nom de ce pays comme adresse du négociant. Il faut reconnaître que cette critique comporte une grande part

d'exactitude, mais est-il permis de dire que, parce que certaines confusions peuvent encore se produire du chef de l'étranger, il faut renoncer à réprimer tous les abus autrement graves qui se passent dans son propre pays? Or ceux-ci ont été formellement reconnus par le commerce belge. Quant au consommateur, c'est lui qui se trouve être la première victime de ces fraudes et il mérite bien que son intérêt soit quelque peu pris en considération. La Belgique a beau être un pays épris de liberté, la réglementation s'y impose pour lutter victorieusement contre les abus, et l'adhésion à la Convention de Madrid a semblé l'un des moyens les plus simples d'entrer dans cette voie.

Depuis 1891, il s'est produit une évolution sensible de l'opinion belge à ce sujet. « Depuis 1891, écrivait la *Revue vinicole Belge* (1), les idées de protection commerciale ont fait un chemin si considérable que c'est avec un profond étonnement qu'on enregistre cette défection de la Belgique. » Au Congrès de 1910 de l'Association internationale pour la protection de la Propriété industrielle, MM. de Ro et Tillier, rapporteurs belges, insistèrent sur la nécessité pour la Belgique d'adhérer à l'Arrangement, et le Congrès adopta leurs conclusions (2). Quelques semaines plus tard s'ouvrait également à Bruxelles le Congrès international du Commerce des Vins, Cidres, Spiritueux et Liqueurs (3), et le commerce belge ne pouvait alors rester indifférent à la question, mais sur l'application du principe de répression des abus, deux tendances se manifestèrent : d'une part,

(1) *Revue Vinicole Belge*, juin 1909.

(2) Voir *Propriété Ind.* 1920, p. 32.

(3) Voir Comité International du Commerce des vins, cidres, spiritueux et liqueurs. Congrès International Bruxelles 1910.

la prohibition sans réserve de toutes les fausses appellations d'origine ; de l'autre l'application du système mitigé des Anglais : l'emploi de toute appellation est loyal et licite, pourvu que l'origine soit indiquée expressément. Cette dernière solution avait la faveur du Syndicat des Courtiers en Vins de Belgique dont le rapporteur proposait le vœu suivant : « Que la Convention de Madrid soit révisée dans un sens libéral, de façon à amener l'adhésion des Etats non contractants, tout en maintenant les principes essentiels qui sont la base de la Convention. » (1) Peu après, le Gouvernement belge prépara l'étude d'un projet de loi sur la police du commerce, qui fut déposé en 1912, mais n'aboutit pas : ce projet comportait l'interdiction absolue de toute fausse indication de provenance. Cette initiative montre bien que les sphères officielles s'étaient rendu compte de la nécessité d'édicter une réglementation sévère ; mais celle-ci, étant unilatérale, ne pouvait comporter pour les ressortissants belges les avantages qu'eût impliqués l'adhésion à l'Union restreinte. Aussi la Belgique se mit-elle alors à étudier avec la France l'éventualité de l'adhésion.

La guerre interrompit ces projets qui furent repris ensuite à l'occasion des négociations économiques, notamment de celles relatives à la suppression des surtaxes d'entrepôt. Les deux courants opposés ont continué à se manifester et une grande partie du commerce, par crainte des restrictions qu'impliquerait la réglementation de Madrid, penche encore pour le *statu quo*. C'est ainsi que l'Union professionnelle Belge des négociants en vins et spiritueux ayant consulté au début de

(1) *Ibid.* p. 261.

1922 les organismes qui la composent, obtint seulement trois réponses en faveur de l'adoption de la Convention, et neuf contre (1) : les arguments qui s'opposent à l'adhésion et que nous avons réfutés plus haut produisent encore une certaine impression sur bon nombre d'honorables commerçants belges qui font ainsi, malgré eux, le jeu des contrefacteurs. — A une séance ultérieure, l'Union professionnelle tout en continuant à rejeter l'adoption de l'Arrangement de Madrid, décida « de ne pas repousser a priori l'examen de nouvelles suggestions du côté français » (2).

Pendant le même temps, des vœux plus encourageants étaient émis par l'Association nationale Belge pour la Protection de la Propriété industrielle dans sa session des 3-4 avril 1922, à Bruxelles : l'exception en faveur des produits vinicoles fut comme toujours l'objet de vives attaques, puisque ce sont les seules appellations sur lesquelles les tribunaux locaux n'ont aucun pouvoir d'appréciation. Mais la thèse de la protection absolue l'emporta et la réunion, à une très grande majorité, adopta le vœu suivant : « Il est désirable de voir tous les pays de l'Union rendre efficace l'article 10 de la Convention d'Union en organisant la saisie à l'importation. Il est également souhaitable qu'un plus grand nombre d'Etats, et notamment la Belgique, adhèrent à l'Arrangement de Madrid. » (3)

L'acceptation de l'adhésion à l'Arrangement par de très nombreuses personnalités belges permet d'espérer que d'ici peu les résistances qui y sont encore aujour-

(1) Réunion du 22 janv. 1922. — Revue Vinicole Belge, mars 1922, p. 457.

(2) Séance du 12 avril 1922. — Revue Vin. B., mai 1922, p. 501.

(3) Propr. Ind. 1922, p. 102.

d'hui opposées, finiront par s'effacer. Lorsque la Belgique sera définitivement entrée dans cette voie, elle pourra exiger de l'Allemagne, l'application de l'article 275 du Traité de Paix qui assurera aux deux pays une protection réciproque efficace. Pour que nous obtenions en Belgique le respect de l'appellation Champagne, il est absolument nécessaire que nous puissions nous appuyer sur des dispositions plus précises que celles des articles 1382 du Code civil et 468 du Code pénal.

Les usurpations les plus variées se donnent libre jeu : le mot « Champagne » couvre la plus grande partie des vins mousseux ordinaires, et des fabricants belges, au besoin à la faveur de quelques importations de vins français, en arrivent non seulement à laisser croire que leur vin est du Champagne, mais même à le préciser sur leurs notices. Le consommateur est ainsi complètement égaré et, si l'on fait exception pour les vins de quelques grandes marques connues depuis longtemps en Belgique, les contrefaçons arrivent à être mises sur le même pied que les vins de Champagne véritables (1). La poursuite est très aléatoire, car les lacunes des textes permettent toutes les échappatoires aux fraudeurs audacieux. Le seul remède qu'attend le producteur français, c'est l'adhésion à l'Arrangement de 1891 ou la signature d'un accord qui reproduise ses dispositions intéressant les produits vinicoles, en les précisant pour éviter toute discussion d'interprétation.

(1) La situation est la même pour le Cognac. M. VAN PETEGHEM citait dans son rapport au Congrès International du Commerce des Vins et Spiritueux de 1910 l'aveu suivant d'un négociant ou distillateur : « Du cognac, Monsieur, j'en vends des millions de litres, et je n'en achète jamais ! » (Compte rendu du Congrès, op. cit., p. 262).

LUXEMBOURG

Le régime des marques présente de très grandes analogies avec les systèmes français et belges (loi du 28 mars 1883), (1) et un accord franco-luxembourgeois du 27 mars 1880 nous assurait la protection ; depuis le 30 juin 1922, le Luxembourg est adhérent à la Convention de Paris. La répression des fausses indications de provenance n'est assurée que par l'article 10 de cette convention et par les règles du droit commun sur la concurrence déloyale.

ALLEMAGNE

La législation allemande qui peut s'appliquer au domaine de la protection des appellations d'origine comprend la loi fondamentale sur les marques du 12 mai 1894 (2), l'ancienne loi du 27 mai 1896 sur la concurrence déloyale, la loi sur les vins mousseux du 24 mai 1901 (3), la loi du 7 avril 1909 sur le commerce des vins (4) et la loi du 7 juin 1909 sur la concurrence déloyale (5). La fausse indication de provenance est réprimée par les articles 16, 17 et 22 de la loi de 1894 sur les marques et par l'article 1 de la loi de 1896 sur la concurrence déloyale : l'indication de fausses désignations de provenance, si elles sont de nature à provoquer une

(1) Rec. Propr. Ind. II, p. 134. — Règlement : *Ibid*, p. 139.

(2) Rec. Propr. Ind. I, 69.

(3) Propr. Ind. 1901, 145.

(4) *Ibid*. 1910, 89 ; mod. par loi 1 fév. 1923. Pr. Ind. 1923, 41.

(5) *Ibid*. 1909, 169. — Ann. 10, 32.

offre particulièrement favorable, donne à tout concurrent ou toute société compétente le droit de poursuite. En outre des dommages-intérêts peuvent être demandés si le contrevenant connaissait ou devait connaître l'inexactitude de l'indication.

Malheureusement, l'addition suivante transporte la question sur un autre terrain, celui du caractère générique ou non de l'appellation : « L'emploi de dénominations qui, suivant l'usage commercial, servent à désigner certaines marchandises, sans être destinées à en indiquer la provenance, ne tombe pas sous le coup de cette disposition. » La grande difficulté sera donc de prouver que le mot « Champagne » n'est pas, d'après les usages commerciaux allemands, un terme générique (1). — L'article 6 de la loi de 1901 sur les vins mousseux, les articles 6, 17, 26 à 31 de la loi de 1909 sur les vins sont conçus dans le même esprit, mais de plus, les vins mousseux « doivent porter une appellation qui fasse connaître le pays où ils ont été mis en bouteilles ». La loi de 1909 sur la concurrence déloyale organise une protection générale et atteint notamment l'annonce mensongère.

Les Français peuvent invoquer en Allemagne le bénéfice de la Convention d'Union de 1883, à laquelle l'Allemagne a adhéré le 21 mars 1903 et de l'Arrangement de 1891 sur l'Enregistrement international des marques accepté tout dernièrement par l'Allemagne (2), mais jusqu'à ces derniers temps l'adhésion à l'Arrangement de Madrid sur les fausses indications de provenance, quoique ayant de nombreux partisans, n'avait

(1) Voir Ass. Intern. p. la Protection de la Pr. Ind., Congrès de Berlin 1904 : Rapport de M. RICHARD ALEXANDER-KATZ. IV.

(2) Propr. Ind. 1922, p. 137.

pas semblé possible. Une ètre nouvelle va s'ouvrir maintenant du fait des dispositions des articles 274 et 275 du Traité de Versailles et des conséquences importantes qu'elles entraînent.

En ce qui concerne le mot « Champagne », la protection est toujours restée insuffisante : en effet la loi sur les vins mousseux admet implicitement l'usage de l'expression « Champagne Allemand » qui contient l'indication de la provenance, et d'autre part la loi de 1909 sur les vins, en autorisant dans ses articles 7 et 8 le coupage des vins et l'application à ce mélange du nom de son élément dominant et caractéristique, a évidemment porté échec aux appellations d'origine.

Cependant de très gros efforts ont été accomplis en Allemagne dans le sens de la protection des appellations vinicoles et tout particulièrement de l'appellation « Champagne ». Un mouvement d'une réelle ampleur s'y dessina dès le début du siècle, en faveur de l'adhésion à l'Arrangement de Madrid sur les fausses indications de provenance. Il se propagea en particulier à l'occasion du Congrès international de la Propriété industrielle qui se tint à Berlin, du 25 au 30 mai 1904, sous les auspices de l'Association internationale pour la Protection de la Propriété industrielle. — Un rapport fort documenté sur l'Arrangement de Madrid fut présenté par le docteur Richard Alexander-Katz, avocat à la Cour de Berlin (1). Il concluait que l'adhésion à l'Arrangement de Madrid aurait pour l'Allemagne un intérêt essentiel, mais sous réserve de certaines modifications, parmi lesquelles la suppression de l'addition à l'article 4 qui retire aux juges tout pouvoir d'appréciation quant

(1) Congrès de Berlin. Op. cit. Rapport ALEXANDER-KATZ.

au caractère des appellations régionales de produits vinicoles. La première argumentation de M. Alexander-Katz portait sur le mot « Cognac » pour passer ensuite sur le mot « Champagne ». Elle est fidèlement résumée en ces termes que nous empruntons à la réponse qu'elle s'attira (1) :

« La dénomination « Cognac » ne désigne plus aujourd'hui le « Branntwein », eau-de-vie de vin, originaire de cette localité, mais bien tout alcool quelconque présenté au consommateur sous une apparence analogue à celle que le chef-lieu des Charrentes a popularisée. C'est un mot tombé dans le domaine public, une dénomination générique ; on ne peut rien contre la brutalité de ce fait : il n'y a qu'à s'incliner, car « on ne peut essayer d'arracher au trésor de la langue allemande » cette désignation de genre. Il existe, en Allemagne, des fabriques de cognacs, qui emploient cette dénomination et celle de cognacs allemands, ne songeant nullement à tromper sur le lieu de la fabrication. »

« Il en est à peu près de même, disait textuellement M. Alexander-Katz, si ce n'est tout à fait, pour le mot « Champagne ». Là nous avons aussi les mots « Sekt » et « Schaumwein », qui sont également d'un usage courant. Mais le mot « Champagne » s'emploie tout aussi bien pour le vin mousseux ; on peut boire le français ou l'allemand... Qu'on en pense ce qu'on voudra, on ne peut plus enlever au langage usuel la dénomination « Deutscher Champagner » (Champagne allemand). Le mot « Champagne » est donc aujourd'hui un mot mixte : il n'indique plus, comme autrefois, que le vin provient de la Champagne. C'est très fâcheux pour les fabricants de champagne des lieux renommés de la Champagne, mais on n'y peut rien changer. »

Au nom de la Chambre de Commerce de Reims et du Syndicat du Commerce des Vins de Champagne, M. Alexandre Henriot entreprit de réfuter les assertions

(1) Op. cit. Observations en réponse au rapport de M. RICHARD ALEXANDER KATZ, par M. ALEXANDRE HENRIOT, délégué de la Chambre de Commerce de Reims et du Syndicat du Commerce des Vins de Champagne.

du rapporteur allemand. Sans s'attarder au côté juridique, déjà maintes fois traité, même en Allemagne, et en se plaçant uniquement sur le terrain des faits, il démontra, avec preuves à l'appui, que le mot Champagne a gardé en Allemagne son sens géographique et que l'expression « Champagnerwein » ou « Champagner » n'est que très rarement employée comme désignation générique ; par contre les expressions « Schaumwein » et « Sekt » sont employées comme locutions génériques pour désigner les vins mousseux en général et particulièrement les vins mousseux d'origine et de fabrication allemande (en ajoutant ou non l'épithète « Deutscher »).

De nombreuses preuves d'adhésion furent données au cours de ce Congrès aux idées exposées par le représentant de la Champagne. La défense du mot « Cognac » avait été présentée avec non moins d'ardeur et d'esprit, mais le grand nombre des abus commis à l'étranger ne permettait pas une démonstration de fait aussi irréfutable que pour le mot « Champagne ». Aussi, malgré que certainement un vote sur l'article 4 de l'Arrangement de Madrid eût emporté une majorité allemande importante, le Congrès voulant selon son habitude ne procéder au scrutin qu'en prévision d'une presque unanimité, préféra réserver pour une prochaine réunion une étude complémentaire qui pourrait avoir une signification décisive. Quoi qu'il en soit, ce Congrès de 1904 marque une date importante pour la défense du mot « Champagne » en Allemagne et a accéléré dans une large mesure le mouvement d'opinion nécessaire pour aboutir à une protection efficace.

L'année suivante, au Congrès de Liège en 1905, M^e Georges Maillard, rapporteur général, « put annoncer que le groupe allemand s'inclinait en ce qui concerne le

mot « Champagne » et reconnaissait que l'emploi de ce mot pour désigner tout vin qui ne serait pas produit dans cette région constituait bien un acte de concurrence déloyale » (1). Mais la question du mot « Cognac » restait toujours ouverte malgré de sérieuses discussions qui se continuèrent à Liège en 1905 et à Milan en 1906, et malgré les efforts du Comité commercial franco-allemand qui, à sa réunion du 28 février 1910, adoptait une motion aux termes de laquelle il était reconnu qu'il serait désirable que le mot « Cognac » ou « Kognac », employé pour désigner un distillat de vin quelconque, disparût le plus tôt possible des usages courants en Allemagne, pour être remplacé par une dénomination purement allemande (2). Le 14^e Congrès international pour la protection de la propriété industrielle qui eut lieu à Bruxelles du 1^{er} au 5 juin 1910 émit le vœu qu'à défaut de l'adhésion pure et simple de l'Allemagne à l'Arrangement de Madrid, une convention intervienne entre la France et l'Allemagne, s'inspirant des principes de Madrid, pour protéger réciproquement dans les deux pays les produits d'origine, suivant une liste dressée après enquête auprès des Chambres de Commerce et des Chambres syndicales intéressées et avec les Associations juridiques compétentes. Mais au Congrès du Commerce des Vins et Spiritueux de Bruxelles, quelques mois plus tard, il se dégagait encore des rapports allemands l'impression qu'il était difficile d'obtenir la renonciation de l'Allemagne au mot « Cognac » pour y substituer par exemple le mot « Wein-

(1) Propr. Ind. 1920, p. 33. — Voir Ass. Intern. Liège 1906.

(2) Voir Congrès de Bruxelles du Comité International 1910, p. 291.

brand », déjà fort usité (1). — Dans le traité d'Oporto du 30 novembre 1908 (1 bis), le Portugal obtint de l'Allemagne la reconnaissance des désignations de « Porto » et « Madère » comme des appellations d'origine, et l'usurpation peut en être poursuivie conformément à la loi allemande.

Cependant le courant allemand en faveur de l'adhésion à l'Arrangement de Madrid prenait toujours plus d'ampleur. Presque toutes les réunions des groupements intéressés étaient l'occasion de manifestations favorables (2) et les hautes sphères intellectuelles continuaient à mener campagne dans ce sens. C'étaient plutôt les milieux administratifs et judiciaires qui montraient une certaine hésitation ainsi que nous avons eu l'occasion de le faire remarquer à propos des appellations de bières (3). Toutefois la tendance à la protection semblait prédominante (4).

Elle est maintenant devenue une obligation pour l'Allemagne du fait des articles 274 et 275 du Traité de Versailles (5) dont nous avons analysé plus haut la portée. Le mot « Champagne » ne pourra donc plus en aucun cas

(1) *Ibid.*, p. 250, 256, 287 à 300.

(1 bis) Voir Propr. Ind. 1910, p. 77.

(2) Congrès des Viticulteurs allemands, sept. 1906. Voir Propr. Ind. 1906, p. 150.

(3) Voir Chap. II, p. 43.

(4) Une ordonnance du 27 mars 1912 déclare l'expression « Bourgogne allemand » inadmissible (Propr. Ind. 1912, p. 58). Voir pour les « sardines » : Hambourg, 6 nov. 1913, et Cour Hanséatique, 20 mai 1914 (Ann. 1919-72) et Cour suprême de Leipzig, 4 juin 1920 (Ann. 1921). — Le bureau des brevets de l'Empire, saisi d'un recours contre un refus d'enregistrement d'une marque « Hœfelmayrs Silber Camembert », persista dans le refus parce que « le sentiment que le fromage de Camembert est d'origine française » n'a pas disparu. Voir Propr. Ind. 1919, p. 57, et 1920, p. 56.

(5) Voir le texte p. 225.

être considéré en Allemagne comme générique et la législation intérieure devra, conformément au Traité, permettre la protection de l'appellation et la répression des usurpations de toutes sortes. Il est même très probable que l'adhésion de l'Allemagne à l'arrangement de Madrid sera sous peu effective (1).

ITALIE

L'Italie n'a pas de législation spéciale pour la protection des appellations d'origine, mais la législation générale et les lois sur les marques permettent la poursuite des usurpations les plus grossières. La loi du 30 août 1868 sur les marques (2) dans son article 1, édicte que toute marque adoptée par un fabricant doit « indiquer le lieu d'origine, afin de constater le nom de la personne, la raison commerciale ou la dénomination de l'établissement d'où proviennent les produits ou marchandises ». Cette disposition implique déjà le principe de la vérité de la marque. Elle se trouve complétée par l'article 12, aux termes duquel « celui qui aura fait usage sciemment de marques ou signes portant une indication propre à induire l'acheteur en erreur sur la nature du produit » sera puni d'amende, ainsi que celui qui aura vendu des produits munis de ces marques ou emblèmes.

La vente d'un vin mousseux italien, avec des marques ou signes de nature à le laisser croire fabriqué en France, semble donc rentrer dans le cas de tromperie sur la

(1) Voir articles de MARTIN WASSERMANN en faveur de l'Arrangement de Madrid dans la revue « Markenschutz und Wettbewerb » de Berlin, numéros de déc. 1919, janv., fév., mars 1920.

(2) Rec. Pr. Ind. I, 93.

nature, prévu par l'article 12. Il y a bien un vin mousseux dans les deux cas, mais la nature du vin de Champagne est différente de celle du vin mousseux italien. Du reste, les doutes qui peuvent subsister sur l'interprétation du mot nature ne pourraient mettre obstacle à la possibilité d'une poursuite en pareil cas, car la question se trouve tranchée par les articles 295 et 297 du Code pénal de 1889 (1) qui visent expressément l'origine: L'article 295 punit « quiconque, dans l'exercice de son commerce, trompe l'acheteur en lui remettant un produit pour un autre, ou distinct par son « origine », sa qualité ou sa quantité de celui qui a été indiqué ou convenu ». L'article 297 frappe « quiconque importe... met en vente ou en circulation... des produits avec des noms, des marques ou des signes distinctifs propres à tromper l'acheteur sur l'origine ou la qualité du produit ». Il y a lieu d'ajouter que, d'après les principes généraux du droit, résumés dans l'article 1151 du Code civil italien qui n'est que la traduction de l'article 1382 de notre Code civil, l'emploi de fausses indications de provenance, qui porte évidemment préjudice aux fabricants champenois, peut être poursuivi pour ce motif.

L'Italie a adhéré dès le début à la Convention d'Union de Paris, mais non pas à l'Arrangement de Madrid. La fraude grossière, consistant à faire figurer sur le produit indigène le nom d'une localité champenoise, accolé à un nom commercial fictif, est donc reprehensible en vertu de la Convention de Paris, mais ses effets ne vont pas au delà et nous sommes obligés pour le surplus de nous rabattre sur la seule législation interne. Si, en l'absence d'adhésion de l'Italie à l'Arrangement de

(1) Rec. Pr. Ind. II, p. 100.

Madrid, il est difficile de porter devant les tribunaux la question de principe du caractère non générique de l'appellation de produit vinicole, car aucune disposition de la loi italienne ne permettrait d'étayer cette action, beaucoup de cas d'usurpations de l'appellation « Champagne » ou d'un nom champenois peuvent être cependant poursuivis pour fausse indication d'origine, conformément aux dispositions précitées, tant devant le Tribunal civil que devant le Tribunal pénal, lorsque la preuve du dol peut être faite. L'interdiction de l'usage de l'appellation « Champagne » seule ou accompagnée du qualificatif « italien » sur des vins portant distinctement l'indication de leur provenance italienne ne paraît pas tomber sous le coup de la loi et nous sommes dans ce cas désarmés pour poursuivre ce genre d'abus.

L'Italie après s'être opposée au début à l'extension de la protection, s'est rendue compte plus tard de son utilité et un courant favorable s'y est peu à peu dessiné. A la Conférence de Rome de 1886, le délégué italien vota contre le texte proposé qui était précurseur de l'Arrangement de Madrid et il défendit son point de vue dans ces termes :

« C'est un usage général, par tous pays, de revêtir certains produits fabriqués de la désignation d'une localité renommée pour cette fabrication. Le pays qui a acquis cette renommée n'est pas blessé par ce fait qui lui procure une réclame gratuite. Ce sont les consommateurs qui ont à se plaindre de ce système qui n'est souvent qu'un simple préjugé ; mais la convention de 1883 ne vise pas la protection des consommateurs à laquelle chaque Etat pourvoit ou doit pourvoir, par ses lois pénales ou de police. » (1)

(1) Conférence Internationale de l'Union pour la protection de la propriété industrielle Rome (Imprimerie Botta) 1886, p. 13.

A la Conférence de Madrid, 1890-91, le représentant italien développa la même thèse et s'abstint lors du vote (1). — Quelques années plus tard, au Congrès des juristes italiens, tenu à Naples en 1897, un changement d'opinion se fait déjà jour, et un vœu en faveur de l'adhésion à l'Arrangement de Madrid y fut adopté à l'unanimité. Un peu plus tard, en 1902, au Congrès de Turin de l'Association internationale pour la protection de la propriété industrielle, le rapporteur italien plaida nettement dans le même sens et exposa que les oppositions qui se manifestaient en Italie n'étaient pas fondées : en effet les industriels qui profitent de l'abstention de l'Italie n'ont pas légitimement le droit d'attendre de l'Etat une protection pour des pratiques impliquant la tromperie et la déloyauté ; il s'agit au contraire de renforcer les dispositions dont le principe est déjà admis par la législation italienne. Non seulement l'adhésion de l'Italie ne présente aucun danger pour l'industrie et le commerce national, mais encore elle leur offrirait à l'étranger des garanties auxquelles ils ne peuvent prétendre (2). Le mouvement italien en faveur de la protection des lieux d'origine s'accrût de plus en plus et un Congrès international de viticulteurs se tint à Alba en 1909, spécialement pour étudier cette question. On fit remarquer à ce propos que par ordre du roi, les vins mousseux italiens servis au banquet étaient régulièrement désignés par le vocable « Spumante » ou « Gran Spumante », à l'exclusion du mot « Champagne. »

Il semble bien qu'aujourd'hui l'Italie ait encore une

(1) Procès-verbaux de la Conférence de Madrid de 1890, de l'Union pour la Protection de la propriété industrielle (Berne, Impr. Jent et Reinert), p. 87.

(2) Annuaire de l'Ass. Inter. 1902, p. 47 à 20.

nouvelle et puissante raison d'adhérer à l'Arrangement de Madrid et de protéger davantage les produits vinicoles, puisque par le jeu des articles 274 et 275 du Traité de Versailles, 226 et 227 du Traité de Saint-Germain, elle serait ainsi assurée que les vins et vermouths italiens obtiendraient par le jeu de la réciprocité, une protection vraiment efficace en Allemagne et en Autriche. Les producteurs italiens du reste paraissent s'en être rendu compte et le Congrès vinicole national italien de fin 1920 a voté les conclusions d'un rapport sollicitant l'adhésion de l'Italie à l'Arrangement de Madrid et la prohibition absolue de l'emploi des fausses indications d'origine des produits vinicoles (1). Un projet de modification de la loi sur les marques prévoit déjà du reste le refus d'enregistrement et l'interdiction de l'emploi des marques trompeuses en ce qui concerne la provenance et la qualité ; ce texte punit également l'introduction en Italie de marchandises portant de fausses indications de provenance.

Il est nécessaire d'arriver à une protection efficace, car, sans parler des fraudes vulgaires dont la répression est relativement facile lorsqu'elles sont découvertes, les abus de l'appellation « Champagne » ont atteint une fréquence inquiétante. De nombreuses étiquettes ou annonces présentent des vins italiens sous ce nom ; un article de *La Campagna illustrata* du 5-20 avril 1906 présente sous le titre : « Le grandi industrie italiane. — Il Moscato Champagne », une abondante notice sur une maison de vins de Canelli. Un peu plus tard un importateur de vins du Jura vendus sous l'étiquette « Grands Champagnes » offre son produit comme le

(1) L'Informateur, fév. 1921.

« type constant d'un Champagne naturel que lui donnent les collines prospères du Jura, sans être obligé de recourir aux manipulations savantes d'œnologues éprouvés qui ont fini par faire du Champagne un produit industriel, souvent même nuisible ». Et les exemples foisonnent.

Il importe donc d'obtenir une réaction très nette contre des usurpations aussi répétées et aussi graves. Un pays qui a eu aussi beaucoup à en souffrir, le Portugal, a obtenu dernièrement, en application du *modus vivendi* du 7 mai 1911, l'intervention du gouvernement italien pour réprimer les fausses indications d'origine portugaise.

« Le gouvernement italien s'est engagé à interdire l'importation, la circulation, l'exhibition et la vente en Italie de tous les vins présentés sous le nom de « Porto » ou « Madère », ne provenant pas du véritable pays d'origine, soit la province de Douro ou l'île de Madère, et n'ayant pas un certificat d'origine légalisé par les autorités locales. En cas de transgression, on opérera la saisie de la marchandise, soit sur l'initiative de l'Administration des Douanes, soit à la diligence du Ministère public ou sur la demande d'un intéressé, individu ou société, d'accord avec les législations en vigueur au Portugal et en Italie. » (1).

Il est évident qu'à défaut de l'extension de la protection aux produits d'origine de tous les pays signataires des grandes Conventions internationales, les accords conclus dans le sens de l'arrangement italo-portugais permettent tout au moins d'obtenir un minimum de garanties pour certains produits et il est à désirer que le vin de Champagne puisse jouir au moins d'une telle protection dans un pays comme l'Italie.

(1) Bull. Ch. Com. portug. Paris, août 1921, p. 11.

PAYS-BAS

La protection accordée aux appellations d'origine est à peu près nulle aux Pays-Bas. Les marques seules sont visées par la loi du 30 septembre 1893, modifiée par celle du 30 décembre 1904 (1) et si les Pays-Bas ont adhéré à la Convention de Paris de 1883 et à l'Arrangement de Madrid sur l'enregistrement international des marques, ils se sont par contre refusés à signer celui sur les fausses indications de provenance. L'article 337 du Code pénal (2) est destiné à donner notamment une sanction pénale à la disposition de la convention de 1883 par laquelle est réprimé l'emploi d'un nom ou d'une raison de commerce fictifs en combinaison avec un lieu de production.

Malheureusement, dans la pratique, il s'en faut de beaucoup que cette disposition ainsi que celles destinées à protéger le nom commercial et les marques de fabrique soient rigoureusement appliquées par les Tribunaux ; les Pays-Bas sont un des pays où il est le plus difficile d'obtenir en justice le respect de ses droits en matière de propriété industrielle. Les tribunaux y accueillent avec une facilité déplorable tous les prétextes de nature à libérer le contrefacteur de la responsabilité qu'il a encourue : on exige par exemple qu'il soit fait la preuve que le contrefacteur savait que la marque usurpée était protégée par un enregistrement ; on admet pour des imitations flagrantes que l'auteur de l'acte n'avait peut-être pas l'intention de tromper ou qu'il était possible

(1) Rec. Propr. Ind. V, 619. — Propr. Ind. 1905, 180.

(2) Propr. Ind. 1888, 45.

que le public ne fût pas toujours trompé. La possibilité de confusion est le seul point de vue auquel on se place : l'atteinte au droit de propriété n'entre aucunement en ligne de compte, et la jurisprudence se montre extrêmement difficile pour admettre la possibilité de confusion. C'est ainsi que les propriétaires des marques « Singer » et « Océanine » régulièrement déposées, ont été déboutés de leurs poursuites intentées contre des Hollandais qui avaient usurpé ces désignations, sous prétexte que les ornements entourant le nom étaient différents et que par suite la confusion n'était pas possible !

Une action contre les usurpateurs de l'appellation « Champagne » serait donc très risquée, surtout lorsque le nom réel d'origine du vin est indiqué, par exemple « Rheinwein Champagne ». Il semble cependant que cette note pessimiste doive progressivement s'atténuer ; le progrès obtenu dans la plupart des pays sur la question de protection des appellations d'origine se communique peu à peu aux Etats dans lesquels les textes et la jurisprudence sont en retard sur cette matière et il arrive un temps où l'évolution est suffisamment accomplie dans les esprits pour inciter les gouvernements et tribunaux à accorder une protection efficace. Souhaitons donc que ce soit bientôt le cas pour les Pays-Bas.

[DANEMARK.

La législation danoise en matière de propriété industrielle offre des garanties sérieuses, abstraction faite de l'absence des dispositions de l'article 4 de l'Arrangement de Madrid dont on ne rencontre pas d'équivalents

dans ce pays. La Convention de Paris seule a été signée par le Danemark, en 1904 ; auparavant, il est vrai, un accord franco-danois du 7 avril 1880 (1) assurait la protection des marques, matière qui est régie au Danemark par le règlement du 11 avril 1870 (2) par les lois des 11 avril 1890 (3) et 29 mars 1904 (4) ; en outre, la loi du 1^{er} mars 1889 traite des raisons de commerce (5). Quant aux indications de provenance, elles sont protégées par la loi du 27 avril 1894 (6) : l'article 1, alinéa 2, punit l'indication relative à la provenance, à la qualité, à la substance ou au mode de fabrication de la marchandise, qui serait fausse ou de nature à pouvoir faire naître de fausses suppositions. La loi du 30 mars 1906 (7) concerne spécialement les produits agricoles. Une loi du 8 juin 1912 (8) a complété la législation antérieure en interdisant expressément les désignations inexactes par rapport au lieu de production de la marchandise, à sa nature, composition ou préparation.

De l'ensemble de ces divers textes résulte une certaine sécurité pour le négociant en vins de Champagne : les indications nettement mensongères sont punissables ; malheureusement le caractère générique de l'appellation « Champagne » est accepté par la réglementation danoise et il subsiste ainsi un germe dangereux susceptible de provoquer des confusions préjudiciables au vin de Champagne. En effet, le règlement définissant les

(1) Rec. Pr. Propr. Ind. 164.

(2) Rec. Pr. Ind. I, 182.

(3) *Ibid.* I, 173.

(4) *Ibid.* V, 151.

(5) *Ibid.* I, 185.

(6) *Ibid.* I, 189.

(7) Propr. Ind. 1906, 17.

(8) Propr. Ind. 1913, 105.

vins et spiritueux, publié le 10 octobre 1913 est ainsi conçu :

« Il est également interdit de vendre sous la dénomination de « Champagne » ou « Vin de Champagne » un vin autre que celui qui est fait de raisin, suivant les principes d'après lesquels ledit vin est généralement fabriqué, au moyen de la fermentation en bouteille. Comme « vin mousseux » peut seulement être vendu un produit fabriqué avec du raisin, soit au moyen de la fermentation en bouteille, soit au moyen de l'addition d'acide carbonique. »

Il en résulte que peut s'intituler « Champagne » le vin qui en France s'appelle, soit « Champagne », soit « Vin mousseux », et que l'emploi de la dénomination] « Vin mousseux » sans correctif est autorisé pour le « vin mousseux gazéifié ».

Malgré la grande latitude laissée aux commerçants danois par ce texte, il n'apparaît pas que l'abus du mot « Champagne » s'y produise maintenant autrement qu'à titre exceptionnel ; aussi est-il possible, lorsqu'il s'agit de maisons d'un certain rang, d'obtenir d'elles le respect de l'appellation. Quant à l'emploi du nom d'une localité champenoise pour un vin produit au Danemark, même si ce vin était de provenance champenoise, cet usage nous semblerait tomber sous le coup de la loi danoise proscrivant les désignations inexactes relatives au lieu de production ou à la préparation. Tout au plus pourrait-on admettre dans cette hypothèse que le lieu où le raisin a été récolté fût mentionné accessoirement sur l'étiquette, mais à condition d'être suivi du nom du lieu de fabrication au Danemark.

Les milieux dirigeants danois ne paraissent pas hostiles aux principes dont nous préconisons l'adoption pour la protection des appellations d'origine, mais il

faudrait une occasion qui les poussât à sortir de l'indifférence avec laquelle tant de pays traitent cette question et qui les oblige à aboutir à des solutions pratiques.

SUÈDE

Le principe directeur de la législation suédoise en matière de propriété industrielle est le protectionnisme et c'est en général à l'application de cette politique qu'a été subordonnée la protection des appellations étrangères. La Suède a adhéré en 1885 à la Convention de Paris et de nombreuses lois ou règlements ont régi les marques et les noms commerciaux : une loi récente, du 15 mars 1918 (1) a opéré une heureuse fusion des textes précédents. Pour ce qui est des fausses appellations d'origine, une ordonnance royale du 9 novembre 1888 les interdisait déjà à l'importation, mais une législation nouvelle est venue apporter les précisions nécessaires. La loi du 4 juin 1913 (3), après avoir posé le principe général de prohibition des fausses indications d'origine, organise d'abord la saisie des marchandises portant une fausse indication d'origine suédoise, puis l'application éventuelle de ces dispositions aux marchandises portant des indications d'origine étrangère et cela au cas d'accord avec le pays étranger intéressé et sous condition de réciprocité. Ces dispositions ne s'appliquent pas au cas où l'appellation est considérée comme générique (les appellations de produits vinicoles pouvant être exceptées de cette réserve) ou bien lorsque mention précise et

(1) Propr. Ind. 1918, 77.

(2) Rec. Propr. Ind. II, 503.

(3) Propr. Ind. 1914, p. 98. — Voir, en outre, commentaires sur la question. Propr. Ind. 1912, p. 20.

en caractères apparents est faite du pays ou du lieu de production ou de fabrication. L'ensemble de la loi de 1913 se rapproche de l'esprit de l'Arrangement de Madrid et semble bien préparer l'adhésion de la Suède à cette Convention ; malheureusement la tolérance des fausses indications accompagnées d'un correctif spécifiant la véritable provenance, implique l'acceptation des Champagnes espagnols ou Bourgognes allemands, ce qui serait en contradiction avec l'interprétation correcte de l'Arrangement de Madrid. Une loi du 9 octobre 1914 (1) est venue compléter sur ce point la loi de 1913 : elle a tout d'abord rendu obligatoire l'insertion dans les accords de l'exception prévue en faveur des appellations de produits vinicoles, qui ne pourront donc être considérées comme désignations génériques, et elle a permis d'interdire l'importation de produits vinicoles portant une fausse indication d'origine accompagnée d'un correctif.

« Pour certaines indications relatives à de tels produits, il peut aussi être stipulé que les marchandises munies d'une fausse indication de cette nature ne pourront être importées en vue de la vente, même si cette indication est accompagnée d'une mention rectificative du genre de celle dont il est parlé au premier alinéa. »

Nous devons nous féliciter de l'insertion d'une disposition aussi précise dans la loi suédoise ; elle marque bien le terme des hésitations qui ont empêché la Suède d'adhérer à l'Arrangement de Madrid et de signer des accords véritablement protecteurs des appellations d'origine (2).

(1) Propr. Ind. 1916, p. 61. — Une autre loi de la même date fixe des sanctions pénales pour l'apposition d'indications d'origine fausses sur les marchandises, ainsi que pour la vente de marchandises faussement marquées.

(2) Voir Propr. Ind. 1920, p. 34.

NORVÈGE

La situation dans ce pays offre quelque analogie avec celle qui existe en Suède : monopole, restriction et réglementation des ventes, mais aussi effort pour obtenir la loyauté dans les transactions. Les anciennes lois de 1884 et 1900 ont été abrogées et remplacées par celle du 2 juillet 1910 (1), modifiée le 28 mars 1919 (2) : en dehors de la réglementation relative aux marques, cette loi prévoit que les marchandises mises en vente ou destinées à l'être, ne pourront être revêtues d'une indication inexacte du lieu d'origine ou de toute autre inscription propre à provoquer une confusion à cet égard ; mais la loi ne s'applique pas aux indications de lieux qui, d'après les usages commerciaux, ont pour but, non pas de désigner la provenance, mais la nature : par suite de cette réserve, beaucoup d'appellations pourraient être considérées comme génériques et en conséquence ne seraient pas protégées.

Le commerce français est heureusement gardé contre cette éventualité, car il peut réclamer le bénéfice non seulement de la Convention de Paris signée par la Norvège en 1885, mais surtout de la convention commerciale franco-norvégienne du 23 avril 1921 (3). Cette convention contient un article 4 rédigé d'après les principes qui ont inspiré l'élaboration des articles 274 et 275 du Traité de Versailles et des conventions avec tous les nouveaux États issus des anciens empires russe et austro-hongrois. Ce texte est très net et très complet.

(1) Propr. Ind. 1911, p. 6 et 9.

(2) Propr. Ind. 1919, p. 50.

(3) J. O. du 18 juin 1921, entrée en application immédiate.

Après avoir stipulé l'engagement pris par le gouvernement norvégien de respecter les appellations régionales de produits vinicoles français, qui lui auront été notifiées, il en précise tous les cas d'application et mentionne expressément que ces dispositions sont applicables même lorsque l'appellation régionale inexacte est accompagnée de l'indication du véritable lieu d'origine ou des expressions « type, genre, façon », ou autres similaires. La saisie peut avoir lieu à la requête de toute partie intéressée, du Ministère Public ou de l'administration des douanes (1).

Quoiqu'il ne s'agisse que d'un arrangement particulier et provisoire, toujours soumis à dénonciation, nous devons considérer le résultat obtenu comme très satisfaisant puisque cette convention exclut toutes les difficultés d'interprétation que tant de pays font surgir à propos du texte de l'arrangement de Madrid et qu'elle précise certains cas non visés en 1891. Il est certain que lorsqu'un pays souscrit loyalement à une telle convention, son intention est manifestement d'accorder d'une manière générale aux appellations vinicoles toutes les garanties auxquelles elles prétendent et il n'est peut-être pas trop osé de considérer le résultat acquis comme définitif.

AUTRICHE

L'Autriche n'a point de lois régissant le domaine des appellations d'origine. Les marques seules y ont fait l'objet d'une législation, demeurée du reste pendant

(1) Voir pour les conditions exactes stipulées dans ce type d'accord, supra p. 227, note.

fort longtemps d'une application défectueuse ; et la convention franco-austro-hongroise du 14 février 1884 (1) accordait simplement aux ressortissants des pays contractants la même protection qu'aux nationaux ; or celle-ci paraissait insuffisante aux Français. Les principales lois sur les marques sont des 6 janvier 1890 (2), et 31 juillet 1893 (3) complétées par des ordonnances. Le nom commercial est visé par la loi du 15 mars 1883 (4) mais le bénéfice de son application, d'après la jurisprudence, n'était pas visé par la Convention franco-austro-hongroise. La matière du nom commercial et des indications de provenance restait donc sans aucune protection au profit des Français, sauf celle qui pouvait découler de l'article 1295 du Code civil, qui présente des analogies avec notre article 1382. Cette lacune a été comblée en partie par l'adhésion tardive de l'Autriche à la Convention de Paris, en 1909 ; elle s'était en effet jusque-là abstenue tant pour cette convention que pour l'Union restreinte sur les fausses indications de provenance, à laquelle elle n'a jamais souscrit.

Cependant l'Autriche n'était pas et ne pouvait pas rester indifférente à ce mouvement de protection, et en 1903 son Gouvernement ouvrait une enquête sur l'utilité de protéger les indications de provenance des houblons qui étaient l'objet d'une usurpation importante, notamment pour les noms de « Saaz » et d' « Auscha » (5). Quelques années après, intervint la loi du 17 mars 1907 sur les indications d'origine pour les houblons (6). — La

(1) Rec. Tr. Propr. Ind., p. 129.

(2) Rec. Propr. Ind. IV, 163.

(3) *Ibid.*, p. 180.

(4) *Ibid.*, p. 199.

(5) Voir Propr. Ind. 1903, p. 88.

(6) *Ibid.* 1907, p. 56.

même année l'Autriche et la Hongrie signaient un accord destiné à réglementer l'emploi du nom « Tokay », réservé au vin produit sur un certain nombre de communes (1).

— Peu après, le Portugal, fidèle à la politique qu'il a suivie pour obtenir la protection des appellations « Porto et « Madère », obtenait de l'Autriche-Hongrie le droit de répression des fausses appellations « Porto » et « Madère » le 8 juillet 1911 (2).

La situation se présente actuellement sous un jour plus favorable du fait des obligations contractées par l'Autriche dans le Traité de Saint-Germain, articles 226 et 227 (3). Pour s'y conformer et assurer d'une manière générale à nos produits et spécialement à nos produits vinicoles la protection stipulée en leur faveur, l'Autriche devra procéder à un remaniement de sa législation pour la mettre en harmonie avec les dispositions du Traité.

HONGRIE

Pendant longtemps le régime de la propriété industrielle en Hongrie est resté dans le sillage de celui de l'Autriche. Cependant en matière vinicole la contrefaçon des marques et l'usurpation des appellations y fut plus intense, mais par contre le progrès dans le sens de la protection un peu plus accentué. Les marques font l'objet des lois des 4 février 1890 et 30 juillet 1895 (4). La loi de 1884 sur l'industrie (5) permet de poursuivre

(1) Voir Propr. Ind. 1908, p. 53.

(2) *Ibid.* 1912, p. 143.

(3) Calqués sur les articles 274 et 275 du Traité de Versailles ; voir *supra*, p. 225. V. loi 19 déc. 1922. — Pr. Ind. 1923, 42.

(4) Rec. Pr. Ind., p. 343 et 346.

(5) Propr. Ind. 1905, p. 114.

les désignations, signes, ou indications qui ne correspondent pas à la situation véritable de la maison ou à la réalité. De plus la loi XLVII de 1908 (1) destinée à conserver la réputation des vins hongrois, notamment du vin de Tokay, contient une disposition générale susceptible d'avoir une grande portée : « Il est interdit d'attribuer aux vins une origine ou une provenance autre que l'origine ou la provenance réelle. » (art. 10). Du fait de la juxtaposition des deux locutions « origine » et « provenance », toute discussion de mots, comme il s'en produit si souvent, se trouve écartée. Mais si la Hongrie a toujours paru désireuse de sauvegarder ses vins, elle n'a pas jugé à propos de faire l'application de ces principes au vin de Champagne et au Cognac : elle en a toléré les usurpations, et la France ne peut invoquer que la protection restreinte résultant de l'article 10 de la Convention de Paris à laquelle la Hongrie a adhéré en 1909. A la Conférence de Bruxelles de 1897, le délégué de la Hongrie déclara nettement que la Hongrie ne pourrait concéder que les dénominations de ses régions vinicoles réputées, telles que celles de « Tokay », de « Villany », etc., pussent être considérées comme des désignations génériques. Mais il estimait que le mot « Champagne » avait déjà pris un caractère générique.

« Dans l'intérêt de sa modeste industrie de champagne et de cognac, la Hongrie attache de l'importance à ce qu'il soit entendu que certaines dénominations vinicoles, qui étaient à l'origine des indications géographiques, puissent être considérées comme des dénominations génériques. » (2)

(1) Voir Propr. Ind. 1908, p. 53, et RICHARD, op. cit., p. 128.

(2) Procès-verbaux de la Conférence de Bruxelles, p. 166 et 263. — Voir également supra, p. 209.

En 1910-1911 le Ministère du Commerce de Hongrie fit une enquête pour connaître le point de vue du commerce des vins mousseux et spiritueux, afin de se faire une opinion pour la Conférence internationale de révision de Washington, en 1911 ; la question posée aux fabricants de vins mousseux était la suivante : « Le mot « Champagne » signifie-t-il un mode de fabrication applicable aux vins de n'importe quelle région, ou bien est-il un mot qui n'est applicable qu'aux vins d'un caractère spécial d'une région déterminée ? » Des réponses diverses furent données, mais le gouvernement adopta l'opinion des maisons qui ne se contentaient pas de l'emploi du mot hongrois « Persgo » (mousseux), mais éprouvaient le besoin de se servir du mot « Champagne ». Les habitudes fâcheuses de beaucoup de fabricants de vins mousseux hongrois exercèrent donc une certaine influence sur la ligne de conduite de leur gouvernement qui ne voulut pas reconnaître le caractère d'appellation d'origine du mot Champagne, alors que par l'accord du 8 juillet 1911 que nous avons relaté plus haut, il dut cependant le faire pour les vins de Porto et de Madère.

La situation actuelle est absolument la même pour la Hongrie que pour l'Autriche et l'Allemagne, puisque le Traité de Trianon a repris les dispositions des Traités de Versailles et Saint-Germain relativement à la concurrence déloyale et à la protection renforcée accordée aux appellations de produits vinicoles (art. 210).

TCHECO-SLOVAQUIE

La Tchéco-Slovaquie est un des pays nés du démembrement de l'empire austro-hongrois, avec lequel la France peut espérer avoir un courant important d'affaires.

Aussi est-il d'un intérêt primordial que non seulement les conditions économiques de ces échanges, mais encore les garanties assurant la loyauté des transactions soient nettement définies. Le Gouvernement tchéco-slovaque a déclaré (29 janvier-23 mars 1920) continuer d'une manière générale la protection accordée par l'empire austro-hongrois en matière de propriété industrielle et commerciale (1) et il a fixé les modalités d'application de cette déclaration aux marques (2) ; aussi pour les droits afférents aux dépôts de marques et aux droits de priorité, ne subsiste-t-il plus aucune solution de continuité entre la date de la séparation de la Tchéco-Slovaquie d'avec l'empire d'Autriche-Hongrie et celle de l'accession du nouvel Etat à la Convention de Paris et à l'Arrangement sur les marques (3), 5 octobre 1919.

Mais en matière d'appellations d'origine, l'ancienne législation austro-hongroise était, pour l'époque actuelle, tout à fait insuffisante et l'adoption de nouvelles bases s'imposait. De tout temps, il y a eu en Bohême des contrefaçons et des usurpations très dangereuses : un prix courant d'un fabricant tchèque offrait il y a quarante ans un « Champagnerwein produit d'après la méthode la plus nouvelle », et il annonçait plus loin qu'il avait « douze étiquettes différentes à choix pour les champagnes » ; il est très probable que ces étiquettes reproduisaient des noms de grandes marques champenoises ! Dernièrement nous lisons dans une importante revue tchèque une annonce d'une « Maison de Champagne » ayant son siège en Tchéco-Slovaquie. Une autre fabrique se couvre par l'envoi de quelques tonneaux et bouteilles

(1) *Propr. Ind.* 1920, p. 37 et 46.

(2) *Ibid.*, p. 72.

(3) *Ibid.* 1919, p. 97.

de vin de Champagne expédiés d'Epernay, pour se donner comme une succursale de cette maison fictive d'Epernay et offrir son vin comme vin de Champagne.

Ces exemples, et il y en aurait d'autres à citer, montrent bien la nécessité d'aboutir en Tchéco-Slovaquie à une réglementation sévère qui soit accompagnée d'une éducation du public. Le premier pas a été fait par la Convention franco-tchéco-slovaque du 4 novembre 1920 (1) entrée en application provisoire avant la ratification qui paraît du reste ne pas devoir être donnée, puisque de nouvelles clauses économiques sont étudiées actuellement (2). Quoi qu'il en soit, l'article 15 assure la protection générale contre la concurrence déloyale, et l'article 16 introduit en Tchéco-Slovaquie l'adoption de la réglementation française concernant les produits vinicoles, sous condition de notification ; or celle-ci a été faite par notre ministre à Prague, sur transmission du Gouvernement français en date du 25 octobre 1921. Nous n'avons pas à insister sur la portée de ces dispositions que nous avons analysées plus haut ; nous constaterons que l'engagement qu'elles comportaient pour la Tchéco-Slovaquie d'adhérer à l'Arrangement de Madrid sur les fausses indications de provenance a été rempli par cet Etat le 30 septembre 1921. Il pourra donc réclamer dans les autres Etats signataires la protection qu'il désire, notamment pour ses bières. — Nous devons attendre maintenant que la législation interne soit mise en conformité avec la réglementation nouvelle des appellations d'origine et le retard qui y est apporté empêche

(1) Mise en vigueur par décret du 28 avr. 1921 (J. O. du 2 mai 1921).

(2) La Convention a été dénoncée par le Gouvernement français pour le 2 mai 1923 (J. O. du 7 fév. 1923), prorogée jusqu'au 2 juin.

momentanément la répression des usurpations qu'il importerait, pour le bon renom du vin de Champagne, de faire cesser dans le plus bref délai.

POLOGNE

Autrefois fraction importante des marchés russe, allemand et autrichien, la Pologne autonome peut devenir un débouché intéressant pour le commerce des vins de Champagne qui y ont acquis de tout temps une grande réputation. Un premier obstacle à leur expansion s'est rapidement élevé : la chute du mark polonais et les droits d'entrée formidables dont ce gouvernement a taxé alors les vins de Champagne. Aussi l'un des résultats habituels en pareille hypothèse s'est-il produit : la contrefaçon a profité de l'absence des vins français et a littéralement inondé le marché de liquides innommables, portant des noms de marques, vraies ou fictives, de Reims ou Epernay, qui par surcroît sont présentées sous le nom de « Champagne », « Roi du Champagne » ou parfois « Szampan » ; les fabriques qui existent à Cracovie, Varsovie et Lemberg ont employé au début des vins de Hongrie, puisque la Pologne n'est pas elle-même producteur de vin : mais la plupart du temps ce sont d'autres matières que le jus du raisin qui servent à fabriquer les boissons qui passent en Pologne pour du Champagne, pour le plus grand préjudice de celui-ci.

C'est donc contre ces abus que la lutte s'engage maintenant, mais avec quelles armes ? La Pologne s'est tout d'abord préoccupée d'assurer le statut des marques par la loi du 4 février 1919 (1), et elle a adhéré le 10 no-

(1) Propr. Ind. 1919, p. 64.

vembre 1919 à la Convention de Paris en déclarant dans son acte d'accession qu'elle prenait ses dispositions pour adhérer ultérieurement à l'Arrangement de Madrid sur les fausses indications de provenance. Depuis sont intervenues les négociations de l'accord franco-polonais signé le 6 février 1922 (1), entré en application dès juin, et elles ont abouti à l'insertion dans ce texte des dispositions protectrices que nous avons examinées plus haut et qui font l'objet des articles 12 et 13. Le gouvernement français a pris des mesures pour effectuer la notification de nos lois et décisions administratives réglementant le droit à l'appellation « Champagne ». Si l'on s'en tient à la lettre de l'article 13, ces dispositions protectrices entrent immédiatement en vigueur, sauf un délai de trois mois accordé aux détaillants ; mais le point toujours très délicat à obtenir, c'est la modification correspondante de la législation intérieure, sans laquelle la poursuite de l'usurpation de l'appellation « Champagne » reste toujours bien risquée. Des difficultés de toutes sortes ont absorbé l'activité de la Pologne et ont retardé cette mise au point, mais nous espérons que notre gouvernement pourra insister amicalement auprès d'elle pour obtenir le vote des lois nécessaires et permettre ainsi l'application effective des articles de la Convention relatifs à la concurrence déloyale et aux appellations d'origine des produits vinicoles.

ROUMANIE

La Roumanie possède en matière de propriété industrielle une législation inspirée de la législation fran-

(1) J. O. du 20 juin 1922.

çaise. La loi fondamentale sur les marques du 15-27 avril 1879 (1) réprime l'emploi de marques susceptibles de tromper l'acheteur sur la nature du produit (art. 13, §§ 2 et 3) et les articles 335 et 336 du Code pénal (2) visent les fraudes sur la nature, la qualité etc. L'usage du nom commercial est réglementé par la loi du 18-30 mars 1881 (3). La Roumanie n'a adhéré que tout récemment à la Convention de Paris et à l'Arrangement sur les marques (6 octobre 1920). Mais ce qui assure surtout aux produits français la protection, c'est l'existence d'un arrangement franco-roumain, en date du 27 février-11 mars 1895 (4) qui reproduit presque littéralement le texte de Madrid sur la répression des fausses indications de provenance. A noter également qu'à la même époque, 20 mars-1^{er} avril 1895, la Roumanie a signé un accord sur cette matière avec la Grande-Bretagne (5).

Nous nous trouvons donc vis-à-vis de la Roumanie, absolument dans la même situation que si elle était signataire de l'Arrangement de Madrid, ce qui ne veut pas dire qu'aucune usurpation de l'appellation Champagne ne se produise plus dans ce pays. Malheureusement de nombreux vins mousseux locaux ne se font pas faute d'emprunter les noms des localités champenoises et le mot « Champagne », en invoquant divers prétextes pour légitimer ces usurpations, par exemple, le dépôt de leur étiquette en France, ou l'envoi d'une certaine quantité de vins authentiques. On nous communiquait récemment une étiquette marque « La Victoire-Bucu-

(1) Rec. Propr. Ind. II, 334.

(2) *Ibid.*, p. 350.

(3) *Ibid.*, p. 347.

(4) Propr. Ind. 1895, p. 111.

(5) *Ibid.*

resti », qui constitue un abus d'un autre genre : elle comporte une bande verte avec l'inscription suivante : sur la première ligne, en petits caractères, la traduction roumaine de « fermentation naturelle en bouteille suivant la méthode des régions de » et sur la deuxième ligne, en caractères très gros, ce mot seul « Champagne ». L'intention nous paraît évidente, mais le fabricant de ce vin prétexterait certainement qu'il n'énonce rien que de vrai et n'est nullement répréhensible. A la faveur de la guerre beaucoup d'usurpations ont pu se propager qui auparavant auraient été plus facilement réprimées. — Les tribunaux roumains ont eu autrefois à faire l'application de l'arrangement de 1895 et un jugement du Tribunal d'Ilfov du 7 février 1913 rendu dans une affaire de contrefaçon de marque fit « défense au sieur R... de, à l'avenir, employer le mot « Champagne » sur ses bouteilles de vin mousseux, conformément à l'Arrangement avec la France du 27 février 1895 » (1).

C'est dans l'annonce du produit, beaucoup plus que sur l'étiquette que l'on rencontre aujourd'hui le mot « Champagne ». Il est souvent aussi écrit « Sampania », qui n'est qu'une adaptation roumaine qui se prononce absolument comme le mot français ; et ces expressions sont dans le langage courant, tandis que celle de « vin spumus » ou autres analogues équivalent à « vin mousseux » sont considérées comme exceptionnelles : le public n'a pas bien compris la portée de la protection accordée aux appellations d'origine, et par des façons de parler irrégulières les traite comme des désignations génériques. Cet abus n'est pas poursuivable directement en vertu de l'arrangement qui vise uniquement

(1) Voir Revue de l'Union des Fabricants, sept. 1913, p. 96.

les indications apposées sur le produit, et il serait nécessaire pour les réprimer de pouvoir s'appuyer sur un texte plus complet, tel que celui des conventions récentes sur lesquelles nous avons eu à nous étendre à propos d'autres Etats.

ROYAUME DES SERBES, CROATES, SLOVÈNES

L'ancienne Serbie possédait une loi fondamentale sur les marques, du 30 mai 1884 (1) commentée par une circulaire du 25 mai 1885 (2) qui protège également le nom commercial (art. 22) et prohibe l'introduction de marchandises revêtues de fausses indications de provenance serbe.

En outre ce pays a adhéré dès l'origine à la Convention de Paris et il assurait à la France, par ses traités commerciaux de 1883 et 1907, le bénéfice du traitement accordé aux nationaux en matières de marques ; de plus l'article 10 de l'accord de 1907 contenait la déclaration du gouvernement serbe qu'il était prêt à conclure avec la France un arrangement spécial pour la protection des marques de fabrique.

Du fait de l'augmentation territoriale et de la transformation en royaume des Serbes, Croates, Slovènes, il ne s'est pas produit de modification de fond à la législation : la loi de 1884 a été maintenue, suivant notification à Berne (3), mais un projet de loi sur la propriété industrielle est à l'étude. En outre, le nouveau royaume a renouvelé son adhésion à la Convention de Paris et a

(1) Rec. Propr. Ind. II, 439.

(2) *Ibid.*, p. 444.

(3) Prop. Ind. 1920, 24.

signé l'Arrangement de Madrid sur les marques (le 26 février 1921). Tout fait prévoir que, comme ses frères d'armes de la dernière guerre, ce pays adhérera sous peu à l'Arrangement sur les fausses indications de provenance et qu'à la première occasion nous obtiendrons de lui l'insertion dans un traité de commerce, de dispositions garantissant complètement la protection des appellations d'origine.

GRÈCE

La situation de la protection est encore fort incomplète en Grèce, en dehors de celle des marques pour lesquelles une loi du 10-22 février 1893 (1) et une ordonnance du 18-30 décembre 1893 (2) fixent des règles inspirées de la législation française. Aucune disposition spéciale pour le nom commercial et les appellations d'origine : cependant la loi de 1893 et les articles 396 et suivants, et 247 du Code pénal permettent la répression de certains abus frauduleux, et la loi sur la concurrence déloyale du 26 décembre 1913 (3) assure une certaine protection aux noms commerciaux et appellations.

La Grèce n'est signataire d'aucune grande Convention, mais la conclusion d'un traité avec la France 8-20 février 1891 (4) protège quelque peu les appellations d'origine, en tant que signes apposés sur les marchandises ou leurs emballages, et nous pouvons invoquer les dispositions de la législation grecque dont le bénéfice nous est

(1) Rec. Propr. Ind. I, 158.

(2) *Ibid.*, p. 567.

(3) Propr. Ind. 1915, p. 40.

(4) Rec. Tr. Pr. Ind., 228.

accordé sous condition de réciprocité. — La tâche reste encore abondante pour le législateur et le négociateur, et il serait à souhaiter que l'on arrivât à un résultat positif dans la matière qui nous intéresse, car la Grèce, quoique producteur de vin, est elle-même un consommateur de vins français relativement important.

BULGARIE

La législation bulgare sur la propriété industrielle est toute récente : la base en est la loi du 14 janvier 1904 (1) sur les marques. Le traité de commerce et de navigation conclu avec la France le 31 décembre 1905 nous accordait par son article 17 la même protection qu'aux nationaux, en attendant la signature d'un arrangement spécial dont les négociations s'ouvrirent aussitôt et aboutirent à la convention du 23 décembre 1906 (2) qui confirmait notamment le principe de la protection réciproque admis dans le traité de commerce.

Mais il faut attendre jusqu'au Traité de Paix pour trouver des dispositions permettant la répression de la concurrence déloyale et des fausses appellations d'origine : les articles 154 et 155 du Traité de Neuilly ne sont que la reproduction des articles 274 et 275 du Traité de Versailles. Depuis lors, la Bulgarie a adhéré le 13 juin 1921 à la Convention de Paris de 1883.

TURQUIE

Il existe seulement en Turquie un règlement sur les marques du 10 mai 1888 (3) qui protège en outre le nom

(1) Rec. Propr. Ind. V, 87, et Propr. Ind. 1904, 74.

(2) Propr. Ind. 1907, p. 97.

(3) Rec. Propr. Ind., II, 619.

commercial à titre de marque et dans une certaine mesure les indications de provenance (article 23). La Turquie n'a signé aucune grande Convention, mais en vertu des Capitulations, et conformément à une déclaration ministérielle, les droits industriels des étrangers sont protégés au même titre que ceux des sujets ottomans (1).

Malgré la brièveté de cette législation, le produit français arrivait à se défendre assez bien contre les contrefaçons ; c'est plutôt seulement dans les années qui ont précédé la guerre que l'on s'est plaint d'usurpations plus nombreuses et d'un certain fléchissement des tribunaux ottomans : on signalait notamment une augmentation considérable de la consommation des cidres importés, fait qui semblait anormal, puisque ces cidres coûtaient plus cher que le vin indigène ; l'explication en est que la bouteille de cidre mousseux, par son habillement, ressemble à une bouteille de vin de Champagne et mousse abondamment et que le public finissait à s'accoutumer à faire servir au lieu de Champagne, comme il est élégant, une boisson mousseuse à bon marché appelée souvent « Cider-Champagne » par les importateurs anglais.

En 1913, un projet de loi sur la propriété industrielle était à l'étude, mais les circonstances en ont arrêté l'examen. Aujourd'hui nous devrions ajouter que le Traité de Sèvres contient les mêmes dispositions que les autres Traités de Paix en matière de propriété industrielle et d'appellations d'origine, mais les difficultés internationales ne nous permettent pas d'envisager encore maintenant l'application de cette protection.

(1) *Ibid.*, p. 603.

RUSSIE

A titre rétrospectif nous dirons un mot de la position juridique de la protection du vin de Champagne sous l'ancien régime russe, car ce pays fut un marché trop important pour que nous puissions le passer sous silence. Les avis du Conseil d'Etat du 26 février-9 mars 1896 (1) réglementaient le dépôt des marques, mais la protection résultait des dispositions du droit commun, tant pour les marques et le nom commercial que pour les fausses indications de provenance qui étaient considérées comme un des cas de faux signalement prévu par l'article 1357-2 du Code pénal. Mais les rigueurs mêmes du Code pénal, qui punissait la contrefaçon comme un crime, faisaient hésiter les Tribunaux qui bien souvent, pour éviter d'appliquer des peines trop sévères aux coupables, préféraient les acquitter lorsqu'un prétexte quelconque le permettait, par exemple quelques différences dans le nom de l'étiquette plagiaire. Aussi contrefaçon des marques et usurpation du mot Champagne étaient-elles très actives, quoique dissimulées. De nombreuses études avaient été faites par notre gouvernement pour aboutir à une modification de la législation russe et à une convention franco-russe dans le sens d'une protection plus efficace, mais le chemin à parcourir pour arriver à ce but était bien long, et il l'est encore beaucoup plus aujourd'hui. Aussi nous est-il actuellement impossible de dire quoi que ce soit sur la Russie actuelle, qui n'existe plus pour le commerce des vins de Champagne.

(1) Rec. Propr. Ind. II, 391.

ETATS ISSUS DU DEMEMBREMENT DE L'EMPIRE RUSSE

La *Finlande* possède depuis 1889 une législation sur les marques. L'appellation « Champagne » y était considérée autrefois comme générique, cependant il ne semble pas que la contrefaçon y ait atteint la même intensité qu'en Russie. Actuellement la Convention du 13 juillet 1921 (1) protège doublement nos appellations d'origine : tout d'abord par l'article 6 qui stipule que « la Finlande s'engage à acheter en France tous les vins et toutes les boissons alcooliques qui sont nécessaires pour la consommation légale, à l'exception de telles spécialités que la France ne pourrait produire ». Par ce monopole accordé aux produits français se trouve déjà éliminé le danger des produits étrangers faussement étiquetés. (Il est à craindre que par suite de la prohibition des boissons alcooliques, cette concession ne soit d'aucun profit pour nous.) En outre, les articles 15 et 16 contiennent les mêmes dispositions pour la répression de la concurrence déloyale et la protection des appellations d'origine que dans toutes nos récentes conventions. Les textes réglementaires français ont été transmis pour notification, les 26 octobre et 29 décembre 1921.

En Esthonie nos appellations d'origine de produits vinicoles sont protégées sous la même forme par les articles 13 et 14 de la Convention du 7 janvier 1922 (2) entrée en application provisoire dès le mois d'août.

(1) J. O. du 21 juill. 1921.

(2) J. O. du 17 août 1922, p. 8579.

La *Lettonie* et la *Lithuanie* sont deux pays neufs pour lesquels nous ne pouvons que souhaiter qu'ils entrent résolument dans la voie de la loyauté commerciale et du respect des appellations, dans laquelle les pays voisins se sont récemment engagés.

CHAPITRE III

La situation en Afrique

Cette partie du monde ne nécessitera pas un examen approfondi de notre part, car la plupart des pays qui la composent, ou bien sont sous la dépendance directe ou indirecte des grands Etats européens, ou bien n'en sont encore, au point de vue propriété industrielle, qu'à la période de formation et ne sont pas ouverts jusqu'ici à la notion de protection de l'appellation d'origine. Seuls quelques pays qui offrent une certaine importance au point de vue du commerce des vins de Champagne retiendront donc notre attention quelques instants. Nous rappelons que le régime français de protection des appellations d'origine est applicable à nos colonies.

La *Tunisie* devait tout naturellement suivre la France dans la voie de la protection des marques et des appellations, et la législation qui y a été introduite, s'inspire beaucoup de la nôtre. La matière des marques est régie notamment par les décrets des 3 juin 1889 (1) et 7 avril 1908 (2) qui ne comportent pas de dispositions spéciales sur le nom commercial et la concurrence déloyale. Mais la Tunisie est adhérente depuis l'origine à la Convention

(1) Rec. Propr. Ind. III, 114.

(2) Propr. Ind. 1910, p. 58.

de Paris, et aux Arrangements de Madrid sur l'enregistrement des marques et sur les fausses indications de provenance, de sorte que la protection de l'appellation « Champagne » y est ainsi garantie.

Au *Maroc*, la protection des marques a été assurée par les accords commerciaux spéciaux négociés par les grandes puissances. Le Maroc étant devenu pays de protectorat, possède une législation propre, largement inspirée par la législation française. Depuis le 30 juillet 1917, le Maroc, à l'exception de la zone espagnole, est signataire de l'Union générale de 1883 et des Unions restreintes de 1891. La répression des contrefaçons et des usurpations d'appellations d'origine y est donc maintenant possible.

L'*Egypte* ne possède pas de législation spéciale de la propriété industrielle, et c'est en vertu du droit naturel que sont réprimés les abus de toutes sortes, conformément aux règles de l'équité.

La production vinicole de l'*Afrique du Sud britannique* a toujours été en fait un obstacle à l'adoption d'une réglementation sévère des appellations d'origine, ainsi que le rappelait le rapporteur anglais, M. A. B. J. Norris au Congrès international du Commerce des Vins à Bruxelles en 1910 (1) : les vins d'imitation, tels le « Champagne du Cap » comme le « Bourgogne australien » représentent des intérêts anglais considérables, et il n'a pas paru possible à l'Empire britannique d'admettre la protection absolue des appellations sans nuire à ces vins. Cette considération utilitaire vient en droit à l'appui

(1) Congrès de Bruxelles, p. 275.

de la thèse adverse, puisqu'elle montre que c'est à l'emploi de l'appellation étrangère que le produit imité doit une partie de sa vogue ; cet usage fondé sur la renommée d'autrui est donc bien illicite. Il est à remarquer que les faux Champagnes de l'Afrique du Sud ont acquis, depuis la guerre, une place beaucoup plus importante sur le marché local, du fait des obstacles douaniers et autres apportés à la diffusion des Vins de Champagne.

CHAPITRE IV

La situation en Asie

La *Chine* ne possède pas de législation sur la propriété industrielle, et la protection résulte uniquement des accords intervenus entre puissances, ainsi que c'était le cas au Maroc avant l'établissement du protectorat français. Ce système est évidemment insuffisant et il est probable que la Chine aura à cœur de légiférer sur une matière aussi importante. Il ne faut pas nous étonner que dans ces conditions, il se soit produit dans ce pays des abus insensés, tel que celui qui faisait prendre au consommateur les cidres mousseux importés d'Europe pour des Vins de Champagne !

Par ailleurs, le *Japon* est à un stade plus avancé et a adopté au XX^e siècle une réglementation sérieuse des marques, notamment par les lois des 2 et 13 avril 1909 (1) précédées par l'accession de ce pays à la Convention de Paris, en 1899. La France jouit de garanties spéciales pour la répression des fausses indications de provenance, du fait du traité du 19 août 1911. Il n'en existe pas moins encore actuellement des contrefaçons et usurpations très graves et dernièrement une maison japonaise de Tokio offrait du « Champagne », du « Chateau-la-Rose » et de

(1) Rec. Pr. Ind. VI, 84, et IV, 54.

la « Bénédictine » « fabriqués par la maison » ; ceci sans parler d'innombrables contrefaçons de marques françaises.

Les *autres pays asiatiques* sont, soit soumis à la législation de la métropole, lorsqu'il s'agit de colonies, soit encore ignorants des questions de marques et d'appellations d'origine.

Le *Siam* cependant protège dans une certaine mesure le nom commercial et les marques, en vertu des dispositions de son Code pénal de 1908 (art. 235 à 239) (1).

(1) Rec. Propr. Ind. VI, p. 107.

CHAPITRE V

La situation en Océanie

L'*Australie* mérite une mention à part, car cette fédération possède une législation spéciale : loi du 21 décembre 1905 (1) et la loi de 1919 (2) sur les marques ; loi du 8 décembre 1905 (3) sur le commerce extérieur, qui a trait également aux indications de provenance. De plus l'Australie a adhéré en 1907 à la Convention de Paris, mais elle n'a pas accepté le texte révisé à Washington en 1911. Nous avons eu déjà l'occasion de rappeler que le mot « Champagne » est admis dans ce pays pour la désignation des vins mousseux australiens, à condition que la mention de la provenance réelle soit en même temps clairement énoncée. L'usurpation de l'appellation « Champagne » y est donc rendue très facile, et elle a contribué certainement pour une large part à la réduction de la consommation du Vin de Champagne et à l'augmentation de celle des vins mousseux australiens.

Parmi les adhérents à la Convention de Paris nous noterons également la *Nouvelle Zélande*, depuis le 7 septembre 1891.

(1) Rec. Propr. Ind. VI, 618.

(2) Propr. Ind. 1920, p. 75.

(3) Rec. Propr. Ind. VI, p. 673.

CHAPITRE VI

La situation en Amérique

AMERIQUE DU NORD

Canada. — Le Canada n'est adhérent à aucune des Conventions internationales, et le traité de commerce de 1907 ne visait que la protection réciproque des marques et du nom commercial. Cet accord est sur le point d'être remplacé par un nouvel accord, signé, mais non ratifié. La législation interne s'occupe primitivement seulement des marques : loi de 1886, modifiée en 1891, et loi de 1888, et il faut attendre la loi du 16 juin 1920 et celle de la province de Québec du 3 février 1921 sur les fraudes alimentaires, pour rencontrer des textes prohibant les indications frauduleuses tendant à faire croire qu'un produit provient d'un lieu ou d'un pays étranger dont il n'est pas véritablement originaire. Il serait évidemment souhaitable que le Canada persévère dans cette voie en acceptant de protéger les appellations d'origine françaises dans les mêmes conditions que nous-mêmes réglementons le droit à leur usage.

Etats-Unis. — Il semblera peut-être déplacé de venir parler de l'emploi du mot « Champagne » aux Etats-Unis, alors que les produits vinicoles y sont prohibés.

Cependant ce marché a eu une telle importance autrefois (les années aidant, peut-être en recouvrera-t-il une partie !) qu'il est difficile de se dispenser de traiter de la protection des appellations d'origine aux Etats-Unis. Les ressortissants français peuvent s'appuyer sur la Convention de Paris signée par les Etats-Unis en mai 1887, mais son application peu sévère par les tribunaux américains a souvent été critiquée amèrement par nos compatriotes. Quant à l'Arrangement de Madrid, il ne fut jamais adopté ; lors des négociations, la délégation des Etats-Unis fut d'avis que le projet de la commission ne tenait pas suffisamment compte de l'intérêt du commerçant, et qu'il n'y avait pas lieu de réprimer les fausses indications de provenance, lorsqu'il n'y avait pas de partie lésée.

La matière des marques est régie par la loi du 20 février 1905, modifiée le 2 mars 1907 et le 18 février 1909 (1). Une loi du 30 juin 1906 (2) prohibe les fausses indications de provenance, dans le but de protéger le consommateur et le producteur américain principalement contre les fausses indications d'origine américaine. Un projet de loi beaucoup plus net avait été déposé en 1911 (3), mais n'a pas abouti.

Vers la fin du XIX^e siècle, la contrefaçon des marques et l'usurpation du nom de Champagne avaient pris une certaine envergure ; les producteurs de Californie s'étaient lancés dans la fabrication des vins mousseux et la plupart de ceux d'entre eux qui n'essayaient pas de faire passer leur vin pour authentique, employaient néanmoins l'appellation Champagne suivie de l'indication

(1) Rec. Propr. Ind. VI, 327, et Propr. Ind. 1910, 33.

(2) Rec. Propr. Ind. VI, 367.

(3) Propr. Ind. 1912, 73.

du lieu réel de fabrication. Les hésitations de la jurisprudence en cette matière ne pouvaient que les encourager à persévérer.

L'adhésion des Etats-Unis à l'arrangement de Madrid semblerait devoir être moins difficile à obtenir maintenant, puisque par suite de la prohibition, l'exception en faveur des produits vinicoles ne jouerait pas et les tribunaux américains seraient souverains pour les autres produits.

Mexique. — La législation mexicaine est récente et encore incomplète ; la loi sur les marques du 25 août 1903 (1) vise également le nom commercial et la concurrence déloyale ; ses articles 5 et 20 se rapportent à la répression des fausses indications de provenance, mais pour autant qu'elles sont jointes à l'usage d'une marque. Depuis longtemps déjà le Mexique a conclu des traités avec la France : tout d'abord le traité de commerce du 27 novembre 1886, puis la Convention du 10 avril 1899 pour la protection réciproque de la propriété industrielle (2) ; les indications de provenance y sont explicitement protégées par les articles 5 à 9, inspirés des dispositions de l'Arrangement de Madrid ; il est regrettable simplement, au point de vue des sanctions, que la Convention se contente de s'en remettre, à défaut de prohibition ou de saisie, uniquement aux sanctions de la loi nationale.

Nous noterons que le Mexique a adhéré le 7 septembre 1903 à la Convention de Paris (3) et le 26 juillet 1909 à l'arrangement de Madrid sur les marques, mais ce sont

(1) Rec. Propr. Ind. VI, 436, et Propr. Ind. 1904, p. 58.

(2) Rec. Tr. Propr. Ind., 193, et Propr. Ind. 1900, p. 40.

(3) Ann. 04, p. 273.

les stipulations de l'accord de 1899 qui continuent à constituer la meilleure garantie pour nous.

Cuba. — Cuba possédait déjà un décret royal espagnol sur les marques du 21 août 1884, qui fut modifié par des ordonnances américaines de 1899 à 1901 (1). Ce pays est signataire de toutes les grandes conventions, de celle de Paris, le 17 novembre 1904, et de celles de Madrid, le 1^{er} janvier 1905 ; un accord particulier a été signé avec la France le 4 juin 1904 (2).

Le terrain étant donc assez propice à la répression des usurpations de l'appellation « Champagne », quelques négociants en vins de Champagne, agissant à l'instigation de leur Syndicat auquel la loi cubaine ne reconnaissait pas le droit d'ester en justice, tentèrent en 1910 de s'opposer à la vente à Cuba du vin mousseux espagnol « Codorniu » dont la réclame était faite sous le nom de « Champagne », malgré que l'étiquette ne portât plus cette dénomination. Malheureusement, le Tribunal de la Havane, dans son jugement du 10 avril 1912, interprétant absolument à la lettre l'article 5 de la convention franco-cubaine « le fait d'apposer sur un produit une fausse indication de provenance... », débouta les demandeurs. Un pourvoi en Cassation fut introduit, mais le Tribunal Suprême confirma le jugement (décembre 1912) : « il n'y a pas eu infraction à l'article 5 de la Convention qui prévoit seulement le cas de fausse déclaration sur la marchandise, c'est-à-dire soit sur la bouteille, soit sur l'emballage, soit sur l'étiquette, ce qui n'existe pas en l'espèce. »

(1) Rec. Propr. Ind. I, 242, et VI, 253.

(2) Rec. Tr. Pr. Ind., 806.

La conclusion à tirer de cet échec, c'est qu'il sera très difficile d'empêcher l'usurpation de l'appellation « Champagne » à l'étranger, tant que nous n'aurons pas conclu des arrangements particuliers visant l'emploi des appellations d'origine et stipulant que cet emploi sera répréhensible toutes les fois qu'il y aura fausse indication, de quelque manière qu'elle ait été portée à la connaissance du public. C'est pour cela que nous préconisons le texte des récentes conventions commerciales qui vise tous les cas laissés en dehors par l'arrangement de Madrid et les anciens traités.

République Dominicaine. — La République Dominicaine compte parmi les adhérents à la Convention de Paris depuis le 11 juillet 1894. Elle possède une loi du 16 mai 1907 (1) qui, en traitant de la protection des marques, organise en outre la répression de l'usage illégitime des noms commerciaux et de l'emploi des fausses indications de provenance ; la loi n'exige pas, comme le fait la Convention de Paris, que cette indication soit jointe à un nom fictif ou emprunté dans une intention frauduleuse.

AMÉRIQUE CENTRALE

Le *Guatemala* ne possède qu'une législation sur les marques, loi de 1897 (2) et les dispositions du Code pénal, articles 127 à 129 (3). Après avoir été signataire des Conventions de Paris et de Madrid dès l'origine, ce pays

(1) Rec. Pr. Ind. VI, 271 et Pr. Ind. 1908, 8.

(2) Rec. Pr. Ind. III, 402.

(3) *Ibid.* 411.

a retiré son adhésion le 24 novembre 1894 ; il a depuis souscrit à la Convention pan-américaine de Mexico de 1902 qui assure une certaine protection aux appellations d'origine ; la France peut invoquer l'accord du 12 novembre 1895 (1) qui lui accorde le traitement des nationaux en matière de marques, noms commerciaux, raisons de commerce, titres ou désignations de maisons, noms de lieux de fabrication, de provenance ou d'origine. Malheureusement la loi intérieure reste muette sur les indications de provenance (2).

La situation est théoriquement la même au *Saval* *Salvador* : ce pays adhérent originaire à la Convention de Paris, s'en est retiré en 1886, mais une convention du 24 août 1903 (3) nous assure une protection beaucoup plus efficace qu'au Guatemala, et les textes excluent le caractère générique des appellations de vins et spiritueux.

Le *Honduras* n'est lié avec nous par aucune convention et sa loi des 14-22 mars 1919 sur les marques prohibe les fausses indications de provenance, mais a tendance à considérer les appellations régionales vinicoles comme génériques.

Nous pourrions en dire autant de la loi du *Nicaragua* du 30 novembre 1907 et de celle du *Costa-Rica* du 26 mai 1896 ; dans ce dernier pays un accord sur les marques du 8 juillet 1896 (4) pourrait être invoqué, si la législation présentait plus de garanties, car nous jouissons du traitement accordé au national.

(1) Rec. Tr. Propr. Ind., 188.

(2) La convention franco-guatemaltèque du 28-7-22 entrée en application le 8 mai 1923 (J.O. 5 mai) est conçue sur le type des conventions que nous avons étudiées (V. supra p. 227)

(3) *Ibid.* 818.

(4) *Ibid.* 182.

Le *Panama* possède dans ses lois des 9 novembre 1908 et 29 janvier 1911 (art. 16) quelques dispositions contre les fausses indications de provenance, mais elles sont encore insuffisantes.

AMERIQUE DU SUD

Vénézuéla. — Le Vénézuéla ne possède aucune législation protectrice des indications de provenance et du nom commercial et il n'a signé aucune grande convention. La France bénéficie seulement d'une déclaration du 3 mai 1879 (1) conçue en termes généraux, et les seuls textes en matière de propriété industrielle sont la loi du 24 mai 1877, le règlement d'exécution du 7 janvier 1898 et les articles 300 et 301 du Code pénal de 1897 (2), qui visent tous uniquement la protection des marques.

Colombie. — Les décrets de 1900 et 1902 (3) qui visent la matière des marques, assurent la même protection à l'étranger et au national. — La France a conclu avec la Colombie le 4 septembre 1901 (4) un accord pour la protection réciproque de la propriété industrielle ; celui-ci ne prévoit pas la prohibition d'importation, ni la saisie, mais se réfère aux sanctions contenues dans les lois sur les marques. La législation intérieure a été complétée depuis par la loi du 10 décembre 1914 sur les marques, qui assure la protection des indications de provenance.

(1) Rec. Tr. Propr. Ind., 206.

(2) Rec. Propr. Ind. III, 338, 534, 537.

(3) Rec. Pr. Ind. IV, 872, 893, 248.

(4) Propr. Ind. 1904, p. 30.

Equateur. — La législation interne est toute récente et comprend une loi du 23 octobre 1908 (1) pour la protection des marques, laquelle prohibe les fausses indications de toutes sortes ; la loi du 14 septembre 1914 (2) punit spécialement de peines très sévères les fraudes sur la provenance. Une convention qui reproduit les principales dispositions de l'Arrangement de Madrid nous protège en Equateur : conclue le 9 mai 1898, elle fut mise au point définitivement le 17 mars 1900 (3). L'Equateur qui avait signé à l'origine la Convention de Paris, la dénonça dans la suite.

Brésil. — Le Brésil a une législation assez complète sur la propriété industrielle ; les marques font l'objet des lois des 14 octobre 1887 (4) et 24 septembre 1904 (5), complétées par divers règlements. La répression des fausses indications de provenance est spécialement visée par les décrets des 3 et 17 décembre 1897 (6) et du 8 décembre 1905 (7).

D'autre part le Brésil a adhéré dès l'origine à la Convention de Paris, et le 3 octobre 1896 aux Arrangements de Madrid. Une convention franco-brésilienne du 12 avril 1876 pour les marques, nous accordait déjà la réciprocité. Malgré l'adhésion du Brésil à l'Union Restreinte, la protection accordée à l'appellation « Champagne » est restée très longtemps insuffisante, et en 1911 le ministre de l'Agriculture a dû décider que les déno-

(1) Propr. Ind. 1909, p. 25.

(2) Propr. Ind. 1915, p. 88.

(3) Propr. Ind. 1900, p. 131.

(4) Rec. Propr. Ind. VII, 224.

(5) *Ibid.* VI, 187.

(6) Rec. Propr. Ind. III, 245.

(7) *Ibid.* VI, 215.

minations « Eau-de-vie de Cognac » et « Vin de Champagne », prises jusqu'alors comme termes génériques, ne pourraient plus faire l'objet de dépôts de marques.

Pérou. — La loi sur les marques du 19 décembre 1892 (1) (modifiée par la loi du 31 décembre 1895) réprime les fraudes sur l'origine et une convention avec la France, du 16 octobre 1897 (2) nous assure la réciprocité en matière de marques, noms commerciaux, noms de lieu, de provenance ou d'origine. Malheureusement ce traitement du national est encore actuellement insuffisant pour protéger nos appellations de produits vinicoles, car la loi de 1892 permet de les considérer comme génériques. Ce n'est que dans l'éventualité d'une modification de la législation interne dans le sens de la protection, que les effets de la convention se manifesteraient pleinement.

Bolivie. — La législation bolivienne n'assure pour ainsi dire aucune protection aux appellations d'origine. Les deux principales lois sur les marques, des 25 novembre 1893 (3) et 15 janvier 1918 (art. 48), lient la question de fausse indication à celle de l'usage d'une marque et considèrent implicitement les appellations vinicoles comme génériques. — La convention de 1887 (4) qui nous accorde la réciprocité n'est donc d'aucun effet pour les appellations d'origine, et elle ne peut empêcher les fabricants chiliens d'écouler en Bolivie leurs faux vins de Champagne.

(1) Rec. Pr. Ind. III, 488.

(2) Ann. 00, p. 345.

(3) Rec. Propr. Ind. III, 184.

(4) Rec. Tr. Pr. Ind., 283.

Chili. — Malgré l'absence de toute convention, le Chili accorde les mêmes droits aux étrangers qu'aux nationaux. Ceux-ci sont de fait restreints à la protection des marques et du nom commercial, par suite de l'insuffisance de protection résultant de la législation interne : celle-ci comprend principalement les lois sur les marques des 12 novembre 1874 (1) et 12 août 1905 (2), la loi du 24 octobre 1898 sur la contrefaçon (3), l'article 5 du Livre II du Code pénal, et l'article 657 du Code de Santa Cruz, visant la concurrence déloyale. Nos exportateurs possèdent donc quelques armes pour obtenir la répression de la contrefaçon qui fut un moment assez active au Chili, mais ils sont impuissants pour réagir contre les usurpations de l'appellation Champagne.

Paraguay. — La législation du Paraguay sur les marques s'étend aux indications de provenance, car les fausses indications relatives à la nature, la quantité, la qualité, le nombre, le poids, la localité de fabrication ou de provenance, sont punies des peines prévues pour la contrefaçon. Les principaux textes sont la loi du 25 juin 1889, celle du 5 juin 1905 (5) et l'ordonnance du 22 août 1919 (6). Il semble que les Tribunaux aient fait preuve d'une certaine fermeté ; malheureusement la législation n'exclut toujours pas la possibilité de considérer les appellations de crus comme génériques et aucune convention ne nous garantit.

(1) Rec. Pr. Ind. III, 288.

(2) *Ibid.* VI, 245.

(3) *Ibid.* IV, 532.

(4) Rec. Pr. Ind. III, 480.

(5) *Ibid.* VI, 485.

(6) Propr. Ind. 1920, p. 121.

Uruguay. — La législation de l'Uruguay est toute récente et est basée sur la loi du 12 juillet 1909 et son règlement d'exécution du 20 novembre 1909 (1). Les marques et le nom commercial y sont directement protégés, mais les indications de provenance ne le sont qu'indirectement à l'occasion des marques. L'Uruguay n'a signé ni convention d'Union, ni convention particulière avec la France.

République Argentine. — La législation sur les marques remonte seulement au début de ce siècle : loi du 14 octobre 1900 ; celle-ci contient également des dispositions protectrices des noms commerciaux et des indications d'origine, mais subordonnées à la preuve de l'intention frauduleuse. C'est de cette époque que date également la fabrication locale des vins mousseux qui a acquis depuis un développement considérable ; leur vente est propagée en général sous des étiquettes mensongères, la plupart avec la mention « Champagne », quelques-unes avec « Espumante italiano ».

En l'absence de toute convention internationale, les Argentins ont voulu remédier à ces abus par la modification de leur législation. Deux projets de loi, déposés il y a deux ans à la Chambre des Députés, répondent à cette préoccupation. Le projet Raffo de la Reta stipule dans ses articles 15 et 17 du titre III « Les vins étrangers devront porter clairement sur leurs récipients mention de leur provenance et toutes autres indications nécessaires à une identification parfaite et facile. L'embouteillage des vins nationaux sous des dénominations et

(1) Rec. Propr. Ind. VI, 508. — Propr. Ind. 1910, p. 17 et 91.

(2) Rec. Pr. Ind. IV, p. 868, et Propr. Ind. 1904, p. 5.

formes qui puissent prêter à confusion avec les vins étrangers est interdit. » — Le projet Lencinas exige que les vins importés portent d'une manière claire et apparente toutes les indications désirables, relativement à l'origine, la nature, la qualité, la quantité etc. et que « les vins de production nationale ne puissent être vendus avec des marques ou étiquettes étrangères, ni de façon que leur provenance ne se connaisse pas clairement et nettement » (1).

L'adoption de ces dispositions serait certainement d'un grand intérêt pour le commerce des vins de Champagne, car elle éliminerait pratiquement beaucoup de contrefaçons, mais elle serait encore insuffisante, semble-t-il, pour protéger pleinement le mot « Champagne », si ces textes n'étaient pas complétés par l'interdiction de considérer les appellations régionales de produits vinicoles comme génériques. Or nous avons tout lieu de craindre que ce soit le contraire qui doive se produire dans la pratique et un projet d'ordonnance municipale prescrit pour les vins de production nationale des étiquettes en langue espagnole portant les mentions « Champaña, Cognac, Mosela etc. ». Ces textes ne feraient donc que confirmer la jurisprudence des tribunaux argentins qui, considérant les dénominations géographiques comme génériques, n'en proscrirent pas l'emploi abusif comme délictueux, tant qu'il n'y a pas eu intention manifeste d'induire en erreur sur l'origine.

Les projets actuels tout en faisant faire un pas dans la voie de la loyauté des transactions, ne permettraient cependant pas encore de protéger efficacement les appel-

(1) Voir rapport du Ministre de France dans Revue des Vins et Liqueurs du 30-4-21, p. 173, et art. de M. FERNAND-JACQ dans l'Exportateur français du 19 déc. 1921.

lations vinicoles. Aussi du côté français a-t-on songé à introduire indirectement cette protection, par le dépôt de marques collectives d'origine qui seraient garanties contre toute usurpation en vertu de la réglementation argentine sur les marques. Nous avons traité cette question dans la partie générale sur la protection à l'étranger et n'avons donc qu'à y renvoyer, mais il était nécessaire de le signaler spécialement ici, car c'est à propos de la question de protection en Argentine qu'ont été élaborés tous les récents projets d'emploi de marque collective garantissant l'origine.

CONCLUSION

Nous avons examiné la situation faite à l'appellation « Champagne » dans le monde entier, juridiquement et pratiquement. En France, le caractère de l'appellation a été nettement défini par les tribunaux et par les lois, conformément aux usages ; en fait, il y a eu des abus, et la guerre a permis la survie de certains d'entre eux que l'on croyait disparus à jamais ; des usurpations effrontées se sont produites, des confusions dans l'étiquetage et la présentation du produit ont été recherchées. Mais maintenant, la loi du 6 mai 1919 venant accroître le faisceau protecteur de la réglementation française facilitera aux producteurs de vins de Champagne la défense du nom de leur vin. Néanmoins il sera tout d'abord nécessaire de compléter l'éducation du public français et de lui rappeler que seul a droit au nom de « Champagne » le vin récolté et fabriqué en Champagne, afin que nous ne nous attirions plus de leçons du genre de celle qui nous fut donnée récemment par un négociant étranger à qui nous signalons un emploi abusif du mot « Champagne », émanant d'un de ses compatriotes : « Je n'entends presque jamais, nous écrivait-il, commander ici un vin mousseux indigène par les militaires de votre armée, autrement que sous la désignation de « Champagne ». Pour eux, tout ce qui mousse est Champagne. »

Nous voulons espérer qu'il y a peut-être quelque exagération dans cette remarque, mais elle n'en est pas moins malheureusement fondée, et il faut que cette façon de parler vicieuse disparaisse ; il est vrai que beaucoup de ceux qui s'expriment ainsi savent parfaitement que ce n'est pas du vrai Champagne qu'on leur donnera, mais il n'y a pas de vrai Champagne ni de Champagne français, il n'y a que le Vin de Champagne, et celui qui n'en est pas. Il faut faire taire ce sentiment de vanité qui pousse tant de personnes à désigner faussement un produit par le nom d'un produit supérieur. Il est évident que c'est à nous Français, qu'il incombe de nous surveiller plus particulièrement en matière d'appellations vinicoles, car l'étranger auquel nous cherchons à faire partager notre manière de voir, sera toujours à l'affût des moindres défaillances et les exploitera contre nous. Toute inscription, toute locution qui semble impliquer, de près ou de loin, le caractère générique de nos appellations de crus, soit par l'emploi abusif de ces noms, soit par celui de leurs racines, doit donc être sévèrement proscrite.

La situation à l'étranger est en effet très grave : une infime minorité de pays protègent réellement l'appellation « Champagne » ; beaucoup devraient le faire pour se conformer aux prescriptions des traités et conventions, mais ils n'accordent qu'une protection incomplète et illusoire, soit parce qu'ils interprètent mal le texte de l'arrangement qui les lie, soit parce que l'opinion publique ne s'est pas encore suffisamment formée pour accepter une législation intérieure conforme à la réglementation de l'accord international. Comme le disait M. Chabaud, rapporteur pour l'Amérique à la Semaine du Vin, il faut conclure à la nécessité d'un effort soutenu

et méthodique en vue d'arriver à la protection de nos vins dans les divers pays étrangers :

« A l'égard de ceux qui sont déjà liés à la France par des conventions spéciales relatives aux vins, il devra tendre à perfectionner ces conventions et à obtenir que les Etats signataires mettent leur législation en complète harmonie avec elle. A l'égard de ceux qui, sans être dans de tels liens, ont cependant des traités ou des législations prévoyant la répression des fausses indications de provenance, il devra se donner principalement pour objet, de faire admettre que les appellations régionales vinicoles ne doivent en aucun cas être considérées comme génériques. Vis à vis des autres, enfin, il aura à poursuivre l'édification d'un système complet de protection. » (1)

En poursuivant cette protection de l'appellation Champagne et des autres appellations vinicoles, nous ne nous livrons pas à de simples manifestations platoniques destinées à satisfaire le légitime amour-propre de nos producteurs. C'est une œuvre nationale qui est entreprise, car le vin est une des monnaies d'échange dont nous sommes abondamment pourvus et, de même que nous luttons contre la dépréciation de notre franc, nous devons aussi empêcher que les appellations significatives de la valeur de nos grands crus soient avilies par l'extension de leur emploi à d'autres vins.

Le vin de Champagne traverse une crise sérieuse : les deux tiers de sa production allaient autrefois à l'exportation ; aujourd'hui ses principaux débouchés lui sont fermés : l'effondrement de la Russie et de l'Europe centrale, l'application des mesures de prohibition, totale aux Etats-Unis et en Turquie, partielle au Canada et dans les pays scandinaves notamment, ont atteint des marchés de premier ordre pour le commerce des Vins,

(1) Compte-rendu de la Semaine du Vin, p. 126.

de Champagne ; d'autres pays dans lesquels la fabrication des vins mousseux indigènes s'est développée pendant ces dernières années, frappent nos vins de droits formidables (dépassant parfois le triple de leur valeur) pour satisfaire aux exigences d'un protectionnisme outrancier ; des pays voisins, toujours en quête de ressources fiscales (comme le monde entier), profitent de cet exemple pour élever aussi démesurément leurs tarifs. Les commerçants indigènes ont alors un intérêt pécuniaire si important à présenter leurs vins locaux au public comme « Champagne » que beaucoup d'entre eux cèdent à la tentation, d'autant plus que la loi le tolère souvent.

Il y a là un danger très menaçant pour la France ; les intéressés l'ont bien compris : après que chacun a eu réparé de son mieux les traces de la guerre, reconstitué ses vignes, reconstruit ses celliers, vigneron et négociant champenois se sont unis pour propager la vente du produit issu de leur effort commun et pour défendre son nom, symbole de renommée ; d'accord avec les producteurs des autres vins, ils ont résumé leur programme dans les vœux adoptés à la Semaine du Vin en faveur d'une politique économique favorable au vin de Champagne et aux autres grands crus (1). — « En un temps où rien ne doit être négligé de ce qui peut servir au relèvement de la France, ajoutait M. Poincaré, Président du Conseil, dans son discours de clôture de la

(1) *Vœux adoptés à la Semaine du Vin*, Paris 1922 :

Les cinq premiers vœux ont trait à la suppression des taxes intérieures en France et à la politique qu'il conviendrait d'adopter avec les nations étrangères pour favoriser l'exportation de nos vins.

6° Que soient défendues énergiquement en France, conformément à la Convention de Madrid et au Traité de Versailles, les appellations d'origine pour les vins étrangers comme pour les vins français.

7° Que les démarches les plus pressantes soient faites auprès

Semaine du Vin, un Gouvernement, tout Gouvernement, a une obligation d'autant plus impérieuse de protéger cette part si importante de la fortune nationale. » (1)

des nations qui se refusent à appliquer les mesures propres à la défense des appellations d'origine, portant ainsi un préjudice considérable à tous les vins.

8° Que les concessions les plus larges soient accordées, dans les accords commerciaux en cours, aux vins de grands crus d'origine étrangère, à charge de réciprocité par les nations intéressées, afin de favoriser l'exportation de nos grands vins.

9° (Compte rendu de la Semaine du Vin, p. 145)

(1) *Ibid.*, p. 378.

Vu, le Doyen :

BERTHÉLEMY.

Vu, le Président :

R. DEMOGNE.

*Vu et permis d'imprimer,
le Recteur de l'Académie de Paris :*

P. APPELL.

BIBLIOGRAPHIE

LIVRES

- J. BOZERIAN. — *La Convention Internationale du 25 mars 1883 pour la protection de la Propriété Industrielle*. Paris, 1885.
- G. CHAPPAZ et Alexandre HENRIOT. — *Le Vignoble et le Vin de Champagne*. Reims, Imprimerie Debar, 1923.
- J. CHARTIER. — *Le Régime des indications d'origine et les améliorations à l'étude*. Paris, 1919.
- E. CLEMENTEL. — *Un drame Economique*. Paris, 1914.
- L. COQUET. — *Les Indications d'origine et la concurrence déloyale*. Paris, 1913.
- R. GUERILLON. — *Les appellations d'origine : la loi du 6 mai 1919*. Paris, 1919.
- L. LACOUR. — *Les fausses indications de provenance*. Paris, 1904.
- N. E. LEGRAND. — *Le vin de Champagne*. Reims, 1898 (Matot-Braine).
- G. MAILLARD. — *Usage illicite du nom de Madère*. Paris, Arthur Rousseau, 1900.
- E. MANCEAU. — *Œnologie Champenoise*. Epernay, 1917.
- E. J. MAUMENÉ. — *Traité théorique et pratique du travail des vins* (3^e éd.). Paris, 1890.
- M. MAUNOURY. — *Du nom commercial*. Paris, 1894.
- M. PLAISANT et FERNAND-JACQ. — *Traité des noms et appellations d'origine*. Paris, 1921.
- Eug. POUILLET. — *Traité des Marques de fabrique et de la concurrence déloyale* (6^e éd.), Paris 1912.
- *Recueil des principaux textes et documents relatifs à la protection des appellations d'origine*. Fascicules I à III. Ministère de l'Agriculture 1919-1921.

- *Recueil général de la Législation et des Traités concernant la propriété industrielle* (7 vol.). Berne.
- *Recueil des Traités, conventions, arrangements, accords, concernant la propriété industrielle*. Berne.
- A. RENDU. — *Marques de fabrique et de commerce*. Paris 1881.
- A. RICHARD. — *De la protection des appellations d'origine en matière vinicole : les Vins de Bordeaux*. Bordeaux, Imprimerie Gounouilhou, 1918.
- P. VALLÉ. — *La fausse indication de provenance des produits vinicoles et spécialement des vins de Champagne*. Paris, 1904.
- P. VERNIER. — *L'évolution du Commerce des Vins de Champagne de 1914 à 1921*. Paris, 1923.

ARTICLES ET RAPPORTS

- Comité International du Commerce des Vins, Cidres, Liqueurs et Spiritueux : Congrès de Bruxelles, 1910 (Reims, Matot-Braine).
- Conférences Internationales de l'Union pour la protection de la propriété industrielle : Paris, 1883 ; Rome, 1886 (Impr. Botta) ; Madrid, 1890 ; (Berne, impr. Jent et Reinert) ; Bruxelles, 1897.
- Exposition de 1900. Musée rétrospectif des procédés de la viticulture. Imprimerie Nationale, 1902.
- FERNAND-JACQ. — Rapport sur la répression de la tromperie sur l'origine (Bull. Association Française, 1920, page 71) ; sur la protection des produits vinicoles. 1922, p. 63.
- Alexandre HENRIOT. — Rapport au Congrès de Berlin, 1904. (Annuaire Association internationale.)
- Semaine Nationale du Vin, 1922. Compte rendu des Travaux, Paris, *Expansion Economique*, 1922.

PERIODIQUES

- Annales de la Propriété Industrielle, littéraire et artistique* (Recueil de Pataille).

Annuaire de l'Association Internationale pour la protection de la propriété industrielle.

Bulletin annuel de l'Association française pour la protection de la propriété industrielle.

Bulletin de la Chambre de Commerce Portugaise de Paris.

Bulletins des Chambres de Commerce françaises à l'étranger.

Bulletin Officiel de la Propriété Industrielle et Commerciale.

Informateur, organe du Comité International des Vins, Cidres, Spiritueux et Liqueurs. Paris.

La Propriété Industrielle, organe du Bureau International de Berne.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION :

§ 1. La Champagne géographique et historique.....	7
§ 2. Les origines du vin de Champagne mousseux, son essor	10
§ 3. La vigne. — La fabrication du vin.....	12
§ 4. L'idée de protection de l'origine, autrefois et main- tenant	15
§ 5. L'objet de la présente étude.....	19

PREMIÈRE PARTIE

L'Appellation « Champagne » en France

CHAPITRE PREMIER. — <i>Historique des lois depuis la Révolution jusqu'à la période de délimitation</i>	23
Lois du 29 juillet 1791, 22 germinal an XI. — Le Code pénal, article 423. — La loi du 28 juillet 1824, base de la protection. — Lois diverses et projets de loi sur la répression des fraudes. — La Convention de Paris de 1883 et l'Arrangement de Madrid de 1791 : leur incorporation à la législation interne ; théorie du minimum ; la loi du 1^{er} juillet 1906. — Le tarif des douanes de 1892.	
CHAPITRE II. — <i>Les appellations génériques et les appellations d'origine</i>	34
Les appellations géographiques : transformations auxquelles elles ont donné lieu. — Recherche d'un criterium. Les distinctions proposées. — Liberté d'appréciation des tribunaux. — Cas spécial des produits tenant leurs qualités naturelles du sol ou du climat. — Examen rapide des principales appellations. — Le mot « Champagne » est-il une appellation générique ? Arguments en ce sens ; réfutation. — Solution de la jurisprudence, des conventions internationales et de la législation française.	
CHAPITRE III. — <i>Le vin de Champagne est-il protégé par la loi de 1824 ?</i>	53
Est-il un produit fabriqué ? — Double condition à laquelle il doit répondre : récolté et fabriqué en Champagne. — Où commence et où finit la fabrication ? — Controverses passagères. — Solution,	

CHAPITRE IV. — *Le droit à l'appellation Champagne déterminé par la jurisprudence française*..... 64

Les grands procès du XIX^e siècle contre les usurpateurs de l'appellation « Champagne ». — Constatation et confirmation des usages.

CHAPITRE V. — *La délimitation administrative des territoires ayant droit à l'appellation Champagne*..... 75

Le point de départ : loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes. — Les trois modes de délimitation : délimitation législative, délimitation administrative et délimitation judiciaire. — Avantages et inconvénients de chaque système. — La préparation de la délimitation : l'étude préliminaire et la consultation des intéressés ; la sous-commission des boissons ; rapport Luling. — Commission locale : enquête administrative, enquête technique. — Déclaration d'incompétence du Conseil d'Etat 27 juin 1907. — Proposition Cazeneuve. — Ordre du jour Vallé. — Opposition des Parlementaires de l'Aube. — Vote de la loi du 5 août 1908. — Principes qui guidèrent le Conseil d'Etat. — Le décret de délimitation du 17 décembre 1908 : limites de la Champagne viticole. — Les mesures de garantie octroyées par la loi du 10 février 1911. — La révolte dans l'Aube. — Démonstrations dans la Marne. — Procès des délimitations administratives. — L'Ordre du jour Denoix au Sénat et l'émeute dans la Marne (avril 1911). — Projet de révision du décret de délimitation : la Champagne 2^e zone (décret du 7 juin 1911). — La délimitation dans les autres régions. — Abandon du système. — Projet Pams. — Enquêtes. — La préparation du projet de délimitation judiciaire.

CHAPITRE VI. — *La loi du 6 mai 1919*..... 102

Retour à la délimitation judiciaire. — Etude de la loi : l'action civile ; rôle de la Cour de Cassation, caractère des jugements ou arrêts ; l'action correctionnelle, la partie civile. — Mesures de contrôle et de garantie. — Dispositions spéciales aux Vins de Champagne. — L'abrogation des textes antérieurs. — Le caractère de présomption légale attaché aux anciennes délimitations. — La réglementation ultérieure par décrets et circulaires.

CHAPITRE VII. — *L'action syndicale*..... 119

La base du droit syndical : loi de 1884. — Sa portée : interprétations doctrinales et jurisprudentielles. — Augmentation de la capacité des syndicats par des lois spéciales, par la loi du 6 mai 1919, par celle du 12 mars 1920. — Utilité de l'intervention des syndicats pour la défense de l'appellation d'origine.

CHAPITRE VIII. — *L'application dans le temps des mesures de délimitation*..... 129

Interprétation jurisprudentielle : non rétroactivité — Jugements de Bar-sur-Aube des 9 juillet 1909 et 28 janvier 1910. — Arrêts de la Cour, de Paris du 23 juin 1910.

CHAPITRE IX. — <i>L'application de la loi de 1919. — La revendication de l'appellation Champagne par les producteurs de l'Aube</i>	136
--	-----

Les procès en cours : discussion des arguments tirés de l'origine et des usages ; jugements de Bar-sur-Aube et Bar-sur-Seine. — Arrêts de la Cour de Paris du 16 février 1923. — Tentatives pour restreindre les frais prohibitifs de telles instances.

CHAPITRE X. — <i>Divers emplois de l'appellation « Champagne » au regard de la loi de 1919</i>	149
§ 1. Emploi pour des vins de l'Aube avant décision définitive : sous la désignation ordinaire « Champagne », sous celle de « Champagne Appellation réservée »....	149
§ 2. Peut-on faire du « Vin de Champagne gazéifié » ?....	158
§ 3. Peut-on actuellement fabriquer du vin de Champagne hors de la Champagne ? — Le silence de la loi de 1919. — L'interprétation par les usages. — Solution	159
§ 4. Le vin mousseux de Champagne. — Dénominations à lui appliquer	162
§ 5. Le vin mousseux ordinaire, fabriqué en Champagne. — Confusions à éviter	163

CHAPITRE XI. — <i>Usurpations indirectes de l'appellation Champagne</i>	165
§ 1. Emploi détourné du mot « Champagne » pour des vins mousseux — dans l'annonce — d'une façon indirecte sur l'étiquette — ¹ par réclame abusive	165
§ 2. Emploi des dérivés du mot « Champagne » : Champagniser, Champagnisation, méthode Champenoise. — Protestations contre l'usage de ces mots. — Discussion juridique et pratique. — Danger du libéralisme administratif	179
§ 3. Emploi du mot « Champagne » pour des boissons diverses. — Le Cidre-Champagne. — Nécessité de réprimer sévèrement en France toutes les usurpations pour pouvoir défendre son droit à l'étranger....	194

DEUXIÈME PARTIE

L'Appellation « Champagne » à l'Étranger

CHAPITRE PREMIER. — <i>De la protection en général à l'étranger</i> ..	199
--	-----

L'attitude des divers pays devant les abus. — Les grandes Conventions internationales : Convention de

Paris 1883 ; Conférence de Rome 1886 ; Arrangement de Madrid 1891 ; Conférences de révision de Bruxelles 1897 et 1900. — Les interprétations de l'Arrangement de Madrid : le « Champagne suisse », le « Porto français » ; arrêt Blandy. — L'extension de l'Arrangement de Madrid et les adhésions : les Congrès de l'Association internationale pour la protection de la propriété industrielle, du Comité international des Vins, Cidres, Liqueurs et Spiritueux, de la Croix-Blanche ; la Conférence de révision de Washington 1911. — Les traités de paix et les conventions commerciales récentes. — Les marques collectives. — Les divers congrès tenus en 1922.

CHAPITRE II. — <i>La situation dans les divers Etats d'Europe</i> : . . .	236
Premiers signataires de l'Arrangement de Madrid : Grande-Bretagne, Espagne, Portugal, Suisse. — Autres Etats : Belgique, Luxembourg, Allemagne, Italie, Pays-Bas, Danemark, Suède, Norvège, Autriche, Hongrie, Tchéco-Slovaquie, Pologne, Roumanie, Serbes-Croates-Slovènes, Grèce, Bulgarie, Turquie, Russie, Etats issus du démembrement de l'Empire Russe.	
CHAPITRE III. — <i>La situation en Afrique</i> :	299
Tunisie, Maroc, Egypte, Afrique du Sud.	
CHAPITRE IV. — <i>La situation en Asie</i> :	302
Chine, Japon, Siam.	
CHAPITRE V. — <i>La situation en Océanie</i> :	304
Australie.	
CHAPITRE VI. — <i>La situation en Amérique</i> :	305
Amérique du Nord : Canada, Etats-Unis, Mexique, Cuba, Dominicaine. — Amérique Centrale : Guatemala, San Salvador, Honduras, Nicaragua, Costa-Rica, Panama. — Amérique du Sud : Venezuela, Colombie, Equateur, Brésil, Pérou, Bolivie, Chili, Paraguay, Uruguay, Argentine.	
CONCLUSION :	318
La situation juridique et pratique faite à l'appellation « Champagne ». — Les abus de langage en France : nécessité de les éviter. — Le caractère de l'appellation à l'Etranger ; protection très restreinte ; nécessité d'un effort soutenu et méthodique. — Le vin, richesse nationale : les obstacles à son expansion ; l'union de tous les intéressés.	
BIBLIOGRAPHIE :	323

